

Adams 213.4
Vol. 4.

LETTRES

HOLLANDOISES,

O U

CORRESPONDANCE

POLITIQUE



ADAMS 213.4

*SUR L'ETAT PRESENT DE L'EUROPE ;
notamment de la République des sept
Provinces-Unies.*

Dicere verum quid vetat.

HORACE.

NUMERO I.

TO QUATRIÈME

2552

encourager le pouvoir
pourroit un peu nous v
du d. Bylandt P. e. devenir
de ce d. du k. o. plus comm
c. o. s. s. e. absolu et direc
ta. e. r. u. p. t. i. o. n. d. e. s. Occident de
ex. c. e. p. t. i. o. n. q. u. e. l. e. s. de Fr. t. d. e. s. le
de. n. o. u. s. f. a. c. e. r. t. a. e. s. P. u. v. e. n. i. r. e. n. t. e. s.

N. 2

B

3751 THE

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

jures que vous ont prodigués ceux dont ils rougissent d'être les compatriotes ; ce sont à leurs yeux des Citoyens dégradés qui n'ont plus rien de ce qui caractérisoit autrefois un Hollandois : l'avarice en a fait de vils courtisans ; l'ambition les a métamorphosés en bas adulateurs ; ils n'ont plus de sentiment à eux , d'opinion qui soit la leur ; nés libres , ils portent déjà les fers de l'esclavage , & leurs vœux les plus ardens sont d'avoir un maître , & que la République ait un Souverain : elle n'en aura pas , Monsieur : jamais le temple de la liberté qu'ont élevé nos ancêtres , dont ils ont cimenté les fondemens de leur propre sang , ne sera détruit : notre Province seule , quand toutes les autres consentiroient à sa destruction , s'opposeroit à sa ruine : di-à l'univers entier
désavou
tous
aim
ia

HOLLANDOISES.

5

de ménagement, la vérité, vous déplairont à beaucoup de gens ; ils vous haïront même, mais ils vous paieront intérieurement le tribut d'estime que vous méritez

J'ai l'honneur d'être &c.



ne pourroit un tel pouvoir
de Bylandt, plus com
absolu et direc
Occident de
de France

N. 2

B

L E T T R E

A l' Auteur des Lettres Hollandoises.

UTRECHT, ce Mars 1780.

VOtre correspondant d'Amsterdam ,
Monfieur , vous a induit en erreur.
Trompé par les apparences , il s'est li-
vré avec trop de précipitation à l'es-
poir de voir fa patrie affranchie enfin
du joug de l'Anglomanie , le mémoire
de nos Colleges des amirautés l'avoit
séduit ; il le croyoit dicté par le patrio-
tisme , & l'envisageant sous cet aspect ,
il étoit naturel qu'il crût qu'il s'étoit
opéré un changement considérable dans
ceux , qu'avec juste raison , il pouvoit
auparavant au moins se flatter de
préferer les
la gloire
Rép
an
le

de l'ambition l'occupe tout entier, au point même de n'y laisser la plus petite place au patriotisme.

Moins prévenu que votre correspondant, je n'ai vu le mémoire de nos amirautes que comme un moyen employé pour calmer les cris plaintifs de notre commerce & pour amuser le ressentiment du patriotisme indigné de voir la République insultée impunément par l'Angleterre. Ceux d'entre nous, qui n'imaginent pas qu'on ait formé aucune trame contre notre liberté, n'ont vu le mémoire de nos amirautes, que comme une ruse de la politique de notre Gouvernement employée pour en imposer aux Anglois, & les disposer à avoir égard aux nouvelles représentations que notre Gouvernement se proposoit de faire sur

Commodore
 par le
 qu'a-
 deveni
 qu'a-
 plus comp
 direc
 Occiden
 de Fr
 de nos
 de cert
 des P
 B

réfolus de n'avoir pour elle aucun ménagement. Je fuis perfuadé que les Anglois ne croient pas à l'armement de 52 vaiſſeaux (a) dont nous les menaçons ; ils n'ignorent pas que chez nous tout ſe fait avec tant de lenteur & une fi grande économie qu'il pourroit bien arriver que la guerre fût finie avant que ces 52 vaiſſeaux fuſſent en état de tenir la mer. La conduite que nous avons tenue juſqu'à préſent leur a fait aſſez connoître que le ſiſtême de notre politique étoit de tout ſacrifier, même l'honneur de la République, pour conſerver la neutralité. Ce qui prouve bien que les Anglois craignent peu notre reſſentiment , c'eſt le jugement que leur amirauté a rendu contre les 9 vaiſſeaux de nos commerçans dont ils s'étoient emparés : ce jugement a été déclaré de bon

(a)

ſeaux

de 30

dé

ne

&

2

c

3

lin qui formoient une partie de leur cargaison. Ce jugement est contraire au traité de 1674, qui les a nommément exceptés de la prohibition des marchandises de contrebande: ce jugement est aussi contre le droit des gens, qui n'a jamais interdit aux nations neutres, le transport de marchandises innocentes: mais quand bien même le chanvre pourroit être placé au nombre des munitions navales & que le traité de 1674 les auroit prohibées, au lieu de les excepter comme il l'a fait, pourroit-on confondre le lin avec le chanvre? En ne faisant point cette distinction, les amirautés Angloises ont fait voir & leur injustice & combien peu leur Gouvernement craint notre ressentiment. Le fer qui s'est trouvé sur les vaisseaux confisqués, n'a pas été confisqué,

il seroit fait
 le ju-
 d'au-
 Bylance
 plus comm-
 direct
 Occident
 de Fr-
 Paven-

voque du peu de crainte que leur inspire sa vengeance ; ce jugement est inconséquent ; il prononce la confiscation des cargaisons & non celle des vaisseaux , qui seront relâchés quand ceux à qui ils appartiennent auront prouvé leur propriété.

Deux autres de nos vaisseaux ont été, aussi confisqués parce qu'ils avoient à bord des lettres de franchise de Sa Maj. T. C. : les trois quarts de leur cargaison appartenoient cependant à des négocians d'Amsterdam. L'amirauté Angloise a traité trois autres de nos vaisseaux avec moins de rigueur : elle a ordonné qu'ils feroient relâchés, mais à condition que leurs cargaisons feroient remises au Commissaire de l'amirauté pour leur prix, être payé après que ceux à qui ces cargaisons appartenoient, se feroient payer.

D'après

si le

raut

les

b

de

peut refuser la visite aux vaisseaux des Puissances belligérantes , parce qu'alors le pavillon de son Souverain qu'il porte , n'est pas considéré comme garant de sa cargaison ; mais si ce même vaisseau marchand est convoyé par des vaisseaux de son Souverain , il ne doit être sujet à aucune visite , attendu que les vaisseaux qui l'escortent ou plutôt son Souverain auquel ces vaisseaux appartiennent , est garant que sa cargaison ne contient aucune des marchandises ou denrées réputées contrebande suivant les loix de la guerre ou des traités ; de là il s'en suit que si la Puissance belligérante a une force maritime plus considérable que celle de la Puissance neutre qui convoye & qu'elle use de cette supériorité pour faire la visite , c'est une violation qu'elle commet à l'égard

neutre &

dont la

de de

ne l'

lég

P

bli

gr

mépris de sa garantie & de la parole d'honneur de son représentant le Comte de Byland, ils ont visité les vaisseaux de ses sujets qu'elle avoit mis sous la protection de son pavillon & ensuite enlevés & confisqués ces mêmes vaisseaux, quoique chargés de marchandises & de denrées non réputées contrebande, ni par le droit des gens, ni par les traités.

Mais tandis que nous tenons vis-à-vis des Anglois une conduite d'autant plus humiliante, que nous sommes la seule nation de l'Europe que les Anglois osent braver avec tant d'audace, la Suède qui, certainement n'a pas la même force de mer que celle que nous pouvons avoir, annonce aux Anglois, avec le ton le plus ferme, qu'elle ne souffrira pas qu'on insulte son pavillon. Si elle le fait plus, elle arrêtera tout commerce avec elle, & nous les sujets de son royaume. Elle nous a déjà fait dire, pour nous le faire entendre, qu'elle ne souffrira pas qu'on insulte son pavillon. Elle nous a déjà fait dire, pour nous le faire entendre, qu'elle ne souffrira pas qu'on insulte son pavillon. Elle nous a déjà fait dire, pour nous le faire entendre, qu'elle ne souffrira pas qu'on insulte son pavillon.

L E T T R E I.

Le mémoire que les Colleges des amirautes ont présenté aux Etats Généraux leur avoit été dicté par le Gouvernement ; raisons qui ont engagé à le publier ; le système politique , de la Hollande est aujourd'hui le même qu'il étoit avant ce memoire ; sur quoi est fondée cette politique ; l'armement projeté restera sans effet ; danger qu'il y a dans une République à confier à un seul la distribution des emplois ; de l'Ambassadeur de la République à Londres & de celui du Roi d'Angleterre à la Haye ; les Anglois auroient pu attaquer Ceuta ; le ravitaillement de Gibraltar ne sauvera pas cette place.

A M

ON
qu'on
on
l'évé
doul
on
ver

que, j'étois bien éloigné de penser que le mémoire que les Colleges des Amirautes avoient présenté à L. H. P. ne fut qu'un jeu joué pour adoucir l'amertume de la douleur qu'éprouvoient tous les vrais patriotes, de voir que les outrages continuels que l'Angleterre faisoit à la République, restoient sans vengeance: il étoit naturel de croire que l'espèce d'ostentation avec laquelle on avoit rendu public ce mémoire, annonçoit un changement total dans celui de qui dépendoient, du moins pour les grâces, ceux qui composoient ces Colleges, & de la part de notre Gouvernement une conduite ferme & vigoureuse à l'égard des Anglois, tout opposée à celle qu'il avoit tenue jusqu'à présent: rien de ~~cela~~ est arrivé. Notre Gouverne-

que jamais
 ne pourroit un
 Bylandt
 plus com
 faire,
 direc
 Ré
 de Fr
 mai
 la

République. Cette maniere d'envisager les intérêts politiques de la République n'est pas nouvelle : elle est la suite de l'opinion qu'il n'y a pas une liaison intime entre les intérêts de la République & ceux du commerce de ses sujets, & aussi, de l'idée fausse, que l'honneur d'une Puissance indépendante n'est pas attaqué par les entreprises que forme contre elle une autre Puissance, quand cette Puissance a une supériorité de force qui la rend redoutable. Dissimuler, temporiser & négocier, voilà, disent ceux qui nous gouvernent ce que nous pouvons & devons faire dans l'état de foiblesse où se trouve la République. Nous armerons pour la forme, mais quand nous serons armés, nous continuerons à nous plaindre des insultes qu'on nous fera, sans jamais ressentir le plus léger deffeur, & on ne peut dire que notre effeur ne soit fourni par le vaisseau qui nous a fourni le chaloupe.

publicain. Tout est perdu dans un Etat
Républicain quand un sujet seul , à l'ex-
ception de tous les autres , peut dis-
poser à sa volonté , des places & des
emplois des armées de terre & de mer
de la République: dans un état ainsi
constitué , le corps représentatif n'a
plus de volonté à lui: il agit machi-
nalement ; il n'a d'autres mouvemens
que ceux qu'on veut qu'il ait. Le dan-
ger est moins grand , quand , dans un
Etat Républicain , le distributeur des
graces & des emplois , est l'égal des
autres sujets , alors le seul moyen qu'il
peut employer pour parvenir à la Sou-
veraineté est la corruption ; mais si ce
distributeur est d'une condition qu'il
place au dessus de tous ses concitoyens ,
il a pour lui la considération que don-
ne une naissance illustre & le respect
d'un pouvoir en rang. Ce
pourroit un peu nous surer sur
Byzance. Plus devenant nous
de la République plus comp. quelle ,
absolue et direc. bufer
ception d'Éts. Occident des per-
ique veras de Fr. fon-
des P. ve-
N. 2. B. jet.

Revenons aux affaires Politiques qui occupent aujourd'hui notre Gouvernement : son Ambassadeur à Londres voit souvent le Lord Stormont : il lui conte ses doléances ; lui donne des mémoires , invoque la foi des traités , lui répète souvent les dispositions de celui de 1674 ; dit que nous sommes une Puissance neutre & indépendante ; demande le redressement de nos griefs ; n'obtient rien , & est fort content de ce que Sa Maj. Britannique veut bien le charger de faire ses complimens à sa bonne amie la République , qu'elle aime de tout son cœur , & qu'elle est bien fâchée , par raison d'Etat , d'être obligée de souffleter de tems en tems. Pendant que ces choses importantes se passent à Londres , Mr. le Chevalier York ne restait pas à la Haye dans une inaction si incroyable ; il avait des occupations qui pouvaient lui être utiles ; mais qui , il se le faut avouer , ne pouvaient que lui faire perdre à sa gloire ; il ne pouvait que se faire

on peut dire de lui ce qu'on a dit d'Auguste :

*Habile à voir en nous ce qu'il nous cache en lui,
Il doit toute sa force aux faiblesses d'autrui (a).*

Les conférences qu'il a avec les membres de nos Etats Généraux sont très fréquentes : si , dans ces conférences on se plaint des procédés qu'a son maître à l'égard de la République , il ne cherche pas à les justifier , mais il fait à la République les reproches les plus vifs du peu d'égard qu'elle a pour la juste demande qu'il lui a si souvent réitérée , de donner à son maître les secours que les traités lui donnent droit de demander.

Le Chevalier Yorke passe chez nous pour un très grand politique , & ceux qui le connoissent le comparent au Chevalier de Saxe. Mais ailleurs c'est un homme d'un grand pouvoir de solidité. Il a toujours un air de gravité : un de ses traits de caractère est de devenir plus sérieux dans les moments les plus commodes. Il est très capable d'absorber les détails de la politique de l'Occident & de l'Étendue de son empire. Il étoit un des plus grands de France. Il étoit de nos jours le plus grand de l'Europe.

Le jour qu'on a appris à la Haye l'avantage que les Anglois ont eu sur les Espagnols, & leur entrée dans le port de Gibraltar, tous les Anglomanes ont été en féliciter le Chevalier Yorke: cet heureux événement a été célébré le verre à la main, & on y a bu largement à la prospérité de l'Angleterre & à la *damnation de l'Espagne & de la France.*

Le ravitaillement de Gibraltar est certainement un événement heureux pour l'Angleterre, mais elle le doit moins à l'habileté de ses marins & à la bravoure de ses soldats, qu'aux élémens qui l'ont favorisé autant qu'ils ont été contraires à ses ennemis. Dans d'autres circonstances, les Anglois auroient pû profiter de cet événement pour s'emparer de Ceuta & par sa position, et par sa tance pour comme tar, re maître roit l' vaissea les c & l.

Si l'Espagne eût pû rassembler ses forces , le ravitaillement de Gibraltar seroit devenu pour l'Angleterre un événement bien plus funeste que n'auroit été la perte de cette place : car dans le vrai la possession de Gibraltar sans celle de Ceuta , ne lui est d'aucune utilité. D'ailleurs , qu'elles seront les suites de ce ravitaillement ? Gibraltar peut être réduit en cendres : Mr. de Valiere l'a démontré d'une manière à ne l'aïsser aucun doute , & je suis étonné que les Espagnols aient tardé jusqu'à présent , à faire usage de ce moyen terrible.

J'ai l'honneur d'être &c.



...incourager le pouvoir
 ...pourroit un leaux ...ous v
 ...au d. Bylala ...P...e deveni
 ...de ...au ...plus comp
 ...ce ...se absolu et direc
 ...ta ...s ...tion d'êts. Occiden
 ...ex ...pu ...ique ...tas de Fr
 ...de nou ...f de certa ...es Pave
 ...N. 2 ...B

P O S T S C R I P T U M

Voilà, Monsieur, un grand changement : les Etats de Frise ont pris la résolution suivante ; elle sera sûrement suivie de celle des autres Provinces.

L'assemblée ayant oui la lecture de l'avis remis par les députés de la généralité, contenant les considérations des députés des Colleges d'amirautés respectifs, sur ce qui s'est passé entre le Commodore Fielding Anglois, & le Comte de Byland, Chef d'escadre, & que leur sentiment est : que l'on doit attendre le retour de ce Chef d'escadre avant de décider, si, dans sa conduite, il a fidèlement suivi la teneur de son instruction, & si, en sa qualité de défenseur des navires, il a tenu pendant la guerre, la même manière de faire, mais qu'il ne faut pas en conclure qu'il faut le renvoyer, mais qu'il faut le renvoyer par force, & le renvoyer par force.

vés chargés de chanvre, & d'insulter le pavillon de la République; que cette insulte prouve que les ménagemens jusqu'à présent employés vis-à-vis des Anglois, en privant les navires chargés de mâts & de bois de construction de la protection de l'état en les laissant naviguer seuls & sans escorte, n'a eu aucun effet. Que par conséquent les Etats jugeoient qu'une pareille condescendance ne devoit plus avoir lieu, mais qu'au contraire, toutes marchandises-quelconques que les traités ne déclarent pas être de contrebande devoient, sans difficulté être admises sous escorte & jouir de la protection de l'état, & qu'à cet effet il falloit requérir S. A. S. de vouloir ordonner aux Chefs des vaisseaux de guerre & des escadres de la République, de protéger

... toutes les mar-
 ... pouvoir
 ... nous
 ... Bylandt ... deveni-
 ... plus comp-
 ... direct-
 ... Occident
 ... de Fr-
 ... des

A V I S.

J. L. DE BOUBERS, Imprimeur-Libraire, rue d'Assaut à Bruxelles, vient de mettre en vente le septieme Volume de l'Encyclopédie de Jurisprudence, in-4^o. le 8^{me}. est sous presse : il paroîtra dans le mois de Juin prochain. On peut se procurer cet important ouvrage en Hollande, chez Changuion Libraire à Amsterdam; chez Barth. Wild Libraire à Utrecht, & chez van Cleef Libraire à la Haye. Le prix de chaque Volume est de 10 Liv. de France.

qu'elle peut avoir entraînent sa ruine; son corps politique n'a pas la force & la vigueur de ceux de l'Espagne & de la France; effet que produit sur les nations neutres, la conduite foible du Gouvernement de la République.

PARIS, ce Mars 1780.

L'Expédition de Gibraltar, Monsieur, fait beaucoup d'honneur au Lord Sandwicht qui en a conçu le projet, au Roi d'Angleterre, qui en a chargé, malgré l'avis de son Ministre, l'Amiral Rodney, & à celui-ci, qui l'a commencé par la victoire & terminé par une retraite paisible faite à la vue de l'ennemi qui n'a pas osé la troubler. La France & l'Espagne ont manqué de prévoyance & d'activité : elles pouvoient ignorer les desseins des Anglois mais elles devaient penser que dans l'état où ils se trouvoient, ils ne pouvoient pas se laisser surprendre. Si les Anglois ne se contentent pas de le gêner, mais qu'ils veulent le détruire, les Français ne doivent pas rester pour un ennemi : ils doivent le détruire.

dans le port de Brest, ils eussent ras-
 semblé dans leurs ports un nombre de
 vaisseaux assez considérable pour dis-
 puter l'entrée du détroit aux Anglois,
 ou pour les y tenir enfermés, si, con-
 trariés par les vents, ils n'eussent
 pu les combattre au passage. Les An-
 glois le craignoient & nombre d'en-
 tr'eux considéroient le ravitaillement
 de Gibraltar comme une entreprise té-
 méraire que le succès seul pouvoit jus-
 tifier. Si, au lieu de réussir, les Anglois
 eussent échoué, ils se feroient vus dans
 l'impuissance d'envoyer en Amérique
 un renfort de troupes & de vaisseaux,
 ou s'ils l'eussent fait, leur flotte de la
 manche n'auroit pas osé se montrer de-
 vant celle de la France & de l'Espa-
 gne réunies. Avant le combat du 16
 Janvier qui fut si malheureux & en
 même temps si glorieux pour l'Espagne,
 l'Amiral anglais n'avoit que ses ordres
 pour retourner à la mer. Il avoit sous
 ses ordres deux vaisseaux de ligne & quatre
 frégates. Le 16 Janvier, il étoit devenu
 quatre. Le 17, il étoit devenu six. Le 18,
 il étoit devenu huit. Le 19, il étoit
 devenu dix. Le 20, il étoit devenu
 douze. Le 21, il étoit devenu quatorze.
 Le 22, il étoit devenu seize. Le 23,
 il étoit devenu dix-huit. Le 24, il étoit
 devenu vingt. Le 25, il étoit devenu
 vingt-deux. Le 26, il étoit devenu
 vingt-quatre. Le 27, il étoit devenu
 vingt-six. Le 28, il étoit devenu
 vingt-huit. Le 29, il étoit devenu
 trente. Le 30, il étoit devenu
 trente-deux. Le 31, il étoit devenu
 trente-quatre. Le 1^{er} Février, il étoit
 devenu trente-six. Le 2^e, il étoit
 devenu trente-huit. Le 3^e, il étoit
 devenu四十. Le 4^e, il étoit
 devenu四十二. Le 5^e, il étoit
 devenu四十四. Le 6^e, il étoit
 devenu四十六. Le 7^e, il étoit
 devenu四十八. Le 8^e, il étoit
 devenu五十. Le 9^e, il étoit
 devenu五十二. Le 10^e, il étoit
 devenu五十四. Le 11^e, il étoit
 devenu五十六. Le 12^e, il étoit
 devenu五十八. Le 13^e, il étoit
 devenu六十. Le 14^e, il étoit
 devenu六十二. Le 15^e, il étoit
 devenu六十四. Le 16^e, il étoit
 devenu六十六. Le 17^e, il étoit
 devenu六十八. Le 18^e, il étoit
 devenu七十. Le 19^e, il étoit
 devenu七十二. Le 20^e, il étoit
 devenu七十四. Le 21^e, il étoit
 devenu七十六. Le 22^e, il étoit
 devenu七十八. Le 23^e, il étoit
 devenu八十. Le 24^e, il étoit
 devenu八十二. Le 25^e, il étoit
 devenu八十四. Le 26^e, il étoit
 devenu八十六. Le 27^e, il étoit
 devenu八十八. Le 28^e, il étoit
 devenu九十. Le 29^e, il étoit
 devenu九十二. Le 30^e, il étoit
 devenu九十四. Le 31^e, il étoit
 devenu九十六. Le 1^{er} Mars, il étoit
 devenu九十八. Le 2^e, il étoit
 devenu一百. Le 3^e, il étoit
 devenu一百零二. Le 4^e, il étoit
 devenu一百零四. Le 5^e, il étoit
 devenu一百零六. Le 6^e, il étoit
 devenu一百零八. Le 7^e, il étoit
 devenu一百一十. Le 8^e, il étoit
 devenu一百一十二. Le 9^e, il étoit
 devenu一百一十四. Le 10^e, il étoit
 devenu一百一十六. Le 11^e, il étoit
 devenu一百一十八. Le 12^e, il étoit
 devenu一百二十. Le 13^e, il étoit
 devenu一百二十二. Le 14^e, il étoit
 devenu一百二十四. Le 15^e, il étoit
 devenu一百二十六. Le 16^e, il étoit
 devenu一百二十八. Le 17^e, il étoit
 devenu一百三十. Le 18^e, il étoit
 devenu一百三十二. Le 19^e, il étoit
 devenu一百三十四. Le 20^e, il étoit
 devenu一百三十六. Le 21^e, il étoit
 devenu一百三十八. Le 22^e, il étoit
 devenu一百四十. Le 23^e, il étoit
 devenu一百四十二. Le 24^e, il étoit
 devenu一百四十四. Le 25^e, il étoit
 devenu一百四十六. Le 26^e, il étoit
 devenu一百四十八. Le 27^e, il étoit
 devenu一百五十. Le 28^e, il étoit
 devenu一百五十二. Le 29^e, il étoit
 devenu一百五十四. Le 30^e, il étoit
 devenu一百五十六. Le 31^e, il étoit
 devenu一百五十八. Le 1^{er} Avril, il étoit
 devenu一百六十. Le 2^e, il étoit
 devenu一百六十二. Le 3^e, il étoit
 devenu一百六十四. Le 4^e, il étoit
 devenu一百六十六. Le 5^e, il étoit
 devenu一百六十八. Le 6^e, il étoit
 devenu一百七十. Le 7^e, il étoit
 devenu一百七十二. Le 8^e, il étoit
 devenu一百七十四. Le 9^e, il étoit
 devenu一百七十六. Le 10^e, il étoit
 devenu一百七十八. Le 11^e, il étoit
 devenu一百八十. Le 12^e, il étoit
 devenu一百八十二. Le 13^e, il étoit
 devenu一百八十四. Le 14^e, il étoit
 devenu一百八十六. Le 15^e, il étoit
 devenu一百八十八. Le 16^e, il étoit
 devenu一百九十. Le 17^e, il étoit
 devenu一百九十二. Le 18^e, il étoit
 devenu一百九十四. Le 19^e, il étoit
 devenu一百九十六. Le 20^e, il étoit
 devenu一百九十八. Le 21^e, il étoit
 devenu二百. Le 22^e, il étoit
 devenu二百零二. Le 23^e, il étoit
 devenu二百零四. Le 24^e, il étoit
 devenu二百零六. Le 25^e, il étoit
 devenu二百零八. Le 26^e, il étoit
 devenu二百一十. Le 27^e, il étoit
 devenu二百一十二. Le 28^e, il étoit
 devenu二百一十四. Le 29^e, il étoit
 devenu二百一十六. Le 30^e, il étoit
 devenu二百一十八. Le 31^e, il étoit
 devenu二百二十. Le 1^{er} Mai, il étoit
 devenu二百二十二. Le 2^e, il étoit
 devenu二百二十四. Le 3^e, il étoit
 devenu二百二十六. Le 4^e, il étoit
 devenu二百二十八. Le 5^e, il étoit
 devenu二百三十. Le 6^e, il étoit
 devenu二百三十二. Le 7^e, il étoit
 devenu二百三十四. Le 8^e, il étoit
 devenu二百三十六. Le 9^e, il étoit
 devenu二百三十八. Le 10^e, il étoit
 devenu二百四十. Le 11^e, il étoit
 devenu二百四十二. Le 12^e, il étoit
 devenu二百四十四. Le 13^e, il étoit
 devenu二百四十六. Le 14^e, il étoit
 devenu二百四十八. Le 15^e, il étoit
 devenu二百五十. Le 16^e, il étoit
 devenu二百五十二. Le 17^e, il étoit
 devenu二百五十四. Le 18^e, il étoit
 devenu二百五十六. Le 19^e, il étoit
 devenu二百五十八. Le 20^e, il étoit
 devenu二百六十. Le 21^e, il étoit
 devenu二百六十二. Le 22^e, il étoit
 devenu二百六十四. Le 23^e, il étoit
 devenu二百六十六. Le 24^e, il étoit
 devenu二百六十八. Le 25^e, il étoit
 devenu二百七十. Le 26^e, il étoit
 devenu二百七十二. Le 27^e, il étoit
 devenu二百七十四. Le 28^e, il étoit
 devenu二百七十六. Le 29^e, il étoit
 devenu二百七十八. Le 30^e, il étoit
 devenu二百八十. Le 31^e, il étoit
 devenu二百八十二. Le 1^{er} Juin, il étoit
 devenu二百八十四. Le 2^e, il étoit
 devenu二百八十六. Le 3^e, il étoit
 devenu二百八十八. Le 4^e, il étoit
 devenu二百九十. Le 5^e, il étoit
 devenu二百九十二. Le 6^e, il étoit
 devenu二百九十四. Le 7^e, il étoit
 devenu二百九十六. Le 8^e, il étoit
 devenu二百九十八. Le 9^e, il étoit
 devenu三百. Le 10^e, il étoit
 devenu三百零二. Le 11^e, il étoit
 devenu三百零四. Le 12^e, il étoit
 devenu三百零六. Le 13^e, il étoit
 devenu三百零八. Le 14^e, il étoit
 devenu三百一十. Le 15^e, il étoit
 devenu三百一十二. Le 16^e, il étoit
 devenu三百一十四. Le 17^e, il étoit
 devenu三百一十六. Le 18^e, il étoit
 devenu三百一十八. Le 19^e, il étoit
 devenu三百二十. Le 20^e, il étoit
 devenu三百二十二. Le 21^e, il étoit
 devenu三百二十四. Le 22^e, il étoit
 devenu三百二十六. Le 23^e, il étoit
 devenu三百二十八. Le 24^e, il étoit
 devenu三百三十. Le 25^e, il étoit
 devenu三百三十二. Le 26^e, il étoit
 devenu三百三十四. Le 27^e, il étoit
 devenu三百三十六. Le 28^e, il étoit
 devenu三百三十八. Le 29^e, il étoit
 devenu三百四十. Le 30^e, il étoit
 devenu三百四十二. Le 31^e, il étoit
 devenu三百四十四. Le 1^{er} Juillet, il étoit
 devenu三百四十六. Le 2^e, il étoit
 devenu三百四十八. Le 3^e, il étoit
 devenu三百五十. Le 4^e, il étoit
 devenu三百五十二. Le 5^e, il étoit
 devenu三百五十四. Le 6^e, il étoit
 devenu三百五十六. Le 7^e, il étoit
 devenu三百五十八. Le 8^e, il étoit
 devenu三百六十. Le 9^e, il étoit
 devenu三百六十二. Le 10^e, il étoit
 devenu三百六十四. Le 11^e, il étoit
 devenu三百六十六. Le 12^e, il étoit
 devenu三百六十八. Le 13^e, il étoit
 devenu三百七十. Le 14^e, il étoit
 devenu三百七十二. Le 15^e, il étoit
 devenu三百七十四. Le 16^e, il étoit
 devenu三百七十六. Le 17^e, il étoit
 devenu三百七十八. Le 18^e, il étoit
 devenu三百八十. Le 19^e, il étoit
 devenu三百八十二. Le 20^e, il étoit
 devenu三百八十四. Le 21^e, il étoit
 devenu三百八十六. Le 22^e, il étoit
 devenu三百八十八. Le 23^e, il étoit
 devenu三百九十. Le 24^e, il étoit
 devenu三百九十二. Le 25^e, il étoit
 devenu三百九十四. Le 26^e, il étoit
 devenu三百九十六. Le 27^e, il étoit
 devenu三百九十八. Le 28^e, il étoit
 devenu四百. Le 29^e, il étoit
 devenu四百零二. Le 30^e, il étoit
 devenu四百零四. Le 31^e, il étoit
 devenu四百零六. Le 1^{er} Août, il étoit
 devenu四百零八. Le 2^e, il étoit
 devenu四百一十. Le 3^e, il étoit
 devenu四百一十二. Le 4^e, il étoit
 devenu四百一十四. Le 5^e, il étoit
 devenu四百一十六. Le 6^e, il étoit
 devenu四百一十八. Le 7^e, il étoit
 devenu四百二十. Le 8^e, il étoit
 devenu四百二十二. Le 9^e, il étoit
 devenu四百二十四. Le 10^e, il étoit
 devenu四百二十六. Le 11^e, il étoit
 devenu四百二十八. Le 12^e, il étoit
 devenu四百三十. Le 13^e, il étoit
 devenu四百三十二. Le 14^e, il étoit
 devenu四百三十四. Le 15^e, il étoit
 devenu四百三十六. Le 16^e, il étoit
 devenu四百三十八. Le 17^e, il étoit
 devenu四百四十. Le 18^e, il étoit
 devenu四百四十二. Le 19^e, il étoit
 devenu四百四十四. Le 20^e, il étoit
 devenu四百四十六. Le 21^e, il étoit
 devenu四百四十八. Le 22^e, il étoit
 devenu四百五十. Le 23^e, il étoit
 devenu四百五十二. Le 24^e, il étoit
 devenu四百五十四. Le 25^e, il étoit
 devenu四百五十六. Le 26^e, il étoit
 devenu四百五十八. Le 27^e, il étoit
 devenu四百六十. Le 28^e, il étoit
 devenu四百六十二. Le 29^e, il étoit
 devenu四百六十四. Le 30^e, il étoit
 devenu四百六十六. Le 31^e, il étoit
 devenu四百六十八. Le 1^{er} Septembre, il étoit
 devenu四百七十. Le 2^e, il étoit
 devenu四百七十二. Le 3^e, il étoit
 devenu四百七十四. Le 4^e, il étoit
 devenu四百七十六. Le 5^e, il étoit
 devenu四百七十八. Le 6^e, il étoit
 devenu四百八十. Le 7^e, il étoit
 devenu四百八十二. Le 8^e, il étoit
 devenu四百八十四. Le 9^e, il étoit
 devenu四百八十六. Le 10^e, il étoit
 devenu四百八十八. Le 11^e, il étoit
 devenu四百九十. Le 12^e, il étoit
 devenu四百九十二. Le 13^e, il étoit
 devenu四百九十四. Le 14^e, il étoit
 devenu四百九十六. Le 15^e, il étoit
 devenu四百九十八. Le 16^e, il étoit
 devenu五百. Le 17^e, il étoit
 devenu五百零二. Le 18^e, il étoit
 devenu五百零四. Le 19^e, il étoit
 devenu五百零六. Le 20^e, il étoit
 devenu五百零八. Le 21^e, il étoit
 devenu五百一十. Le 22^e, il étoit
 devenu五百一十二. Le 23^e, il étoit
 devenu五百一十四. Le 24^e, il étoit
 devenu五百一十六. Le 25^e, il étoit
 devenu五百一十八. Le 26^e, il étoit
 devenu五百二十. Le 27^e, il étoit
 devenu五百二十二. Le 28^e, il étoit
 devenu五百二十四. Le 29^e, il étoit
 devenu五百二十六. Le 30^e, il étoit
 devenu五百二十八. Le 31^e, il étoit
 devenu五百三十. Le 1^{er} Octobre, il étoit
 devenu五百三十二. Le 2^e, il étoit
 devenu五百三十四. Le 3^e, il étoit
 devenu五百三十六. Le 4^e, il étoit
 devenu五百三十八. Le 5^e, il étoit
 devenu五百四十. Le 6^e, il étoit
 devenu五百四十二. Le 7^e, il étoit
 devenu五百四十四. Le 8^e, il étoit
 devenu五百四十六. Le 9^e, il étoit
 devenu五百四十八. Le 10^e, il étoit
 devenu五百五十. Le 11^e, il étoit
 devenu五百五十二. Le 12^e, il étoit
 devenu五百五十四. Le 13^e, il étoit
 devenu五百五十六. Le 14^e, il étoit
 devenu五百五十八. Le 15^e, il étoit
 devenu五百六十. Le 16^e, il étoit
 devenu五百六十二. Le 17^e, il étoit
 devenu五百六十四. Le 18^e, il étoit
 devenu五百六十六. Le 19^e, il étoit
 devenu五百六十八. Le 20^e, il étoit
 devenu五百七十. Le 21^e, il étoit
 devenu五百七十二. Le 22^e, il étoit
 devenu五百七十四. Le 23^e, il étoit
 devenu五百七十六. Le 24^e, il étoit
 devenu五百七十八. Le 25^e, il étoit
 devenu五百八十. Le 26^e, il étoit
 devenu五百八十二. Le 27^e, il étoit
 devenu五百八十四. Le 28^e, il étoit
 devenu五百八十六. Le 29^e, il étoit
 devenu五百八十八. Le 30^e, il étoit
 devenu五百九十. Le 31^e, il étoit
 devenu五百九十二. Le 1^{er} Novembre, il étoit
 devenu五百九十四. Le 2^e, il étoit
 devenu五百九十六. Le 3^e, il étoit
 devenu五百九十八. Le 4^e, il étoit
 devenu六百. Le 5^e, il étoit
 devenu六百零二. Le 6^e, il étoit
 devenu六百零四. Le 7^e, il étoit
 devenu六百零六. Le 8^e, il étoit
 devenu六百零八. Le 9^e, il étoit
 devenu六百一十. Le 10^e, il étoit
 devenu六百一十二. Le 11^e, il étoit
 devenu六百一十四. Le 12^e, il étoit
 devenu六百一十六. Le 13^e, il étoit
 devenu六百一十八. Le 14^e, il étoit
 devenu六百二十. Le 15^e, il étoit
 devenu六百二十二. Le 16^e, il étoit
 devenu六百二十四. Le 17^e, il étoit
 devenu六百二十六. Le 18^e, il étoit
 devenu六百二十八. Le 19^e, il étoit
 devenu六百三十. Le 20^e, il étoit
 devenu六百三十二. Le 21^e, il étoit
 devenu六百三十四. Le 22^e, il étoit
 devenu六百三十六. Le 23^e, il étoit
 devenu六百三十八. Le 24^e, il étoit
 devenu六百四十. Le 25^e, il étoit
 devenu六百四十二. Le 26^e, il étoit
 devenu六百四十四. Le 27^e, il étoit
 devenu六百四十六. Le 28^e, il étoit
 devenu六百四十八. Le 29^e, il étoit
 devenu六百五十. Le 30^e, il étoit
 devenu六百五十二. Le 31^e, il étoit
 devenu六百五十四. Le 1^{er} Décembre, il étoit
 devenu六百五十六. Le 2^e, il étoit
 devenu六百五十八. Le 3^e, il étoit
 devenu六百六十. Le 4^e, il étoit
 devenu六百六十二. Le 5^e, il étoit
 devenu六百六十四. Le 6^e, il étoit
 devenu六百六十六. Le 7^e, il étoit
 devenu六百六十八. Le 8^e, il étoit
 devenu六百七十. Le 9^e, il étoit
 devenu六百七十二. Le 10^e, il étoit
 devenu六百七十四. Le 11^e, il étoit
 devenu六百七十六. Le 12^e, il étoit
 devenu六百七十八. Le 13^e, il étoit
 devenu六百八十. Le 14^e, il étoit
 devenu六百八十二. Le 15^e, il étoit
 devenu六百八十四. Le 16^e, il étoit
 devenu六百八十六. Le 17^e, il étoit
 devenu六百八十八. Le 18^e, il étoit
 devenu六百九十. Le 19^e, il étoit
 devenu六百九十二. Le 20^e, il étoit
 devenu六百九十四. Le 21^e, il étoit
 devenu六百九十六. Le 22^e, il étoit
 devenu六百九十八. Le 23^e, il étoit
 devenu七百. Le 24^e, il étoit
 devenu七百零二. Le 25^e, il étoit
 devenu七百零四. Le 26^e, il étoit
 devenu七百零六. Le 27^e, il étoit
 devenu七百零八. Le 28^e, il étoit
 devenu七百一十. Le 29^e, il étoit
 devenu七百一十二. Le 30^e, il étoit
 devenu七百一十四. Le 31^e, il étoit
 devenu七百一十六. Le 1^{er} Janvier 1758, il étoit
 devenu七百一十八. Le 2^e, il étoit
 devenu七百二十. Le 3^e, il étoit
 devenu七百二十二. Le 4^e, il étoit
 devenu七百二十四. Le 5^e, il étoit
 devenu七百二十六. Le 6^e, il étoit
 devenu七百二十八. Le 7^e, il étoit
 devenu七百三十. Le 8^e, il étoit
 devenu七百三十二. Le 9^e, il étoit
 devenu七百三十四. Le 10^e, il étoit
 devenu七百三十六. Le 11^e, il étoit
 devenu七百三十八. Le 12^e, il étoit
 devenu七百四十. Le 13^e, il étoit
 devenu七百四十二. Le 14^e, il étoit
 devenu七百四十四. Le 15^e, il étoit
 devenu七百四十六. Le 16^e, il étoit
 devenu七百四十八. Le 17^e, il étoit
 devenu七百五十. Le 18^e, il étoit
 devenu七百五十二. Le 19^e, il étoit
 devenu七百五十四. Le 20^e, il étoit
 devenu七百五十六. Le 21^e, il étoit
 devenu七百五十八. Le 22^e, il étoit
 devenu七百六十. Le 23^e, il étoit
 devenu七百六十二. Le 24^e, il étoit
 devenu七百六十四. Le 25^e, il étoit
 devenu七百六十六. Le 26^e, il étoit
 devenu七百六十八. Le 27^e, il étoit
 devenu七百七十. Le 28^e, il étoit
 devenu七百七十二. Le 29^e, il étoit
 devenu七百七十四. Le 30^e, il étoit
 devenu七百七十六. Le 31^e, il étoit
 devenu七百七十八. Le 1^{er} Février 1758, il étoit
 devenu七百八十. Le 2^e, il étoit
 devenu七百八十二. Le 3^e, il étoit
 devenu七百八十四. Le 4^e, il étoit
 devenu七百八十六. Le 5^e, il étoit
 devenu七百八十八. Le 6^e, il étoit
 devenu七百九十. Le 7^e, il étoit
 devenu七百九十二. Le 8^e, il étoit
 devenu七百九十四. Le 9^e, il étoit
 devenu七百九十六. Le 10^e, il étoit
 devenu七百九十八. Le 11^e, il étoit
 devenu八百. Le 12^e, il étoit
 devenu八百零二. Le 13^e, il étoit
 devenu八百零四. Le 14^e, il étoit
 devenu八百零六. Le 15^e, il étoit
 devenu八百零八. Le 16^e, il étoit
 devenu八百一十. Le 17^e, il étoit
 devenu八百一十二. Le 18^e, il étoit
 devenu八百一十四. Le 19^e, il étoit
 devenu八百一十六. Le 20^e, il étoit
 devenu八百一十八. Le 21^e, il étoit
 devenu八百二十. Le 22^e, il étoit
 devenu八百二十二. Le 23^e, il étoit
 devenu八百二十四. Le 24^e, il étoit
 devenu八百二十六. Le 25^e, il étoit
 devenu八百二十八. Le 26^e, il étoit
 devenu八百三十. Le 27^e, il étoit
 devenu八百三十二. Le 28^e, il étoit
 devenu八百三十四. Le 29^e, il étoit
 devenu八百三十六. Le 30^e, il étoit
 devenu八百三十八. Le 31^e, il étoit
 devenu八百四十. Le 1^{er} Mars 1758, il étoit
 devenu八百四十二. Le 2^e, il étoit
 devenu八百四十四. Le 3^e, il étoit
 devenu八百四十六. Le 4^e, il étoit
 devenu八百四十八. Le 5^e, il étoit
 devenu八百五十. Le 6^e, il étoit
 devenu八百五十二. Le 7^e, il étoit
 devenu八百五十四. Le 8^e, il étoit
 devenu八百五十六. Le 9^e, il étoit
 devenu八百五十八. Le 10^e, il étoit
 devenu八百六十. Le 11^e, il étoit
 devenu八百六十二. Le 12^e, il étoit
 devenu八百六十四. Le 13^e, il étoit
 devenu八百六十六. Le 14^e, il étoit
 devenu八百六十八. Le 15^e, il étoit
 devenu八百七十. Le 16^e, il étoit
 devenu八百七十二. Le 17^e, il étoit
 devenu八百七十四. Le 18^e, il étoit
 devenu八百七十六. Le 19^e, il étoit
 devenu八百七十八. Le 20^e, il étoit
 devenu八百八十. Le 21^e, il étoit
 devenu八百八十二. Le 22^e, il étoit
 devenu八百八十四. Le 23^e, il étoit
 devenu八百八十六. Le 24^e, il étoit
 devenu八百八十八. Le 25^e, il étoit
 devenu八百九十. Le 26^e, il étoit
 devenu八百九十二. Le 27^e, il étoit
 devenu八百九十四. Le 28^e, il étoit
 devenu八百九十六. Le 29^e, il étoit
 devenu八百九十八. Le 30^e, il étoit
 devenu九百. Le 31^e, il étoit
 devenu九百零二. Le 1^{er} Avril 1758, il étoit
 devenu九百零四. Le 2^e, il étoit
 devenu九百零六. Le 3^e, il étoit
 devenu九百零八. Le 4^e, il étoit
 devenu九百一十. Le 5^e, il étoit
 devenu九百一十二. Le 6^e, il étoit
 devenu九百一十四. Le 7^e, il étoit
 devenu九百一十六. Le 8^e, il étoit
 devenu九百一十八. Le 9^e, il étoit
 devenu九百二十. Le 10^e, il étoit
 devenu九百二十二. Le 11^e, il étoit
 devenu九百二十四. Le 12^e, il étoit
 devenu九百二十六. Le 13^e, il étoit
 devenu九百二十八. Le 14^e, il étoit
 devenu九百三十. Le 15^e, il étoit
 devenu九百三十二. Le 16^e, il étoit
 devenu九百三十四. Le 17^e, il étoit
 devenu九百三十六. Le 18^e, il étoit
 devenu九百三十八. Le 19^e, il étoit
 devenu九百四十. Le 20^e, il étoit
 devenu九百四十二. Le 21^e, il étoit
 devenu九百四十四. Le 22^e, il étoit
 devenu九百四十六. Le 23^e, il étoit
 devenu九百四十八. Le 24^e, il étoit
 devenu九百五十. Le 25^e, il étoit
 devenu九百五十二. Le 26^e, il étoit
 devenu九百五十四. Le 27^e, il étoit
 devenu九百五十六. Le 28^e, il étoit
 devenu九百五十八. Le 29^e, il étoit
 devenu九百六十. Le 30^e, il étoit
 devenu九百六十二. Le 31^e, il étoit
 devenu九百六十四. Le 1^{er} Mai 1758, il étoit
 devenu九百六十六. Le 2^e, il étoit
 devenu九百六十八. Le 3^e, il étoit
 devenu九百七十. Le 4^e, il étoit
 devenu九百七十二. Le 5^e, il étoit
 devenu九百七十四. Le 6^e, il étoit
 devenu九百七十六. Le 7^e, il étoit
 devenu九百七十八. Le 8^e, il étoit
 devenu九百八十. Le 9^e, il étoit
 devenu九百八十二. Le 10^e, il étoit
 devenu九百八十四. Le 11^e, il étoit
 devenu九百八十六. Le 12^e, il étoit
 devenu九百八十八. Le 13^e, il étoit
 devenu九百九十. Le 14^e, il étoit
 devenu九百九十二. Le 15^e, il étoit
 devenu九百九十四. Le 16^e, il étoit
 devenu九百九十六. Le 17^e, il étoit
 devenu九百九十八. Le 18^e, il étoit
 devenu一 mille. Le 19^e, il étoit
 devenu一 mille零二. Le 20^e, il étoit
 devenu一 mille零四. Le 21^e, il étoit
 devenu一 mille零六. Le 22^e, il étoit
 devenu一 mille零八. Le 23^e, il étoit
 devenu一 mille一十. Le 24^e, il étoit
 devenu一 mille一十二. Le 25^e, il étoit
 devenu一 mille一十四. Le 26^e, il étoit
 devenu一 mille一十六. Le 27^e, il étoit
 devenu一 mille一十八. Le 28^e, il étoit
 devenu一 mille二十. Le 29^e, il étoit
 devenu一 mille二十二. Le 30^e, il étoit
 devenu一 mille二十四. Le 31^e, il étoit
 devenu一 mille二十六. Le 1^{er} Juin 1758, il étoit
 devenu一 mille二十八. Le 2^e, il étoit
 devenu一 mille三十. Le 3^e, il étoit
 devenu一 mille三十二. Le 4^e, il étoit
 devenu一 mille三十四. Le 5^e, il étoit
 devenu一 mille三十六. Le 6^e, il étoit
 devenu一 mille三十八. Le 7^e, il étoit
 devenu一 mille四十. Le 8^e, il étoit
 devenu一 mille四十二. Le 9^e, il étoit
 devenu一 mille四十四. Le 10^e, il étoit
 devenu一 mille四十六. Le 11^e, il étoit
 devenu一 mille四十八. Le 12^e, il étoit
 devenu一 mille五十. Le 13^e, il étoit
 devenu一 mille五十二. Le 14^e, il étoit
 devenu一 mille五十四. Le 15^e, il étoit
 devenu一 mille五十六. Le 16^e, il étoit
 devenu一 mille五十八. Le 17^e, il étoit
 devenu一 mille六十. Le 18^e, il étoit
 devenu一 mille六十二. Le 19^e, il étoit
 devenu一 mille六十四. Le 20^e, il étoit
 devenu一 mille六十六. Le 21^e, il étoit
 devenu一 mille六十八. Le 22^e, il étoit
 devenu一 mille七十. Le 23^e, il étoit
 devenu一 mille七十二. Le 24^e, il étoit
 devenu一 mille七十四. Le 25^e, il étoit
 devenu一 mille七十六. Le 26^e, il étoit
 devenu一 mille七十八. Le 27^e, il étoit
 devenu一 mille八十. Le 28^e, il étoit
 devenu一 mille八十二. Le 29^e, il étoit
 devenu一 mille八十四. Le 30^e, il étoit
 devenu一 mille八十六. Le 31^e, il étoit
 devenu一 mille八十八. Le 1^{er} Juillet 1758, il étoit
 devenu一 mille九十. Le 2^e, il étoit
 devenu一 mille九十二. Le 3^e, il étoit
 devenu一 mille九十四. Le 4^e, il étoit
 devenu一 mille九十六. Le 5^e, il étoit
 devenu一 mille九十八. Le 6^e, il étoit
 devenu二 mille. Le 7^e, il étoit
 devenu二 mille零二. Le 8^e,

Livourne. Il n'est sorti du détroit qu'avec 22 vaisseaux de ligne, 2 frégates & 12. bâtimens de transport. Il a fait route à l'Ouest, mais je suis persuadé qu'il ne conduira pas cette escadre en entier en Amérique : l'effet qu'elle y produiroit, seroit sans doute de donner à l'Angleterre une grande supériorité qui mettroit l'Espagne & la France dans l'impossibilité d'y former aucune entreprise, & peut-être même d'y conserver leurs conquêtes, surtout si l'Amiral Rodney rencontroit l'escadre du Comte de Guichen, qu'il la combattît avec avantage & qu'il s'en emparât. L'Angleterre a déjà en Amérique 19 vaisseaux de ligne dont 12 seulement, il est vrai, sont en état de tenir la mer. Ces 12 vaisseaux joints aux 22 que conduiroit l'Amiral Rodney porteroient la flotte Angloise dans cette partie du monde, mais si elle étoit heureuse & de victoires en victoires en Angleterre. N'importe à la ligne à la dix-septième

chen & aux 6. que les Espagnols ont à la Havanne, porteroient nos forces navales dans cette partie du monde à 47 vaisseaux de ligne. Dans quel état se trouveroit alors l'Angleterre en Europe ? Il ne lui reste dans ses ports que 20 vaisseaux de ligne, auxquels pourront se joindre d'ici au mois de Juin, huit qu'on répare; trois autres neufs auxquels on travaille présentement, ne seront en état d'être lancés à l'eau que dans le courant de l'année; ainsi la flotte que l'Angleterre pourroit opposer présentement à celle combinée de la France & de l'Espagne, ne seroit que de 28 vaisseaux au plus. Je suis persuadé que des 22 vaisseaux qui composent l'escadre de l'Amiral Rodney 17, à 18 au moins seront ramenés dans les ports d'Angleterre, au moyen de quoi cette Puissance pourra se présenter à la Manche avec un nombre de vaisseaux qui ne pouvoit auparavant en avoir que 10. Elle pourroit en outre en avoir 10 de plus, si elle étoit en état de les faire passer par le détroit de Calais, ce qui n'est pas impossible. Elle pourroit en avoir 10 de plus, si elle étoit en état de les faire passer par le détroit de Calais, ce qui n'est pas impossible. Elle pourroit en avoir 10 de plus, si elle étoit en état de les faire passer par le détroit de Calais, ce qui n'est pas impossible.

fé, comme il l'est, ne peut pas résister aux efforts qu'il est obligé de faire. Il seroit heureux pour lui qu'une suite continuelle de mauvais succès forçât son Gouvernement à s'occuper moins des moyens de continuer la guerre, que de ceux de la terminer aux conditions les plus avantageuses qu'il pourroit obtenir. Si l'Angleterre a des succès, & elle pourra en avoir en Amérique comme en Europe, elle est perdue sans ressource : elle voudra faire la loi à ses ennemis ; mais ces ennemis connoissant leurs propres forces, ne se laisseront pas décourager, & quelques soient les revers qu'ils éprouveront, ils s'exposeront à en essuyer de nouveaux plutôt que de faire une paix honteuse, tandis qu'en continuant la guerre, ils font certains que les Anglois seront à tout
tes les
dicter
gleteri
d'hui, en
qu'une
son méde
résist
succ

fement. La France & l'Espagne font comme un homme fort & vigoureux qui a effuyé de grandes maladies, mais qu'un bon régime a rétabli : si la fièvre l'attaque il s'affoiblit fans doute, mais sa foiblesse n'est pas de durée parce qu'elle n'est la suite que d'une maladie accidentelle.

La foiblesse de votre Gouvernement, Monsieur, ne peut se concevoir. Les nations neutres surtout son indignées de l'insouciance que votre République paroît avoir pour toutes les insultes que lui fait l'Angleterre. Si votre Ambassadeur eût notifié au Ministère Anglois, comme l'a fait celui du Roi de Suède, qui avoit ordre de se retirer dans les 24 heures, si les vaisseaux que convoyoit le Comte de Byland, n'étoient sur le champ relâchés, car ils étoient chargés de marchandises, nous aurions pu le faire. Les Anglois ne pourroient pas nous empêcher de venir acheter des marchandises, à moins qu'ils ne fussent devenus plus commodes pour nous, ce qui ne peut être que par le moyen d'une alliance avec eux. Les Anglois ne peuvent pas nous empêcher de venir acheter des marchandises, à moins qu'ils ne fussent devenus plus commodes pour nous, ce qui ne peut être que par le moyen d'une alliance avec eux. Les Anglois ne peuvent pas nous empêcher de venir acheter des marchandises, à moins qu'ils ne fussent devenus plus commodes pour nous, ce qui ne peut être que par le moyen d'une alliance avec eux.

dont le but seroit d'assurer la liberté des mers & d'empêcher les pirateries des Anglois : le projet de cette alliance peut exister, mais je doute fort qu'il s'exécute. Vos Anglomanes ne négligeront rien pour empêcher que votre République réunisse ses forces à celles des autres Puissances neutres, pour forcer les Anglois à renoncer à leur prétendu Empire des mers, en vertu duquel ils prétendent faire la loi à toutes les Puissances maritimes. Ce n'est que par la crainte qu'on peut parvenir à en imposer aux Anglois. Mais certainement ce n'est pas la conduite que tient votre République qui peut leur inspirer cette crainte. Il est naturel que les Ministres de S. M. B. imaginent, qu'au moyen de l'espèce de dépendance dans laquelle ils tiennent ceux d'entre vous qui ont le plus d'influence sur vous, ils peuvent représenter à votre République qu'elle ne peut en ressentir que du mal, et qu'elle ne peut en profiter que par le mal. N'est-ce pas ce que vous ne cessez de dire d'Amsterdam ?

flatter qu'on aura plus d'égard pour leurs plaintes qu'on n'en a eu jusqu'à présent , & qu'on leur accordera enfin la demande qu'ils font depuis si longtems à la République, de mettre sous la protection de son pavillon indistinctement tous leurs vaisseaux ? Est-il vrai, comme on le dit ici , que cette demande a été faite de nouveau ? Ce qui vient de se passer à l'égard des vaisseaux convoyés par le Comte de Byland, auroit dû empêcher vos commerçans de faire cette démarche, car si leurs vaisseaux, qui sont sous la protection du pavillon de la République, sont visités, enlevés, saisis & confisqués, comme ceux qui naviguent sans être convoyés, il est inutile que vos commerçans demandent que leurs vaisseaux le soient, même que votre Gouvernement acquiesce à leur demande : il ne leur resteroit qu'à attendre le jour où il y auroit un vaisseau de la République, s'il étoit de Byland, pour devenir l'objet de la même demande. Plus compréhensible, plus directe, plus efficace, la suppression des Vaisseaux Occidentaux de la République, & des Vaisseaux de France, ne nous feroit-elle pas plus de bien ?

L E T T R E I I.

La résolution prise par les États de Frise ne peut produire aujourd'hui aucun effet ; combien la conduite des Anglois à l'égard de la République doit l'humilier ; elle prouve qu'ils ne craignent point son ressentiment ; manière de penser des Ministres de Sa Majesté Britannique ; raisons qu'ils ont de ne pas ménager les Hollandois ; ils craignent les Suédois ; il seroit inutile aujourd'hui de convoyer les vaisseaux ; quand la République auroit dû armer ; la dépense qu'elle auroit faite alors auroit tourné à l'avantage de son commerce ; il falloit le protéger ; jugement qu'on peut tirer de la politique Hollandoise ;

*nutie
Hol*

ON
Etats de
pris à la

tion dont vous me parlez dans votre dernière lettre : si je ne vous en ai pas parlé c'est que j'ai regardé cette démarche comme trop tardive pour pouvoir produire quelque effet. Il ne s'agit plus aujourd'hui de l'intérêt de votre commerce, c'est de l'honneur de la République dont vos Provinces doivent s'occuper. L'insulte la plus humiliante qu'une nation indépendante puisse recevoir, est celle que l'Angleterre a fait à votre République en enlevant les vaisseaux de ses sujets qui naviguoient sous la protection de son pavillon, en refusant de les rendre & même en les faisant déclarer de bonne prise ; mais ce qui doit le plus humilier votre Gouvernement, & affliger les bons patriotes, c'est la restitution du vaisseau Suédois pris approchant dans le détroit d'Angleterre par les Anglois. Il faut que nous soyons en mesure de pouvoir les en empêcher. Il faut que nous soyons en mesure de pouvoir les en empêcher. Il faut que nous soyons en mesure de pouvoir les en empêcher.

Ministres du Roi d'Angleterre , sont de grands enfans qui ne savent que pleurer & se lamenter : le Gouverneur que nous leur avons donné est à nos ordres ; il donnera quelques dragées qui appaiseront les moins mutins ; il a de bonnes verges pour fustiger les plus opiniâtres , & la maniere dont il en a déjà corrigé quelqu'uns , retiendra les autres. Les Suédois , au contraire , sont des hommes faits , forts , & robustes , qu'on n'égratigneroit pas impunément ; conduits à la vengeance par leur Souverain , nous les verrions bientôt couvrir la mer de leurs vaisseaux & venir jusques dans notre Isle nous demander raison de l'insulte que nous leur aurions faite.

Quand toutes vos Provinces , Monsieur , prendroient aujourd'hui une résolution semblable à celle que ont prise les Frises Angloises , le seroit proprement que ce passage un à celle q

se retirer. Il me paroît fort inutile de délibérer aujourd'hui sur l'espèce de convoi que la République accordera à ses sujets, il faut avant tout qu'elle se mette en état de le faire efficacement. La République le pourroit, si elle eût armé à l'instant même qu'ont commencé les troubles d'Amérique. C'est à cette époque qu'il falloit prévoir ce qui est arrivé depuis : déployer alors sur les mers, toutes ses forces étoit l'unique parti qu'elle eût à prendre, & le seul aussi qu'il convenoit qu'elle prît. L'intérêt de son commerce demandoit qu'elle ne prît aucune part à la guerre : la voyant armée, les Puissances Belligérantes auroient brigué son amitié : aucune d'elles n'eût osé la braver, & la crainte de l'avoir pour ennemie les auroit forcé à avoir pour elle les égards des ménagemens. On ne pouvoit le faire sans lui donner un nouveau rang, nous venant au secours de Bylandt, & par là devenir plus commode qu'on se le soit jamais imaginé. On se seroit abstenu de directement de 25 taëls de rétribution des Indes Occidentales cinq millions de livres de France de la République de France de nos jours de certains des Puissances armées

1775 n'eut pas coûté d'avantage qu'il ne coûtera aujourd'hui : d'ailleurs cet argent ne sortant pas des Provinces y auroit circulé , & par la circulation qu'il auroit eu , il auroit , en donnant plus d'activité au commerce intérieur , enrichi l'état : car c'est de la richesse des sujets que dépend celle du Souverain. Quand l'argent que fournit le sujet est employé pour l'Etat & dans l'Etat , cest la main gauche qui donne à la main droite. Votre nation a un avantage sur toutes les autres : quelques soient ses besoins , elle trouve chez elle même des ressources que les autres nations sont forcées d'aller chercher au dehors. La France & l'Angleterre ne tirent pas de leur commerce tous leurs moyens , mais votre pays n'en a & n'en peut avoir que de son commerce. *...religieuse ...* moins la *...es* publique mis , le *...vernement* vérité , il a *...nestes qu'a* la nation de le *...c*

votre politique : je la trouve plus fine
plus adroite , que profonde : le mal
qu'elle a fait , est plus grand qu'on ne
le pense : voulant trop ménager & la
chevre & les choux , vous avez cessé
d'être intéressans pour toutes les autres
nations : vous n'êtes plus à leurs yeux
une Puissance qu'elles doivent crain-
dre. Celles qui , dans ce moment , au-
roient le plus d'intérêt à vous attirer
de leur côté , ou vous bravent par des
insultes , ou vous amusent par de pe-
tites caresses. Que les tems sont chan-
gés ! autrefois toutes les nations bri-
guoient votre amitié & votre alliance :
vous aviez part à toutes les affaires po-
litiques de l'Europe : il ne s'y faisoit
pas un traité sans votre participation.
Falloit-il terminer une guerre , les
Puissances belligérantes s'adrescoient à
vous pour en régler le pouvoir se li-
troit un peu de vous ve-
au d'Byzance & P... devenir une pré-
diver... du... plus comme e pour
c... s... abseur et directes av
tales itation d'êts Occidentales ons de
ex... publique... de France rt vo-
de nous si fécunda es Puissa x affaires
constitu-

tion de la Suède a été changée : la Pologne a été démembrée : un nouveau corps politique s'est formé en Amérique ; la paix a été rétablie en Allemagne, au même tems que la Porte & la Russie se sont reconciliées, sans que votre République ait pris part à tous ces grands événemens, & sans qu'aucune des Puissances qui s'y sont trouvées intéressées, aient réclamé son assistance pour soutenir la guerre, ni son entremise pour la terminer. La France & l'Angleterre sont entrées en guerre : cette guerre étoit inévitable : votre Gouvernement auroit dû la prévoir, & aussi, en évitant constamment d'y prendre part, armer tellement la neutralité de la République, que ni l'une ni l'autre des Puissances belligérantes ne pût lui donner la loi. Si elle eût été armée, les auroiez-vous fait paifiblement.

assoiés
Puissances

des maisons
quelle par

Les vais

pe. La

lés sans protection, n'ont plus fréquentés, comme auparavant, les ports des nations belligérantes, qui alors ont formé des liaisons directes avec les nations neutres du Nord qui, protégées par la marine de leur Souverain, sont devenues les pourvoyeuses de la France, de l'Espagne, & de l'Angleterre. Vos commercans se flattent envain de recouvrer à la paix cette branche florissante de commerce que l'indolence de votre Gouvernement leur a fait perdre: combien d'autres branches de commerce leur seront encore enlevées, à la paix, surtout si cette paix dépouille l'Angleterre de l'Empire des mers qu'elle a usurpé. La mer rendue libre, comme elle doit l'être, puisque, dans le vrai, tout appartient à personne, toutes les nations qui pourront avoir une marine se feront concurrence, & les Hollandais ne pourront se livrer au commerce de la mer sans avoir à lutter avec tous les autres. Vous verrez les Anglais devenir un des plus commerçans; & les Français établir des liaisons directes avec les nations du Nord & du Sud Occidentales: il en résultera une concurrence de France, d'Espagne, d'Angleterre, & de toutes les Puissances du Nord.

Nord ont besoin de ses productions ; il leur donnera en échange les fiennes qui lui deviendront précieuses pour l'intérêt de sa marine. S'il vous demande la liberté de l'Escaut, osez-vous la lui refuser ? Ce seroit une grande imprudence qui pourroit vous attirer les reproches qu'on fait aux Anglois, de vouloir dominer sur les mers ; d'ailleurs, ce seroit peut-être fournir à la maison d'Autriche une occasion bien favorable d'acquérir la Zélande qui est fort à sa bienséance, & qu'elle pourroit acquérir sans causer le plus léger ombrage à aucune autre Puissance. D'ailleurs vous savez que la Prusse aura aussi une marine : on a déjà vu ses vaisseaux dans les ports de France, d'Espagne & d'Italie : elle a des bois de construction : elle aura, par la suite, Si elle étoit industrielle : vous le bien fait payer en vain ; elle préférera même aux nations lesqu'elles elle objets qui sont étrangers son climat. Le genre Prusse peut lui fournir des sujets aussi bons que les commercans qu'ils

Vos colonies sont languissantes : à la
paix, elles peuvent le devenir davantage :
à la paix, les Colonies Angloises de l'A-
mérique septentrionale, qui forment
aujourd'hui la nouvelle République
des Etats-Unis, pourront se passer des
productions qu'elles ont tirées jusqu'à
présent de vos Colonies qui, dans des
tems de besoin, ne trouveront plus les
mêmes secours qu'elles ont reçus de
ces Colonies sans lesquelles elles au-
roient quelquefois éprouvé les hor-
reurs de la disette. Cet avenir est ef-
frayant pour votre pays ; mais son sort
doit être celui de toutes les nations qui
tiennent leurs forces, leur Puissance &
leurs richesses des besoins des autres
nations. Quand ces nations cessent d'être
dans l'obscurité & dans les ténèbres de l'ignorance
elles deviennent industrieuses, actives
& concourent à la prospérité de tout le monde
particulièrement quand elles ont
pour elles des hommes qui n'atta-
quent point la Souveraineté de la
Souveraine Puissance, mais qui cherchent
à la servir d'elle les moyens
de leur prospérité & de leur
bien-être &c.

L E T T R E III.

AMSTERDAM , ce Mars 1778,

JE vous envoie , Monsieur , copie du mémoire que le Chevalier Yorke a remis aux Etats-Généraux le 21 de ce mois. Ce mémoire est pressant : Il faudra que nos Etats-Généraux donnent une réponse positive : en le lisant avec attention , vous jugerez que les Anglois ne veulent point nous avoir pour ennemis.

J'ai l'honneur d'être.

*Mémoire remis aux Etats-Généraux
par le Chevalier* Si elle

LE Roi, mon maître, a toujours été l'ami de V. M. et a regardé l'alliance qui a subsisté longtems entre les deux couronnes comme fondée sur les principes les plus sages, & essentielle à la tranquillité du monde. Les principaux motifs de cette alliance, qui porte sur

ble d'un intérêt commun, sont la sûreté & la prospérité des deux Etats, le maintien de la tranquillité publique & la conservation de ce juste équilibre, si souvent troublé par la politique ambitieuse de la Maison de Bourbon.

Lorsque la Cour de Versailles, en violation directe de la foi publique & des droits communs de tous les Souverains eut rompu la paix par une ligue faite avec les sujets rebelles de Sa Majesté, avouée & déclarée formellement par le Marquis de Noailles ; lorsque, par des préparatifs immenses, la France manifesta son dessein d'aneantir la Puissance Maritime de l'Angleterre, le Roi devoit s'attendre que V. H. P. trop éclairées, pour ne pas voir que le salut de l'Europe publique est étroitement lié au sort de la Grande Bretagne, s'en fussent empressées de venir à son secours. Un concours d'Anglais de Sa Majesté a étouffé un tel secours. V. H. P. de toutes les parties de l'Europe, par une guerre injuste, dirigée par une politique critique, dans laquelle l'absolu est trouvé, il n'a pas tardé à se déchaîner contre les anciens alliés de la France. L'Angleterre, à son tour, a montré le même esprit de partialité de favoriser le com-

merce & la libre navigation de la République autant que le salut de son peuple pouvoit le permettre ; il s'est même abstenu longtems de réclamer les secours stipulés par les traités, remplissant ainsi ses engagements, sans demander l'accomplissement. de ceux de V. H. P. La réclamation n'a été faite qu'après que les forces réunies de la France & de l'Espagne se sont montrées prêtes à fondre sur l'Angleterre, & à y tenter une descente à l'aide d'une flotte formidable. Quoique frustrés dans cette entreprise, les ennemis du Roi méditent encore le même projet, & c'est par ordre exprès de sa Maj. que le soussigné renouvelle de la manière la plus formelle, la demande des secours stipulés par différents traités & nommé elle-même de l'année 1716.

Jusqu'ici V. H. P. a eu l'assistance sur un article de l'année 1674, contre la Grande Bretagne & tems. Cette interprétation se concilier avec le

& précises de l'article secret du traité de paix de la même année. Un article d'un traité de commerce ne sauroit annuler un article aussi essentiel d'un traité de paix; & tous les deux sont expressement compris dans le traité principal d'alliance de 1678, par lequel V. H. P. sont obligées de fournir à Sa Maj. les secours qu'elle réclame. Elles sont trop justes & trop sages pour ne pas sentir que tous les engagements entre Puissances doivent être observés mutuellement & réciproquement, & quoique contractés dans des périodes différens, lient également les parties contractantes. Ce principe incontestable s'applique ici avec d'autant plus de force que le traité de 1716 renouvelle tous les engagements antérieurs. L'Angleterre & la République les incorpore, pour ainsi dire, concourant à la même fin. Il n'auroit pu leur en être venu l'idée de donner à l'Empereur l'ordre de se retirer de Bylandt, si l'Emp. qu'il étoit prêt à donner à la France, avec elles, pour la défense de la République, tout ce qui pourroit être nécessaire pour éviter les méconvenances, & pour tout accident désavantageux, n'avoit été précédé de mesures équi-

tables & avantageuses pour les sujets respectifs. Cette ouverture amiable a été refusée d'une manière aussi inattendue qu'extraordinaire & inusitée entre deux Puissances amies, &, sans faire attention aux représentations réitérées, tant publiques que secrètes au sujet des convois, non-seulement V. H. P. ont accordé ces convois à différentes espèces de munitions navales mais elles ont de plus expressement arrêté, qu'un certain nombre de vaisseaux de guerre eussent à se tenir prêts pour convoyer dans la suite des munitions navales de toute espèce destinées pour les ports de France, & cela dans le même tems que les sujets de la République jouissoient à l'aide de traités, d'une liberté & d'une étendue de commerce & de navigation bien au-delà de ce que le droit public accorde aux Puissances.

La suite

LETTRES HOLLANDOISES

Il n'y a que l'union des partis, & la considération du bien public qui puisse sauver un Etat dans un tems orageux. Lorsque les Officiers & l'équipage sont également intéressés à la sûreté du vaisseau comme à la leur propre, puisqu'elle en dépend absolument.

Le Chevalier TEMPLE.

S U I T E

*Du Mémoire remis aux Etats-Généraux
par le Chevalier Yorke.*

En concourant à la défense & les ordres dont on se servoit un peu de la Comte de Bylandt. Par la force à la victoire. Les marchands, ont donc été absents. L'amitié du Roi de France a été désiré de prévenir : que cet Amiral, en de nos instructions a tiré.

le premier sur les chaloupes portant pavillon Anglois, & envoyées pour faire la visite de la manière prescrite par le traité de 1674. C'est donc une agression manifeste, une violation directe de ce même traité, que V. H. P. semblent envisager comme le plus sacré de tous. Sa Majesté a fait d'avance des représentations réitérées sur la nécessité & la justice de cette visite, pratiquée dans toutes les circonstances analogues & pleinement autorisée par le traité. On étoit instruit à Londres qu'il y avoit au Texel beaucoup de bâtimens chargés de munitions navales, & nommément de mâtures & de gros bois de construction prêts à mettre à la voile pour la France, la suite ou sous convoi Hollandois. L'événement n'a que trop prouvé la vérité de ces informations. Il s'est trouvé de ce convoi même : un grand nombre ont échappé & ont obtenu ce des secours bien qu'elle avoit le plus grand dessein que V. H. P. aidassent les ennemis du Roi, en favorisant le port de ces secours ; elles

une forte amende aux sujets de la République pour les détourner de porter des vivres à Gibraltar, quoique cette place soit comprise dans la garantie générale de toutes les possessions Britanniques en Europe, & quoique dans ce même moment l'Espagne ait vexé le commerce de la République d'une manière outrageante & sans exemple.

Ce n'est pas seulement dans ces occasions que la conduite de V. H. P. envers le Roi & envers les ennemis de S. M. contraste d'une manière bien frappante aux yeux de tout le monde impartial. Personne n'ignore ce qui s'est passé dans l'affaire trop connue de Paul-Jones : l'asile accordé à ce Pirate étoit directement contraire au traité de Breda de 1667 & au placard même de V. H. P. de 1756. De plus, quoiqu'ils aient gardé & gardent encore un concours aveugle sur les justes représentations, elles se sont vu de Bylandt simple demande des choses du Roi de les assurer d'une absolue & illimitée sans aucune exception des anciens engagements de la République fondés sur les traités les plus solennels. Cependant le

Roi veut encore se persuader, que tout ce qui s'est passé doit moins s'attribuer aux dispositions de V. H. P. qu'aux artifices de ses ennemis, qui après avoir jetté la discorde entre les membres de l'Etat, cherchent tour-à-tour par des menaces & par des promesses à les animer contre leur allié naturel.

Sa Majesté ne peut pas croire que V. H. P. aient pris la résolution d'abandonner un système que la République a suivi depuis plus d'un siècle avec tant de succès & tant de gloire mais si telle étoit la résolution de V. H. P., si elles étoient déterminées quitter l'alliance avec la Grande-Bretagne, en refusant d'en remplir les engagements, il n'aîtroit de cette résolution un nouvel ordre des choses. Le Roi verroit ce changement avec un regret sensible ; mais les conséquences qui en dérivent seroient inévitables. Si par la République cesse d'être la République, les relations entre les deux Puissances sont totalement changées, elles n'ont plus d'autre rapport que les liens que ceux qui subsistent entre Puissances amies & neutres.

traité étant réciproque, si V. H. P. ne veulent pas remplir leurs engagements, la conséquence est, que ceux du Roi cessent d'être obligatoires. C'est en partant de ces principes incontestables que Sa Majesté a ordonné au sous-signé de déclarer à V. H. P. de la manière la plus amicale; mais en même tems la plus sérieuse " que „ si, contre sa juste attente, V. H. „ P. ne lui donnent pas, *dans le terme de trois semaines*, à compter du „ jour de la présentation de ce mémoire, une réponse satisfaisante touchant les secours réclamés depuis „ huit mois, Sa Maj. regardant cette „ conduite comme un abandon de „ l'alliance de la part de V. H. P. „ n'envisagera plus les Provinces-Unies que sur le pied des autres Puissances neutres non privilégiées par un concours singulier par conséquent fera, entouroit un tel auxi, suspendre provisoirement. Byla & jusqu'à nouvel ordre à l'égard de leurs sujets, toutes les stipulations particulières des traités entre les deux nations, notamment celles du traité de 1674, de nous tiendra uniquement aux

„ principes généraux du droit des gens,
„ qui doit servir de règle entre les
„ Puissances neutres & non Privilé-
„ giées. „

Fait à la Haye le 21 Mars 1780.

(Signé) le Chevalier YORKE



ne l'engén

L E T T R E IV.

La résolution prise par les Etats de Frise sera adoptée par les autres Provinces ainsi que l'armement proposé; le courage des Hollandois peut suppléer aux forces dont manque leur République; elle peut être secourue par des alliés Puissans; motifs qui ont déterminé les Juges de l'Amirauté d'Angleterre à ordonner la saisie des vaisseaux convoyés; suivant eux la République ne doit être considérée que comme une nation neutre & non alliée; il prétendent qu'une nation alliée ne peut pas convoyer ses vaisseaux contre son alliée; que si elle le fait, elle concourt aux avantages qu'elle retireroit un faux préjugé que par le Byland & les autres Hollandois; les Anglois interprètent le refus du Comte de Byland de laisser visiter ses vaisseaux; contenu des sentences rendues par les Juges de l'Amirauté d'Angleterre.

AMSTERDAM ce Mars 1780.

JE conviens , Monsieur , que les Frifons ont attendu un peu tard à fe déclarer pour les convois illimités , mais il vaut mieux tard que jamais. Je crois que d'autres Provinces fuivront leur exemple , mais l'effentiel eft que toutes acquiefcent à l'armement des 52 vaiffeaux. Il paroît que le vœu Général eft qu'il s'effectue ; on dit même que le cabinet de la Haye le defire : peut-être y rougit-on enfin , d'avoir expofé la République aux avanies qu'elle a effuyées de la part des Anglois ? Nous n'avons attendu que trop longtemps à prendre le parti de leur faire connoître que fi la République favoit difsimuler l'injuftice , il n'étoit pas de motifs qui puffent l'engager à fe faire l'infulte. L'état de foibleffe que nous trouvons près des Anglois & les troubles de nos côtes. Notre courage ne fuffit pas à la force qui nous manque ; foyons triotes , foyons le tous & bientôt ferons aux yeux de l'Angleterre une Puiffance redoutable qu'elle con-

braver. Si dans ce moment-ci l'Angleterre pouffoit l'inconfidération j'ufqu'à vouloir encore nous provoquer par de nouvelles insultes ou par ce ton fier & audacieux qui lui est ordinaire vis-à-vis de ceux qui paroiffent la craindre, il n'est pas parmi nous un vrai patriote, & je me plais même à croire qu'il n'est pas un fujet de la République qui ne facrifiait, pour venger la patrie, fa fortune & fa vie. Ce que nous avons fait nombre de fois, nous pouvons le faire encore, & avec d'autant plus de succès que nous trouverons dans la France, l'Efpagne & les Etats-Unis, des alliés puiffans qui, par la réunion de leurs forces aux nôtres, nous mettroient en état de braver à notre tour le ressentiment des Anglois.

Nous attendons, Monsieur, avec une grande impatience un courrier qui nous concourrait à ce qu'on dit, entouroit un de ces Hautes Puiffances le grand Bylans alliance défensive qui s'étend le commerce de tout le monde, de toutes espèces de Puiffances de la part des Puiffances vailantes. Ce projet a été de nous et les impératrice de Russie. On

nous assure que les Cours de Suède de Dannemark & de Lisbonne y ont déjà acquiescé, il n'est pas croyable que Leurs Hautes Puissances refusent d'entrer dans cette confédération.

J'ai reçu hier de Londres une copie de la sentence ou plutôt des sentences que l'amirauté Angloise a prononcé contre les vaisseaux que convoyoit le Comte de Byland : le précis que je vais vous en donner, vous donnera une idée de la jurisprudence des Anglois, & de la maniere dont ils font usage de prétextes spécieux dont ils se servent pour colorer leur injustice à notre égard.

Mrs. de l'amirauté d'Angleterre ont prétendu que tous les vaisseaux qui convoyoit l'Amiral Byland ne devoient être considérés par la Grande Bretagne que comme appartenant à une nation neutre, & à une nation qui soit liée par des traités particuliers qu'ils en donnent de commerce est qu'un foyer de ture doit rendre à qui par la protection armée envoi & terre de deux nations qui aux c
liée

traité ; parce qu'au moyen des conventions qu'elles ont faites entr'elles & que contient le traité, il existe une protection suffisante qui donne la pleine & entière sûreté de la navigation : cela est vrai ; mais est-ce aux Anglois à apprécier le degré de confiance qu'on doit avoir dans un traité, quand par leur conduite ils ont prouvé à toutes les nations, & à la nôtre particulièrement, qu'ils mettent toujours la raison d'Etat au dessus des traités, & que les traités les plus solennels ne peuvent les lier qu'autant que les circonstances où ils se trouvent ne les obligent pas à les violer.

Dès qu'une des Puissances, suivant l'amirauté Angloise, liées par un traité de commerce, protège ses vaisseaux contre l'autre Puissance, celle-ci doit considérer cette protection comme une concurrence. La Puissance protectrice entouroit un vaisseau ne reconnoît plus le pavillon de l'autre, parce que si l'un d'eux s'élevait au-dessus de l'autre, tout se feroit pour la même fin. Les mesures de ses vaisseaux seroient inutiles. Les mesures seroient toutes vis-à-vis de toute autre Puissance.

sance que l'Angleterre. N'est ce pas l'Angleterre qui, par les vexations & les excès qu'elle a commis à l'égard de nos vaisseaux, nous a forcé à les convoier? Mais, disent les Juges de l'amirauté, dans le cas où la nation alliée a à se plaindre des sujets de son alliée, c'est aux tribunaux de celle-ci qu'elle peut recourir: nous l'avons fait plusieurs fois & toujours inutilement, & dans leurs jugemens ils n'ont suivi d'autre règle que la raison d'Etat.

Supposant qu'il étoit inutile de faire convoier nos vaisseaux suffisamment protégés par les traités, les Juges de l'amirauté regardant aussi comme superflue la dépense que nous avons fait pour cela, se croient autorisés à penser que nous n'avons eu d'autre dessein que de protéger un commerce illicite & contraire aux stipulations des traités: ils conviennent cependant que les

Puissances liées par un commerce, peuvent donc à leurs vaisseaux, sous les convois, fuir les ennemis, mais l'amirauté, ne peut Juges de l'amirauté d'effet que comme ne doivent à l'Angleterre que celle avec les Puissances de l'Europe un traité formel. On est

Les Juges de l'amirauté ont considéré le refus que notre Amiral le Comte de Byland a fait de laisser visiter les vaisseaux qui étoient sous son escorte comme une résistance hostile qui avoit dû faire croire au Commodore Fielding que le convoi du Comte de Byland étoit contre l'Angleterre : ils prétendent aussi que cette résistance avoit dès l'instant même anéanti tous les privilèges accordés par les traités au commerce & à la navigation des sujets de la République ; qu'ainsi tous ceux de leurs vaisseaux qui étoient sous le convoi du Comte de Byland devoient être soumis aux mêmes traitemens que les vaisseaux appartenans à une Puissance purement neutre, qui ne jouissoient pas des privilèges stipulés dans les traités en faveur des nôtres. D'après ces principes, les Juges de la Cour d'Angleterre ont décidé que tout le convoi de vaisseaux convoyés par le Comte de Byland & dont le Commodore Fielding s'étoit rendu maître, devoient être traités comme ceux des autres Puissances neutres, c'est-à-dire que les vaisseaux fussent relâchés ainsi que les objets de leurs cargaisons.

qui n'étoient pas contrebande ou munitions navales , lesquelles devoient être confisquées ; en conséquence nos chanvres & nos lins le furent comme étant munitions navales , & le fer en barre fut réservé pour être rendu avec les vaisseaux après que la propriété de ceux qui s'en disoient propriétaires auroit été prouvée.

Après cette sentence , les juges de l'amirauté en rendirent une seconde concernant les vaisseaux qui s'étoient trouvés à la suite du convoi ; mais à la visite desquels le Comte de Byland ne s'étoit pas opposé : les considérant encore comme jouissant de tous les privilèges & avantages stipulés par le traité , les juges ordonnerent qu'ils seroient rendus ; mais qu'à l'égard de leurs cargaisons toutes composées de munitions navales , comme bois de construction , cuivre en lingots &c. &c. doubler les vaisseaux de guerre seroient remises aux Officiers de marine qui en payeroient la valeur à leurs propriétaires , s'ils étoient Hollandais après que ceux-ci auroient justifié suffisamment leur droit de propriété.

La troisieme sentence rend

les Juges de l'amirauté doit être considérée comme interprétative de la première : elle distingue ceux des vaisseaux enlevés par le Commodore Fiel-
 ding qui appartenoient aux habitans de la ville d'Amsterdam & de la Province de Hollande à bord desquels on avoit trouvé des certificats donnés au nom de l'Ambassadeur de France, résidant auprès de L. H. P. en vertu desquels certificats lesdits vaisseaux devoient jouir des prérogatives & privilèges accordés par Sa Majesté T. C. à ceux des vaisseaux de la République qui s'en trouveroient munis lors qu'ils viendroient dans ses ports. Ces prérogatives & ces privilèges accordés aux habitans de la Province de Hollande à l'exclusion & au préjudice des habitans des autres provinces, parurent aux
 Ledit Juge, pour influencer sur leur jugement, en concourant avec eux ne pouvoit être entouré d'un autre le même que celui par lequel avoient été rendu d'abord par leur dernière sentence, concernant en général & indistinctement tous les vaisseaux enlevés par le Commodore Fiel-
 ding. La raison qu'ils donnent de cette décision, c'est que ces prérogatives

& privileges accordés aux habitans de la Province de Hollande ; ont été la récompense de leur partialité & même de leur zèle pour l'ennemi de la nation Angloise , & la suite nécessaire d'un traité clandestin fait pour cet ennemi , lequel traité se trouvoit suffisamment prouvé devoir exister par les certificats de celui qui étoit revêtu à Amsterdam du pouvoir de les donner. Si les mesures qu'a prises la Province ont valu de la part de la France aux habitans de cette Province des privileges & des prérogatives qui n'ont pas été accordés aux habitans des autres Provinces qui ont refusé d'y acquiescer , l'Angleterre a dû , suivant les Juges de son amirauté , mettre de la différence dans leurs traitemens , parce que , suivant ces Juges ces mesures de la Province de Hollande ont fait des traites contraires aux traites de commerce , qui réunis au code de loix suivant lequel les Etats devoient régler leur conduite l'égard l'un de l'autre. La conduite de la Province de Hollande , ajoutoit ils encore , n'a pas été conforme aux devoirs qu'exigeoit l'étroite uni-

regnoit entre la grande Bretagne & la République des Provinces-Unis, qui, confédérées ensemble, ne pouvoient avoir que les mêmes intérêts, & il est aisé de voir quels ont été les motifs qu'a pu avoir la Province de Hollande pour accepter de la France des privilèges & des prérogatives que cette Puissance refusoit aux autres Provinces. D'après ces considérations les Juges de l'amirauté ont déclaré par leur sentence que chacun des vaisseaux saisis à bord duquel il se trouveroit un certificat du Ministre de France, auprès de L. H. P. seroit considéré comme appartenant à un ennemi de l'Angleterre, & comme tel devoit être confisqué : deux de nos vaisseaux étoient dans ce cas : mais comme le quart d'un de ces vaisseaux appartenoit à un Danois, le Juge décida que ce Danois n'étoit considéré comme neutre & ne jouiroit ni des privilèges des habitants de la Ville d'Amsterdam, on ne prononceroit pour le présent sur l'origine du vaisseau qui lui appartenoit, qu'il ne le feroit qu'après qu'on auroit prouvé que cette partie appartenoit véritablement à un Danois non résident à Amsterdam.

Connoissez-vous, Monsieur, un jugement plus singulièrement rendu que celui-ci ? Et la postérité pourra-t-elle croire qu'après en avoir eu connoissance, la République se soit contentée de s'en plaindre : à l'instant même où son Ambassadeur en a été instruit, il auroit dû quitter Londres, & la République donner ordre à celui de Sa Majesté Britannique, qui reside auprès d'elle, de se retirer. Cet acte de fermeté & de vigueur auroit certainement produit le plus grand effet même sur les Anglois, & nous aurions peut-être par là évité une rupture décidée : il me paroît bien difficile de l'éviter ; mais quelles qu'en soient les suites, elle ne peuvent être plus affligeantes que ne l'est notre situation actuelle.

J'ai l'honneur d'être &c.



L E T T R E V.

Dispositions des Anglois ; il est de leur intérêt de prévenir l'armement projeté par la République des Provinces-Unies ; ils doivent exiger une réponse positive sur les secours qu'ils demandent ; motifs puissans qui les y engagent ; ils peuvent faire de grands maux à la République ; interprétation qu'on peut faire du mémoire du Chevalier Yorke ; réponse des Etats-Généraux à ce mémoire ; le Chevalier Yorke a refusé la réponse des Etats-Généraux.

AMSTERDAM, ce Mars 1780.

LEs Anglois , Monsieur , ne paroissent pas disposés à se prêter plus in concoures manège de notre petite ntouroit un instruits, comme ils le sont, de qui se passe parmi nous, ils es bien persuadés qu'ils n'obtiennent pas les secours qu'ils demandent : ils n'ignorent pas que les Etats de notre Province ont déjà fait con- de nous à Leurs Hautes Puissances leur

façon de (a) penser. La Province de Frise, après la résolution qu'elle a prise à la fin du mois dernier doit être présumée n'être pas dans des dispositions plus favorable aux Anglois que ne l'est la Province de Hollande: toutes deux demandent que l'armement des 52 vaisseaux s'effectue, & ce n'est probablement pas pour qu'ils soient employés en faveur des Anglois. Si les

„ (a) Elle porte qu'ayant délibéré sur les deux
 „ mémoires de Mr. le Chevalier Yorke présenté
 „ l'année dernière, pour réclamer le secours de
 „ la République. L. N. & G. P. ont considéré qu'
 „ la garantie & les secours stipulés & promis par
 „ tous les traités d'alliance défensive, qui subsist
 „ tent entre la Couronne de la Grande-Bretagne
 „ & la République, se bornent de la manière la
 „ plus étroite aux limites de l'Europe ainsi qu'
 „ compte par le second article du traité de 1768
 „ le tout pourtant dans l'étendue de l'Europe
 „ seulement; ce qui a été confirmé & ratifié ultérieu
 „ rement par l'article séparé du traité du
 „ Janvier 1717. Qu'il est incontestable qu'il faut
 „ chercher la source des troubles d'Europe
 „ plutôt que leur extension, & que la communication de la guerre en
 „ doit être regardée que comme une suite des suites
 „ des démêlés primitifs & qu'ainsi l'on
 „ sauroit dire que le cas de l'alliance, (*Casus
 „ deris*) soit aucunement appliqué à la guerre
 „ sent (d'après ces motifs L. N. & G. P. ont
 „ résolu) que par les susdites raisons on tâche
 „ d'effectuer près des Etats Généraux que l'
 „ s'excusent d'accorder la requête faite
 „ l'Ambassadeur dans ses deux Mémoires

Anglois croient être fondés à considérer comme ennemis les habitans de la Province de Hollande, ceux-ci ont encore de plus grands motifs d'être persuadés que les Anglois ne sont pas leurs amis. Mais plus les Anglois doivent être persuadés du peu de penchant qu'ont pour eux les deux Provinces les plus considérables de la République, moins il est de leur intérêt de laisser à la République le temps d'effectuer son armement avant qu'elle se soit déclarée sur la demande secours qu'ils lui ont fait. Dans ces circonstances il n'est pas de l'intérêt de l'Angleterre de temporiser; ne pouvant se flatter d'avoir la République ni pour amie ni pour soutien, la rudence veut qu'elle la force à se déclarer avant qu'elle se soit mise en état de devenir son ennemie avec succès. Si les Anglois nous laissent le tems de nous armer, ils s'exposent à recevoir de nous la loi, au lieu que s'ils nous l'ont aujourd'hui avec vigueur nous nous verrons forcés de la recevoir d'eux. Tant que nous resterons dans cet état de foiblesse où nous sommes présentement il sera en leur pouvoir de

nous faire des maux infinis. Ruiner nos commerçans & nos navigateurs & détruire nos établissemens dans les deux Indes, voila comme ils pourront prévenir une vengeance rendue impuissante par l'excès des maux qu'ils nous auroient fait. Nous ne ferions pas dans cette situation affligeante & critique, si les Etats de nos Provinces fussent occupés des moyens de la prévenir : ils auroient dû discuter les moyens qu'il falloit employer pour protéger efficacement notre navigation & non pas s'amuser, comme ils l'ont fait depuis un an, à examiner s'il étoit de l'intérêt de la République d'accorder aux vaisseaux de ses sujets ou des convois illimités ou seulement des convois limités. Si nous avons pû avoir, en 1666, une armée de terre de 60000 hommes & en même tems une armée de mer de 50 vaisseaux, nous aurions pû, armer le même nombre de vaisseaux. Nous avons pû, en 1667 lever 400,000,000 florins dont notre Province seule en à fourni 22,000,000, & en 1780 nous nous déterminons avec lenteur à armer 52 vaisseaux &

our cela une dépense peu considérable.

Leurs H. P. n'ont pas tardé à répondre au dernier mémoire que leur a remis le Chevalier Yorke : elles l'ont reçu le 21 de ce mois, & le 24 elles y ont fait une réponse, que l'Ambassadeur de S. M. B. a refusé de recevoir. Ce mémoire ne dit pas que Sa M. B. regardera la République comme son ennemie si elle lui refuse les secours. Il lui demande, il annonce que Sa M. B. regardant la République avec plus grande indifférence n'aura plus pour elle aucun des ménagements qu'elle a eu jusqu'à présent ; c'est-à-dire qu'aucun vaisseau des sujets de la République ne pourra plus paroître sur les mers sans s'exposer à être pillé par les Anglois qui auront toujours pour prétexte que les cargaisons de ces vaisseaux appartiendront aux François. On conçoit aisément qu'on peut-être même contournait un de la Province de Hollande. C'est l'interprétation qu'on donne au mémoire du Chevalier Yorke, le seul parti qu'avoient à prendre L. H. P. étoit celui qu'ils ont pris, de retarder, ou du moins de retarder la réponse positive, qu'on leur deman-

doit, à ce mémoire. Mais le moyen qu'elles ont employé ne leur a pas réussi, & le Chevalier Yorke se conduisant comme s'étoit conduit le Duc de la Vaugion il y a un an, a refusé de recevoir l'espèce de réponse que Leur Haute Puissance lui ont fait remettre par leur agent; cette réponse disoit en substance; que *L. H. P. prévoyoit que la forme du Gouvernement inhérent à la constitution de la République ne leur permettroit pas de donner la réponse que Sa M. B. leur demandoit dans le délai fixé par Sa M. attendu qu'il falloit pour qu'elles pussent la donner, le mémoire qui contenoit la demande de Sa M. B. fût mis sous les yeux de Etats de différentes Provinces; qu'elles délibérassent sur cette demande; que d'ailleurs L. H. P. avoient chargé l'Ambassadeur de la République à Londres de solliciter Sa M. B. de vouloir bien accorder un délai plus considérable que celui de trois semaines pour que L. H. P. pussent former d'une manière conforme à la constitution de la République, une réponse positive & décisive telle que doit Sa M. B.* En refusant de donner la réponse le Chevalier Yorke a reçu des ordres précis de son maître de ne recevoir aucune qui ne seroit pas cathédrale.

Nous sommes ici persuadés que Mr. Comte de Welderen n'obtiendra pas le délai qu'il demandera de la part de ses

J'ai l'honneur d'être &c.

LETTRES HOLLANDOISES.

Castigat ridendo mores.

LETTRE VI.

*Description d'une nouvelle estampe qui
vient de paroître.*

AMSTERDAM ce Avril 1780.

Hier, Monsieur, en sortant de la
bourse, je fus arrêté à l'entrée de ma
rue, sans pouvoir aller plus avant par
un concours prodigieux de peuple qui
entouroit un marchand d'images : le
mauvre diable ne savoit à qui répon-
dre ; on le tiroit, on le pouffoit ; cha-
cun vouloit avoir le premier une es-
tampe qu'il vendoit. Cet empressement
excita aussi ma curiosité ; je parvins,
après une longue et pénible course, à la satisfaire & pour

N. N.º. 4.

D

quelques fous, je me procurai cette belle image, au haut de laquelle étoient écrits ces mots ; *den doorlist en geweld aangevallen Leeuw* ; c'est-à-dire, *la ruse & la violence réunies contre le Lion belge.*

Dans le lointain on apperçoit la mer, & dans la partie gauche les côtes de France, où est placé le port de Brest, dans lequel on voit se rendre ceux de nos vaisseaux chargés de munitions navales, que la prise de ceux qui marchaient sous le convoi du Comte de Byland a sauvé de la griffe des Anglois. L'endroit où s'est fait l'enlèvement de nos vaisseaux par le Commodore Fielding est aussi marqué ; plus loin on voit Portsmouth, & dans la partie droite du tableau, la Ville d'Amsterdam.

Deux de nos Négocians ouvrent la scène ; ils sont, sans doute, suivis de plusieurs autres ; celui qui est à la tête paroît s'adresser au Chevalier Yorke & au Stadhouder qui ne sont pas loin d'eux. Ce négociant est censé adresser au Prince à grands cris la restitution des vaisseaux, & au Chevalier Yorke, une satisfaction authentique.

enfin des convois illimités. Son camarade plus tranquille est dans l'attitude d'un homme qui parle à voix basse ; on suppose qu'il dit ; *camarades , ne lions pas tant ; nous avons fait de gros gains ; il est toujours bon de se plaindre , cela animera les esprits ; il est bon que cela soit : les Anglois au reste : nous payent en belles Guinées ce qu'ils nous ont enlevé , & si nous prenons le parti de leur faire la guerre , combien de nos confreres seront entierement ruinés ; quels dangers ne coureront pas nos établissemens des deux Indes.*

Voilà précisément ce que les Anomanes ne cessent de nous dire depuis plus d'un an : ils ont raison de soutenir que nous ne devons pas entrer en guerre avec leurs protégés , mais devons-nous prendre ce parti aux dépens de l'honneur de la République & de la ruine de notre commerce ? Car à présent il y a , suivant même papiers publics Anglois , 50 de nos vaisseaux marchands qui ont été arrêtés par les vaisseaux de S. M. B. & dévorés de bonne prise.

Les marchands de notre Province ne nous font tort de crier à la restitution &

de demander des convois illimités. Eux seuls y font intéressés ; les marchands des autres Provinces qui n'ont rien perdu , & font même comme auparavant , leur commerce avec les Anglois , voyent avec la plus grande indifférence les pertes que font ceux de la Province de Hollande. La Zélande par exemple , vend continuellement aux Anglois du plomb & autres munitions de guerre : c'est à Flessingue & à Middelbourg principalement qu'ils s'en font les approvisionnements. Les Zélandois & les Anglomanes , qualifient cette vente de commerce permis ; les Anglois le disent comme eux tandis qu'ils traitent de commerce illicite & contraire aux traités , la vente des munitions navales que les marchands de la Province de Hollande font aux François : si cela donne droit aux Anglois , de nous traiter en ennemis les François pourroient aussi sans injustice traiter de même les Zélandois qui , en vendant à leurs ennemis des munitions de guerre , contreviennent non à des traités particuliers , mais aux loix maritimes de toutes les nations : ces loix n'ont jamais prohibé l

e des munitions navales , au lieu
u'elles ont toujours interdit aux na-
ons neutres celle des munitions de
uerre , telles que les balles à fusil &
poudre à canon , qui fait aujourd'hui
principale branche du commerce
e la Zélande avec l'Angleterre.

Revenons aux acteurs de la scène
ue décrit la belle Estampe que je
iens de me procurer. Le Prince d'O-
nge y est représenté en bottes , la
nne & le chapeau à la main ; après
voir entendu la petite Harangue du
archand, il est censé lui dire , ainsi
à tous ses confreres auxquels il
ontre du doigt le Lion belgique as-
illi par l'a ruse & la violence, *voyez,*
Messieurs, ce qui se passe : je l'avois
évu depuis longtems, & ce fut parce
que je prévoyois que tout ce qui arrive
aujourd'hui, arriveroit, que je n'ai cessé
demandeur que la République armât.
Nous sommes perdus si nous nous lais-
ons séduire par la passion & les intri-
es (DE LA FRANCE, est sous enten-
) mais à la fin je serai forcé de cé-
der au torrent !

Je ne me permettrai qu'une ré-
ponse. Si le Stadhouder avoit crû ,

comme les Anglomanes le lui font dire, qu'il étoit de l'intérêt de la République d'armer, qui d'entre nous s'y feroit opposé ? Ce n'étoit pas l'avis du Pensionnaire Fagel, mais auroit-il eu plus de crédit dans l'assemblée de nos Etats Généraux que le Stadhouder y a d'influence ?

Pour appuyer ce que vient de dire le Stadhouder aux marchands, l'Ambassadeur d'Angleterre leur dit avec ce ton de bonhommie qui prévient toujours quand il est accompagné d'un air benin & d'un maintien modeste ; *je suis fâché de la rencontre (du Comte de Byland & du Commodore Fielding) mais j'ai averti avec franchise & à tems de ce qui arrive ; il est dur & très dur de voir un allié fournir à main armée à l'ennemi, des objets qui peuvent nuire à celui auquel il est lié par les traités, tandis que ce même allié refuse les secours que ces mêmes traités l'obligent de fournir : mais ce qui est fait est fait ; & il est probable que les choses n'en resteront pas là.*

Nous verrons l'effet de cette petite menace ; si nos 32 vaisseaux de guerre étoient en état de mettre à la mer

son Excellence ne prendroit peut-être pas un ton si menaçant.

A quelque distance du Prince d'Orange sont placés deux de nos Ministres d'Etat, le Pensionnaire Fagel & Mr. Bouttelaer : Fagel est tourné vers la mer ; on lui a donné la grosse perruque du Doyen de Killerine : il est supposé considérer l'enlèvement du convoi du Comte de Byland, & dire, *voilà qui est fâcheux, mais dans le vrai les Anglois ne doivent pas être trop contents de la conduite que nous tenons à leur égard, mais comment faire ? Nous devons ménager l'amitié de leur ennemi ainsi que la leur : que faire à présent ? Car enfin quand il arriveroit aujourd'hui que toutes nos frégates légères viendroient, sur l'invocation des cerveaux brûlés de nos Poètes, à être changées en vaisseaux de ligne, en serions-nous plus avancés ? Où trouverions-nous des matelots pour les monter ? Les Puissances du Nord ont besoin des leurs. Je crains bien que nous ne finissions par justifier ce vieux proverbe qui dit, les battus payent l'amende ; après quoi les François se moqueront encore de nous.*

Ah ! Mr. le grand Pensionnaire, il y a longtems que par vos menées & vos intrigues vous avez rendu la République la fable de l'Europe entière : a présent, si l'on vouloit vous en croire l'armement des 52 vaisseaux ne s'effectueroit pas.

L'autre Ministre d'Etat, plus laconique que son confrere ne dit que ce peu de paroles, en contemplant avec douleur le pauvre Lion belgique privé de l'usage de la vue : *ô patrie chérie ! quelle sera ta destinée ? Tout ce que j'ai pu faire, je l'ai fait, mon pouvoir ne s'étend pas au de-là.*

Sur le devant du tableau on a représenté le Lion belgique tenant dans une de ses pattes les sept fleches, emblème de l'union de nos sept Provinces, l'Ambassadeur de France lui met son chapeau devant les yeux, afin qu'il ne voye pas ce qui se passe & ce qu'il auroit le plus d'intérêt de connoître. L'auteur de cette ingénieuse caricature fait dire à votre Ambassadeur ; *tout ira bien si je puis seulement empêcher ce bon Lion de voir ; alors je parviendrai aisément à le mettre aux prises avec le Léopard Britannique ; ô le*

beau rôle que nous jouerons lorsque nous aurons réuni à la force terrienne que nous avons déjà , l'Empire des mers auquel nous aspirons !

Un Ex-jésuite , celui auquel on a attribué les observations d'un Citoyen d'Amsterdam sur le mémoire du Chevalier Yorke , conformément à l'ancienne maxime de sa société *divide & impera* , paroît s'occuper du soin de détacher une des flèches que tient le Lion Belgique : il a déjà délié le cordon qui les tenoit unies , & est supposé dire ; *voilà qui va à merveille. Je me suis déguisé en patriote & à l'aide de ce déguisement je parviendrai à escamoter quelques-unes de ces flèches , & pour prix de ce service , le Pape rétablira mon ordre , pourvu cependant que ces rusés Hollandois ne s'aperçoivent pas de notre projet.*

Derrière le Lion Belgique on a placé un Espagnol , qui l'attaque en traître. *Qui sait , dit-il , si ce n'est pas à présent le moment de réduire ces anciens gueux , mais il faut que notre voisin achève ce grand ouvrage. Nous sommes de la même famille : cela ne nous a pas été jusqu'à présent bien profitable ,*

mais quand nous aurons rattrapé Gibraltar, ce sera alors que nous pourrons faire la loi à toutes les nations.

L'acteur le plus intéressant de cette scène, est un Moine qui, attiré par le bruit d'une rupture prochaine entre l'Angleterre & la République, arrive gaiement en Hollande, trainant à sa suite une petite charette, sur laquelle est une femme, que je crois être l'inquisition, d'autant plus qu'elle a derrière elle des poteaux, des Gibets & tous les instrumens dont se sert ce tribunal de sang pour le soutien de la superstition & du fanatisme. Ce Moine est censé dire ; *grace à notre feinte tolérance, nous avons atteint notre but, & brouillé les Hollandois avec leurs anciens alliés. Ce sera toujours un grand pas de fait pour ramener l'Europe à l'obéissance du St. Siège que d'avoir mis les hérétiques aux prises ensemble : voici en attendant de quoi achever l'ouvrage en Hollande.* A l'instant que je finissois ma lettre, un des mes amis est venu me dire qu'il partoît pour Paris, en conséquence je vous envoie cette estampe en original.

J'ai l'honneur d'être &c.

R É P O N S E

A LA LETTRE VI.

Dispositions des Hollandois à devenir frivoles comme les François ; ce qu'on doit penser des persécutions qu'éprouvent en Hollande les bons patriotes ; de celles qu'essuye présentement un Libraire de Leyde ; suites funestes qu'elles doivent avoir ; il peut arriver en Hollande, ce qui est arrivé dans les Pays-Bas ; du climat des Provinces-Unies, comparé à celui de leurs voisins.

PARIS ce Avril 1780.

IL y a quelque tems , Monsieur , qu'à l'occasion de certains couplets (a) que vous m'avez envoyé , je vous félicitai des progrès surprenans que les habitans de vos provinces avoient fait dans l'art de chançonner , qui , jusqu'à présent n'avoit encore vraiment fleuri que parmi nous. Supérieurs à tous les

(a) Ils se trouvent dans le Tome 3 de ces Lettres , page 287.

autres peuples de l'Europe dans tous les arts de la frivolité ; devions-nous craindre d'avoir pour rivaux les habitants tristes & mélancoliques des marais de l'humide Batavie (a). Nous favions qu'un Hollandois (b) pouvoit avoir la grosse gaieté de l'épaisse opulence ; mais jamais nous ne l'aurions soupçonné d'être susceptible de cette gaiété aimable qu'exprime le sourire, que la vivacité anime & qui stimule le génie. C'est le génie, Monsieur, qui a créé cette Estampe, dont vous m'avez donné la description dans votre dernière lettre : elle immortalisera son Auteur : la tournure en est admirable

(a) Vos expéditions, disoit l'Orateur Mamerus à Maximien, se sont étendues dans un Pays si humide que ce n'est pas une terre. En effet, elle est tellement imbibée d'eau qu'on y enfonce & que les piés des bêtes & des hommes y laissent leurs traces. Dans ce Pays marecageux, les endroits où le Pays paroît plus sec & plus fermes, tremblent & vacillent ; il semble que la terre sente le poids de celui qu'elle porte, & qu'elle plie sous la pesanteur du fardeau. C'est une masse qui nage & qui chancelle parce qu'elle est suspendue. Elle est battue de la mer ; le Vahad, dont le cours fait divers replis, l'arrose & le Rhin faisant divorce avec lui même, l'embrasse par divers endroits, ainsi César ; vos armées étoient forcées d'apprendre à donner des batailles navales sur terre & à combattre contre l'eau aussi bien que contre l'ennemi.

(b) Gresset, dans le Méchant.

tout y est expreffif : les bottes mêmes du Stadhouder & la groffe perruque du Penfionnaire Fagel , y jouent leur rôle. Ce moine arrivant avec fa petite charette chargée de roues & de potences ; l'Ambaffadeur de de France qui prive le Lion Belgique de la faculté de voir ; cet Ex-Jéfuite qui lui ôte de la griffe une de fes flèches , voilà des traits qui caractèrifent le genie & qui feroient échappés à l'imagination falote des Cal-lots & des Hogarts. Mais Eft-ce bien un Batave qui a imaginé cette fublime caricature ? Si vous connoiffez fon Auteur , halez-vous de le faire connoître au public qui , étant toujours injufte , pourroit bien fans cela en attribuer l'invention à un des habitans des anti-chambres de l'Ambaffadeur d'Angle-terre : vous verrez que l'on dira que le deffein en aura été revu , corrigé & augmenté par fon Excellence affiftée du Moine défroqué , du Juif Pinto , & de leur bon ami le grand Penfionnaire & pendant que les Ambaffadeurs de France , d'Efpagne & de Sardaigne fou-
poient chez Son Alteffe.

Depuis quelques tems nos deffina-teurs & nos graveurs ont auffi voulu

nous donner quelque caricatures sur sur les Anglois ; mais que leurs productions sont foibles en comparaison de celles que vous m'avez envoyées ! on en fera, sans doute ici, des contrefaçons : heureux celui qui devancera les autres ; sa fortune sera faite, s'il peut obtenir le Privilège Exclusif de vendre cette divine Estampe.

On vient de me dire, qu'un Libraire de Leyde étoit arrivé hier ici : j'ai demandé comment il se nommoit & on m'a répondu que c'étoit Herdingh, celui qui avoit vendu une pièce de vers composée par M. E. H. G. d'Amsterdam, je me suis rappelé la pièce de Vers (a) dont vous m'avez envoyé la traduction il y a quelque tems. Je l'ai relue & aussitôt j'ai connu le véritable motif du voyage du Libraire Herdingh : j'ai désiré le voir, & le Libraire Durand me l'a amené : je l'ai retenu à dîner, & après quelques propos indifférens, je l'ai amené à me faire connoître que la crainte de la persécution l'avoit forcé à quitter sa patrie. *J'ai fait imprimer & vendu m'a-t-il dit, une pièce de Vers inspirée par*

(a) Elle se trouve à la page 306 du Tome 3.

le patriotisme, & que tous les patriotes ont lû avec plaisir : ces *Vers* contenoient de grandes vérités qui ont déplû à un de nos Ministres d'Etat, le Grand Pensionnaire : à son instigation on a commencé contre moi une Procédure Criminelle, & avec tant d'acharnement, que pour éviter les suites funestes quelle auroit pû avoir, j'ai pris le parti de quitter ma patrie & de venir ici chercher un azyle contre l'oppression & la tyrannie.... Contre l'oppression & la tyrannie. Oui, Monsieur : & dans notre Pays la liberté & la sûreté du citoyen sont aujourd'hui idéales : si elles existent ce n'est que pour ceux qui se sont vendus aux volontés de ceux qui gouvernent. Mais j'avois toujours cru que Fagel à l'exemple de ses ancêtres, aimoit sa patrie..... Il le prétend du moins ; mais est-ce l'aimer que d'avoir mis, comme il l'a fait, tout en usage pour empêcher que la République n'armât sa neutralité, & qu'elle accordât à ses sujets des convois illimités. Au désespoir de voir que les Provinces de Frise, de Hollande & d'Overijssel se sont enfin déclarées, & pour l'armement des 52 vaisseaux, & pour les convois illimités, il veut s'en venger sur tous ceux qui n'ont pour eux que la

*protection des loix qu'il croit pouvoir faire
taire ou parler suivant sa volonté.....
Mais que prétendez vous faire ? Quit-
ter ma patrie, vendre les biens que j'y
ai, & me fixer en France..... Mais en
France la Presse n'y est point libre com-
me en Hollande..... Vous vous trom-
pez, si les Presses sont libres en Hollan-
de, ce n'est que pour les seuls ouvrages
qui ne déplaisent point au parti domi-
nant : nous ne dépendons que de nos
Magistrats, mais la plûpart sont dans la
dépendance absolue de ceux dont ils at-
tendent des places pour eux-mêmes, pour
leurs enfans ou leurs amis..... Et l'Au-
teur de ces Vers le poursuit-on ? ... Non,
pas encore, mais on le menace ; & s'il
est sage il suivra mon exemple.*

Les injustices qu'on a faites à Mr.
Vander Capellen, & la persécution
qu'on fait aujourd'hui contre le Li-
braire Herdingh me paroissent les avant-
coureurs de la ruine de votre Pays :
car de même qu'il a dû sa prospérité
aux persécutions, aux oppressions &
aux mécontentemens funestes de la
plûpart de ses voisins, de même ses
voisins vont profiter des excès que
ceux qui gouvernent votre Pays se
permettent contre tous ceux qui ont

le courage de se soustraire à la corruption, & de rester inviolablement attachés au parti Républicain, qui, s'il est écrasé entraînera dans sa chute votre constitution nationale, & par conséquent votre République.

Souvenez-vous, Monsieur, que l'arrivée du Duc d'Albe dans les Pays-Bas, & la manière tyrannique dont il les gouverna, y firent fuir l'industrie effrayée, les talens allarmés, & y étouffèrent dans un nombre infini de leurs habitans ce sentiment d'attachement que tous les hommes ont naturellement pour les Pays où ils sont nés & où ils habitent.

Je ne connois, Monsieur, dans le monde entier que deux Pays qu'avec raison on peut qualifier de Pays de liberté : c'est la Suisse & l'Angleterre, & cependant combien des habitans de l'Angleterre ne se sont-ils pas expatriés quand la bigotte Marie a voulu propager sa religion par la persécution : celle qu'excite le fanatisme & la superstition ou même le zèle religieux est cruelle & *dévastatrice*, mais celle que met en usage l'ambition, la Politique ou l'intérêt personnel ne l'est pas moins : je la crois même plus funeste, parce qu'elle

a pour principe un sentiment de vengeance qui ne s'éteint jamais : le pere le transmet à ses enfans qui ont, comme lui, le même motif de se venger. La tyrannie du Duc d'Albe a chassé en peu de mois plus de 100000 des habitans des Pays-Bas, & je ne serois pas étonné de voir avant qu'un an se soit écoulé, plus de 200000 des habitans de vos Provinces le quitter & venir se refugier en France, dans les Pays-Bas Autrichiens & surtout sur le territoire de la nouvelle République des Etats-Unis de l'Amérique, pour éviter d'éprouver le traitement qu'on a fait au généreux Vander Capellen, & qu'essuye aujourd'hui le Libraire de Leyde.

Qu'elle a été la cause de la grande population de votre pays ? La liberté. Qu'est-ce qui l'a rendu si riche ? La liberté : ceux qui en connoissoient le prix ont apporté dans vos Provinces & leur industrie & leurs richesses : y seroient-ils venus s'ils eussent craint d'y trouver, comme dans leur pays natal, la persécution & la Tyrannie ? Ils n'ont pû le craindre puisque la constitution de la nouvelle patrie qu'ils vouloient choisir, ne permet-

toit, ni aux Etats Généraux ni au Stadhouder, qu'ils régardoient comme le Chef de la République, d'exercer aucun pouvoir despotique sur les personnes comme sur les biens des habitans de vos Provinces.

Votre climât, Monsieur, vous n'en disconviez pas, est affreux: il rend votre pays le séjour chéri de la goutte & du scorbut; l'été même, qui est la seule saison ou le séjour de vos Provinces soit un peu agréable, y produit, surtout s'il est sec & chaud, des maladies contagieuses auxquelles il est bien difficile de se soustraire: l'air qu'on y respire alors est imprégné de particules putrides, qui portent dans le sang le plus pur le venin de la contagion. La fièvre s'empare des cerveaux; elle les trouble & les tue subitement; & si ceux qu'elle infecte lui résistent, c'est pour mener une vie languissante mille fois plus triste que la mort n'est cruelle. J'ai lû dans les mémoires de Temple que, pendant tout le tems qu'il avoit habité la Hollande, il n'y avoit vu que deux de ses habitans qui avoient atteint l'âge de 80 ans. Le même Temple a dit de votre pays *qu'il étoit plus propre à servir de mai-*

treffé que de femme ; Et que peu de personnes qui se trouveroient bien chez eux , voudroient y passer leur vie , mais bien y faire souvent de petits voyages. Il n'en est pas de même ni de la France ni de l'Angleterre : on y vient par curiosité & l'on s'y fixe par goût : en France a cause de la beauté de son climât , de l'abondance & de la diversité de ses productions , & plus encore à cause des mœurs de ses habitans ; en Angleterre , parce qu'il n'y a pas de pays au monde où les hommes soient plus humains , les droits du Citoyen plus respectés , les loix mieux exercées , enfin la liberté plus réelle & plus vraie. Vous avez encore dans vos Provinces de bons patriotes ; mais si ceux qui ne le sont pas peuvent les persécuter impunément vous les verrez bientôt , comme je vous l'ai déjà dit , quitter leur patrie & venir habiter la nôtre , l'Angleterre , l'Amérique ou les Pays-Bas Autrichiens. Vous même, Monsieur, voudrez-vous habiter un Pays ou vous serez sans cesse exposé aux traits envenimés de la jalousie , & de l'envie , & aux coups mortels de la haine & de la vengeance.

J'ai l'honneur d'être. &c.

L E T T R E V I I.

Confédération formée par les Puissances neutres ; l'Imperatrice de Russie a fait inviter la République des Provinces-Unies à entrer dans cette confédération.

AMSTERDAM , ce Avril 1780.

LA Russie, la Suède, le Danemark & le Portugal veulent enfin, Monsieur, se confédérer pour s'opposer aux vexations que commettent sur les mers les vaisseaux des Puissances Belligérantes. Dans le vrai, cette confédération ne se formera que contre l'Angleterre, puisque des quatre Puissances Belligérantes, l'Angleterre est la seule qui commet des excès contre les nations neutres. L'Impératrice de Russie a fait inviter la République à entrer dans cette confédération, & je ne pense pas que Leurs Hautes Puissances se refusent à cette invitation contenue dans le mémoire que le Prince de Gallitzin leur a remis le 5 de ce mois. Ce mémoire est conçu en ces termes.

HAUTS & PUISSANS SEIGNEURS.

LE Souffigné, Envoyé Extraordinaire de S. Maj. Imp. de Toutes les Russies, a l'honneur de vous communiquer une Copie de la Déclaration que l'Impératrice, sa Souveraine, a faite aux Puissances actuellement en guerre. V. H. P. peuvent regarder cette communication comme une marque particulière de l'attention de l'Impératrice pour la République, également intéressée aux raisons qui ont donné lieu à cette Déclaration.

„ Il a de plus ordre de leur déclarer, au nom de S. Maj. Impériale, qu'autant d'une part Elle désire de maintenir, pendant la présente guerre, la Neutralité la plus stricte, autant Elle soutiendra, par les moyens les plus efficaces, l'honneur du Pavillon Russe & la sûreté du Commerce & de la Navigation de ses Sujets, & ne souffrira point qu'il leur soit porté atteinte de la part d'aucune Puissance Belligérante : Que pour éviter en cette occasion tout mal-entendu ou interprétation fautive, Elle a cru devoir spécifier dans sa Déclaration les bornes d'un Commerce libre & de ce qu'on appelle contrebande : Que si la définition de la première est fondée sur les notions les plus simples, les plus claires & les plus déterminées par le droit naturel, celle de la dernière est prise par Elle littéralement du Traité de Commerce de la Russie avec la Grande Bretagne : Que par là Elle prouve incontestablement sa bonne foi & son impartialité envers l'un ou l'autre Parti : Qu'Elle croit, par conséquent devoir s'attendre que les Puissances Commerçantes seront empressées à accéder à sa façon de penser relativement à la Neutralité.

„ D'après ces vues S. Maj. Imp. a chargé le Souffigné d'inviter L. H. P. de faire cause commune avec Elle, autant que cette union pourra servir à protéger le Commerce & la Navigation, en observant en même tems la plus exacte Neutralité, & de leur communiquer les mesures qu'Elle a prises en conséquence.

„ Pareille invitation a déjà été faite aux Cours de Coppenhague , de Stockholm & de Lisbonne , afin que par des soins communs de toutes les Puissances Maritimes Neutres , on pût établir & légaliser , en faveur de la Navigation Commercante des Nations Neutres , un système naturel & fondé sur la Justice & qui , par son avantage réel , servît de règle aux siècles à venir.

„ Le Souffigné ne doute point , que V. H. P. ne prennent en considération l'invitation de S. Maj. Impériale, ni qu'elles n'y concourent, en faisant, sans délai, une Déclaration aux Puissances Belligérantes, fondée sur les mêmes Principes, que celle de l'Impératrice, sa Souveraine, en s'expliquant en même tems au sujet de la protection de leur Commerce, de la navigation & de la nature de la Contrebande, conformément aux termes de leurs Traités particuliers avec les autres Nations.

„ Au surplus le Souffigné a l'honneur d'assurer V. H. P. que si, pour établir solidement un Système aussi glorieux qu'avantageux au bien de la Navigation générale, Elles vouloient entamer une Négociation avec les Puissances Neutres, afin d'établir une Convention particulière à ce sujet, l'Impératrice, sa Souveraine, sera prête à y intervenir. V. H. P. sentiroient aisément la nécessité d'accélérer leurs résolutions sur des objets aussi importants qu'avantageux à l'humanité en général. Le souffigné les prie en grace de vouloir bien le pourvoir d'une prompte Réponse.

A la Haye, le 3. Avril 1780.

(Signé) DIMITRI, Prince de GALLITZIN.

Des lettres de Berlin nous ont appris que Sa Majesté Prussienne avoit autorisé plusieurs de ses négocians à envoyer toute espèce de denrées & de marchandises sans distinction, non seulement aux Colonies de l'Amérique de France & d'Angleterre, mais encore à celles qui composent la République des Etats-Unies. *Vous pouvez, a*

dit Sa Majesté à ceux à qui appartenoient les vaisseaux chargés du transport de ces marchandises & denrées, *envoyer vos vaisseaux dans toutes les mers : on y repeêtera mon pavillon : je ne veux pas même que vos vaisseaux soient armés , & s'ils le sont , je vous ordonne de les désarmer.* Voila , Monsieur , parler en Roi. Frédéric connoît ses droits & sa Puissance : les Anglois n'oseront pas le braver ; le Roi de Prusse s'en vangeroit sur Hannovre , & les vingt-six millions que rapporte cet Electorat le mettroit en état d'indemniser ses armateurs des torts que leur feroient les Anglois.

J'ai l'honneur d'être &c.

A V I S

Correspondance politique de l'Europe ; Ouvrage périodique , par une société de gens de lettres 1780.

LIBERTÉ , VÉRITÉ

A Amsterdam, Chez van Harvelt , Changuion &c. à Bruxelles, chez De Boubers , à Edimbourg chez Balfour , à Geneve chez Chirol , à Göttingue chez Dieterich , à la Haye chez Gosse , van Clèef &c. à Leide chez les Freres Muray , à Liege chez Plomteux , à Londres chez Elmsley , à Middelbourg chez Bohemer , à Paris chez Merigot le Jeune , à Rotterdam chez Bennet & Hake , à Utrecht chez Spruyt.

LETTRES HOLLANDOISES

Maturate fugam , Regique hæc dicite vestro ;
Non illi Imperium Pelagi , sævum que tridentem
..... sorte datum

VIRGILE.

R É P O N S E A LA LETTRE VII.

Les Anglois n'ont plus d'espérance d'être secourus par le Portugal & la Russie; la Russie étoit sans motifs de secourir les Anglois; elle peut aujourd'hui se passer des productions de l'Angleterre; combien son commerce est intéressé à se lier avec celui de la France & de l'Espagne; ce sera un commerce d'échange perpétuel; il sera fondé sur le besoin réciproque des trois nations; la conduite des Anglois à l'égard de l'Impératrice de Russie a irrité cette Princesse; motifs qu'elle a eu de former une confédération des nations neutres; effet qu'elle doit avoir par rapport à la République; l'impunité des Corsaires Anglois légitime le reproche qu'on fait au Ministère Anglois, d'autoriser les atrocités que commettent ces Corsaires.

Tome IV. N^o. 5. E

PARIS, ce Avril 1780.

LE Portugal & la Russie, Monsieur, étoient les seules Puissances dont les Anglois pouvoient espérer quelque secours; ceux qu'ils auroient reçus du Portugal eussent été peu considérable & de grands motifs même auroient pu empêcher qu'ils ne fussent accordés. En les accordant le Portugal se seroit exposé au ressentiment de l'Espagne & de la France, sans avoir aucune espérance d'être secouru par l'Angleterre. L'Angleterre, dans le vrai, n'avoit donc d'espoir que dans la Russie; elle seule pouvoit la secourir efficacement d'hommes & de Vaisseaux. Si la Russie n'eût considéré que les avantages qu'elle tiroit de ses liaisons de commerce avec l'Angleterre, elle n'eût peut-être pas balancé à lui accorder le secours qu'elle lui demandoit, & si elle le lui a refusé, on doit croire qu'elle y a été portée par la considération des grands avantages que son commerce retireroit dans la suite d'une liaison formée avec celui de la République des Etats-Unis de l'Amérique. L'Angleterre, sur-tout, depuis qu'elle a perdu ses Colonies de l'Amérique

septentrionale, ne peut se passer des productions de la Russie : mais la Russie, qui, il y a quelques années, man-
 uoit de productions industrieuses, tou-
 che au moment où elle aura chez elle
 toutes celles, non-seulement des An-
 lois, mais encore des autres nations
 manufacturières de l'Europe, par con-
 séquent elle est aujourd'hui tout-à-fait
 sans motifs de préférer l'amitié de l'An-
 gleterre à celle des autres nations. Que
 peut-elle fournir l'Angleterre à la Russie ?
 des Grains ? elle en a : des Draps ? elle
 n'en fabrique : des Etoffes de Soye ? elle
 ne peut en fabriquer, ou les tirer de France
 qui les lui donnera à 15 pour cent au
 moins meilleur marché qu'elle ne peut
 les obtenir des Anglois : des Sucres,
 des Indigos, de la Cochenille, des
 bois de teinture ? Elle en trouvera en
 abondance dans les ports de la Répu-
 blique des Etats-Unis, qui deviendra
 dans la suite un entrepôt de toutes les
 productions du nouveau monde. Si la
 Russie parvient à étendre son commerce
 avec la Chine, elle aura chez elle en
 abondance toutes les productions des
 Indes Orientales, & quand bien même
 elle seroit privée de son commerce

avec la Chine, elle pourroit s'approvisionner dans les Magazins de votre compagnie des Indes, qui certainement les lui fourniroit à un prix au dessous de celui que la compagnie des Indes Angloises les lui vendroit.

Le sol & le climat de la Russie sont étrangers aux productions du Midi de l'Europe: jusqu'à présent; elle les a tiré de l'Angleterre & de votre République: elle n'avoit aucune liaison directe avec la France, l'Espagne & l'Italie. Les Anglois qui avoient mis la Russie dans leur dépendance, l'empêchoient de faire aucun traité de commerce avec les autres nations: ils étoient parvenus à force d'intrigues à jeter un voile épais sur les véritables intérêts du commerce de la nation Russe. Le sage Ministre qui gouverne aujourd'hui cette nation a déchiré ce voile, & son Auguste Souveraine a pu voir les grands avantages que son peuple pourroit retirer d'une alliance étroite avec la France & l'Espagne. *Nous leur enverrons directement, a-t-il dit, des bois de construction, du fer, du chanvre, des lins, & nous recevrons d'elles en échange leurs vins, leurs eaux-de-vie & leurs fruits. Nous voulons élever des Manufactures de soye, de draps*

*fin*s & de coton ; l'Espagne & la France nous donnerons en payement toutes les matieres premieres nécessaires à ces manufactures. Les vaisseaux que nous enverrons dans la Méditerranée trouveront dans les Ports de France & d'Espagne un azile sûr contre la fureur des flots & la furie des vents ; d'ailleurs si nous voulons étendre notre commerce dans la mer noire & aux échelles du levant , nous ne pouvons le faire sans les productions du Midi de l'Europe , & qu'autant que nous vivrons en bonne intelligence avec la Porte. Nous ne pouvons pas ignorer l'ascendant que la France a sur cette Puissance. Unis à la France , nous pouvons sinon donner la loi à l'Europe , du moins établir tel système de politique que nous voudrons. Voilà , Monsieur , comme je crois qu'on a raisonné dans le Cabinet de St. Petersbourg.

Moins l'Impératrice de Russie étoit disposée en faveur des Anglois , plus elle dut être sensible au peu d'égard qu'ils eurent aux représentations qu'elle leur fit faire sur la conduite violente & arbitraire qu'ils tenoient à l'égard des Puissances neutres : elle connut alors le caractère de la Politique Angloise ; elle vit combien étoit juste le reproche qu'on

faisoit aux Anglois de vouloir s'arroger l'Empire des mers; elle sentit de quelle importance il étoit pour elle, comme pour toutes les Puissances maritimes, d'assurer la liberté des mers. elle comprit que pour y parvenir, il falloit former une confédération générale de toutes les Puissances maritimes de l'Europe : la France ni l'Espagne ne pouvoient y entrer, elles étoient déjà en guerre avec l'Angleterre, & en partie pour forcer cette nation orgueilleuse à reconnoître que les mers n'ont point de Souverain. La confédération que projettoit l'Auguste Catherine devoit donc se borner aux nations maritimes neutres, telles que la Suède, le Dannemarck, le Portugal & votre République. L'enlèvement des vaisseaux Hollandois partis du Texel à la fin du mois de Décembre dernier sous le convoi du Comte de Byland, irrita tellement l'Impératrice de Russie, qu'à l'instant même qu'elle l'apprit, elle prit la résolution d'effectuer la confédération qui jusques là n'étoit encore que projetée. Mais pour rendre dans ce moment-ci cette confédération plus utile aux nations neutres, & ôter en même tems tout prétexte aux Anglois

d'accuser de partialité ces mêmes nations , l'Impératrice a fait faire à toutes les Puissances Belligérantes la même déclaration : elle est très forte & très expresse , & je suis persuadé qu'elle en imposera aux Anglois , qui , par la crainte d'attirer contre eux les armes des Puissances neutres , se verront forcés de respecter les dispositions du traité de 1674 , qui laissent aux sujets de votre République la liberté du transport des munitions navales.

Nous sommes persuadés ici que Leurs Hautes Puissances ne tarderont pas à accéder à la confédération , & qu'en conséquence de cet acquiescement elles se presseront d'armer , & qu'elles ne chercheront plus à éluder la demande des secours que leur fait l'Angleterre. Qu'importe à votre République que l'Angleterre la considère comme alliée ou seulement comme Puissance neutre , car , si , comme Puissance neutre elle n'a rien à craindre , qu'a-t-elle à espérer comme Puissance alliée ?

Il n'y a pas d'exemple , Monsieur , d'un excès pareil à celui qu'a commis , à la hauteur de Minorque , un Corsaire de Mahon contre la frégate Suédoise l'Illérim. Cette frégate avoit 34 ca-

nons, & parce que le Corfaire s'aperçoit qu'ils sont retirés, & que les sabords sont fermés, il vient après que la frégate l'a hélé, la ranger & lui lâcher ses deux bordées; tue trois de ses matelots, & fracasse la jambe du Capitaine Suédois qui peu de jours après est mort de sa blessure. Si ce n'est pas là un assassinat prémédité il n'est pas de crime qui mérite ce nom. Si ce Corfaire n'est pas livré aux Suédois, toutes les nations de l'Europe doivent s'unir pour tirer vengeance d'une nation qui souffre une pareille atrocité, & l'autorise par l'impunité. Cet excès n'est pas le premier qu'aient commis les Corfaires Anglois; aucun d'eux n'a été puni & cette impunité rend juste le reproche qu'on fait au Gouvernement Britannique, de provoquer soudainement les Corfaires de sa nation à commettre ces excès. Si un Corfaire François ou Espagnol en commettoit de semblables, il seroit puni très sévèrement; non seulement son navire mais encore sa personne seroient remis au pouvoir de celui qui auroit à se plaindre de la violence qui auroit été exercée contre lui.

J'ai l'honneur d'être &c.

L E T T R E V I I I .

Effet qu'a produit dans les Provinces-Unies le mémoire de l'Ambassadeur de Russie ; les Hollandois ont applaudi à la déclaration que cette Puissance a faite ; tout annonce une union intime entre la France & la Russie ; avantages considérables que le commerce des deux nations peut en retirer ; nouveaux établissemens que la Russie pourroit former ; plusieurs autres Puissances secondaires paroissent disposées à entrer dans la confédération des Puissances neutres ; dispositions du Dannemark ; L. H. P. paroissent disposées à accéder à la confédération proposée par la Russie ; patriotisme des habitans de la Ville de Woerden ; la République n'a plus rien à craindre des Anglois ; abdication du Roi d'Angleterre.

AMSTERDAM ce Avril 1780.

LE mémoire , Monsieur , que le Prince de Gallitzin a remis à Leurs Hautes Puissances de la part de sa Sou-

veraine a produit dans nos Provinces la plus grande sensation. Il n'est personne parmi nous , si on en excepte les Anglomanes , qui n'aient applaudi à la déclaration (a) que l'Auguste Catherine a fait remettre aux trois Puissances Belligérantes : cette déclaration n'a du déplaire qu'aux Anglois : la France & l'Espagne l'auront reçue avec plaisir : on peut même raisonnablement penser que la France & l'Espagne , qui ne font pas la guerre en pirates , auront sollicité la Russie à prendre le parti qu'elle a pris. Je pense , aussi comme vous , Monsieur , que la France & la Russie vont s'unir très étroitement , & que de cette union il s'ensuivra une liaison très grande , très étendue & très solide entre le commerce de ces deux nations : toutes deux ont un égal intérêt à la former & en assurer la durée par un traité auquel l'Espagne & les Etats-Unis accéderont sans doute ; peut-être aussi qu'un des articles du traité fera de procurer à la Russie un établissement dans l'Amérique & un Port dans la méditerranée.

(a) Elle se trouve à la fin de ce Numéro.

Je ne pense point que la France soit dans l'intention de conserver la Grenade ; il n'est pas de l'intérêt de son commerce d'augmenter le nombre de ses possessions dans le nouveau monde ; elle pourroit donc céder la Grenade à la Russie. L'Isle de Corse lui est plus à charge qu'elle ne lui est utile ; ce qu'elle en retire ne la dédommage pas des cinquante millions qu'elle a dépensés pour en acquérir la possession. Si la France l'eût négligé, l'Angleterre s'en seroit accommodée & l'établissement qu'elle y auroit formé lui auroit été d'une toute autre importance que ne le sont Gibraltar & Port-Mahon, qu'elle abandonneroit certainement aujourd'hui si la France consentoit à lui céder l'Isle de Corse.

On est persuadé ici qu'aussitôt que notre République aura accédé à la confédération proposée par la Russie, les Villes de Dantzic, de Lubeck, de Brême & de Hambourg y accéderont aussi : il pourroit bien arriver que les Puissances maritimes de l'Italie telles que Venise & Gênes y accédaient ensuite ; & je ne serois pas étonné que le Grand Seigneur voulût être admis dans

cette confédération si intéressante pour le commerce de toutes les nations neutres. Les excès commis par les Anglois indistinctement contre tous les vaisseaux de ces mêmes nations rendoit nécessaire cette confédération , mais ç'a surtout été l'enlèvement de nos vaisseaux escortés par le Comte de Byland & l'espèce d'assassinat commis par le Corsaire Mahonnois qui ont fait connoître à toutes les nations neutres, qu'il falloit mettre des bornes aux excès intolérables auxquels étoient continuellement exposés leurs navires marchands qui naviguoient sur la foi des traités , de la part d'une des Puissances Belligérantes.

On assure ici que la Cour de Copenhague a fait notifier à celle de Londres que si elle persistoit à vouloir visiter & arrêter les vaisseaux neutres, le Sund seroit fermé à tous les navires Anglois , mais ce qui nous intéresseroit le plus dans ce moment-ci, seroit que le Dannemark voulut nous donner 5 a 6000 matelots. On débite ici que Sa Majesté Danoise a offert à L. H. P. de les leur en envoyer si la République vouloit entrer dans la confé-

dération : tout paroît annoncer que telle est l'intention de L. H. P. puisqu'elles ont , en délibérant sur le mémoire que leur a remis le Prince de Gallitzin , requis les députés de nos Provinces , d'effectuer le plutôt possible une résolution de leurs commettans sur ce sujet.

Si toutes nos Villes suivoient l'exemple de la petite Ville de Woerden , nous trouverions bientôt un nombre suffisant de marins & de soldats de marine pour mettre les 52 vaisseaux , que nous allons armer, en état de tenir la mer ; la régence de cette Ville a pris la résolution , & l'a rendue publique , d'accorder une gratification particulière de 10 florins à tous les habitans de sa Ville & de sa banlieue qui s'engageroient dans le courant de cette année comme matelots & comme soldats de marine sur un vaisseau de guerre de la République.

Nous ayant envoyé précédemment les résolutions prises à l'occasion de la demande faite des secours par le Roi d'Angleterre ; j'ai cru que vous verriez avec plaisir celle que les Etats d'Overyssel ont pris sur le même objet

le 10 du mois dernier : je vous en envoie la traduction. (a)

Depuis que Leurs Hautes Puissances connoissent les dispositions des autres Puissances neutres, peu leur importe que la Cour de Londres ait refusé à leur Ambassadeur le délai qu'elles lui demandoient pour prendre une résolution sur les secours que lui de-

(a) Après une exposition de la situation de la République par rapport aux affaires générales de l'Europe, L. N. P. terminent leur résolution en disant ,, Que ce sont uniquement ces principes & les circonstances actuelles qui mettent L. H. P. dans l'obligation indispensable de veiller plus que jamais à leur conservation & à leur sûreté, & d'employer tous les moyens praticables pour détourner autant que possible toutes mauvaises conséquences ultérieures ; qu'ainsi elles se voyent dans la nécessité de se déterminer à prier Sa Maj. Britannique qu'elle ne prenne pas de mauvaise part à L. H. P. si dans la présente conjoncture, où la moindre privation ou diminution de leurs forces pourroit leur devenir dangereuses, elles se croient justement en droit de s'excuser d'accorder les secours désirés par Sa Majesté, quoiqu'elle pût légitimement les juger dûs dans tout autre cas en vertu d'un engagement sur l'application exigée duquel il n'est pas besoin aujourd'hui d'entrer en discussion. L. N. P. s'assurant que Sa Majesté ne pouvant désapprouver cette conduite dans la situation où la République se trouve, voudra bien ne plus insister sur la demande desdits secours ; mais qu'en preuve de l'affection qu'elle leur a fait déclarer si souvent, elle agréera que L. H. P. gardent invariablement la neutralité qu'elles ont embrassée au commencement des troubles actuels.

mandoit Sa Majesté Britannique : assurée d'être secourue par toutes les Puissances neutres , la République est sans motifs de temporiser : elle peut faire connoître aux Anglois la résolution qu'elle a prise de ne pas acquiescer à leur demande ; elle doit être assurée que les Anglois n'oseront point lui déclarer la guerre , ni mettre un embargo sur tous les vaisseaux de ses sujets qui sont dans leurs ports , encore moins continuer d'exercer les violences qu'ils se sont permises contre nos vaisseaux marchands : nous les verrons bientôt solliciter la médiation de la République pour obtenir la paix. On débite déjà à la Haye que le Chevalier Yorke a demandé cette médiation & qu'il la sollicite même vivement : je ne vous garantis point cette nouvelle : si elle est vraie, nous ne tarderons pas à en être instruits. Mais dans les circonstances présentes, il me paroît que la République ne doit accorder sa médiation qu'autant que toutes les autres Puissances neutres agiront de concert avec elle pour faire cette paix que les Anglois doivent désirer avec la plus grande ardeur , mais à laquel-

le ni la France ni l'Espagne ne doit consentir qu'autant que l'Angleterre renoncera au prétendu Empire des mers qu'elle se croit en droit d'exercer; & les Puissances neutres ne peuvent accepter la qualité de médiatrices, qu'à la condition que l'Angleterre reconnoitra que les mers sont libres & n'ont point de Souverain.

Croit-on à Paris à l'abdication dont George III menace ses sujets s'ils persistent à ne pas vouloir être gouvernés par des Ministres aussi habiles que ceux auxquels il a donné sa confiance. Je ne crois pas à cette abdication; je la crois imaginée par quelque Journaliste ou Gazettier de Londres; mais ce qui me paroît plus certain, c'est l'abdication que le Lord North fera dans peu obligé de faire de la place de premier Ministre; s'il est sage il prévendra l'orage qui le menace; il fera comme Walpoole & Pitt; il demandera la pairie, & devenu membre de la Chambre Haute, il se rangera du parti de l'opposition qui, suivant toutes les apparences, ne tardera pas à avoir la supériorité sur celui de la Cour.

J'ai l'honneur d'être &c.

R É P O N S E

A LA LETTRE VIII.

La Campagne ne tardera pas à s'ouvrir; les plus grands efforts des Puissances Belligérantes se feront en Amérique; la France & l'Espagne ne doivent pas désirer que la paix se fasse présentement; conduite que les Anglois pourront tenir pendant la Campagne prochaine, quels peuvent être les projets de la France & de l'Espagne pour la campagne prochaine; conséquence qu'on peut fixer de l'amende qu'on vient de faire payer au Libraire Herdingh.

PARIS, ce Avril 1780.

DE nouvelles scènes d'horreur, Monsieur, vont nous occuper : ce ne sera plus des intérêts politiques des nations belligérantes dont nous aurons à nous entretenir, mais de l'habileté de leurs mains & de la bravoure de leurs soldats. La mer va être couverte de leurs vaisseaux, & l'humanité aura également à gémir de leurs victoires & de leurs défaites. Les hommes ne cesseront-ils jamais d'être cruels & barbares? Quand rougiront-ils de ces lauriers qu'ils ne moissonnent qu'en se couvrant du sang de leurs semblables? Ne verrons nous jamais les

Rois préférer la gloire de rendre les hommes heureux à celle de les détruire ?

*Images des Dieux sur la terre,
Est-ce par des coups de tonnerre
Que leur grandeur doit éclater ?*

Les plus grands efforts des Puissances Belligérantes se feront en Amérique : ce sera dans cette partie du monde que couleront des flots de sang. Un peuple libre y combattra avec cet acharnement qu'inspire l'amour de la liberté contre un peuple libre, qui ne peut souffrir l'oppression & veut être oppresseur. Deux nations Puissantes que l'orgueil de ce peuple a irritées, que son ambition a armées, que ses injustices ont unies, lui livreront des combats, non pour le détruire, mais pour le forcer à respecter les droits des nations, à être à leur égard plus justes & plus équitables, & surtout à modérer ses desirs ambitieux. Mais quelques soient les succès de l'un ou de l'autre parti, la campagne qui va commencer ne fera pas plus décisive que celle de l'année dernière : il seroit à souhaiter pour l'humanité, pour l'Angleterre, & pour toutes les nations de l'Europe, quelle le fut, excepté cependant pour la France & l'Espagne qui doivent moins s'occuper des moyens de terminer la guerre, que de ceux qui pourront la faire durer encore quelques années. Plus la guerre durera, moins les Anglois, après avoir fait la paix, seront en état de la rom-

bre. Le corps politique de l'Angleterre est affoibli: son affoiblissement est grand, mais il n'est pas encore totalement épuisé; quelques années de repos & d'un bon régime pourront lui rendre, si ce n'est toute son ancienne vigueur, du moins une partie des forces que les excès qu'il s'est permis lui ont fait perdre: oubliant alors son état passé, l'Angleterre reprendroit les armes & feroit de nouveaux efforts pour étendre ses possessions & satisfaire les desirs effrénés de son ambition. Je ne me départirai jamais de l'opinion du Cardinal de Richelieu, que pour avoir la paix avec l'Angleterre, la France doit toujours être en état de lui faire la guerre, afin de l'obliger à rester toujours armée.

Dans la position où se trouvent les Anglois, je crois, Monsieur, qu'ils n'ont d'autre parti à prendre que d'abandonner en Amérique le continent, & d'employer toutes leurs forces à la défense des Isles qu'ils possèdent encore dans cette partie du monde, ou à la conquête de celles qui lui ont été enlevées. Tous les efforts qu'ils pourroient faire pour soumettre à leur Empire les Colonies de l'Amérique Septentrionale qui ont secoué leur joug, seroient inutiles, & les exposeroient au risque de se voir dépouillés des autres possessions qu'ils ont encore dans le nouveau monde; mais s'ils prennent ce parti, pourront-ils avoir une force de résistance assez considérable pour s'opposer à la force d'attaque que leurs

ennemis employeront contre ces mêmes possessions ? Suivant les Anglois même, ils n'ont que 143 vaisseaux de ligne & leurs ennemis en ont 151, c'est donc une supériorité réelle de 8 vaisseaux que leurs ennemis ont sur eux : elle n'est pas considérable ; mais telle qu'elle est, elle met la France & l'Espagne en état de pousser vigoureusement la guerre en Amérique, en même tems qu'elles tiendront en Europe l'Angleterre en échec, de manière à la forcer de conserver dans la Manche une flotte assez considérable pour s'opposer aux entreprises que celle de France & d'Espagne combinée pourroit former contre l'Irlande, l'Ecosse ou l'Angleterre même.

Le projet de faire une descente dans l'un de ces trois Royaumes peut s'exécuter, mais s'exécutera-t-il ? Oui ; si l'Angleterre ne conserve pas en Europe une flotte assez considérable pour couvrir ses côtes : elles sont toutes aujourd'hui menacées comme elles l'étoient l'année dernière ; mais vous devez vous rappeler que j'ai toujours pensé que les grands préparatifs que je voyois faire à la France & qui annonçoient le projet d'une descente n'étoient qu'un moyen dont elle se servoit pour empêcher l'Angleterre d'employer la plus grande partie de ses forces à la défense de ses possessions en Amérique, & contre la République des Etats-Unis. Je crois que la France se conduit aujourd'hui par les mêmes motifs : tout

ra prêt dans ses ports pour effectuer la
 escente , mais elle ne s'effectuera pas
 avantage cette année que l'année der-
 ere. Le but de la France doit être d'em-
 êcher les Anglois de rien entreprendre
 ontre ses bons amis les Etats-Unis , afin
 e ceux-ci puissent employer toutes leurs
 rces à la conquête des Provinces de l'A-
 érique Septentrionale qui sont restées fi-
 elles à leurs anciens maîtres & de chasser
 s Anglois de leurs Isles surtout de celle
 e la Jamaïque.

M'étant informé à un de nos Libraires
 e celui de Leyde , Herdingh , j'ai appris
 u'il étoit retourné dans sa patrie parce
 ue , par accommodement, les Magistrats
 e Leyde s'étoient contentés de 3400 fl.
 alieu de 7000 qu'ils s'étoient proposés
 'exiger de lui à titre d'amende. Si cela
 e nomme dans vos Provinces un acte de
 justice on le nommeroit en Angleterre un
 ète oppressif, & ici une vexation : & ce
 ont les Magistrats d'une de vos Villes
 ui la commettent; peres du peuple , de-
 roient-ils se rendre les instrumens de la
 engeance du pouvoir arbitraire ? la garde
 e la liberté de leurs concitoyens leur est
 onfiée, & ils les oppriment. Ne craignent-
 ls pas que la postérité les place au rang des
 /argas & de Helfels ?

..... *Quid non mortalia pectora cogis ;
 Auri sacra fames ?*

Un de vos concitoyens, qui est ici de-
 puis quelque tems , & que je vois sou-

vent chez un de mes amis, me disoit hier, à l'occasion de l'affaire de Herdingh ; c'est le Pensionnaire de Leyde, qu'on nomme van Royen, qui la lui a suscitée, c'est lui, le très-humble serviteur de van Bleyfwoyk, qui, pour faire sa cour au distributeur des places & des emplois parmi nous, a été si acharné contre ce pauvre diable de Libraire. Pouvoit-il faire moins après avoir sacrifié à l'espérance de quelques places lucratives, son honneur & le commerce de ses concitoyens ? Les Avocats Hollius & Thyssen & le Bailli Piëterus Markus sont ses Conseils & ses Agens. Le Bailli n'est pas riche : il est même écrasé de dettes : il n'a pas, comme on dit, inventé la poudre. J'étois à Leyde, il y a quelque tems, & lui ayant témoigné combien j'avois lieu d'être étonné de ce qu'il ne protégeoit pas ses concitoyens contre ceux qui vouloient les opprimer, il me répondit avec une sorte de bonhomie ; vous comprenez bien, Monsieur, que je ne puis faire autrement ; sans cela lorsque je demanderois une place, un emploi pour moi ou pour mes parens, je m'exposerois à recevoir un refus qu'on fonderoit sur le peu de vigueur que j'aurois fait paroître dans les occasions où il s'agiroit des intérêts du distributeur des emplois & des places.

Je suis bien curieux de savoir comment ces Messieurs traiteront Mr. Vander Kemp, s'ils ont fait payer 3400 Fl. d'amende à son Libraire, ils confisqueront sûrement tous ses biens, lui faisant grace, diront-ils de la vie.

J'ai l'honneur d'être &c.

*Déclaration de Sa Majesté l'Impératrice de toutes
Russies aux Cours de Versailles , de Madrid &
Londres.*

L'Impératrice de Toutes les Russies a si bien manifesté les sentimens de Justice, d'Equité & de Modération qui l'animent & a donné des preuves si évidentes pendant le cours de la guerre qu'elle a soutenu contre la Porte Ottomane, des égards qu'Elle a pour les Droits de la Neutralité & de la Liberté du Commerce général, qu'Elle peut s'en rapporter au témoignage de toute l'Europe. Cette conduite, ainsi que les Principes d'impartialité qu'Elle a déployés pendant la Guerre actuelle ont dû lui inspirer la juste confiance, que ses Sujets jouiroient librement des fruits de leur industrie & des avantages appartenans à toute Nation Neutre. L'Expérience a cependant prouvé le contraire : ni ces considérations-là, ni les égards dus à ce que prescrit le Droit Universel des Gens n'ont pu empêcher que les Sujets de Sa Majesté Impériale n'aient été souvent molestés dans leur Navigation & arrêtés dans leurs opérations par celles des Puissances Belligérantes. Ces entraves nuisibles à la liberté du Commerce en général & à celui de la Russie en particulier, sont de nature à exciter l'attention des Souverains & de toutes les Nations Neutres. L'Impératrice voit résulter pour Elle l'obligation de l'en franchir par tous les moyens compatibles avec sa dignité & le bien-être de ses Sujets, mais avant d'en venir à l'effet & dans l'intention sincère de prévenir de nouvelles atteintes, Elle a cru être de sa justice d'exposer aux yeux de toute l'Europe les Principes qu'Elle va suivre & qui sont propres à lever tout mal-entendu & ce qui pourroit y donner lieu. Elle le fait avec d'autant plus de confiance qu'Elle trouve ces principes consignés dans le droit primitif de tous les Peuples, que toute Nation est fondée à réclamer & que les Puissances Belligérantes ne sauroient les invalider, sans violer les Loix de la Neutralité & sans désavouer les Maximes, qu'Elles ont adoptées, notamment dans différens Traités & Engagemens publics. Ces Principes se réduisent aux points qui suivent :

I. Que les Vaisseaux Neutres puissent naviguer paisiblement d'un Port à l'autre sur les côtes des nations en guerre.

II. Que les Effets, appartenans aux Sujets desdites Puissances en guerre, soient libres sur les Vaisseaux Neutres, à l'exception des Marchandises de Contrebande.

III. Que l'Impératrice se tienne, quant à la détermination de ces dernières, à ce qui est énoncé dans les Articles X. & XI. de son Traité de Commerce avec la Grande Bretagne, en étendant ces obligations à toutes les Puissances en guerre.

IV. Que pour déterminer ce qui caractérise un Port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui, où il y a, par la disposition de la Puissance qui l'attaque avec des Vaisseaux arrêtés & suffisamment proches, un danger évident d'entrer.

V. Que ces Principes serviront de Règle dans les Procédures & les Jugemens sur la légalité des Prises.

Sa Maj. Impériale, en les manifestant, ne balance point à déclarer que, pour les maintenir & afin de protéger l'honneur de son Pavillon, la sûreté du Commerce & de la Navigation de ses Sujets contre qui que ce soit, Elle fait équiper une partie considérable de ses forces maritimes. Cette mesure n'influera cependant, en aucune manière, sur la stricte & rigoureuse Neutralité qu'Elle a saintement observée & qu'elle observera tant qu'Elle ne sera pas provoquée & forcée à sortir des bornes de modération & d'impartialité parfaite. Ce n'est que dans cette extrémité, que sa Flotte aura ordre de se porter partout, où l'honneur, l'intérêt & le besoin l'exigeront.

En donnant cette assurance formelle avec la franchise propre à son caractère, l'Impératrice ne peut que se promettre que les Puissances Belligérantes, pénétrées des sentimens de Justice & d'Equité, dont Elle est animée, contribueront à l'accomplissement de ses vues salutaires, qui tendent si manifestement à l'utilité de toutes les Nations & à l'avantage même de celles en guerre ; & qu'en conséquence Elles muniront leurs Amirautes & Officiers commandans d'Instructions analogues & conformes aux Principesci-dessus énoncés, puisés dans le Code primitif des Peuples & adoptés si souvent dans leurs Conventions.

LETTRES HOLLANDOISES.

Ainsi du plus haut des montagnes
La paix & tous les dons des cieux
Comme un fleuve délicieux,
Viendront arroser nos campagnes,
Son regne, à ses peuples chéris,
Sera ce qu'aux champs déflouris
Est l'eau que le Ciel leur envoie;
Et tant que luira le soleil,
L'homme plein d'une sainte joie
Le bénira dès son reveil.

J. B. ROUSSEAU.

LETTRE IX.

Jugement que la postérité portera de l'Impératrice de Russie; Elle la placera au dessus de Pierre le Grand; Elle a plus fait pour son peuple que n'a fait Pierre; effet de l'influence de la Russie sur toutes les autres nations de l'Europe; la République des Provinces-Unies eût pu jouer le beau rôle que joue aujourd'hui la Russie; projet d'un traité de paix; il ne déplairait pas à la plus saine partie de la nation An-
Tome IV. N°. 6 F

gloise ; décision du conseil de guerre maritime tenu à l'occasion de l'enlèvement des vaisseaux.

AMSTERDAM ce Avril 1780.

C'Est un beau rôle que celui que joue aujourd'hui sur la scène politique de l'Europe , l'Impératrice de Russie. La postérité la placera bien au-dessus de Pierre le Grand. Pierre , il est vrai , a , pour ainsi dire , créé son peuple , mais Catherine le rend heureux : Elle a assuré le bonheur de ses sujets en brisant le sceptre de fer avec lequel ses prédécesseurs les avoient gouvernés. Les Russes , sous Pierre le Grand , n'étoient qu'un troupeau d'esclaves qui ne connoissoient d'autre sentiment , pour leur Souverain , que celui de la crainte. Le sentiment du patriotisme leur étoit étranger. Un esclave n'a point de patrie & ne peut en avoir , parce qu'il n'a qu'une propriété & une existence précaire. En établissant dans son pays l'Empire des loix sur les ruines du despotisme , Catherine a rendu ses sujets patriotes , industrieux , actifs & laborieux. Ils ont au-

ourd'hui un commerce étendu qui
 embrasse toutes les parties du globe :
 leurs vaisseaux vont dans toutes mers ;
 ils y naviguent librement , tant est
 grand le respect qu'ont toutes les na-
 tions pour le pavillon de leur Souve-
 raine. Si , sous Pierre le Grand , les Rus-
 ses ont sur terre , remporté des vic-
 toires mémorables , sous Catherine ,
 ils ont porté leurs étendards jusqu'aux
 portes de Berlin & ont fait trembler
 le Sultan jusques dans son sérail. Au-
 roit-on pu prévoir , il y a un demi sie-
 cle , que la Russie seroit , comme elle
 est aujourd'hui , la *pacificatrice* de l'Eu-
 rope. L'Allemagne lui doit la tranquil-
 lité dont Elle jouit présentement , & ce
 sera par son entremise que se termine-
 ra la guerre désastreuse que se font les
 Anglois les François & les Espagnols.
 Si nous eussions armé notre neutrali-
 té , comme la Russie arme la sienne ,
 nous aurions pû parler aux nations
 Belligérantes , comme la Russie leur
 parle aujourd'hui : nous aurions pû ,
 comme Elle , former une confédération
 générale de toutes les nations neutres
 à la tête de laquelle la République au-
 roit paru avec d'autant plus d'éclat

qu'elle auroit eu la force & la puissance de faire , en quelque sorte , respecter ses volontés. La Russie a une force de terre qui peut en imposer à toutes les nations , mais sa puissance maritime n'est pas à beaucoup près aussi à craindre que le pourroit être celle de notre République. Si nous n'eussions pas négligé , comme nous l'avons fait notre marine militaire , toutes les Puissances maritimes , au lieu de nous braver comme elles le font , nous auroient respecté ; toutes auroient brigué notre alliance. Nous aurions , dans ce moment-ci , pû dire aux nations belligérantes , comme le dira peut-être la Russie. *suspendez vos hostilités je vous le demande au nom de l'humanité que vos inimitiés affligent : votre ambition , vos haines , vos vengeances troublent la paix de l'Europe : toutes les nations demandent que vous éteigniez le flambeau de la guerre & qu'une paix solide , faite sous mes auspices , assure pour toujours la tranquillité dont elles veulent jouir : il faut opter entre ma haine & mon amitié : celle de vous qui accédera aux propositions de paix que je vais vous faire , obtiendra l'une , & je joindrai mes forces*

aux siennes pour forcer son ennemi à être juste à son égard. Vous, Angleterre, vous reconnoîtrez l'indépendance de vos Colonies qui se sont soustraites à votre obéissance ; mais ces Colonies feront avec vous un traité qui unira leur commerce au votre, sans exclure celui de toutes les autres nations. Le Canada, qui, par la suite, pourroit devenir une occasion de guerre entre vous & la République des Etats-Unis, sera remis à cette République ainsi que la nouvelle Ecosse & toutes ses dépendances. La pêche du banc de Terre-neuve sera, à l'avenir, libre à toutes les nations : la Souveraineté n'appartiendra à la nouvelle République, mais vous & la France, comme toutes les autres nations, pourrez y former des établissemens relatifs à cette pêche, & sans que ces établissemens puissent être protégés par aucun fort ni défendus par aucuns soldats. L'Empire des mers ne vous appartient pas, il n'appartient à aucune nation ; la mer est libre, & vous renoncerez par le traité à tous les droits de Souveraineté que vous avez prétendu, jusqu'à présent, pouvoir y exercer ; vous abandonnerez Gibraltar aux Espagnols, mais vous conserverez Port-Mahon. F 3

Vous, France, vous rendrez à l'Angleterre toutes celles de ses possessions dont vous vous êtes emparée en Amérique & en Afrique : vous lui laisserez celles des vôtres dont elle s'est rendue maitresse dans les grandes Indes : vos sujets pourront cependant continuer à y commercer librement & y avoir même des comptoirs, comme auparavant. Vous serez dédommée du sacrifice de vos possessions dans l'Inde par les avantages considérables que votre commerce retirera des liaisons qu'il pourra former à l'avenir avec celui de la République des Etats-Unis & surtout avec celui du Canada.

Vous, Espagne, vous abandonnerez le peu de conquêtes que vous avez faites sur les Anglois en Amérique, & vous pourrez, comme auparavant, mettre tout en usage pour empêcher le commerce d'interlope que les Anglois font avec vos Colonies, mais sans commettre ni injustices, ni violences à leur égard.

Je suis persuadé, Monsieur, que la France, l'Espagne & la République des Etats-Unis, accepteroient ces conditions qui ne déplairoient pas même à la plus saine partie de la nation Angloise. Le parti seul de la Cour les

trouveroit trop dures , trop humiliantes : le Ministère Anglois surtout considéreroit que le consentement que leur Roi donneroit à ces conditions , seroit vu comme un aveu formel de l'inconduite de ses Ministres. Un Anglois , que je vois souvent , me disoit hier ; *c'est une chimère de nos Ministres d'espérer de soumettre l'Amérique : parce que la France leur a dit ; nous ne mettrons bas les armes que quand vous aurez reconnu l'indépendance de vos Colonies confédérées , & qu'ils ont répondu à la France & à l'Espagne , nous nous ferons écraser ou nous vous écraserons plutôt que de faire un aveu aussi humiliant ; ils croient leur honneur intéressé à continuer la guerre , & ils ne voient pas que si la nation est écrasée , la nation s'en vengera sur eux. Les patriotes parmi nous , c'est-à-dire , ceux qui ne sont d'aucun parti , desirent la paix , & sont persuadés qu'un traité de commerce fait avec les Colonies confédérées seroit plus utile au commerce de l'Angleterre , qu'un traité même de paix qui remettroit ces mêmes Colonies sous la dépendance de leur ancienne métropole. Je pense de même & je suis persuadé que si la guerre dure en-*

core quelques années, l'Empire Britannique se verra réduit à son Isle sans avoir aucune espèce de considération en Europe ni aucune possession dans les autres parties du monde. Dans les circonstances où nous nous trouvons présentement, & surtout depuis que nous ne pouvons doute des dispositions défavorables de toutes les Puissances neutres à notre égard, je pense que le seul parti que nous ayons à prendre c'est de reconnoître l'indépendance de la République des Etats-Unis & de faire avec la France un traité de paix aux conditions les moins désavantageuses qu'il nous sera possible d'obtenir. Nous avons dans l'Amérique des possessions que je voudrois que nous cédaissions à la nouvelle République, telle est la nouvelle Ecosse, c'est une Colonie aride, inhabitable, l'anguissante qui ne produit rien & ne produira jamais rien. Si la guerre continue, nous perdrons aussi le Canada: nous pourrons le conserver, si nous faisons la paix, & si, après l'avoir faite, nous donnons aux Canadiens une forme de gouvernement qui leur convienne mieux que celui que, très maladroitement, nous avons établi quand leur pays nous a été cédé par la France. La nouvelle

eusse ne vaut pas la peine qu'on la con-
 serve & les secours continuels qu'il fau-
 dra lui envoyer nous épuieront sans nous
 rendre utiles. Le Canada, tant que les
 colonies qui l'avoisinent ne seront pas
 soumises, sera plus à charge à l'Angle-
 terre qu'il ne lui sera profitable. Nos
 Ministres se trompent lorsqu'ils disent
 que si l'Angleterre renonce à ses Colo-
 nies de l'Amérique Septentrionale elle
 ne doit pas espérer de conserver longtems
 ses Isles. Les Colonies de l'Amérique
 Septentrionale n'auront pas la manie-
 re des conquêtes tant qu'elles formeront
 une République fédérative & cette forme
 de gouvernement, une fois établie chez
 elles, durera plusieurs siècles: il sera mê-
 me de l'intérêt de toutes les Puissances de
 l'Europe qu'elle ne soit pas changée. Les
 mêmes raisons qui engageroient la Fran-
 ce & l'Espagne à ne pas souffrir que vo-
 tre République se donnât un Souverain,
 les porteroient à s'opposer à ce que la
 République des Etat-Unis devînt une
 Puissance Monarchique. Si l'Angleter-
 re, après avoir traité de la paix avec
 cette nouvelle République, comme avec
 une Puissance libre & indépendante,
 forme avec elle une alliance solide, la

plus grande partie du commerce des sujets de la nouvelle République reflueroit en Angleterre & dans nos Isles sans autre motif que celui des avantages qu'en retireroient les commerçans des deux nations. Il est certain que si les différens que nous avons avec l'Espagne étoient terminés & que nous pussions vivre en bonne intelligence avec la France, comme cela ne seroit pas impossible, si la France & l'Angleterre connoissoient leurs véritables intérêts, notre commerce du levant pourroit devenir beaucoup plus considérable qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Peu à peu nos finances se rétabliroient ; notre marine redeviendroît ce qu'elle étoit autrefois, & après quelques années nous pourrions soutenir nos querelles & protéger efficacement nos riches possessions, sans être obligés de faire des dépenses forcées qui nécessairement doivent nous entraîner dans une banqueroute qui nous privera pour toujours de toute espèce de crédit. Nous n'avons qu'un pouvoir maritime, nous devons le conserver & travailler même à l'accroître, mais aussi éviter toute guerre de terre. Il est d'autant plus important d'unir notre commerce avec celui de la République des États-

Unis que nous avons essentiellement besoin pour notre marine des productions de l'Amérique Septentrionale & que nous pouvons les payer avec les productions de nos manufactures !

Voilà , Monsieur , les dispositions actuelles des Anglois qui aiment véritablement leur patrie. J'en espere beaucoup pour la paix. Puissent ces espérances se réaliser bientôt !

Le Conseil de guerre maritime assemblé pour juger la conduite du Comte de Byland , l'a déchargé entièrement de la demande qu'avoit fait contre lui l'Avocat Fiscal. Je vous envoie sa sentence (a) : elle est telle qu'on avoit

(a) Le haut Conseil de guerre maritime ayant dûment examiné & considéré tout ce qui a rapport à la cause, eu égard à la déclaration faite par l'Avocat Fiscal en prenant ses conclusions, ayant réfléchi sur tout ce qu'il y avoit à considérer en cette affaire & ce qui pouvoit servir à la décision ; faisant droit au nom & à la part des Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces Unies & de S. A. S. le Prince d'Orange & de Nassau, déclare, " qu'il a trouvé
 „ la conduite du défendeur dans la rencontre avec
 „ l'escadre du Commodore Anglois Fielding, surtout
 „ eu égard aux circonstances particulières, dans lesquelles le défendeur s'est vu en cette occasion,
 „ conforme aux regles de la prudence, ainsi qu'au devoir d'un bon Soldat & Marin, & qu'il n'a fait rien qui ne convînt à ses Instructions & à l'ordre du service ; absout en conséquence le Défendeur de toutes considérations qu'on auroit pu mouvoir, au contraire, & compense les dépens du Procès. „

prévu qu'elle feroit. Ce conseil de guerre étoit un jeu joué on ne fait pas pourquoi : il auroit été ridicule d'imaginer que le Comte de Byland eût eu des ordres secrets de tenir la conduite qu'il a tenue. La seule faute qu'il a faite a été de hisser son pavillon après l'avoir baissé : il devoit alors se reconnoître prisonnier du Commodore Fiel-
ding, & en cette qualité le suivre en Angleterre.

J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. voici encore un excès des Anglois. Un de leurs Corsaires, portant pavillon Espagnol a rencontré un de nos navires chargé de Froment, de Feves & de balloterics, qui alloit à Livourne. Après avoir été visité par le Corsaire Anglois, qui, après cette visite avoit arboré pavillon Britannique, il fut conduit à Minorque. Le Juge de l'Isle après avoir examiné les papiers que lui présenta le Sr. Jacob Cornelis Capitaine du vaisseau Hollandois, ordonna de décharger ce vaisseau & que la partie de sa cargaison qui étoit en Bled restât dans l'Isle vu la disette qui y regnoit.

L E T T R E X.

La confédération des Puissances neutres proposée par la Russie a produit le même effet dans toutes les Provinces-Unies; changement qui s'est fait dans les Etats de celle de Gueldre; elle s'est déclarée pour les convois illimités: les Anglois ont cru qu'ils pouvoient impunément braver la République; conduite de l'Ambassadeur d'Angleterre; les Etats de Gueldre ont approuvé l'armement proposé & décidé qu'il falloit refuser les secours demandés par l'Angleterre & acquiescer à la confédération; les Etats de Zélande & d'Utrecht ont pris le même parti de refuser les secours demandés par l'Angleterre.

AMSTERDAM CE Avril 1780.

LA confédération, Monsieur, formée par la Russie, & l'invitation que cette Puissance a faite à la République d'y accéder, a produit le même effet dans toutes nos Provinces: celles qui paroissent le plus attachées aux intérêts de l'Angleterre, la Gueldre

& la Zélande, sont celles qui agissent aujourd'hui avec le plus de chaleur pour que la République protège le commerce de ses sujets contre la piraterie des Anglois.

Quand on se rapelle ce qui s'est passé l'année dernière dans les Etats de Gueldre, on est étonné de voir aujourd'hui ces mêmes Etats se déclarer ouvertement pour les convois illimités. Ce sont les Anglois eux mêmes qui, par leurs excès ont provoqué le ressentiment des Gueldrois : ceux d'entr'eux qui leur étoient le plus favorables, se sont rangés du côté du Baron de Capelle de Marsch, dont ils rougissent présentement de n'avoir pas d'abord adopté l'opinion : si on l'eût suivie ; si la République eût pris plutôt le parti d'armer sa neutralité, la République n'eût pas eu à rougir des insultes que lui ont faite les Anglois, & le commerce de ses sujets n'eût pas essuyé les pertes qu'il a faites. En voulant servir les Anglois, leurs partisans leur ont plus nuï qu'ils ne leur ont été utiles. Leur condescendance les a enhardi. Les Anglois se sont imaginés que la République, qu'ils croyoient

avoir mis dans leur dépendance, n'oseroit jamais leur résister : ils s'étoient habitués depuis 1758 à nous regarder comme un peuple sans conséquence en Europe qu'on pouvoit braver & insulter impunément. Se rapellant que Temple leur avoit dit que *dans notre pays on recherchoit plus le profit que l'honneur*, ils ont cru que quelques insultes qu'ils nous fissent, ils pourroient avec quelques guinées distribuées à propos, empêcher qu'on ne prît contre eux le parti de la vengeance. La conduite puillanime que nous avons tenue pendant la guerre de 1757 leur avoit persuadé qu'ils pouvoient, sans rien craindre, nous priver, comme ils l'avoient fait alors, du bénéfice de la neutralité. Je n'ai jamais pû comprendre comment, après ce qui s'étoit passé en 1757 & 1758, notre Gouvernement avoit pû balancer un instant à armer notre neutralité au moment où les hostilités entre la France & l'Angleterre ont commencé : depuis cet instant les Anglois n'ont cessé de nous insulter. Leur Ambassadeur nous a tenu le même langage qu'il nous tenoit en 1757 : alors il nous di-

soit que sa Cour *reviendrait à la raison* & à l'équité & que les vaisseaux marchands que sa nation nous avoit enlevés nous feroient rendus : il mettoit dans ses intérêts , par des présens & des promesses ceux qu'ils favoient avoir le plus d'influence dans les délibérations des Etats de nos Provinces : on l'a vu , en 1758 , annoncer à la famille de Sommerdyck que sa M. B. avoit payé de sa cassette les frais litigieux de la saisie & de la relâche de trois vaisseaux venant de Surinam qui appartenoient à cette famille & dont les Anglois s'étoient saisis. Mr. de Sommerdyck étoit Président de semaine quand l'Ambassadeur d'Angleterre lui annonça cet acte de générosité de son maître.

Les Etats de Gueldre ne se sont pas contentés de se déclarer pour les convois illimités , ils ont aussi pris la résolution de fournir leur contingent pour l'armement des 52 vaisseaux en même tems qu'ils ont décidé que la République ne devoit pas accorder aux Anglois les secours qu'ils lui demandoient. Pendant que les Etats de Gueldre délibéroient sur ces objets importans ils reçurent la nouvelle de l'invitation que

La Russie faisoit à la République d'entrer dans la confédération des Puissances neutres qu'elle avoit formée. Cette nouvelle, les affermissant encore dans le parti qu'ils avoient pris de se soustraire à la dépendance des Anglois, s'enjoignirent à leurs députés aux Etats-Généraux de témoigner à L. H. combien ils désiroient que la République entrât dans cette confédération.

Les Etats de la Province de Zélande n'ont pas agi avec la même fermeté : vous pourrez en juger par la résolution qu'ils ont pris que je vous envoie (a) : cela n'est pas étonnant : la

(a) Que L. N. P. appréhendent que la République se trouve engagée dans de nouvelles difficultés par cette marche de S. M. B. attendu qu'il est à craindre que la réponse à donner fournira toujours matière à mécontenter l'une ou l'autre des Puissances en guerre. Et par cette raison elles auroient fort désiré que l'on eût prévenu cette réponse par des moyens honnêtes & des négociations amicales. Que supposez pour un moment que le *Casus Fæderis* existât réellement & par conséquent que le secours pût être exigé, cependant la situation intérieure de la République ne permettoit pas actuellement sans un danger imminent, d'en venir à cette démarche qui pourroit avoir des suites & que l'on doit ainsi suivant la nature & le but des traités décider que ce secours ne peut être exigé, puisque les traités doivent être sous entendus ne pas s'opposer à la propre sûreté des Puissances contractantes. Qu'elles croient pouvoir douter, si le secours demandé s'accorde ou non avec le vrai intérêt de S. M. B., vû que par la République se trouveroit promptement dans la situation d'avoir elle-même besoin d'un plus grand

Zélande est de toutes nos Provinces maritimes celle qui fait un plus grand commerce avec les Anglois & surtout en munitions de guerre : cependant nous ne doutons point qu'elle n'acquiesce comme les autres Provinces à la confédération. La Province d'Utrecht (*b*) a aussi pris une résolution

secours. Que par ces raisons elles sont d'avis qu'il s'accorde parfaitement avec l'obligation de la République comme alliée avec la Grande Bretagne, de différer honnêtement le dit secours, & qu'ensuite on devoit de la part de cet Etat s'en excuser de la manière la plus polie, dans l'espérance que Sa M. B. tiendra cela pour satisfaisant & laissera les habitans de cette République dans la jouissance de la liberté du commerce, stipulé par les traités. Qu'elles sont de plus d'avis qu'à l'effet de prévenir toute inimitié avec l'Angleterre & de pareilles rencontres, ainsi qu'il y en a eu il y a quelque tems entre les vaisseaux de guerre des deux Etats, on devoit au plus tôt entrer en négociation avec la Grande Bretagne, afin de constater plus positivement tant le droit, qu'on avance du côté de la République touchant le commerce libre dans toutes les marchandises, non réputées contrebande par le traité de 1674 ; que le point de la visite des bâtimens que la Grande Bretagne prétend en vertu du même traité, & qui a été effectuée même sur des bâtimens sous convoi ; L. N. P. jugeant ces mesures les meilleures pour prévenir que des opinions forcées & des explications contradictoires d'un seul & même traité n'exposent non seulement le pays à des troubles, le pavillon à des insultes & les habitans commerçans à des confiscations inattendues de leurs marchandises, & à des dommages importans, ainsi que pour maintenir, avec un lustre convenable, le système adopté de neutralité ; sans cependant diminuer les obligations réciproques subsistans depuis plus d'un siècle entre la Grande Bretagne & cet Etat.

(*b*) Que L. N. P. sont d'avis qu'il soit représenté

pendante à refuser les secours demandés par l'Angleterre : cette résolution

Chevalier Yorke par L. H. P. en réponse à ses émoires que L. H. P. ne désirent rien de plus ardemment que de vivre en paix & en amitié avec M. B. & conformément à une exacte neutralité, sont prêtes d'en donner les preuves les plus certaines. Que L. H. P. se sont conduites, d'après ces principes, de cette manière depuis le commencement de la guerre, quoique Sa Maj. n'ait pas voulu sefer aux représentations réitérées de L. H. P. fondées sur un traité solennel de marine. Qu'outre toutes autres considérations & raisons, l'exacte neutralité déclarée & la conservation de l'Etat, peuvent être considérées comme satisfaisantes pour s'excuser des secours réclamés ; d'autant plus, puisque par diverses déclarations de la part de Sa Maj. l'intérêt des Etats & le motif d'une propre conservation ont été allégués comme une règle de ses obligations en vertu des traités subsistans. Qu'en conséquence L. H. P. espèrent de l'équité de S. Maj. qu'elle n'interrompra plus ultérieurement sur la demande faite & qu'elle voudra ne point considérer la persévérance de L. H. P. dans le système de neutralité comme une renonciation, à l'alliance qui subsiste depuis si longtems. Qu'il seroit affligeant pour L. H. P. au cas que le *Casus Fœderis* existât réellement ou bien lorsque les Etats de Sa Maj. péricliteroient trop qu'elles se verroient hors d'état de pouvoir satisfaire à leurs obligations, & laisoient parconséquent à la toute sagesse de S. M. de juger, si l'empêchement mis au commerce & à la navigation, les principales sources de cette République n'en seroient pas une suite nécessaire ; d'autant que puisque leur commerce & navigation avec les Etats de Sa Maj. étant interrompus, celui qu'elles font avec d'autres Puissances & surtout avec celles avec lesquelles Sa Maj. est actuellement en guerre, doit subsister, ou entièrement cesser au néant ; se flattant d'ailleurs que Sa Maj. après une délibération ultérieure laissera leurs sujets dans la jouissance paisible de leurs droits qui ne peuvent leur être refusés sans la plus grande injustice & l'infraction des traités. Tandis que

a été prise le 5 de ce mois & nous sommes persuadés que les Etats de cette Province ne refuseront point leur contingent pour l'armement des 5^e vaisseaux , & qu'ils consentiront à ce que la République se confédère avec les autres Puissances neutres tant pour assurer la liberté des mers que pour engager les Puissances Belligérantes à prendre la voye de la négociation pour terminer la guerre qu'elles se font.

J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. A coté du mémoire remis par le Chevalier Yorke à L. H. P. pour demander une réponse positive sur les secours qu'il avoit demandés à la République , on a fait imprimer un mémoire que L. H. P. auroient pû en même tems faire présenter au Roi d'Angleterre par l'Ambassadeur de la République : ce mémoire est conçu en ces termes.

L. H. P. témoignent de la maniere la plus solennelle , ne rien désirer plus ardemment que de continuer à vivre en amitié avec Sa Majesté Britannique & d'en donner en tout tems les preuves les plus certaines pour autant que cela pourra s'accorder avec une exacte neutralité & le maintien de sa propre conservation ; désirant enfin que les troubles qui se sont élevés pourront bientôt être terminés par une heureuse paix.

LES EE. GG. mes Maîtres ont toujours cultivé l'amitié de V. M. ; ont toujours regardé l'alliance qui existe depuis si longtems entre les deux Nations, comme fondée sur les principes les plus sages & essentiels à leur bonheur mutuel. Les principaux objets de cette alliance, qui porte sur la base immuable d'un intérêt commun, sont la sûreté & la prospérité des deux Etats, le maintien de la tranquillité publique, la conservation de ce juste équilibre, qui si souvent est troublée par une politique ambitieuse.

Lorsque l'Angleterre s'est attiré une guerre intestine avec ses Colonies, & a, par là, donné occasion à une rupture avec la Maison de Bourbon, les EE. GG. devoient s'attendre, que S. M. trop éclairée pour ne pas voir que le salut de la Grande-Bretagne étoit étroitement lié avec celui de la République, s'empreseroit à mettre les traités hors de toute atteinte, & à laisser jouir le commerce des EE. GG. de tous les avantages auxquels ces traités & le droit des gens leur donnent.

Un des premiers soins de L. H. P. a été d'informer V. M. de leur intention à cet égard ; cependant jusqu'Elles ont vu, que V. M. mesuroit la validité des traités sur leur utilité, ayant égard à la situation politique dans laquelle V. M. s'est trouvée, Elles n'ont pas oublié les intérêts de leur ancien Allié, mais ont contraire ont montré le desir le plus sincere de prévenir toute brouillerie, & de ne pas empêcher V. M., dans ce qu'Elle prétendoit entrer dans ses opérations contre ses ennemis. Elles se sont pour cet effet abstenues de tout maintien efficace de leur droit, se sont contentées de le réclamer, remplissant ainsi les actes d'amitié, auxquels Elles avoient été bien loin de s'obliger, sans en pouvoir même espérer, ou obtenir quelque avantage particulier. La résolution d'abandonner cette modération n'a été prise, qu'après qu'Elles ont vu, que tous ces ménagements ne suffisoient pas à V. M., & qu'aucune autre voye leur étoit ouverte, pour préserver le commerce total de leurs sujets, d'une ruine prochaine.

Jusqu'ici V. M. a gardé le silence sur plusieurs Mémoires présentés l'été de l'année passée, & depuis, mais qu'Elle a insisté sur une interprétation forcée du Traité d'alliance de l'année 1716 ; le cas duquel

n'existe pas encore certainement , puisque la guerre actuelle élevée en Amérique n'a aucun rapport au traité, qui ne parle que d'une invasion en Europe. L'expérience a montré , que la crainte d'une descente en Angleterre n'étoit qu'une fausse alarme. Quant à l'interprétation de la prépondérance de l'article secret du traité de paix de 1674, elle ne sauroit concilier avec les stipulations claires & précises de l'article du traité de commerce de la même année. Un article aussi peu essentiel à un traité de paix antérieur , ne sauroit annuler un article aussi essentiel d'un traité de commerce postérieur ; & ce dernier est expressément compris dans tous les traités faits depuis. V. M. est trop juste & trop sage pour pas sentir , que tous les engagements pris entre Puissances doivent être observés mutuellement. Ce principe incontestable s'applique ici avec d'autant plus de force , que le traité de 1716 renouvelle tous les engagements antérieurs entre la Couronne d'Angleterre & la République , & les incorpore par ainsi dire ensemble.

D'ailleurs , Mr l'Ambassadeur York eut ordre de déclarer à LL. HH. PP. , qu'il étoit prêt à entrer en conférence avec Elles pour régler à l'amiable l'exercice de leurs droits.

Cette ouverture ne tendoit à rien moins , que leur ôter tous les avantages des traités , & à ne leur en laisser que les charges , & par conséquent pouvoit avoir une bonne fin. Par cette raison Elles ont mieux aimé laisser les choses dans l'état de tranquillité où elles étoient par leur connivence , & ne pas venir ainsi tout incidemment désagréable. Mais sans égard aux mesures tant publiques que secrètes au sujet de la limitation des convois , & du refus formel de convoyer aucunes munitions navales , de ce que V. M. disoit ne pas vouloir laisser librement non seulement V. M. a fait arrêter beaucoup d'autres vaisseaux marchands , mais a même expressément ordonné , qu'un certain nombre de vaisseaux de guerre eût à se tenir prêt pour prendre & emmener même les vaisseaux chargés de marchandises quelconques par sous convoi du pavillon Hollandois. Et cela dans des tems même , qu'à l'aide de la modération de LL. HH. PP. , V. M. jouissoit d'une étendue de droit sur notre navigation , bien au-delà de ce que les traités lui donnoient. Cette résolution & l'ordre doi-

au commodore Fielding , de visiter par force les
 leaux marchands sous convoi Hollandois , a donné
 à l'incident que l'amitié des EE. GG. auroit
 désiré de ménager à la justice de V. M. Mais il
 notoire que ce Commodore , en conséquence de
 instructions , a mis des chaloupes en mer pour
 la visite desdits vaisseaux , quoique le Contre-
 ral Comte de Byland , conformément au droit
 Gens usuel , & au traité de commerce de 1674, ait
 tre les papiers de ces vaisseaux , & ait ainsi plei-
 ent satisfait audit traité. Or comme un convoi
 peut , ne doit servir , que pour empêcher qu'il ne
 sse rien à l'égard des vaisseaux marchands , que
 ne les traités & le droit des Gens permettent , l'ac-
 du Commodore est donc une agression manifeste,
 violation directe de tous les traités & du droit des
 s. Jusqu'ici ni V. M. ni personne , n'a révoqué en
 e le droit de convoier les vaisseaux de ses sujets ,
 e les garantir de toute insulte. On prétendoit
 à Londres être instruit , qu'il y avoit beaucoup
 vaisseaux au Texel , chargés de munitions navales ,
 mmément de mâtures & gros bois de construction ,
 à mettre à la voile pour la France sous Convoi
 andois. Mais l'événement a très bien prouvé la
 té de ces informations , puisque dans tout le con-
 l ne s'est pas trouvé un seul de ces vaisseaux. Il
 ai qu'il y en a eu , qui , sans convoi ont fait
 eusement le trajet ; mais si V. M. a mal réussi à
 lire prendre , Elle sera trop juste certainement
 prétendre que L. H. P. les fassent conduire dans
 ports. Tandis que L. H. P. aidoient ainsi V. M. en
 nt pas des droits que les traités leur donnoient ,
 n'ont rien fait de plus pour ses Ennemis à leur
 sition expresse , que ce à quoi non seulement les
 s , mais même le droit des Gens les obligeoient.
 n'est pas seulement dans ces occasions , que la
 uite de V. M. envers L. H. P. & ses prétentions
 onnables ont frappé tout le monde. Personne
 ore ce qui s'est passé dans l'affaire trop connue
 eaul Jones , & le mécontentement , que V. M. a
 ré , de ce que L. H. P. ne vouloient pas en sa fa-
 manquer aux principes les plus sacrés de l'humana-
 & du Droit Naturel , en contraignant ce chef de
 er leurs ports avant qu'il fût en état d'en sortir.
 lus V. M. a paru trouver mauvais , que quoique
 P. Lui aient accordé beaucoup d'avantages ,

qu'Elle ne pouvoit ſtriſtement prétendre , on ait fait ſavoir à ſes ennemis la réſolution qu'on avoit priſe de garder la plus exaſte neutralité, dans une guerre, qu'on ne les regardoit aucunement. Cependant L. H. P. veulent encore ſe perſuader , que tout ce qui ſ'eſt paſſé doit moins ſ'attribuer aux diſpoſitions réelles de V. M. , qu'à l'état critique de ſes affaires , & à ſon embarras , qui fait , que tour à tour par des menaces & promeſſes , Elle rache de les engager dans ſa querelle.

L. H. P. ne peuvent pas croire , que V. M. ait priſe la réſolution d'abandonner un ſyſtème , que la Gr. Bretagne a ſuivi depuis plus d'un ſiècle avec tant de ſuccès & tant de gloire.

Mais ſi telle étoit la réſolution de V. M. , ſi Elle étoit déterminée à quitter l'alliance avec la Républ. en refusant d'en remplir les engagements , il n'auroit de cette réſolution un nouvel état de choſes L. H. P. verroient ce changement avec un regret ſenſible ; mais les conſéquences , qui en dérivent , ſeroient néceſſaires & inévitables. Si par un acte de V. M. la Gr. Bret. ceſſoit d'être alliée de L. H. P. les relations entre les deux Nations ſont totalement changées , & Elles n'ont pluſ d'autres liens , que ceux qui ſubſiſtent entre Puiffances amies & neutres. Tout traité étant réciproque, ſi V. M. ne veut pas remplir ſes engagements , la conſéquence eſt , que ceux de L. H. P. ceſſent d'être obligatoires.

C'eſt en partant de ces principes incontestables , que L. H. P. ont ordonné au ſouſſigné de déclarer à V. M. de la manière la plus amicale , mais en même tems la plus ſérieuſe , que ſi , contre leur juſte attente , V. M. ne leur donne pas dans le terme de trois ſemaines , compter du jour de la préſentation de ce mémoire , une réponſe ſatiſſante , touchant les plaintes faites au ſujet des actes d'hoſtilité & les injures faites à leur navigation & à leur pavillon , L. H. P. , regardant cette conduite comme un abandon de l'alliance de la part de V. M. , n'en viſageront pluſ la Gr. Bret. , que ſur le pied des autres Puiffances , non privilégiées par les Traités & par conſéquent ſeront ſans autre délai ſuſpendre provisionnellement & juſqu'à nouvel ordre à l'égard de ſes ſujets , toutes les ſtipulations particulières des traités entre les deux Nations , nommément celles du Traité de 1716, ne ſe croiront dans aucun cas obligées de donner les ſecours ſtipulés , & ſ'en tiendront uniquement aux principes généraux du droit des Gens , qui doit ſervir de règle entre les Puiff. neutres, non privilégiées

LETTRES HOLLANDOISES.

C'est de l'oppression que naît l'indépendance.

LETTRE XI.

la conduite que les Anglois ont tenue à l'égard de la République pendant la guerre de 1757 a été la même que celle qu'ils tiennent aujourd'hui ; passage intéressant d'un Journaliste Anglois ; situation de l'Angleterre & de la République pendant la dernière guerre ; caractère de Pitt depuis Lord Chatam ; le Lord North l'a pris pour modèle ; proclamation du Roi d'Angleterre ; effet qu'elle doit produire sur toutes les nations neutres ; la République a acquiescé à la confédération ; la proclamation du Roi d'Angleterre est une insulte faite à la Russie ; effet qu'elle a produit à Londres.

AMSTERDAM ce Avril 1780.

R Appellez-vous, Monsieur, qu'en 1758 le vaisseau de S. M. B. le
Tome IV. N^o. 7 G

Cheval Marin, enleva dans notre port de Gorée un de nos vaisseaux revenant de Surinam : la République se plaignit de cette insulte ; le Ministère Anglois promit alors de lui donner satisfaction convenable , & au lieu de la lui donner les amirautés Angloises déclarèrent licites les attentats de la nature de celui du vaisseau le Cheval Marin. On parla alors parmi nous d'armer, les bons Citoyens le demandèrent à grands cris : les Anglois le furent , & peu de tems après nous fûmes instruits que Pitt avoit dit dans le Conseil privé de son maître. *Si les Hollandois n'éclatent pas cette fois contre nous , cessons de les irriter pour ne pas grossir le nombre de nos ennemis. Faisons nous violence & feignons de ne pas leur vouloir de mal du moins pour le tems que durera cette guerre, mais s'ils prennent la résolution d'armer & qu'ils arment, ne gardons plus de mesure avec eux : ce sont des hommes poussés à bout que nous devons nous hâter d'écraser.* Dans l'état de foiblesse où nous étions, il paroïssoit facile à Pitt de nous pulvériser : ce projet au reste n'étoit pas plus hardi que celui qu'il avoit conçu de rendre

la nation tellement indépendante que la Puissance pût exister par elle-même & sans aucune relation avec les autres Puissances de l'Europe ; d'ailleurs il n'imaginoit pas que nous puissions trouver dans aucune de ces Puissances des secours, encore moins les engager à faire cause commune avec nous. Voici comme s'exprimoit un de leurs Journalistes politiques.

Les Hollandois s'efforcent d'intéresser dans leur ressentiment les nations neutres de l'Europe ; ils les invitent à une sorte de croisade politique contre la Grande-Bretagne. Supposons que tous les Etats commerçans embrassent leur querelle, qu'elle sera pour nous la suite de cette confédération ? La dernière campagne nous a assez fait connoître quel rôle peuvent faire sur mer les Puissances du Nord. La Russie avoit trente vaisseaux de guerre, & ils étoient montés, à ce qu'on assuroit, de sept mille soldats quand ils mirent à la voile. Il est vrai que de trois cent matelots au plus qui étoient sur cette flotte, les trois quarts étoient composés d'étrangers. A peine cette nombreuse escadre avoit-elle lez de bras pour manœuvrer quand on

la rappella dans ses ports. Supposons pour un instant cette même flotte aux prises avec deux vaisseaux Anglois de 74 canons, montés par de bons marins, & à leur tête un Capitaine brave & expérimenté : pour qui parieriez-vous mon cher Lecteur ? Quant à moi l'idée que je me forme de cette bataille peut se comparer à la rencontre que deux chats attirés par la faim, feroient d'un troupeau de souris & de rats.

S'il pouvoit se faire qu'il y eut dans les mers du nord une Puissance maritime plus digne de mépris que celle de Russie, je crois que ce seroit celle de Suède.

Pour Sa Maj. Danoise, je la crois trop prudente, & trop sage pour se mêler de nos débats. Ce qui est certain, toutes fois, c'est que si la guerre flattoit son inclination, le Roi de Dannemark ne voudroit pas se mettre à dos notre nation. Quelles seroient les autres Puissances maritimes auxquelles les Hollandois pourroient recourir ? Selon eux-mêmes, la marine Françoisise est anéantie, & ces Messieurs ont si fort abandonné leur commerce aux Anglois, que leurs vaisseaux marchands se reposent dans leurs ports.

Sera-ce l'Espagne & ses secrets desseins qui pourront nous intimider ? La marine Espagnole est, il est vrai, sur un bon pié. Nous peindra-t-on le Prince ambitieux & actif, qui est prêt de monter sur le trône de ce Royaume, comme un Prince à craindre ? Nous n'ignorons pas qu'une vieille insulte que

sa nation reçut de nous l'indispose contre l'Angleterre, & qu'il ne seroit pas fâché de voir notre Souveraineté sur les mers recevoir quelque échec. Mais qu'elle est la force navale de l'Espagne. C'est tout au plus, si elle peut maintenant tenir en mer vingt-quatre vaisseaux; c'est à quoi se réduit le nombre des vaisseaux que lui donnent les spéculateurs qui font le plus beau tableau de sa Puissance. D'ailleurs la situation présente de Don Carlos, lui permet-elle de rompre avec la Grande-Bretagne? Il sera assurément trop sage pour ne pas garder dans ses intérêts notre nation dont la marine, dans un tems même où elle étoit bien moins respectable qu'aujourd'hui, a fait trembler & souffrir beaucoup celle de sa nation.

En un mot l'état de l'Angleterre par les soins du Gouvernement actuel, est tel, que toutes les forces maritimes de l'Univers réunies contre elle, sont incapables de la troubler dans la jouissance de l'Empire qui lui appartient à sa juste titre. Elle n'a à redouter que sa propre modération & la magnanimité de son Souverain (a).

La conduite, Monsieur, des Anglois contre notre égard depuis le commencement de la guerre présente, est la même que celle qu'ils ont tenue pendant la guerre de 1757. Ils avoient alors parmi nous de puissans par-

(a) The Westminster Journal. Saturday, January 27, 1749.

tisans : la République n'étoit pas armée , ils la traitoient avec mépris parce qu'ils la voyoient dans l'impuissance de se venger , & qu'ils n'imaginoient pas que les autres Puissances voudroient se déclarer en sa faveur. Les Anglois triomphoient de la France : leur corps politique avoit encore toute sa vigueur , & celui de la France touchoit au moment de l'épuisement : ils avoient pour allié un Prince Puissant ; & ils pouvoient espérer de détacher du parti de leur ennemi une Puissance (a) redoutable , sur laquelle ils avoient encore quelque influence. Pitt , qui les gouvernoit étoit un de ces genies hardis , qui , sachant braver le danger , intimident par leur audace , & le font souvent disparoître. Le Lord North , qui , certainement , n'a pas le génie de Pitt , l'a pris pour modèle ; il a suivi ses principes & a crû qu'il pouvoit , comme lui , insulter impunément notre République , braver toutes les nations neutres & n'avoir rien à craindre de leur ressentiment. Dans cette confiance , il a fait enlever les vaisseaux convoyés par le Comte de Byland , comme Pitt avoit fait enlever par le Cheval Marin , le vaisseau venant de Surinam , & comme celui-ci avoit été déclaré de bonne prise par les Amirautés , il a voulu que ces mêmes Amirautés rendissent le même jugement contre nos vaisseaux

(a) La Russie.

convoyés. Le Lord North nous a fait demander des secours, comme Pitt nous en avoit fait réquérir au nom de son Maître, en nous menaçant, si nous le refusions, de nous traiter non comme alliés, mais comme les autres nations neutres : ces menaces n'ont pas été effectuées par Pitt, elles viennent de l'être par le Lord North, qui a fait rendre par son Maître, le 17 de ce mois la déclaration suivante :

„ Comme depuis le commencement de
 „ la guerre, dans laquelle la Grande Bre-
 „ tagne a été engagée par l'attaque non
 „ provoquée de la France & de l'Espagne,
 „ il a été présenté aux Etats - Généraux
 „ des Provinces - Unies des mémoires ité-
 „ ratifs par l'Ambassadeur de S. Majesté,
 „ exigeans le secours stipulé par les traités
 „ à laquelle réquisition, quoiqu'on, y eût
 „ fortement insisté sur elles dans le der-
 „ nier mémoire du 21 Mars, L. H. P. n'ont
 „ point donné réponse, ni fait connoître
 „ leur dessein : Et comme en ne remplissant
 „ point les traités les plus clairs, Elles ont
 „ abandonné l'alliance, qui a si longtems
 „ subsisté entre la Couronne de la Grande
 „ Bretagne & la République & se placent
 „ Elles-mêmes dans l'état d'une Puissance
 „ neutre, liée par aucune alliance à ce
 „ Royaume, par conséquent tous les prin-
 „ cipes de sagesse & d'équité exigent que
 „ dès à présent, S. M. ne doit plus les con-

„fidérer uniquement que dans cette liai-
 „son éloignée, dans laquelle Elles se son-
 „mises. Conséquemment S. Maj., ayant
 „pris cela dans sa considération royale,
 „juge convenable, de l'avis de son Con-
 „seil Privé, de mettre sur le champ en exé-
 „cution ces résolutions, formellement no-
 „tifiées dans le mémoire présenté par son
 „Ambassadeur le 21 Mars dernier, & déjà
 „auparavant rendues publiques dans une
 „déclaration officielle, faite verbalement,
 „presque deux mois avant la présentation
 „du mémoire susmentionné, par le Lord
 „Stormont, un des Secrétaires d'Etat, au
 „Comte de Welderen, Envoyé Extraor-
 „dinaire & Plénipotentiaire de la Républi-
 „que. „

A CES CAUSES, S. Majesté déclare, de
 l'avis de son Conseil Privé, que dès à pré-
 sent les sujets des Provinces-Unies doivent
 être considérés sur le même pied que ceux des
 autres Etats neutres, qui ne sont point pri-
 vilégiés par quelque traité quelconque; Et
 S. Maj. suspend provisionnellement & jus-
 qu'à nouvel ordre, par les présentes, toutes
 les conventions particulieres, concernant le
 commerce & la navigation des Etats - Géné-
 raux en tems de guerre, comprises dans
 les divers traités encor subsistans entre S. M.
 & la République & particulièrement celles
 qui sont comprises dans le traité de Marine,
 conclu à Londres, le 11 Décembre 1674,
 entre la Grande-Bretagne & les Provinces
 Unies. Par un motif d'humanité pour l'in-

*Arêt des personnes privées & un désir de
éviter le dommage qu'elles souffriroient
par une surprise, S. Majesté, de l'avis de
son Conseil Privé, déclare que cet ordre de
S. Maj. sortira son effet aux termes sui-
vants, savoir :*

*Dans la Manche & dans la Mer du Nord,
dix jours après la date des présentes.*

*Depuis la Manche, les Mers Britanniques
la Mer du Nord jusques & compris les
Isles Canaries, soit dans l'Océan soit dans
la Méditerranée, ce terme sera de six se-
maines après la date susdite.*

*Depuis lesdites Isles Canaries jusqu'à la
ligne Equinoxiale ou l'Equateur, trois
mois après la même date.*

*Et enfin, six mois pour toutes les autres
parties du monde, situées au delà de l'Equa-
teur, sans exception, ni description ultérieure-
ment de tems ou de lieux (Etoit signé).*

STEPH. COTTRELL.

S'il est vrai, comme on le dit ici,
à l'en conséquence de cette déclaration, il
a été donné ordre aux Amirautes de dé-
clarer de bonne prise tous les vaisseaux de
tous ports de la République que les corsaires
Anglois ou les vaisseaux de Sa Majesté
Britannique enleveront & qui seront trou-
vés allant d'un port de France ou d'Es-
pagne à l'autre, & même tous ceux qu'on
pourra soupçonner être chargés de mar-
chandises appartenantes aux sujets de ces

deux Puissances, la Russie, la Suède, Dannemark & toutes les autres Puissances maritimes neutres doivent s'attendre que les vaisseaux de leurs sujets essuyront le même traitement que ceux des sujets de la République; car ceux-ci n'essuyront ce traitement que parce que la République *s'est mise au niveau des autres Puissances neutres, qui n'étant liées à l'Angleterre par aucun traité*, ne peuvent suivant les principes des Ministres Anglois, permettre à leurs sujets de commercer ni avec la France, ni avec l'Espagne; encore moins leurs vaisseaux peuvent-ils se charger du transport d'aucunes marchandises ou denrées appartenantes aux ennemis de l'Angleterre. Je doute fort Monsieur, que la Russie & les autres Puissances neutres, qui se sont confédérées avec elle, soient disposées à souffrir que les Anglois leur fassent ainsi la loi. Le droit des gens ne leur interdit point le transport des marchandises & denrées appartenantes aux ennemis de l'Angleterre; il leur permet d'envoyer leurs vaisseaux dans les ports de France & d'Espagne chargés de toute espèce de munitions, celles de guerre seules exceptées. De quel droit l'Angleterre prétend-elle le assujettir à une disposition nouvelle, contraire à tous les principes du droit des gens. La proclamation du Roi d'Angleterre est une bravade qui n'aura d'autre suite que d'affermir les nations neutres

dans la Résolution qu'elles ont prises d'agir de concert pour forcer les Anglois à respecter leurs Pavillons.

Toutes nos Provinces ont reçu avec reconnaissance la proposition que la Russie a fait à la République d'entrer dans la confédération qu'elle formoit ; & dès ce moment les Anglois ne peuvent , sans imprudence attaquer nos vaisseaux , s'en emparer , ni même les assujettir à la visite , quand ils seront convoyés par les vaisseaux de la République. S'ils le font , ils s'exposeront au ressentiment de toutes les Puissances confédérées , car l'une d'elles ne peut être insultée sans que toutes les autres ne le soient en même tems ; puisque toutes , en acquiescant à la proposition que leur a fait la Russie , sont censées avoir aussi acquiescé à la déclaration qu'elle a faite aux trois Puissances belligérantes.

L'Impératrice de Russie ne dit-elle pas dans sa déclaration aux trois Puissances belligérantes , *que les vaisseaux neutres peuvent naviguer paisiblement d'un port à l'autre sur les côtes des nations en guerre ?*

Que les effets appartenans aux sujets des dites Puissances en guerre , doivent être libres sur les vaisseaux neutres , à l'exception des marchandises de contrebande.

Comment le Roi d'Angleterre a-t-il pû nous dire dans sa proclamation qu'il feroit arrêter & saisir nos vaisseaux qui

iroient d'un port de France & d'Espagne dans un autre port de France & d'Espagne, ou qui seroient chargés de marchandises appartenantes aux François & aux Espagnols ? Les Anglois ont-ils voulu par là braver la Russie ? Ont-ils voulu lui dire ; nous ne faisons aucun cas de la déclaration que votre Ambassadeur nous a remise & nous ne nous conformerons en rien à tout ce que vous paroissez vouloir nous prescrire.

La proclamation du Roi d'Angleterre a produit encore plus d'effet à Londres que dans nos Provinces : tous les commerçans Anglois en ont appris la nouvelle avec une sorte d'indignation : *Le Lord North*, disent-ils, *a juré la perte de notre commerce, toute sa conduite pourroit faire croire qu'il est payé par nos ennemis pour ôter à l'Empire Britannique le peu de force qui lui reste. Que peut produire cette proclamation ? D'aliéner de nous pour toujours la nation Hollandoise, & de nous rendre odieux à toutes les autres nations de l'Europe.*

J'ai l'honneur d'être, &c.

R É P O N S E

A LA LETTRE XI.

Jugement qu'on peut porter de la proclamation du Roi d'Angleterre ; les Anglois ont voulu en imposer à toutes les Puissances neutres ; elles ne voudront pas se soumettre à ce que le Roi d'Angleterre leur prescrit par sa proclamation ; elles pourront réunir leur forces pour obliger les Anglois à respecter leur neutralité ; dispositions de la France & de l'Espagne ; causes du changement qui s'est fait dans les Provinces-Unies : ce qu'on doit penser des dispositions actuelles & passées du Stadhouder.

PARIS , ce Avril 1780.

J Amais Puissance , Monsieur ; n'a fait une démarche plus inconsidérée que celle que vient de faire l'Angleterre. La proclamation que son Roi a fait publier , est marquée au coin de la témérité. Vos Anglomanes lui font , sans doute , l'honneur de la placer au nombre de ces actions généreuses

qu'inspire un grand courage. *Il est beau & grand*, diront-ils, *de voir une nation, sans amis, sans alliés, réduite à ses propres forces, braver avec audace toutes les autres nations, au moment même où elles semblent se réunir pour l'écraser. Telle fut Rome, qui, à deux doigts de sa perte, bravoit encore ses vainqueurs.* Les Anglois ne sont pas vaincus ; ils ont même eu jusqu'à présent, des avantages qui ont pû balancer ceux que leurs ennemis avoient sur eux : mais peuvent-ils se flatter de soutenir encore longtems les efforts que la France, l'Espagne & les Etats-Unis feront pour les forcer à renoncer à l'Empire des mers, & à reconnoître l'indépendance de la République des Etats-Unis ? Si les Anglois ont crû pouvoir impunément braver votre République comment ont-ils imaginé qu'ils pourroient soumettre à leurs loix la Russie & les autres Puissances neutres ? Ils ont dû connoître les dispositions de ces Puissances : ont-ils pû douter qu'elles ne s'indignassent de la proclamation de Sa Maj. B. ? Les Anglois, en la faisant publier, ont donné à l'Europe le spectacle effrayant de leur

audace : elle fait connoître à toutes les nations qu'elles ont toutes le même intérêt à mettre l'Angleterre hors d'état de troubler, à l'avenir, la paix à laquelle toutes aspirent également. Si telle est l'effet que doit produire la proclamation du Roi d'Angleterre sur toutes les Puissances, comment imaginer que ces Puissances n'agiront pas de concert pour empêcher qu'elle n'ait son effet contre les sujets de votre République ? Je suis persuadé que la Russie, qui est l'ame de la confédération qu'elle a formé, ne tardera pas à demander à l'Angleterre qu'elle ait à se désister du droit qu'elle prétend avoir de prescrire à votre République, & par conséquent à toutes les nations neutres la conduite qu'elles doivent tenir à l'égard des Puissances avec lesquelles l'Angleterre est en guerre : & je ne serois pas étonné que la Russie & les autres Puissances confédérées exigeassent du Roi d'Angleterre la révocation de sa proclamation, & dans le cas où il le refuseroit de voir une flotte venir du fond du Nord au secours de votre République pour la mettre en état de protéger d'une ma-

niere efficace la navigation de ses sujets. La Russie, la Suède & le Danemarck peuvent, en se réunissant, envoyer dans la Manche 30 à 40 vaisseaux de ligne auxquels pourront se joindre 20 vaisseaux de votre République : à la vue de cette armée croyez-vous, Monsieur, que les Anglois oseroient exercer contre aucun vaisseau neutre la plus legere hostilité. Dès le moment que cette flotte paroîtroit, vous les verriez donner les ordres les plus précis à tous leurs Corsaires & à tous les vaisseaux de leur Roi, de ne troubler, de quelque façon que ce soit, la navigation des nations neutres. Cette armée ne causeroit aucun effroi ni à la France ni à l'Espagne : ces deux Puissances ont, jusqu'à présent tenu une conduite qui a assez fait connoître aux nations neutres, quelles étoient leurs dispositions à leur égard. La France & l'Espagne font la guerre à regret : elles sont prêtes, j'en suis convaincu, à écouter toutes les propositions de paix que leur ennemi voudroit leur faire : que les Puissances neutres confédérées leur offrent leur médiation, elles l'accepteront, peut-être, consen-

roient-elles à les prendre pour arbitres, & si cela étoit les Anglois oseroient-ils refuser de se soumettre à ce que décideroient les Puissances confédérées ? Jusqu'à présent, on a toujours, pour traiter de la paix, choisi une ville neutre. Je verrois avec plaisir désigner le vaisseau Amiral de la flotte de la confédération pour le lieu du congrès & que ce fût sur ce vaisseau qu'on signât le traité qui mettroit fin à la guerre présente : ce seroit une singularité qui seroit époque dans l'histoire.

Je ne suis pas étonné du changement qui s'est fait subitement dans toutes vos Provinces, l'unanimité avec laquelle elles se sont décidées en faveur des convois illimités, la célérité qu'elles ont mise dans leurs délibérations & sur l'armement des 52 vaisseaux & sur l'accession de la République à la proposition de la Russie, m'a fait connoître qu'elles étoient enfin toutes persuadées que l'intérêt de l'Europe entière & de la République en particulier, que l'honneur de la nation Hollandoise & le bien des peuples des sept Provinces-Unies deman-

doient également que la République armât sa neutralité & prît les armes pour forcer l'Angleterre à modérer ses desirs ambitieux & à être plus juste plus équitable qu'elle ne l'a été jusqu'à présent à l'égard des nations neutres. Ne pourroit-on pas croire aussi que le Stadhouder a été éclairé sur ses véritables intérêts : un par le sang au Roi d'Angleterre, étoit naturel qu'il eût une grande préférence à préférer l'Angleterre à la France & à l'Espagne. Souvent le cœur trompe l'esprit, & difficilement on parvient à détruire les premières impressions qu'on a reçues dans la jeunesse il faut pour cela, de grands efforts surtout quand on est exposé souvent au langage séducteur de la flatterie & de l'adulation. L'Angleterre, qui, en tout tems, met en réserve tous les ans douze à quinze mille Guinées, qui lui servent à payer ses espions en France, peut très bien avoir sacrifié une somme encore plus forte pour se faire des partisans à la Cour du Stadhouder; & tandis que leurs salaires s'efforçoient dans toutes vos Provinces d'indisposer le peuple contre notre

tion ; qu'ils lui faisoient même crain-
 re pour sa religion, on a pû mettre
 en usage dans le Palais du Stad-
 holder pour affermir ce Prince dans
 son attachement pour les Anglois. Si
 vous aimez la République, a-t-on pû lui
 dire ; si ses intérêts vous sont chers ; si
 vous avez à cœur la prospérité du com-
 merce de ses sujets, ménagez pour vous
 même pour la République l'amitié des
 Anglois ; craignez l'ambition de la
 France ; redoutez sa politique & défiez-
 vous même de son amitié, & surtout de
 ses caresses. La France veut la ruine
 de votre maison, l'Angleterre, au con-
 traire, ne désire que son agrandissement :
 la République indispose l'Angleterre,
 l'Angleterre accablera la République du
 poids de sa Puissance, sans que la Fran-
 ce y apporte le moindre obstacle. Trom-
 pé par ces discours le Stadholder a pu
 croire que pour ne point porter d'om-
 brage aux Anglois il falloit que la Ré-
 publique restât dans l'état de foiblesse
 où elle étoit, & qu'elle devoit même
 encourager les insultes qu'elle recevoit
 de l'Angleterre, qui, pour le confirmer
 dans cette idée, a pu le faire assurer
 par son Ambassadeur, comme elle l'a-

voit fait en 1758 & 1759 que la République devoit attribuer les excès que commettoit la Grande Bretagne, à l'égard de ses fujets à la furie du peuple que l'indifférence de la République irritoit. C'a été fans doute l'enlevement des vaisseaux convoyés par le Comte de Byland qui a ouvert les yeux au Stadhouder en lui faisant connoître la politique insidieuse de S. M. B. & de ses Ministres.

On parle ici beaucoup d'une visite que l'Empereur se propose de faire à l'Impératrice de Russie dans le voyage que cette Princesse doit faire dans les nouveaux Etats que lui a donné le traité de partage de la Pologne. Puiffe s'établir entre les Souverains l'usage de se visiter les uns les autres ! l'entrevue se fera à Mohilow & l'Empereur portera le nom de Comte Falkeinstein : on fait à Vienne de grands préparatifs pour ce voyage.

J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. Je vous envoie, Monsieur, l'arrêt que le Roi vient de rendre en son Conseil le 22 de ce mois, qui ôte toutes les gênes que le commerce de vos sept Provinces éprouvoit dans les ports de France.

ARRET DU CONSEIL D'ETAT

Le Roi étant informé des dispositions, faites par les Etats Généraux des Provinces-Unies, pour suppléer à la réciprocité requise par son Règlement du 26 Juillet 1778 concernant la Navigation des Bâtimens neutres; & Sa Majesté, voulant en conséquence de ces

mes dispositions donner une nouvelle preuve de son affection auxdites Provinces Unies, & déterminée à faire cesser les genes, que le Commerce de leurs Sujets éprouvoit dans ses Etats : à l'effet de quoi, oui le rapport ; le Roi, sur son Conseil, a ordonné ce qui suit.

ART. I. Sa Majesté a révoqué & révoque son Arrêt de son Conseil du 14. Janvier 1779 qui assujettit à un droit de fret les bâtimens desdits Sujets des Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas, ceux du 27. Avril & 5 Juin 1779 qui établissent un nouveau Tarif pour les objets provenant de leur Pêche, Fabrique, & Commerce, & celui du 18. Septembre 1773. qui interdit & prohibe l'entrée des Fromages de Hollande dans le Royaume.

I. Sa Maj. confirme, en faveur desdits Sujets des Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas, les avantages conditionnellement promis par les dispositions de son Règlement du 26. Juillet 1778 concernant la Navigation des Bâtimens neutres pendant les tems de Guerre.

II. Voulant S. M. donner auxdits Sujets des Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas une preuve éclatante de bienveillance, S. M. a ordonné & ordonne la remise de toutes les sommes, perçues par les préposés de ses Fermes en vertu des Arrêts ci-dessus mentionnés. *Fait au Conseil d'Etat le 22. Avril 1780.*

(Signé) DE SARTINNE. *Pour ampliation.*
(Signé) GRAVIER DE VERGENNES.

L E T T R E XII.

*Mémoire que l'Ambassadeur de France
remis aux Etats-Généraux.*

AMSTERDAM ce Avril 1780.

Vous m'avez envoyé, Monsieur, l'arrêt du Conseil d'Etat de votre Souverain qui ôte toutes les entraves que Sa Maj. avoit mises au commerce des sujets de la République. Mr. le Duc de la Vauguyon l'a remis aux Etats-Généraux accompagné d'un mémoire donc je vous envoie la copie.

*MEMOIRE présenté le 26 Avril aux
Etats-Généraux par son Excellence Mr. le
Duc de la Vauguyon, Ambassadeur de Sa Ma-
jesté très Chrétienne.*

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.

Le système politique du Roi est essentiellement fondé sur des principes invariables de justice & de modération. Sa Maj. en a donné les témoignages les moins équivoques dès l'origine des troubles, qui se sont élevés entre elle & le Roi d'Angleterre, en prévenant toutes les Puissances neutres par le développement des dispositions les plus favorables à leur prospérité, & en ne leur proposant d'autres conditions que celle de la plus absolue impartialité. Elle s'est vue forcée avec le plus sincère regret de n'en pas reconnoître les caractères dans

résolution des Etats-Généraux du 19 No-
 vembre 1778. par laquelle V. H. P. suspen-
 dent les effets de leur protection, relati-
 vement à une branche de Commerce, dont
 les loix de l'équité publique & les stipula-
 tions les plus précises des Traités leur as-
 sureroient la liberté. Le Roi me chargea alors
 d'annoncer à V. H. P. "Que, si Elles se dé-
 terminoient à faire ainsi le sacrifice d'une
 partie de leurs droits à ses Ennemis, Sa
 Maj. ne pouvoit conserver à leurs Sujets
 les avantages conditionnellement promis
 par son dernier Règlement, ni les ancien-
 nes faveurs, dont leur Commerce jouit
 dans ses Etats, & qui ne sont la suite
 d'aucune Convention, mais d'une bien-
 veillance & d'une affection héréditaires."
 Les H. P. s'empressèrent d'assurer le Roi,
 qu'Elles étoient décidées à observer la plus
 stricte Neutralité pendant la durée des trou-
 blés survenus entre la France & l'Angle-
 terre : Mais, si Elles annoncèrent que l'Ac-
 cord qui suspendoit les effets de la protection
 en faveur de la République en faveur des Na-
 vires chargés de Bois de construction, de-
 vroit être regardé comme non venu, à moins
 qu'il ne fût confirmé ultérieurement, Elles
 déclarèrent en même tems, que toute dis-
 position sur cette matière seroit surseïe jus-
 qu'après les délibérations, qui devoient fixer
 le Convois. Sa Majesté, n'appercevant pas
 dans cette disposition nouvelle un change-
 ment réel d'intention, ne crut pas pouvoir
 se dispenser de mettre des bornes aux

avantages, accordés dans les différens Ports de son Royaume au Commerce Hollandois, lorsque V. H. P. continuoient suspendre en faveur des Ennemis de Couronne l'exercice des droits les plus solidement établis : Mais Elle s'est plu les conserver aux différens Membres de la République, à mesure qu'ils ont adopté un système, qui, en même tems qu'il est conforme à ses vues, est essentiellement juste : Elle a applaudi aux réclamations de V. H. P. auprès de la Cour de Londres aux efforts qu'Elles ont faits pour recouvrer les moyens de rendre au Pavillon des Provinces-Unies son ancienne considération, ainsi qu'à l'ordre positif qu'Elle ont donné à une Escadre de se tenir prête à escorter & protéger tous les Navires chargés d'objets non compris parmi les Marchandises de Contrebande, dès que les Convois illimités seroient arrêtés ; & Elle a constamment désiré, que V. H. P. cessassent enfin de mettre obstacle aux témoignages de son affection, en s'abandonnant entièrement aux principes fondamentaux de leur intérêt. Instruite de leurs intentions définitives à cet égard, & assurée du développement, que V. H. P. sont déterminées à donner à leur Neutralité, en accordant une protection efficace & indéfinie au Commerce & à la Navigation de leurs Sujets, Sa Maj. a écouté avec plaisir les représentations, que plusieurs Membres de l'Union & notamment le Prince qui est à

ête de la République, lui ont faites re-
 vement aux gênes, que le commerce
 différentes Provinces éprouve dans les
 ts de son Royaume; & Sa Majesté m'a
 onné de déclarer à Vos Hautes-Puissan-
 , " Qu'Elle a révoqué par un Arrêt de
 Conseil,, du 22 Avril 1780 dont j'ai
 onneur de leur remettre une Copie au-
 ntique, ceux des 14. Janvier, 27.,
 ril, & 18. Septembre 1779 " Mais Elle
 veut pas se borner à rétablir ainsi les
 jets de V. H. P. dans la jouissance des
 leurs, qu'ils éprouvoient avant la publi-
 ion de ces nouvelles Loix, & dans
 le de tous les avantages conditionnel-
 ment promis par son Règlement *concer-*
ant le Commerce & la Navigation des neu-
s: Elle veut leur donner une preuve
 atante de sa bienveillance; & Elle me
 urge d'annoncer à Vos Hautes-Puissan-
 , " qu'Elle a ordonné la remise de tou-
 les Sommes perçues par les Préposés
 ses Fermes, en vertu desdits Arrêts.
 Elle se flatte, que des témoignages aussi
 portans de son affection convaincront V.
 P. non-seulement qu'Elle prend l'inté-
 le plus sincère à la prospérité des Pro-
 ces-Unies, mais aussi que la justice, la
 dération, & la bienfaisance forment la
 e essentielle & invariable de sa politi-
 e & de ses procédés.

Cette phrase; *Sa Majesté a écouté avec*
isir les représentations que plusieurs

membres de l'union, & notamment Prince qui est à la tête de la République lui ont faites, est marquable. Notamment Prince qui est à la tête de l'union! est que la France croiroit que la République auroit un Chef? Nous n'en avons point, & nous serions perdus si nous avions un.

J'ai l'honneur d'être, &c.



LETTRES HOLLANDOISES.

..... Dieu des juifs , tu l'emportes!

RACINE.

LETTRE XIII.

Il y a pas d'apparence à une rupture entre la République & l'Angleterre; l'injustice des Anglois pourra l'occasionner; armement des 52 vaisseaux se pousse avec vigueur; effet qu'a produit la déclaration de la Russie; allarmes des Capitalistes Hollandois; consternation du par-Anglomane; toutes les Provinces agissent aujourd'hui de concert; résolution de la Province de Groeningue; la confédération de Puissances neutres pourra procurer la paix; conditions auxquelles on pourra la faire; situation actuelle de la France & de l'Angleterre.

Le Chevalier Yorke, Monsieur, est en-
voyé à la Haye, & le Comte de Welde-
n à Londres: ni l'un ni l'autre ne font
de réparatifs pour quitter le lieu de leur
Comme IV. N^o. 8. H

réfidence ; ainsi il n'y a encore aucune apparence à une rupture entre la République & l'Angleterre, & ce ne sera point même la proclamation du Roi d'Angleterre, qui l'occasionnera ; car l'Angleterre en nous mettant de niveau avec les autres nations, nous a rendu le service important d'obliger toutes les nations neutres à faire cause commune avec notre République. Nous ne ferons aucune réclamation contre la proclamation de S. M. B., mais nous pourrions demander la restitution des vaisseaux enlevés par le Commodore Fielding, & que les amiraux ont déclaré de bonne prise. Si, j'usqu'à présent, le Roi d'Angleterre & ses Ministres ont reçu avec indifférence les présentations que notre Ambassadeur leur a fait sur ce jugement inique, peut-être lorsque nos 52 vaisseaux seront en mer auront-ils plus d'égard à la demande que nous leur ferons faire de nouveau de déclarer nul ce jugement.

Ces 52 vaisseaux ne tarderont pas à être en état de mettre à la mer. Toutes les Provinces suivront, sans doute, l'exemple de la nôtre dont les Etats ont pris résolution d'accorder une gratification à tous ceux qui s'engageront pour servir sur les vaisseaux de la République en qualité de soldats ou de matelots. Vous ne sauriez croire, Monsieur, quel changement a opéré dans toutes nos Provinces la déclaration de la Russie, & avec quel

maieur on y parle aujourd'hui des insultes faites par l'Angleterre à la République, des maux que les Anglois ont fait dans tous les tems aux Hollandois, & surtout des moyens qu'ils ont employés pour détruire notre commerce. Nos Capitales qui leur ont confié une partie de leur fortune, sont dans les plus grandes allarmes: ils n'ignorent pas que depuis la proclamation de Sa Majesté Britannique, les fonds publics ont toujours diminué (a) en Angleterre; peut-être ont-ils contribué eux même à cette diminution par les ordres qu'il est très probable qu'ils ont donnés à leurs correspondans de Londres de vendre les effets publics qu'ils avoient: ils s'estimeroient, je crois, fort heureux, s'ils pouvoient parvenir à retirer des mains des Anglois, un quart, ou un tiers de l'argent qu'ils leur ont confié. Puisse cette perte, s'ils la font, leur guérir de la manie de confier leur argent aux étrangers, plutôt que de l'employer dans leur propre pays avantageusement sur eux & pour leurs Concitoyens.

Tout le parti Anglomane est, on ne peut pas plus déconcerté. La certitude qu'ont tous ceux qui le composent, que la République acquiescera à la demande que lui a faite la Russie, les laisse sans espérance de reprendre dans le Conseil

(a) Le 19 Avril les fonds publics sont baissés d'un demi pour un & le 22 d'un & demi.

de la nation l'ascendant qu'ils y avoient & que leur a enlevé le parti Républicain. La fête qu'a donné votre Ambassadeur le 26 du mois dernier au Prince & à la Princesse d'Orange leur a causé une grande mortification. Un Anglomane, parmi nous, est aujourd'hui un animal taciturne dont on ne peut tirer que des monosyllabes : il n'a plus, comme il y a un mois ou six semaines, cet air fier, cette démarche imposante & ce ton décidé que lui donnoit l'espérance de voir bientôt la République entierement dans la dépendance de l'Angleterre. Les Anglois n'ont jamais crû que le Lion Belgique fortiroit de l'espèce de lethargie où ils le voyoient : *c'est un bon animal* disoient-ils ; *il n'a plus rien de son antique fierté ; il est insensible à l'outrage, & sans craindre son ressentiment, nous pourrons le braver impunément*. Quel a dû être l'étonnement des Anglois quand ils ont vu nos Provinces prendre toutes la même résolution d'armer, & de s'opposer avec vigueur aux entreprises que l'Angleterre voudroit former, tant contre leur independance, que contre leur commerce. Vous avez vû les résolutions que chacunes de nos Provinces ont prises, à l'exception de celle de la Province de Groningue, qui, quoi que la plus tardive est la plus forte & la mieux motivée. Je vous (a) l'envoie : elle vous

(a) NOBLES ET PUISSANS SEINGNEURS.

Pour satisfaire à la résolution de vos Nobles Puiss-

era connoître tout l'effet qu'a produit l'invitation que la Russie a fait à la Répu-

nces du 31 Mars passé, d'après laquelle fut remis entre les mains de Mr. les Commités de vos Nobles Puissances à leur assemblée qui avoient examiné ce qui s'étoit passé entre le Chef d'escadre Comte de Byland & le Commodore Anglois Fielding, d'après la résolution envoyée le 5 Janvier par Mr. le Comte de Welderen au Greffier Fagel, après avoir recueilli & entendu sur cet objet avis des comités présens des Colleges d'Amirauté Spectifs, portant entr'autres choses qu'à l'avenir toutes les marchandises que les traités ne déclarent pas positivement être de contrebande, devroient sans aucune exception, être mises sous le convoi & protection de l'état, Mrs. les Commités ont l'honneur de rapporter à vos Nobles Puissances.

Que dès le commencement des troubles actuellement subsistants, cet Etat a non seulement fait tout ce que S. Maj. Britannique, fondée sur le Droit & les Traités, pouvoit exiger de la Republique, mais même s'est encore relâché sur quelques unes de ses prérogatives qui lui appartiennent incontestablement; au lieu d'éprouver de la part de l'Angleterre la disposition d'un traitement aussi amical, la République s'est vûe cruellement détrompée, attendu qu'un grand nombre de Navires appartenans à ses habitants, avoient été saisis par des Armateurs & même des Vaisseaux du Roi d'Angleterre, les Navires avec leurs Cargaisons, ou du moins l'un des deux, déclarés de bonne prise, la violence même ayant été employée en mainte occasion contre nos équipages, sans que malgré les plaintes & les représentations réitérées à cet effet, on ait pû obtenir la moindre indemnité ou satisfaction sur de pareils griefs.

Que l'expédition même du Commodore Fielding devoit avoir été faite en conformité d'un ordre formel; que par là le pavillon de l'Etat avoit été outrageusement offensé, & les navires sous le convoi du Chef d'escadre Comte de Byland, avoient été

blique, & surtout la certitude d'avoir dans
cette Puissance, dans la Suede & le Da

non seulement amenés en Angleterre, mais
avoient aussi été retenus, quoiqu'il apparût que
leur charge ne consistoit pas en marchandises de
contrebande. Que cette condescendance à laquelle
la République n'étoit nullement obligée, n'avoit
donc eu que des suites désagréables & dangereuses,
tant à l'égard de la Grande-Bretagne que de
autres Puissances, ainsi que le prouvent les con-
sidérations formées dans les Colleges d'Amiraux
respectifs; Mrs: les Commités de V. N. P. seroient
donc d'avis, que dès à présent & à l'avenir
dût prendre sous le convoi & la protection de l'Etat
toutes les marchandises que les Traités déclarent
ne pas être de contrebande, & qu'elles soient
efficacement protégées, qu'on n'ait plus lieu de crain-
dre pour l'avenir qu'il soit fait la moindre insulte
au pavillon de l'Etat, & qu'en un mot, quant à
reste, on devroit, conformément aux Traités sus-
sistans, observer une exacte neutralité.

*Les Etats de Groeningue se sont entièrement con-
formés au Rapport susmentionné.*

Second Rapport, remis par la même Province.

NOBLES ET PUISSANS SEIGNEURS,

Messieurs les Commités de vos Nobles Puissances,
pour satisfaire aux résolutions Commissoriales
du 26 Nov. & du 2 Décembre de l'année dernière
ainsi que du 23 Mars dernier, après l'examen des
mémoires présentés par le Chevalier Yorke Amba-
sadeur extraordinaire de Sa Maj. Britannique, les
11 Juillet & 26 Nov. 1779 & 21 Mars dernier, à L. E.
P. réclamant par le premier de ces mémoires, le
secours stipulés par le Traité de 1674, insistant dans
le second sur une réponse prompte & Cathégorique,
enfin se plaignant dans le dernier de la con-
duite tenue par le Chef d'Escadre Comte de By-
land, à l'occasion de ce qui s'est passé avec le Com-
modore Fielding, en y ajoutant des instances ré-
itérées à l'effet d'obtenir avant l'expiration de trois
semaines, une réponse satisfaisante concernant le se

remarque des alliés, qui, ayant les mêmes intérêts que nous, agiroient de concert avec nous pour remettre l'Angleterre en sa place.

ours réclamé, puisqu'au défaut de cela S. Maj. regarderoit la République sur le pié des Puissances neutres, & nullement favorisées par des Traités, feroit provisionnellement suspendre tous les Traités & particulièrement celui de 1674, & traiteroit la République suivant le droit ordinaire des gens : après avoir aussi examiné plusieurs lettres & pièces annexes successivement envoyées par le Comte de Velderen envoyé extraordinaire & plénipotentiaire de L. H. P. auprès de Sa Maj. Britannique, ont eu l'honneur de rapporter à V. N. P. qu'après avoir mûrement réfléchi sur ce qui se rapporte aux points en question, leur avis feroit qu'en réponse aux rois-susdits mémoires du Chevalier Yorke, il feroit épliqué.

Que L. H. P. durant le cours des troubles subsistants, qui sans doute tirent leur origine de l'Amérique & delà, par l'extention ultérieure de la guerre, se sont répandus en Europe, ont, en observant une neutralité exacte, donné à S. M. B. les preuves les plus signalées de leur attachement, de leur affection, même au delà de leur obligation, par une condescendance à laquelle Elles n'étoient aucunement obligées envers l'Angleterre, mais dont les suites ont été, outre le préjudice causé par là au commerce & à la navigation de ce Pays, qu'il en est résulté un mécontentement marqué, quoique nullement provoqué, des Puissances Belligérantes, & qu'en particulier les préparatifs faits en même tems sur terre, n'ont pu qu'exciter l'attention la plus sérieuse de L. H. Puissances à l'effet d'y veiller sans interruption, & pour ne pas se priver des moyens indispensablement nécessaires tant à leur propre conservation, qu'à leur défense, en accordant les secours demandés ; qu'elles devroient plutôt songer, à récla-

Pensez-vous à Paris, Monsieur, comme l'on pense ici, que la neutralité armée de

mer Illes-mêmes, en conséquence des Traités sur mentionnés, les secours qui leur seroient si nécessaires, sur la moindre appréhension de la continuation de ces mêmes préparatifs. Que L. H. P. fondée sur de bonnes raisons, ainsi que sur les déclarations favorables de S. Maj. tant de fois réitérées auroient dû s'attendre à une affection réciproque & à un traitement amical envers leur République, ou tout au moins qu'on ne lui eût pas disputé un droit, stipulé clairement par les Traités les plus solennels, & dont, aussitôt après la conclusion du Traité de 1674, avant même que la guerre fût entièrement terminée, les sujets de S. Majesté, au détriment de ces Pays, avoient tranquillement fait usage; L. H. P. pénétrées de la plus vive douleur se sont cependant apperçues que, loin que leur bonnes intentions & leurs procédés aient opéré quelques heureux effets, il est au contraire arrivé, que plusieurs Actes diamétralement opposés à la justice, ont été autorisés & exécutés de connivence, sous le prétexte illusoire, de s'opposer à cette même connivence, & cela malgré les efforts multipliés employés par la République, pour obvier à de tels abus. Que bien plus, la rencontre entre le Commode Fielding & le Chef d'Escadre Comte de Byland est de nature, que, selon le droit des Gens, le Pavillon d'une Puissance Souveraine, étant en effet partout sacré, la Déclaration faite par le Comte de Byland, au nom de la République, dont il est le sujet; eût dû être regardée comme véridique, faire cesser sur le champ tous les soupçons & détruire les avis fausement donnés; d'où il s'ensuit que le susdit Comte de Byland n'a rien entrepris que pour maintenir & protéger l'honneur & le respect dû au Pavillon de l'Etat, tandis que la saisie & la retenue des Navires font également partie des objets, sur lesquels L. H. P. devoient aussi demander une satisfaction convenable à S. Majesté, ainsi qu'une déclaration non équivoque pour l'avenir; en ajoutant en même tems,

Puissances confédérées pourra contribuer à
 accélérer la paix ? Toute l'Europe est per-
 suadée que c'est l'Angleterre seule qui y
 est obstacle ; mais nous croyons aussi que
 l'Angleterre prendra à la fin son parti :
 elle aura bien de la peine, sans doute ,
 à reconnoître l'indépendance de la Répu-
 blique des Etats-Unis, mais comme il
 est probable que cette indépendance
 déjà reconnue tacitement par toutes
 les Puissances de l'Europe, les Anglois
 retiront que leur obstination à refuser de
 reconnoître aussi, ne produiroit d'autre
 effet que de prolonger une guerre qu'ils
 peuvent encore soutenir longtems sans
 ranimer leur ruine totale. La prééminence
 du pavillon est une prétention ridicule
 si contraire au droit des gens qu'aux
 premières notions du sens commun, à la-
 quelle il faudra, malgré leur hauteur &
 leur fierté, que les Anglois renoncent, s'ils
 voient qu'on a écouté les propositions
 de paix qu'on assure que leurs Ministres ont
 faites depuis peu à la France & à
 l'Espagne. D'ailleurs quand les Cours de

Après une considération réfléchie de la situation
 de la République se trouve actuellement, L. H. P.
 s'étant instruites du véritable état des troubles
 dans lesquels, y trouvent les plus pressans motifs pour les
 engager indispensablement à refuser le secours réclamé
 par S. M. B.

Les Etats de la Province de Groeningue se sont
 conformés au Rapport susmentionné.

Versailles & de Madrid n'exigeroient
 cette renonciation, toutes les autres
 fances de l'Europe, surtout celles qui
 aujourd'hui confédérées, ne la deman-
 roient-ils pas ? L'occasion est trop fa-
 ble pour ne pas en profiter ; pour as-
 chir l'Europe entière de l'espèce de
 pendance où l'Angleterre la tient su-
 mers. Je n'imagine pas que la paix p-
 se faire sans que la liberté générale
 mers ne soit reconnue par les Ang-
 Quant aux intérêts particuliers des
 fances belligérantes, ce sera le point
 négociations qui tiendra le moins :
 cune d'elles reprendra ce qu'elle a
 avant les hostilités. La restitution de
 braltar à l'Espagne pourra souffrir plu-
 difficulté, mais la liberté des mers é-
 établie, je ne vois pas de quelle uti-
 Gibraltar pourroit être à l'Angleterre ;
 ce qui est bien à souhaiter, c'est que
 paix ne se fasse point sans qu'un nouv-
 code maritime ne s'établisse. Si l'Aug-
 Catherine en conçoit le projet, toutes
 dispositions de ce code seront marqu-
 au coin de la justice & de l'équité : il
 reçu avec reconnoissance par toutes
 nations ; l'Angleterre seule aura bien
 la peine à s'y soumettre : habituée de
 si longtems à celui qu'elle a fabriqué,
 n'y aura que la loi impérieuse de la n-
 cessité qui pourra la déterminer à y
 noncer.

Si on examine sans partialité la situatio

celle de la France & de l'Angleterre, n'aura pas été forcé de convenir que celle de cette dernière Puissance est, on ne peut pas plus critique. La France a perdu ses établissemens dans les Indes Orientales, & dans l'Amérique les Îles de St. Pierre, de Miquelon & de Ste. Lucie. Les Anglois ont perdu l'Amérique Septentrionale au commerce de laquelle ils employoient chaque année 800 navires, & dans l'Afrique presque tout le commerce qu'elle y faisoit ; les Îles de la Dominique, de St. Vincent, de la Grenade, & les Grenadines, de St. Martin, & de St. Barthelemi, ses établissemens dans le Mississipi, enfin le commerce de la Méditerranée : ajoutez à cela que sa dette nationale s'est augmentée d'un milliard de livres tournois, & la diminution croissante des productions de sa terre. Je ne doute pas que les Anglois aient fait des gains énormes par les prises que leurs corsaires ont faites sur les François & sur les Espagnols, mais ce n'est pas la nation qui en a profité : quelques particuliers seulement ont retiré avantage, & d'ailleurs je ne vois pas que depuis un an le nombre des prises faites par les Anglois sur leurs ennemis, soit plus grand que celui que ceux-ci ont fait sur les Anglois. Il pourroit bien arriver que les Irlandois prissent bientôt le même parti qu'ont pris les Américains. Le peuple d'Irlande dit déjà tout haut qu'il fera main basse sur tous Juges

de paix qui obéira à un acte du Parlement d'Angleterre : il est inconvenable que les Ministres de Sa Maj. Brit. au lieu de faire tous leurs efforts pour appaiser ce peuple irrité, lui fasse dire par ceux qui lui parlent au nom du Roi, que l'Angleterre est déterminée à ne point se départir de ses droits, & à employer la force des armes pour les soutenir.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Je vous envoie, Monsieur, le précis de l'avis que les États de Hollande & de West-Frise ont fait passer à L. H. P. relativement à l'attaque des vaisseaux convoyés par le Comte de Byland. Lisez cet avis avec attention, & vous y verrez le précis du manifeste que la République pourroit faire paroître si elle vouloit déclarer aujourd'hui la guerre aux Anglois.

Cet avis tend à faire voir que la réponse du Lord Stormont du 16 Mars aux représentations de L. H. P. touchant la violence qu'on a faite à leur convoi, rejetant sur elles tout ce qui s'est passé, & disant que c'est leur Officier qui le premier a attaqué le convoi, Leurs H. P. ne sont nullement d'avis de se contenter de cette réponse ; que L. H. P. tant pour faire paroître aux yeux de l'Europe entière une justification de leur conduite, que pour persuader, s'il se peut, à la Grande Bretagne que comme les munitions navales ne sont point réputées être de contre-

bande, c'est attaquer le Pavillon Hollandois, & porter atteinte à la Souveraineté & à l'indépendance de la République que de visiter & de détenir ses vaisseaux par ordre du Gouvernement; que pour ce qui est du Traité de 1674 que le Lord Stormont allègue, à l'égard de la visite des vaisseaux, la simple lecture du Traité prouve évidemment que tout convoi n'est point sujet à la règle des Articles 5 & 6 de ce Traité, qui n'ont été insérés que pour des navires particuliers: encore ne doit-on pour ceux-ci exiger que leurs lettres de mer, & les passeports de ceux qui sont pour un port ennemi; donc la conduite du commodore Fielding, que S. M. B. a approuvé, est une violation entière de ce Traité; il s'ensuit de là que ni Leurs H. P. ni l'Officier chargé d'exécuter leurs ordres, n'ayant porté aucune infraction aux Traités, & n'ayant commis aucune hostilité, & le commodore Fielding ayant au contraire, pour exécuter les ordres qui lui avoient été donnés, usé de voies de fait & de violence contre les vaisseaux de la République, Sa Maj. n'a aucun motif de se plaindre, mais qu'il en existe du côté de L. H. P. qui insistent sérieusement non seulement sur une pleine & entière satisfaction; mais elles demandent encore une réparation authentique, & exigent que, sans aucune autre forme de procès, les vaisseaux convoyés ainsi que leurs équipages, qui ont été retenus contre la foi

des Traités, & condamnés aussi injustement par les Amirautes Angloises, qu'ils ont été attaqués & pris, soient relachés, que pour se conformer à cela, le Comte de Welderen est chargé de donner au Lord Stormont une réplique appuyée le plus efficacement, si toutes fois, il le juge nécessaire.

Je reçois dans l'instant, Monsieur, une lettre de la Haye qui m'apprend que la résolution de la Province de Hollande, que vous venez de lire, a été adoptée par les Etats Généraux & envoyée tout de suite à notre Ambassadeur à Londres pour la remettre aux Ministres de Sa Maj. Britannique.



L E T T R E X I V.

Description d'une nouvelle Estampe qui vient de paroître.

AMSTERDAM ce Mai 1780.

A Pparemment, Monsieur, que le marchand d'images qui me vendit la dernière Estampe que je vous ai envoyée, s'aperçut de mon empressement à fendre la foule pour parvenir jusqu'à lui, car il arriva, ce matin, chez moi, & me montra une image ayant pour titre *de ontwaakte Leeuw*, ou *le réveil du Lion*. Je la lui achetai sur le champ, & il se retira tout joyeux en me disant qu'il auroit bientôt fait sa fortune si l'on rendoit publiques fréquemment de pareilles gravures; & qu'il étoit si sûr de son débit, qu'il parioit qu'avant midi il ne lui resteroit pas un exemplaire.

Cette nouvelle caricature peut servir de pendant à celle que je vous envoyai, il y a quelque tems. Je crois que c'est le même auteur qui les a composées toutes deux: il est prompt à saisir les circonstances, comme vous allez le voir.

Cette Estampe est précisément le contraste de la précédente, c'est à dire que les représentans de celle-ci jouent, dans celle dont je vais vous faire la description, un rôle tout contraire.

Le Lion Belgique qui, dans la première, paroissoit assoupi est dans celle-ci sur ses quatre pattes; il renverse l'ex-Jésuite, & fait reculer l'Ambassadeur de France qui paroît effrayé à la vue du fier Amiral qui herisse sa crinière & lui montre les dents.

Le Lion reveillé est censé dire; *ni trahison ni force ne peut rompre maintenant le lien d'union.*

Pour l'intelligence de ces paroles il faut que vous sachiez que le personnage le plus important de cette Estampe est l'Impératrice de Russie, ornée de ses plus brillans atours & d'une Couronne Impériale sur la tête. Elle tient le milieu, elle est supposée avoir attaché avec un ruban une des pattes du Lion, il faut supposer qu'elle l'a reveillé. L'Auguste Souveraine paroît se tourner vers Leurs Majestés les Rois de Suède & de Dannemark qui sont à ses côtés, & leur présenter l'autre extrémité de son ruban.

Vous devinerez aisément que ce ruban est l'emblème de la confédération qui vient de se former, & la patte du Lion attachée peut aussi être considérée comme une allégorie qui signifie que la proposition que la Russie a faite à la République de se confédérer avec elle, étoit si avantageuse à cette Puissance vexée depuis si long-tems par l'Angleterre, qu'elle s'est vue enchaînée en quelque sorte, & dans la nécessité d'acquiescer à tout.

L'Auteur, par ces paroles qu'il a mise dans la bouche de Sa Maj. Imp., *ainsi encourage le Lion à se défendre contre la Reine Angléterre*, a voulu dire que la République a enfin reconnu combien il étoit dangereux pour elle de rester désarmée, & combien, si elle n'avoit pas pris le parti de faire cause commune avec les trois Puissances confédérées du Nord, elle auroit encore à souffrir des mauvais procédés de la nation Angloise qui, sûrement, deviendrait plus circonspecte, & reconnaitra que la mer est, & doit être libre. Les voies de douceur & de conciliation ne suffissent pas pour persuader l'Angleterre par cette vérité, la Russie, soutenue par ses deux voisins, confédérés avec elle, de concert avec notre République, qui ne doit si bien se conformer à ses belles intentions, la Russie, dis-je, pourra entreprendre une guerre contre la Grande-Bretagne, qui sera d'autant plus légitime, que ce sera alors le seul moyen d'abaisser l'orgueil démesuré de cette Puissance ambiguë, & de rendre l'ancienne vigueur à son commerce, qui, par les vexations exercées de l'Angleterre, a beaucoup souffert.

L'Auteur a encore mis sur la scène ce pauvre diable d'Ex-Jésuite, que vous avez vu dans l'Estampe précédente, si fortement occupé à séparer une flèche des autres : on le voit dans celle-ci, justement ébahi du reveil du Lion, renversé

sur la grève & implorant à hauts cris la protection de son bienheureux fondeur. *Ignace! Ignace!* s'écrie le pauvre diable pétrifié de frayeur, *qu'ai je entrepris? Quel cruel réveil? Je suis confondu, anéanti! Helas! Il ne nous reste plus aucun espoir de voir notre Société rétablie.*

A droite, derrière le Lion Belgique votre Ambassadeur. L'Auteur suivant toujours son idée, qui est que la France par ses menées & intrigues avoit voulu armer la République contre l'Angleterre, finit par dire à Son Excellence; *le parti le plus sage, est celui de la retraite. Il seroit inutile à présent de vouloir continuer mon ancien rôle, & le dénouement pourroit devenir dangereux.* Mais votre manière de voir les choses, Monsieur l'Auteur, est fautive. La France, ni l'Espagne n'ont point fait de menées pour se faire des partisans dans le corps représentatif de notre nation, & ces deux Puissances au contraire peuvent être raisonnablement présumées d'avoir provoqué par leurs sollicitations, la confédération qui vient de se former.

L'Espagnol que vous avez vu gravement se lancer en arrêt, attaquer notre Lion par derrière, a changé de situation: au moindre bruit qu'a fait l'animal, il a fait lestement un pas de deux & s'est trouvé tout-à-coup du côté opposé. Il conserve néanmoins sa gravité, & voyant l'Ambassadeur François attristé, il lui dit; *ami, c'en est fait, vous voyez les soutiens que la République*

est acquis : renouons au projet de mettre cette Puissance dans nos intérêts.

La Posture du Chevalier Yorke est capable d'attendrir les armes sensibles. Il est dans une situation, qui, vu le caractère emporté de ses compatriotes, est bien différente du flegme que montre l'Espagnol. Furieux de ce que la République refusé les secours qu'il avoit si souvent demandés avec instances, & voyant par ses veilles perdues, ce Ministre s'arrache les cheveux, frappe du pié, écume de colère, & finit par se répandre en reproches. *Est ce là, dit-il, La récompense que nous devons attendre d'une amitié qu'on ne nous a jamais vu violer ? (com-
ment de Traités l'Angleterre n'a-t-elle pas
agit avec nos ennemis ?) former une telle
alliance à notre préjudice ! (combien d'al-
liances l'Angleterre n'a-t-elle pas formées
à préjudice de la République ?) aban-
donner ses alliés dans de si dures circonstan-
ces, dans un tems où un ami nous est si
nécessaire pour repousser une nation ambi-
cieuse qui nous a déclaré une guerre si in-
juste ! Cela est inoui ! (le Traité de Char-
les II, avec Louis XIV étoit bien plus
inoui.*

Ce Ministre désolé se seroit peut-être laissé emporter à d'autres lamentations, si le Prince d'Orange n'eût survenu, & ne l'eût un peu calmé. *Qui est la cause, dit
le Prince, des nouveaux malheurs qui fon-
tent sur vos têtes ? Si vous n'eussiez pas agi*

si arbitrairement & si despotiquement les choses en seroient-elles venues à cette extrémité? Vous êtes les seuls artisans de votre malheur. Il y a même bien plus : c'est que vous persistez dans votre système, votre cadence actuelle dégènera en une ruine totale.

Le groupe qui est à gauche dans le fond est plaisant & singulier. C'est le monsieur François, sa demoiselle, ses instrumens & sa petite charette qui reprennent promptement le chemin de leur patrie : le conducteur irrité de sa mauvaise fortune & enrageant de bon cœur de se voir si près du Lion rugissant, invoque tous les saints & maudit son fardeau qui ralentit sa marche. *Mon bon Ange*, s'écrie-t-il, en courant, *mes peines sont perdues ! j'avois cru faire un meilleur débit de mes saintes marchandises. Vain espoir ! ces diables de GUEUX se sont aperçus que la Dame que je leur conduisois n'avoit qu'une beauté factice qu'elle devoit au fard qui couvroit sa laideur ; moins de coquetterie eût peut-être mieux réussi : encore non : car ces GUEUX ont vu au premier abord, que mon argent venoit des rives de la Seine, & nos fleurs de Lys nous ont trahi. Quel parti prendrai-je ? J'apperçois un buisson, je vais m'y tapir, moi & mon équipage jusqu'à ce que je puisse, sans me faire voir dans ce pays ingrat, retourner dans ma patrie.*

Enfin l'Ingénieux auteur a prevenu nos ardens desirs : il a mis dans l'enfoncement

flotte des quatre Puissances confédérées; il la fait voguer tranquillement entre Douvres & Calais. Cette armée formidable est sûrement là pour protéger notre commerce & celui de toutes les nations.

Traité de Marine conclus entre Sa Majesté Britannique & les Etats-Généraux des Provinces-Unies, le 14 Février 1667-8, & le 11 Décembre 1674.

Tous & chacun des sujets du Sérénissime & Glorieux Prince le Roi de la Grande-Bretagne, pourront légalement, librement & sûrement naviger, commercer & exercer toute espèce de négociation dans tous autres Royaumes, Pays & Etats qui sont actuellement ou pourront, n'importe en quel temps à venir, être en paix, amitié ou neutralité avec Sadite M., de manière qu'ils ne reçoivent aucun empêchement & ne soient molestés en aucune façon dans leur navigation ou leur commerce dans les forces militaires, les vaisseaux de guerre ou aucune autre espèce de navires quelconques appartenants, soit aux Hauts & Puissants Seigneurs les Etats-Généraux des Pays-Bas-Unis, soit à leurs sujets, maison, ou sous prétexte d'aucune hostilité ou guerre qui subsisteroit actuellement ou pourroit s'élever dans la suite entre lesdits Seigneurs les Etats-Généraux & aucuns autres Princes ou peuple quelque qui seroient en paix, amitié ou neutralité avec Sadite Majesté.

De même, tous & chacun des sujets desdits H. & M. les E. G. des Pays-Bas-Unis, pourront légalement, avec toute sûreté, naviguer, commercer & exercer toute espèce de négoce dans tous les autres Royaumes, Pays & Etats qui sont actuellement ou pourront, n'importe en quel autre temps à venir, être en paix, amitié ou neutralité avec les susdits H. & Etats, de manière qu'ils ne reçoivent aucun empêchement & ne soient molestés en aucune façon dans leur navigation ou commerce par les forces militaires, les vaisseaux de guerre ou aucune autre

espèce de navires quelconques appartenants, soit au Roi, soit à ses sujets ; à raison ou sous prétexte d'aucune hostilité ou querelle qui subsisteroit actuellement, ou pourroit s'élever dans la suite entre S. M. & aucuns autres Princes ou Peuple quelconque qui seroient en paix, amitié ou neutralité avec lesdits Seigneurs les Etats.

II. Cette liberté de navigation & de commerce ne sera point violée ou interrompue à raison d'aucune guerre, à l'égard d'aucune espèce de marchandises, mais elle s'étendra sur tous les objets de négoce qui pourroient être transportés en temps de paix à l'exception de ceux là seulement qui sont désignés sous le nom d'*effets de contrebande*, dans l'article suivant.

III. Sous cette dénomination d'*effets de contrebande* ou *prohibés*, on ne comprendra que les armes, les pièces d'artillerie, avec tous les accessoires qui leur appartiennent, les boules à feu, le poudre, les mèches, les boulets, les piques, les épées, les lances, les épées, les hallebardes, les canons, les mortiers, les pétards, les grenades, les bandoulières, le salpêtre, les mousquets, les balles mousquet, les casques, les corselets, les cuirasses, les cottes de maille, & toute autre armure de ce genre, les soldats, les chevaux, & toutes les choses nécessaires au harnachement des chevaux, les ceinturons & tous autres instruments employés à la guerre.

IV. Les effets suivants ne sont point réputés de contrebande, toute espèce de draps & d'autres étoffes tissées de laine, lin, soie, coton ou tous autres matériaux ; toute espèce de vêtements, & les matériaux dont ils sont faits ; l'or & l'argent monnoyé ou non monnoyés, l'étain, le fer, le plomb, le cuivre, le charbon, le froment, l'orge, toutes les autres espèces de grains ou de légumes, le tabac & toutes les espèces d'épices ; la viande salée & fumée, le poisson salé & séché, le beurre, la bière, l'huile, le vin, le sucre & toutes les espèces de sel, & en général toutes les provisions qui servent à la nourriture & au soutien de la vie ; de même, toutes les espèces de coton, le chanvre, le lin, la poix, les cordages, les voiles, les ancres, les mâts, les planches, les poutres & ais de toute espèce de bois.

les autres matériaux nécessaires à la construction & réparation des vaisseaux : tous ces effets seront traités libres, ainsi que toutes les autres choses qui n'ont point comprises dans l'art. III, de sorte qu'ils pourront être transportés librement & conduits par les sujets de S. M. même dans les lieux en inimitié avec lesdits Etats, ainsi que d'autre part, par lesdits Etats dans des lieux sous l'obéissance de leurs ennemis de S. M., excepté dans les Villes ou Places assiégées, bloquées ou investies.

Afin que tous différends, toutes contestations, tant à l'avenir de part & d'autre sur terre & sur mer, & s'éteignent absolument, il est convenu que toutes les espèces de vaisseaux ou navires quelconques, appartenants aux sujets de S. M., entrant ou étant entrés dans quelque rade ou port sous l'obéissance des S. les Etats, & se proposant d'entrer pour continuer leur route, ne seront tenus de rien faire, sinon que de présenter aux Officiers du port ou Cap. des vaisseaux de garde ou armés appartenants aux Etats (s'il s'en trouve dans le port) leur passeport conforme au modèle annexé à ce présent traité, à raison de quoi il n'en sera exigé aucun argent ni aucune autre chose ; mais aucun vaisseau appartenant aux sujets de la G. B. ne pourra être arrêté en pleine mer ou ailleurs hors des limites desdits E. aucuns vaisseaux de guerre desdits S. les E. ou aucuns armateurs appartenants à leurs sujets ; lesdits vaisseaux des S. les Etats ou de leurs sujets, se tiendront à une distance convenable, & se borneront à détacher leur bateau avec seulement 2 & 3 hommes pour aller à bord desd. vaisseaux ou navires des sujets de S. M., & se faire produire le passeport conforme au modèle ci-dessous annexé, par le Cap. ou le Maître du vaisseau ou navire appartenant aux sujets de S. M., & lesd. vaisseaux produisant ledit passeport, continueront librement leur route : il ne sera pas légal de molester ou fouiller lesd. vaisseaux ou d'interrompre par la force le cours de leur voyage : les sujets des S. les Etats jouiront, en toutes choses de la même liberté & immunité, en produisant de la même manière leur passeport conforme au modèle annexé au bas de ce traité.

II. Mais, si aucun vaisseau ou navire appartenant

aux Anglois ou à d'autres sujets de la G. B. est rencontré faisant route pour quelque port appartenant à un ennemi des S. les Etats ; ou d'autre part, si aucun vaisseau appartenant aux Provinces-Unies du Pays-Bas ou à d'autres sujets des S. les Etats est rencontré faisant route pour quelque port sous l'obéissance des ennemis de S. M. ; le vaisseau qui se trouve dans ce cas, produira non seulement un passeport conforme au modèle ci-dessous annexé, & dont doit être muni, mais encore son certificat ou acquit de Douane, contenant le détail des effets qu'il aura à bord, ledit certificat, donné dans la forme ordinaire par les Officiers de la Douane établie dans le port d'où il aura appareillé, & au moyen duquel on pourra savoir s'il se trouve dans son chargement aucuns des effets prohibés par le troisième article de ce traité.

La suite à la fin du N°. suivant.



LETTRES HOLLANDOISES.

Post tenebras lux.

R É P O N S E AUX DEUX LETTRES PRÉCÉDENTES.

*forme de la constitution nationale
est beaucoup à la politique Hollandoi-
se ; elle fait en tirer un grand avan-
tage pour parvenir à son but ; on en a
un exemple frappant dans la conduite
que le Gouvernement de la Républi-
que a tenue à l'égard de la France
et de l'Angleterre ; la réponse à la
proposition de la Russie a été donnée
presque aussitôt qu'elle a été faite ; in-
conduite des Ministres de Sa Maj. Bri-
annique ; chacun d'eux a des torts
qui doivent être punis ; ce qui carac-
terise chacun d'eux.*

Volume IV. N^o. 9.

I

PARIS, ce May 1780.

MAdame la Marquise de Pompadour, disoit des Maîtres des requêtes *c'est une matiere premiere dont on fait tout ce qu'on veut.* La comparaison n'est peut-être pas bien exacte, mais je crois Monsieur, qu'on peut dire la même chose de votre constitution : si l'intérêt de la République demande qu'elle se taise ou tarde à se décider sur une proposition que lui fait une autre Puissance, L. H. P. demandent du tems & s'excusent sur la constitution qui les oblige à soumettre la proposition qu'on leur fait à la délibération des États de chaque Province : cette délibération s'accélère ou se retarde, suivant que les intérêts de la République le demandent, & pour que cela ne paroisse pas un jeu joué, on a grand soin que les États des sept Provinces ne délibèrent pas en même tems. Si la République est intéressée à rejeter la proposition, on la fait admettre par une Province, cela soutient l'espérance de la Puissance requérante ; un mois ou six semaines après une autre Province a

pte encore ; insensiblement le tems
 écoule , & souvent il arrive que le
 motif, qui a engagé la Puissance étran-
 gere à faire sa proposition, n'existe plus ,
 avant qu'on sache si elle est agréée ou
 refusée par une troisieme Province ; si
 elle-ci, refuse la quatrieme accepte ,
 mais on espère , dit-on , que les trois
 autres qui n'ont pas encore délibéré ,
 quiesceront , & qu'alors la Province
 refusante, se désistera de son opposi-
 tion au moyen de quoi la proposition
 sera acceptée. N'est-ce pas là , Mon-
 sieur , ce qui est arrivé à l'occasion des
 convois illimités ? N'est-ce pas de cette
 maniere que s'est conduit votre Gou-
 vernement sur la demande des secours
 faite à votre République par Sa Maj.
 Britannique ? Les convois illimités ont
 été requis par la France à la fin de
 Janvier 1778 , & c'est au quatrieme
 mois de 1780 qu'ils viennent d'être
 unanimement accordés : ç'a été en
 Juillet 1779 que l'Angleterre a récla-
 mé les secours qu'elle prétend que vo-
 tre République doit lui envoyer ; &
 ce n'a été qu'à la fin du mois dernier
 que L. H. P. ont pû répondre que la
 République ne se croyoit pas obligée

de les fournir. Toutes ces lenteurs ont donné le tems à votre Gouvernement d'attendre l'instant favorable où il pourroit se décider sans exposer la République à entrer dans la querelle des Puissances belligerantes. Au moment que Leurs H. P. ont connu les dispositions des Puissances du Nord, elles se sont vue alors sans motifs de temporiser avec l'Angleterre, & n'ont eu aucun intérêt à retarder les délibérations des Provinces sur la proposition faite par la Russie : cette proposition s'est faite le 3 Avril à vos États-Généraux, & le 18 ou 20 vos sept Provinces avoient unanimement déclaré que leur avis étoit que la proposition fût acceptée. On assure ici que le 24 du même mois L. H. P. ont remis au Prince de Gallitzin leur réponse, qui est sans doute, conforme à l'invitation de la Russie.

Jamais l'Angleterre n'a été plus mal gouvernée qu'elle l'est présentement. La conduite de ses Ministres (car ce sont eux qui gouvernent) doit les conduire à Tiburne : s'ils ne payent pas de leur tête le mal qu'ils ont fait à la nation, l'Angleterre est sans espérance

de se relever jamais de l'état déplorable où l'a réduite leur inconduite. C'est le Lord North qui a fait perdre à l'Angleterre l'Amérique septentrionale, qui lui fera perdre l'Irlande, & qui, pour assurer le despotisme ministériel, a épuisé les trésors de la nation : c'est le Lord Stormont qui a causé la rupture de la France & de l'Angleterre; c'est le Lord Sandwicht qui, par sa négligence, a réduit les forces de la marine de son maître à l'état de foiblesse où elle est aujourd'hui, surtout en la privant de ses plus habiles Généraux. North n'est heureux que quand il dort ou qu'il mange; Sandwicht ne connoît pas de plus grand bonheur que l'aller en bonne fortune, & Stormont est au comble de la félicité quand il parle de ce qu'il fait ou de ce qu'il ne fait pas. Il y a longtems qu'ils auroient perdu leur existence ministérielle, s'ils n'avoient pour eux l'éternel Mentor le leur maître. Le mémoire que la Russie a fait remettre a vos Etats-Généraux & sa déclaration aux Cours de Versailles, de Madrid & de Londres, ont fait connoître à quel point les Ministres de leur Roi en imposoient à

leur nation, en débitant, comme il le faisoient auparavant, qu'ils attendoient de puissans secours, tant sur terre que sur mer, de la part de la Russie un vertu d'un prétendu traité conclu disoient-ils, récemment fait avec cette Puissance. Il est aisé de concevoir que la déclaration de la Russie, quoiqu'adressée indistinctement aux trois Puissances Belligérantes, ne regarde véritablement que l'Angleterre, puisqu'elle seule trouble le commerce des nations neutres. Au dehors l'Angleterre n'est pas un allié, & dans son sein il se forme un orage terrible : son Roi n'a point un sujet qui lui soit véritablement attaché ; il ne doit l'affection que lui montrent ceux qui paroissent lui être les plus dévoués qu'aux sommes immenses que leur distribuent les Ministres.

J'ai l'honneur d'être &c.

L E T T R E X V.

*Les Ministres du Roi d'Angleterre ,
sont seuls la cause de la situation cri-
tique où elle se trouve ; la nation doit
les en punir ; avantages qu'ils auroient
pu tirer de la neutralité de la Répu-
blique ; les moyens que les Anglois
ont employés contre les Hollandois ,
leur ont plus nuit , qu'ils ne leur ont
été utiles ; combien la conduite de la
France a été opposée à celle de l'An-
gleterre ; c'est là ce qui a aliéné d'elle
toutes les nations ; griefs de celles-ci
qui les portent à abandonner l'An-
gleterre ; ce sont les injustices commi-
ses à l'égard des colonies confédérées
de l'Amérique qui leur ont mis les
armes à la main ; les Ministres du
Roi d'Angleterre n'en ont pas prévu
les suites ; foiblesse du Roi d'Angle-
terre pour ses Ministres ; dispositions
allarmantes des Irlandois : jugement
rendu en faveur des vaisseaux Russes.*

AMSTERDAM , ce Mai 1780.

LA conduite des Anglois , Mor-
sieur , est , on ne peut pas plus incon-

féquente; mais ce n'est pas la nation entiere qu'il faut en accuser : les Ministres seuls de son Roi, sont cause de la situation critique où elle se trouve aujourd'hui; & ce qui est plus étonnant, c'est qu'ils sont personnellement intéressés aux suites funestes que peuvent avoir les démarches inconsidérées qu'ils font faire à leur Maître; car, suivant la constitution Angloise, le Roi est impeccable, & tout le mal qu'il fait est censé être fait par ses Ministres, qui en répondent à la nation & doivent seuls en être punis.

Quand les Ministres du Roi d'Angleterre ont vû qu'ils ne pouvoient parvenir à nous faire déclarer contre la France, ils auroient dû, s'ils avoient été prudents, éviter de nous aliéner & chercher à profiter de notre neutralité, qui offroit aux Anglois autant d'avantages qu'elle pouvoit en offrir à leurs ennemis. Les Anglois avoient notre confiance, peut-être même plus que ne l'avoient les François, & si ceux-ci n'eussent offert à nos commerçans que des avantages égaux à ceux que leur auroient offert les Anglois, les Anglois auroient eu sur eux la préférence. Les

besoins de l'Angleterre & de la France étoient les mêmes : nous pouvions y pourvoir également ; sans que l'une ni l'autre nation eût eue à se plaindre d'être servie avec moins de zèle que sa rivale. Toutes deux ne pouvoient espérer de se rendre Maîtresse absolue des productions du Nord , au point que sa rivale ne pût se procurer celles dont elle auroit eu besoin : ce ne pouvoit donc être que par les avantages que la France ou l'Angleterre auroit offert à nos commerçans , que l'une & l'autre pouvoit les attirer dans leurs ports : c'est ce qu'a fait la France , & la France a toujours été depuis le commencement de la guerre , abondamment pourvue de bois de construction , de cordages , de goudron , de fer , de cuivre & de chanvre , tandis que les Anglois , qui ont pris , pour se les procurer , les voies de force & de violence , en ont souvent manqué.

La France n'a troublé en aucune manière la navigation des nations neutres : elle a , dans toutes les occasions respecté les droits que leur donnoit leur neutralité ; l'Angleterre les a tous violés ; elle n'a pas même respecté la loi

sacrée des traités ; elle a souffert que ses sujets commissent les actions de violence les plus criantes ; & elle demande qu'elle a fait à toutes les nations de l'Europe pour les engager à l'abandonner dans le moment où elle a le plus besoin de ses alliés : *Vous avez des alliés*, peut-on lui répondre ; *mais ces alliés, vous les avez toujours sacrifiés à vos intérêts personnels : vous avez pris avec eux des engagements, que vous n'avez pas remplis, vous leur avez fait des promesses que vous n'avez pas effectuées ; les traités les plus solennels que vous lioient à eux, vous les avez violés s'ils se sont sacrifiés pour vos intérêts vous les avez abandonnés lorsque ces mêmes intérêts l'ont demandé. Que n'avez-vous pas fait contre la République de Provinces-Unies depuis le moment de son établissement jusqu'à présent : elle vous a rendu dans toutes les occasions les plus grands services, & vous n'avez jamais laissé échapper la plus petite occasion de lui nuire. Que vous avez fait payer chez aux Portugais, les foibles secours que vous leur avez donnés contre l'Espagne. Vous vous êtes rendus maîtres de leurs productions : vous avez anéanti leur com-*

nerce, vous avez étouffé leur industrie, & le Portugal n'a plus été qu'un canal par où a coulé dans votre Isle la plus grande partie de ses richesses du nouveau monde. Vous vous êtes fait une amie de la Russie, & quand la Russie a réclamé votre secours, vous l'avez moins écouté que l'intérêt de votre commerce du Levant qui demandoit que vous usassiez de ménagement avec la Porte. Tant que vous avez crû pouvoir espérer quelques secours de la Russie, vous l'avez encouragée, & aujourd'hui que vous connoissez ses dispositions à votre égard, vous la traitez avec une sorte de mépris dans tous vos papiers publics. Le Roi de Prusse, que la politique a rendu votre allié plutôt que son inclination, vous redemande vainement depuis nombre d'années le paiement des sommes considérables que vous lui devez. Lors de la guerre qu'a terminé la paix de Teschen, avez-vous offert à ce Prince le plus léger secours. C'est vous, qui par vos perfidies avez formé les heureux liens qui ont uni les Maisons de France & d'Autriche : vous avez donné à cette union les noms les plus odieux : vous avez accusé d'ingratitude l'Auguste Marie-Thérèse : à vous

entendre vous aviez rendu dans tous les tems à sa Maison les plus grands services , qui , dans le vrai , n'a jamais été secourue par votre nation que dans les guerres qu'elle a eue à soutenir contre la France : votre intérêt le demandoit. Dans toutes les autres occasions la Maison d'Autriche a éprouvé de votre part la plus grande insensibilité , & quand il s'est agi des intérêts du commerce de ses sujets , vous n'avez rien négligé de ce qui pouvoit lui nuire. Avec quel acharnement n'avez vous pas demandé la suppression de la compagnie d'Ostende ? Que de moyens n'avez-vous pas employés pour détourner les Liégeois d'accorder au Gouvernement des Pays-Bas Autrichiens la permission qu'il leur demandoit , de laisser construire , sur la partie de terrain , qui leur appartenoit , une chaussée qui auroit donné aux sujets de Marie-Thérèse presque tout le commerce du Bas-Rhin : la réussite de ce projet ne vous intéressoit en rien : le commerce seul de la République des Provinces-Unies devoit craindre qu'il s'exécutât : mais vous ne pouvez voir avec indifférence la prospérité des autres nations , même de celles qui ne peuvent jamais entrer en concurrence avec la vôtre.

Tout ce qu'ont fait les Anglois depuis la paix de 1763 a été marqué au coin de l'inconfidération : à cette époque leur corps politique étoit énérvé ; ils auroient dû s'occuper des moyens de lui rendre sa première vigueur. L'économie eût été celui qui auroit pû être employé avec le plus de succès. Que de millions, qui ont été employés à corrompre , auroient pû l'être à l'acquittement de la dette nationale. Les colonies de l'Amérique Septentrionale avoient, pendant la guerre , donné à leur métropole , des preuves non équivoques de leur attachement : devoit-on pour prix des services qu'elles avoient rendus, vouloir les traiter en rebelles. Les Colonistes étoient Anglois comme les habitans de la métropole ; ils avoient donc, comme ceux-ci, tous les droits que la constitution donne à tous ceux qui sont citoyens de l'Angleterre ; & vouloir leur en priver étoit une injustice criante dont il étoit aisé de prévoir qu'elle feroit la suite : comme elle étoit sans but elle étoit aussi sans motif. Les droits que réclamoient les Colonistes n'attaquoient en aucune façon ni l'auto-

rité du Parlement , ni la prérogative Royale : ils ne pouvoient porter ombrage qu'à l'autorité despotique des Ministres du Roi , qui ne pouvant espérer de l'exercer librement en Angleterre , vouloient pour s'en dédommager , l'établir en Amérique : ils n'imaginoient pas que les Américains oseroient leur résister , & comme à force de corrompre ils étoient parvenus à asservir à leur volonté le Parlement ils eurent l'adresse de faire prendre au Parlement la résolution téméraire d'employer la force pour réduire les Américains. Dès ce moment il fut aisé de prévoir tout ce qui est arrivé depuis : les Anglois ont peut-être été les seuls qui ont crû qu'ils pourroient avec peu d'efforts parvenir à remettre sous leur obéissance leurs Colonies confédérées ; les seuls qui n'ont pas vû que la France & l'Espagne ne laisseroient pas échapper l'occasion de cette guerre civile , pour se venger de la paix honteuse qu'elles avoient été forcées de faire en 1763 ; les seuls qui n'ont pas connu l'effet qu'avoit produit en France le changement qui s'étoit fait dans son administration à l'avénement de Louis XVI au trône ; les seuls qui n'ont pas senti de quelle conséquence il étoit pour l'Angleterre de se faire des amis ou du moins de ne pas augmenter le nombre de ses ennemis ; les seuls enfin qui n'ont pas prévu les suites funestes qu'auroit la guerre dénouée qu'ils faisoient aux Américains ,

& celle à laquelle ils provoquoient la France & l'Espagne. Réduits à leurs propres forces, les Anglois n'auroient-ils pas dû se réunir pour combattre les ennemis puissans qui les menaçoient : tout esprit de parti devoit cesser parmi eux : cela dépendoit du Roi : ses Ministres étoient odieux à son peuple, il falloit les renvoyer & en choisir d'autres estimés de la nation, dont les talents eussent été connus & le patriotisme prouvé. Au lieu de cela, le Roi pris plus de confiance que jamais en ses vains Ministres : il a sacrifié à leur vengeance tous ceux qui ont voulu faire connaître au Roi & à la nation l'incapacité de ces mêmes Ministres, & la venalité de leurs partisans. L'Irlande (a) étoit mécontente, falloit-il augmenter son mécontentement par une fermeté déplacée qui pouvoit avoir des suites aussi fâcheuses qu'avoient eu celles dont on avoit fait usage à l'égard des Américains ? Ce que je ne conçois pas, c'est que la France n'ait pas encore essayé de profiter des dispositions actuelles des Irlandois : ces dispositions sont telles que si une armée françoise débarquoit présentement en Irlande, & qu'en abordant elle arborât l'é-

(a) Dans le Comté de Mayo les Magistrats ont refusé formellement d'exécuter la loi contre les délinquans, sous prétexte que le Parlement d'Irlande n'avoit point passé d'acte pour le fait de la désertion, & qu'ils ne pouvoient reconnoître d'autres lois que celles de leur propre législation.

tendard de la liberté, on verroit tous le Irlandois, à l'exception des créatures de Ministres, se ranger autour de cet étendard, & se proclamer peuple libre & indépendant. Tous les Anglois craignent ce événement; le Roi & ses Ministres sont peut-être les seuls qui n'imaginoient pas que cette résolution puisse arriver : ils ne croyoient pas non plus que la Russie prendroit le parti qu'elle a pris. La réponse qu'a fait Sa Majesté Brit. à la déclaration de la Russie, ne dit rien : je vous l'envoie, telle qu'elle circule ici depuis quelques jours; mais en même temps il s'est répandu une nouvelle qui doit furieusement humilier ceux d'entre nous qui s'étoient déclarés pour les Anglois : on dit que plusieurs vaisseaux Russes chargés de chanvre pour la France, dont s'étoient emparés des corsaires Anglois, ont été rendus à leurs propriétaires avec domma- & intérêts : ce jugement rapproché de celui rendu contre nos vaisseaux chargés de chanvre, prouve combien les Anglois sont conséquens dans leurs principes; combien ils sont justes & équitables dans leurs jugemens & dans leur conduite : ils disent dans leurs papiers publics que la Russie est *une Puissance de deux jours*, & ils n'osent braver cette même Puissance, qui, dans le vrai, peut leur faire moins de mal que ne pourroit leur en faire notre République, si elle déployoit contre eux toutes ses forces.

J'ai l'honneur d'être, &c.

éponse du Roi de France à la Déclaration de l'Impératrice de Russie.

Réponse de S. M. Britannique à la déclaration de l'Imp. de Russie.

[La guerre dans laquelle le Roi se trouve engagé, n'ayant autre objet que l'attachement de S. M. au principe de la liberté des mers, ne n'a pu voir qu'avec une vraie satisfaction l'Impératrice de Russie adopter ce même principe, & se montrer résolue le soutenir. Ce que S. M. réclame des puissances belligérantes n'est autre chose que les règles prescrites à la Marine Angloise, dont l'exécution est maintenue avec une exactitude connue & applaudie de toute l'Europe.

La liberté des bâtimens étrangers, restreinte dans un petit nombre de cas seulement, est d'une conséquence directe du droit naturel, la sauve garde

PENDANT le cours de la guerre dans laquelle le Roi de la Grande-Bretagne se trouve engagé par l'aggression de la France & de l'Espagne, il a manifesté les sentimens de justice, d'équité, & de modération qui gouvernent toutes ses démarches. Sa Majesté a réglé sa conduite envers les Puissances amies & neutres d'après la leur à son égard, la conformant aux principes les plus clairs, & les plus généralement reconnus du Droit des Gens, qui est

la seule Loi entre les Nations qui n'ont pas de Traité, & à la teneur de ses différents engagements avec d'autres Puissances; lesquels engagements ont varié cette Loi primitive, par des stipulations mutuelles, & l'ont variée de beaucoup de manières différentes, selon la volonté & la convenance des Parties contractantes.

Fortement attaché à S. M. l'Imp. de Toutes les Russies par les liens d'une amitié réciproque, & d'un intérêt commun, le Roi, dès le commencement de ces troubles, donna les ordres les plus précis, de respecter le Pavillon de S. M. I. & le Commerce de ses Su-

des nations, & le soulagement même de celle que le fléau de la guerre afflige: aussi le Roi a-t-il désiré de procurer non seulement aux sujets de l'Impératrice de Russie, mais à ceux de tous les Etats qui ont embrassé la neutralité, la liberté de naviguer aux mêmes conditions, qui sont énoncées dans la déclaration à laquelle S. M. répond aujourd'hui,

Elle croyoit avoir fait un grand pas vers le bien général, & avoir préparé une époque glorieuse pour son regne, en fixant par son exemple les droits que toute Puissance-Belligérante peut & doit reconnaître être acquis aux navires neutres. Son espérance n'a pas été déçue, puisque l'Impératrice en se vouant à la neutralité la plus exacte, se déclare pour le système que le Roi soutient au prix du sang de ses peuples, & qu'Elle réclame les mêmes droits dont Sa Majesté voudroit

ire la base du Code maritime.

S'il étoit besoin de nouveaux ordres, pour que les vaisseaux de S. M. I. n'eussent aucun lieu de craindre d'être inquiétés dans leur navigation par les sujets du Roi, S. M. I. n'empêcherait de les donner; mais l'Impératrice en reposera sans doute sur les dispositions de S. M. I. consignées dans les réglemens qu'Elle a publiés. Elles ne tiennent point aux circonstances; elles sont fondées sur le droit des gens; & elles conviennent à un Prince assez sage pour trouver toujours dans la prospérité générale, la mesure de celle de son Royaume. Le Roi souhaite que S. M. I. n'ait tout aux moyens qu'elle prend pour fixer la nature des marchandises, dont le commerce est réputé de contrebande en temps de guerre, des règles précises sur les papiers de mer, dont les vaisseaux Russes seront munis.

jets selon le Droit des Gens & la teneur des engagements qu'il a contractés dans son traité de commerce avec Elle, & qu'il remplira avec l'exactitude la plus scrupuleuse. Les ordres à ce sujet ont été renouvelés, & on veillera strictement à l'exécution. Il est à présumer qu'ils empêcheront toute irrégularité; mais s'il arrivoit qu'il y eût la moindre violation de ces ordres réitérés, les Tribunaux d'Amirauté, qui dans ce pays-ci, comme dans tous les autres, sont établis pour connoître de pareilles matières, & qui dans tous les cas, jugent uniquement par le droit général des Nations, & par les stipulations parti-

culieres des différents Traités , S. M. est assurée qu'il redresseroient les torts d'une manière si équitable, que S. M. Imp. seroit entièrement satisfaite de leurs décisions, & y reconnoîtroit cet esprit de justice qui l'anime Elle-même.

Avec cette précaution, S. M. est assurée qu'il naitra aucun incident qui puisse faire regret d'avoir rendu, pour qui le concerne, la conclusion des navigateurs Russes aussi avantageuse qu'il seroit possible en temps de guerre. D'heureuses circonstances ont déjà plus d'une fois de-

Cours à portée de prévoir combien il importoit qu'elles s'expliquent avec franchise sur leurs intérêts respectifs. Sa Maj. se félicite d'avoir à exprimer à M. Imp. sa façon de penser sur un point intéressant pour la Russie, & pour les Puissances commerçantes de l'Europe : Elle applaudit d'autant plus sincèrement aux principes & aux vues qui dirigent l'Impératrice, que Sa Maj. partage le sentiment qui a porté cette Princesse à des mesures, d'où doivent résulter également les avantages de ses sujets & de toutes les nations.

A VERSAILLES, le 25 Avril 1780

Suite des Traités de Marine.

I. Mais, dans le cas où sur la production dudit ficat, contenant le détail des effets qui seroient bord, & donné dans la forme ordinaire par les tiers du port d'où le vaisseau auroit appareillé, des parties découvreroit aucune des espèces d'effets déclarés de contrebande ou prohibés par le article de ce traité, & destinés pour quelque sous l'obéissance des ennemis de l'autre partie, ne sera pas permis d'ouvrir les écoutilles du vaisseau qui se trouveroit dans ce cas, soit qu'il appartienne aux sujets de S.M., soit qu'il appartienne aux des S. les Etats; ni d'ouvrir ou forcer aucunes, aucunes caisses ou aucuns paquets, ni d'emporter la moindre partie des marchandises, avant que la cargaison entière n'ait été mise à terre en présence des Officiers de l'Amirauté & qu'il n'en ait été fait un inventaire: de même il ne sera pas permis de vendre, échanger ou aliéner en aucune manière la cargaison avant que l'on n'ait dûment & légalement procédé à l'égard desdits effets prohibés, & que les Juges respectifs de l'Amirauté n'aient prononcé par sentence qu'ils sont confisqués. Il sera tenu en tendu que le vaisseau, & ceux des effets qu'il auroit à bord, & qui, aux termes de ce traité, sont réputés libres, ne feront point retenus sous prétexte qu'ils étoient accompagnés d'effets prohibés; ils seront encore moins confisqués pour la prise légale, en sorte que s'il n'y a qu'une partie de la cargaison qui consiste en effets de contrebande ou prohibés, & si le maître du vaisseau veut à délivrer cette partie à celui qui l'aura déchargée, celui ci ne forcera pas le premier à charger son vaisseau dans un port, mais il lui permettra de continuer son voyage.

III. Tout ce qui se trouvera chargé par les sujets de l., sur n'importe quel vaisseau appartenant aux sujets des S. les Etats, sera sujet à confiscation, & même le chargement ne consisteroit pas en effets de contrebande: au contraire, tout ce qui sera chargé à bord des vaisseaux appartenants aux sujets

du Roi de la G. B. , fera réputé libre quand même le chargement entier ou partie d'icelui apparten droit aux ennemis des S. les Etats en exceptant toujours les effets de contrebande ; dans le cas où il s'en trouveroit de cette dernière qualité , tout se passera de la manière convenue dans l'article précédent : & même tout ce qui se trouvera chargé par les sujets des S. les Etats , sur n'importe quel vaisseau appartenant aux ennemis de S. M. sera sujet à confiscation , quand même le chargement entier ou partie d'icelui appartiendroit aux ennemis de S. M. en exceptant toujours les effets de contrebande ; dans le cas où il s'en trouveroit de cette dernière qualité , tout se passera de la manière convenue dans l'article précédent.

Crainte que dans le moment où l'une des parties se trouveroit engagée dans une guerre , l'autre partie qui seroit en paix ne reçoive aucun dommage par surprise , il est pourvu & convenu qu'un vaisseau appartenant aux ennemis de l'une des parties & chargé d'effets appartenants aux sujets de l'autre , n'assujettira pas son chargement à la confiscation dans le cas où il aura été fait avant l'expiration des termes ci-après mentionnés , après déclaration , ou publication de ladite guerre. Savoir :

Si les effets ont été chargés dans aucun port entre les lieux ou limites appellés les Soudes & Naze en Norvege : 6 semaines après la déclaration entre les Soudes & la Ville de Tanges , 2 mois dans la Méditerranée 10 semaines , dans toute autre partie du monde , 8 mois : de sorte qu'il ne sera pas légal de confisquer en ce cas les effets appartenants aux sujets de S. M. pris ou saisis à bord d'aucun vaisseau ou navire quelconque appartenant aux ennemis des S. les Etats , mais ils seront rendus sans délai à leurs propriétaires , à moins qu'il n'ayent été chargés après l'expiration desd. termes mais , de manière qu'il ne leur sera pas permis en suite de conduire dans des ports ennemis aucun des marchandises appellées *contrebande* , & qui par les raisons susdites ne seroient point sujettes à confiscation ; de même ; de l'autre part , il ne sera pas permis de confisquer en ce cas les effets appartenant aux sujets des S. les Etats , pris ou saisis à bord d'aucun vaisseau ou navire quelconque , appartenant aux

ais de S. M. , mais ils seront rendu sans délai
 s propriétaires , à moins qu'ils n'aient été
 es , après l'expiration desd. termes , mais , de
 re qu'il ne leur sera pas permis ensuite de
 lire dans des ports ennemis aucune des marchan-
 appellées contrebande & qui , par les raisons
 es ne seroient point sujettes à confiscation.

Pour mettre plus efficacement les sujets de
 & desdits Etats à l'abri d'aucune insulte de la
 des vaiss. de guerre & des armateurs respectifs ,
 les Cap. de vaiss. soit de S. M. soit desd. Etats ,
 tous leurs sujets qui équiperont des corsaires ,
 que leurs compagnies privilégiées , recevront
 action stricte de ne faire aucun tort , de ne cau-
 aucun dommage à l'autre partie , il leur sera
 è que s'ils ne se conformoient pas à cette con-
 on , ils seront punis , & nonobstant , tenus
 inellement & sous la garantie de leurs biens de
 les dommages qu'ils auroient causés , en for-
 e restitution & réparation.

Attendu que les Maltres des vaiss. marchands
 que les mariniers & les passagers font quel-
 is exposés à des actes de cruauté & de barbarie
 part des vaiss. qui font des prises en temps du
 e , & dont les Commandants les tourmentent
 maniere la plus inhumaine pour en tirer les
 : qu'ils désirent ; il est convenu que S. M. &
 . les Etats Généraux publieront les Proclama-
 & les Placards les plus stricts aux fins de pré-
 ces excès odieux , & que tous ceux de leurs
 s respectifs contre lesquels il sera légalement
 vé qu'ils s'en sont rendus coupables , seront
 d'une maniere juste , convenable & propre à
 rer de la terreur aux autres. Ils ordonneront
 tous Cap. & Officiers de vaiss. , convaincus de
 pratiques odieuses exercées par eux-mêmes ou à
 instigation & par leur connivence (indépendam-
 : des autres châtimens qui leur seront infligés
 proportion de la nature de leur délit) soient
 e champ cassés : de plus tout vaiss. amené comme
 , dont les mariniers ou les passagers se plain-
 it d'avoir subi la question & d'avoir été mis à
 orture ; sera sur le champ mis en liberté &
 oyé avec toute sa cargaison sans qu'il soit
 contre ledit vaisseau aucune procédure judi-
 cieuse ou autre. „

*Déclaration explicative sur certains Article
ci-dessus.*

Attendu qu'il s'est élevé quelques difficultés sur l'interprétation de certains articles contenus tant dans le Traité de Marine du 11 Déc. 1674 que dans celui du 17 Fév. 1767-8, l'un & l'autre conclus entre S. M. de la G. B., d'une part, & les Etats-G. des Provinces Unies des Pays-Bas, de l'autre; concernant la liberté dont jouiroient leurs sujets respectifs de commercer dans les ports des ennemis de l'une ou de l'autre Puissance nous, Sir William Temple, Baronet, Ambassadeur Extraord. de S. M. de la Grande Bretagne, au nom, & de la part de S. M. & nous, Guillaume van Heuckelom, S. de Werckenham; Gaspard Fagel, Conseiller & Pensionnaire de Hollande & de West Frise; Jean de Mauregnault; Jean, Baron de Reede & Renswoude, Guillaume de Haren, Henry Terborg & Luc, Alting, Députés en l'Assemblée desd. Etats-Généraux pour le. Etats de Gueldre, Hollande, Zelande, Utrecht, Frise, Overysse & Groningue; au nom & de la part desd. Etats-Généraux; avons déclaré & déclarons par ces présentes que le véritable objet le but de ces articles est & doit être que les vaisseaux & navires appartenant aux sujets de l'une ou de l'autre partie, depuis le moment où lesd. art. ont été conclus peuvent, non seulement passer, trafiquer, & commercer d'une place ou d'un port neutre, dans une place étant en inimitié avec l'autre partie; ou d'une place en inimitié, dans une autre place neutre; mais encore, d'un port ou d'une place en inimitié, dans un port ou une place en inimitié avec l'autre partie; soit que ces places appartiennent à un seul & même Prince ou Etat, soit qu'elles appartiennent à différents Princes ou Etats avec lesquels l'autre partie seroit en guerre.

Nous déclarons que telle est le véritable objet desd. art., en conséquence de quoi nous entendons que lesd. art. doivent être observés & exécutés dans toutes les occasions de la part de S. M., desd. Etats-Généraux & tous leurs sujets respectifs: de manière cependant que cette Déclaration ne sera alléguée par aucunes des parties relativement à des choses qui seroient arrivées avant la conclusion de la dernière paix au mois de Fév. 1675-4; nous promettans que led. Déclaration sera ratifiée par S. M. & par lesd. Etats-Généraux dans l'espace de deux mois, ou plutôt s'il est possible à compter du jour & de la date de cette Déclaration dont la ratification sera apportée ici à la Haye pour y être échangée.

LETTRES HOLLANDOISES.

C'est des conditions de la paix qui terminera la
x présente, que dépend la félicité des habitans
toute l'Europe.

RECHERCHES SUR LE COMMERCE. (a)

R É P O N S E AUX DEUX LETTRES PRÉCÉDENTES.

objet d'une trêve proposée par les An-
glois aux Américains ; situation ac-
tuelle des Anglois rapprochée de cel-
le où se trouvoient les Espagnols en
1608 ; situation des Provinces-Unies à
cette époque comparée à celle des États-
Unis ; raisons qu'ils ont de ne pas ac-

) Cet excellent ouvrage se vend à Amsterdam
Michel Rey. C'est un des meilleurs ouvrages
aient été faits depuis longtems sur cet objet
important. Tous ceux qui le connoissent desireront
l'Auteur en donne la continuation & qu'il se
connoître.

Tom. IV. N°. 10.

K

cepter la trêve ; aucun traité ne doit se conclure sans le concours de toutes les Puissances ; avantages que l'Angleterre retireroit d'un traité particulier fait avec la République des Etats-Unis ; de l'entreprise de Clinton dépend la conduite que doit tenir l'Angleterre ; intérêts de l'Angleterre latifs au Canada.

PARIS , ce Mai 1781

Voilà donc , l'Angleterre , Monsieur , réduite à la dure nécessité traiter d'égale à égale avec ces fi indociles , ces enfans rebelles & déturés qu'elle n'a pû réduire à l'obéissance aveugle qu'elle exigeoit d'elle. On dit ici que les Ministres de Sa Majesté Britannique sont enfin déterminés à proposer à la République des Etats-Unis une trêve des dix ans pendant laquelle l'Angleterre agira avec elle comme avec une Puissance tout-à-fait indépendante. Cette démarche , si elle est vraie , est le second tome de celle que fit l'Espagne en 1763 vis-à-vis de votre République naissante. s'il fut alors bien humiliant pour l'Espagne d'envoyer ses Ambassadeurs à Paris , il le sera encore plus pour l'Angleterre d'envoyer ses Ambassadeurs à New-York.

deurs à la Haye , le fera-t-il moins pour l'Angleterre d'envoyer les siens au congrès de Philadelphie. Les circonstances où l'Angleterre se trouve sont approchant les mêmes que celles où se trouvoit l'Espagne en 1608 , mais la situation présente de l'Angleterre est bien plus critique que ne l'étoit celle de l'Espagne. Les sept Provinces-Unies avoient pour soutien la France & l'Angleterre , mais l'Angleterre étoit une alliée indifférente qui ne leur donnoit aucun secours , & la France quoique plus vraie & plus sincère, ne pouvoit, dans les circonstances où elle se trouvoit alors , les secourir efficacement. Les intérêts de la France & de l'Espagne sont aujourd'hui les mêmes ; elles ont les mêmes motifs de soutenir l'indépendance des Etats-Unis , & les mêmes raisons d'affoiblir l'Empire Britannique. Si l'Espagne eût été mieux gouvernée, si son Roi eût renoncé au chimérique projet de faire la conquête de la France, elle auroit pû forcer ces Provinces à reprendre le joug qu'elles avoient secoué. L'Espagne alors étoit une force réelle, bien différente de celle qu'a aujourd'hui l'Angleterre,

dont le corps politique est beaucoup plus épuisé que ne l'étoit en 1608 lui de l'Espagne.

Les circonstances dans lesquelles se trouvoient alors votre République étoient tout-à-fait différentes de celles dans lesquelles se trouvent présentement la République des Etats-Unis. Votre République étoit alliée de France & de l'Angleterre, mais les traités qu'elle avoit fait avec ces Puissances ne la lioient pas comme celui qu'a conclu la République des Etats-Unis avec la France & l'Espagne. Ces traités sont tels qu'ils ne peuvent subsister avec une trêve dans laquelle ne seroient pas comprises ni la France ni l'Espagne : il ne seroit pas même de l'intérêt des Etats-Unis de consentir à cette trêve même avec l'agrément de leurs alliés : cette trêve n'assureroit pas leur indépendance, qui ne peut être durable qu'autant qu'elle sera reconnue par un acte solennel passé entre toutes les Puissances Belligérantes, garanti par toutes les Puissances neutres : il faut même que ces actes contiennent des dispositions à l'exécution desquelles toutes les Puissances neutres soient intéressées, afin que l'A

l'Angleterre ne puisse pas dans la suite manquer aux engagements qu'elle a pris avec la République des Etats-Unis, sans s'exposer au ressentiment des Puissances neutres.

Si l'Angleterre faisoit aujourd'hui un traité particulier avec les Etats-Unis, elle réuniroit toutes ses forces contre l'Espagne & la France: les forces qu'elle est obligée d'employer présentement contre ses Colonies confédérées, lui serviroient à la défense de ce qui lui resteroit de possessions en Amérique, & comme elle pourroit avoir dans cette partie du monde des forces égales à celles de ses ennemis, lui seroit facile de former contre eux de nouvelles entreprises, qui, si elles réussissent, mettroient l'Angleterre dans la position de soutenir la guerre plus longtems & de la terminer à des conditions plus avantageuses que celles qu'elle peut espérer d'obtenir présentement. Que serois-ce si l'Angleterre obtenoit sur la France & sur l'Espagne des avantages considérables: victorieuse, elle leur feroit la loi, & les conditions auxquelles elle leur accorderoit la paix, seroient telles que la France,

& l'Espagne ne pourroient dans aucun cas s'opposer aux efforts que l'Angleterre feroit ensuite pour ramener sous son joug les Colonies qui forment aujourd'hui la République des États Unis.

Si le Général Clinton échoue dans son entreprise contre Charles-Town les Anglois n'auront d'autre parti prendre que celui de renoncer au projet chimérique de soumettre les Colonies confédérées ; de leur proposer une trêve , & si elle est rejetée , de fortifier les ports qu'ils y ont encore , ainsi que ceux qu'ils ont dans le Canada enfin d'employer toutes leurs forces à la défense de leurs Îles. C'est sur-tout de la conservation de la Jamaïque qu'ils doivent s'occuper , & peut-être pour ne pas perdre cet important établissement devront-ils évacuer tout-à-fait le continent. Il est vrai qu'ils exposeroient le Canada & Terre-Neuve à être promptement enlevés par les Américains , qui n'ayant plus rien à craindre pour leurs propres foyers , ne négligeroient pas l'occasion favorable qu'on leur offriroit la retraite des Anglois pour reculer les limites de leur Empire. J'ai toujours pensé & je pense encore que quelque chose qu'il arrive

étoit impossible que le Canada ,
 à sa position , restât au pouvoir des
 Anglois. L'Angleterre ne doit point
 céder à la France , ni la France dé-
 rier d'en faire l'acquisition. Mais je
 vois qu'on pourroit prouver aux An-
 ois qu'après avoir reconnu l'indépen-
 dence de la République des Etats-Unis,
 s feront sans motifs de vouloir con-
 rver le Canada , qui , étant réuni à
 République des Etats-Unis , feroit
 si utile au commerce de l'Angle-
 erre , qu'il l'est aujourd'hui. Etant à
 Londres il y à quelques années , j'ai
 à nombre de commerçans Anglois ,
 ai pensoient comme moi , que le Canada
 toutes les Colonies de l'Amérique
 ptentrionale feroient également utiles
 leur commerce , si elles ne faisoient
 us partie de leur Empire , pourvu
 pendant , qu'elles n'appartinrent ni
 la France , ni à l'Espagne. *Le Gou-*
ernement Britannique , me disoient les
 ommerçans Anglois , y gagneroit , puis-
 qu'il épargneroit tous les ans des som-
 es considérables qu'il a toujours été
 obligés de payer pour la défense & l'en-
 tretien de ces mêmes Colonies.

J'ai l'honneur d'être, &c.

L E T T R E X V I.

La guerre présente ne peut être terminée que par un traité de paix ; intérêt actuel des nations neutres ; toutes les nations de l'Europe s'occupent de leur commerce ; la force d'une nation dépend de sa culture & de son commerce ; marine militaire de la Prusse & des Pays-Bas Autrichiens ; des ports des Pays-Bas qu'on peut agrandir & rendre militaires ; la navigation des rivières doit être libre comme celle des mers ; les Hollandois n'ont pas le droit de gêner la navigation de l'Escaut.

AMSTERDAM , ce Mai 1780.

JE ne crois pas, Monsieur, que les Anglois soient dans l'intention de proposer une trêve à la République des Etats-Unis, encore moins que cette trêve soit acceptée. La guerre présente ne peut être terminée que par un traité de paix, & pour que cette paix soit durable, il faut nécessairement qu'elle soit faite sous la médiation des

Puissances neutres, ces Puissances ont un intérêt particulier à intervenir dans les négociations. Le motif qui les portera à demander d'y être admises, comme parties intervenantes, sera le même qui les a engagées à se confédérer. Si elles ont pris les armes pour la défense de la liberté des mers, elles ne peuvent les quitter que quand cette même liberté sera reconnue par toutes les nations de l'Europe, par un acte authentique qui, les liant toutes également, les rendra aussi toutes protectrices de cette même liberté: l'effet de cette sera d'éloigner d'Europe, si ce n'est pour toujours, du moins pour un très longtems le terrible fleau de la guerre. Toutes les nations de l'Europe s'occupent aujourd'hui de leur commerce, les n'ont plus, comme autrefois cette ambition démesurée qui les engageoit à combattre continuellement pour reculer les bornes de leur territoire. Leurs Chefs ne briguent plus le vain nom de conquérant, ils lui préfèrent le titre glorieux de pères de leurs sujets, & c'est pour l'obtenir de la postérité, qu'ils s'occupent continuellement de tout ce qui peut ren-

dre leurs peuples heureux. Le Roi de Prusse a changé les mœurs des Rois : ils se sont , à son exemple , rapprochés des autres hommes : il ont connu qu'ils étoient eux-mêmes des hommes , & que plus ils étoient par leur naissance , élevés au dessus des autres hommes , plus ils avoient d'obligations à remplir comme Rois & comme Citoyens. Autrefois ils étoient gouvernés , aujourd'hui ce sont eux qui gouvernent : la classe du peuple est devenue l'objet principal de leur attention : ils ont connu que ce n'étoit pas l'étendue d'un pays qui en faisoit la force , mais l'agriculture & le commerce de ses habitans. Persuadés de cette vérité tous les Souverains ont mis tout en usage pour stimuler l'industrie de leurs sujets : ils y ont réussi & toutes les nations sont aujourd'hui cultivatrices , manufacturieres & commerçantes , & leur émulation est telle qu'il n'en est pas une qui n'ait présentement le double & peut-être le triple des productions , tant territoriales qu'industrielles qu'elle avoit il y a un siècle. Des nations qui alors n'avoient pas de marine , en ont une pré-

entement; si elle n'est pas considérable elle le deviendra, & je ne ferois pas étonné de voir se former en Prusse une marine militaire, qui placera cette nation au nombre des Puissances maritimes. Je crois que nous ne tarderons pas à voir se former près de nous une nouvelle marine militaire. L'Empereur, qui s'occupe des moyens d'augmenter le commerce de ses sujets ne negligera certainement pas d'assurer à la marine marchande des Provinces des Pays-Bas Autrichiens une protection dont elle manque présentement : il n'est pas impossible d'établir un port militaire à Blankenberg : on me mande de Bruxelles que le Gouvernement en a conçu le projet. On pourroit aussi, en agrandissant celui de Nieuport, le mettre en état de recevoir de très grosses frégates, je connois ce port, & je crois que cela seroit facile.

Dans l'instant j'apprens par une lettre que je reçois d'Ostende, que les Anglois viennent d'enlever aux sujets de la Majesté l'Imp. Reine un vaisseau portant son pavillon, qui portoit à Bordeaux du fer, du plomb & autres objets qu'il plait aux Anglois d'appeller

munitions navales : je suis persuadé que ce vaisseau sera rendu , mais je suis très convaincu que l'Impératrice Reine & le Roi de Prusse accéderont au pacte qu'il est probable que les Puissances neutres proposeront à toutes les Puissances maritimes de faire pour assurer la liberté des mers. Mais en souhaitant que ce pacte ait lieu, je crains bien qu'il ne nous devienne funeste, & je ne suis pas le seul ici qui ait cette crainte.

On ne peut rendre les mers parfaitement libres que les grandes rivières ne le soient aussi : si elles ne l'étoient pas, la liberté des mers deviendrait illusoire ; car nombre de ports sont tellement situés, que la prospérité de leur commerce dépend autant de la liberté des mers que de celle des rivières. Tant que nous serons maîtres, par exemple de la navigation de l'Escaut, Anvers n'aura pas de commerce. Je crains bien que l'Empereur dans l'entrevue qu'il va avoir avec l'Auguste Catherine, ne lui fasse connoître la nécessité de rendre libre la navigation des grandes rivières comme celle des mers ; & si cette Princesse exige cette

liberté notre République pourra-t-elle raisonnablement refuser de consentir à la démolition des forts Lillo & autres qui la rendent maîtresse de la navigation de l'Escaut. D'ailleurs le commerce de France est aussi intéressé à leur démolition, que celui des Pays-Bas Autrichiens. On attend à Anvers, dit-on ici, un vaisseau Russe ; si nous le laissons passer librement les autres nations seront en droit d'exiger de nous la même condescendance, & si au contraire nous nous opposons au passage du vaisseau Russe, l'Impératrice de Russie se fera-t-elle pas en droit de nous faire les mêmes reproches que nous faisons aux Anglois. *Vous leur faites un crime, nous dira-t-elle, d'avoir usurpé l'Empire des mers : si cet Empire ne leur appartient pas, comment pouvez-vous prétendre que celui que vous exercez sur l'Escaut soit légitime ? Vous le tenez, direz-vous, du traité de Munster (a).*

(a) Par ce traité il fut convenu entre Philippe IV & les Etats - Généraux, que nul gros-vaisseau ne pourroit plus remonter à Anvers, sans décharger les marchandises en Hollande, d'où elles viennent présentement à Anvers sur des bateaux de transport.

de 1648, mais ai-je accédé à ce traité ;
& les autres Puissances, qui veulent en-
voyer leurs vaisseaux à Anvers, ont-elles
consenti à ne le faire qu'avec votre per-
mission, & en se soumettant aux forma-
lités que vous avez jugé à propos d'é-
tablir. J'avoue, Monsieur, que je ne
vois pas ce que notre Gouvernement
pourroit répondre, & comment il re-
fuseroit de rendre la liberté à l'Escaut.
La seule chose qu'il pourra faire, sera
de consentir à accorder cette liberté, à
la condition que le Dannemarck con-
sentira aussi à renoncer au droit qu'il
perçoit au détroit du Sund & à celui
de fermer ce passage quand il le veut
aux vaisseaux des nations qui sont obli-
gés de le passer ; j'ai peine à croire
que le Dannemarck consente à se dé-
faisir de cette Clef de la mer Baltique.
J'ai l'honneur d'être &c.



R É P O N S E
A LA LETTRE XVI.

la navigation de l'Escaut doit être libre ; Philippe IV n'a pu donner aux Hollandois le droit de la gêner ; l'intérêt du commerce général de l'Europe demande que cette gêne cesse ; les dispositions du traité de Munster n'obligent point les autres nations ; Philippe IV n'a pas pû légitimement traiter avec la République au préjudice des Anversois ; du commerce de mer, dépend la richesse d'un Pays ; commerce de la Hongrie.

PARIS ce Mai 1780.

E n'ai jamais cru , Monsieur, que la République des Provinces-Unies fût en droit de gêner, comme elle fait, la navigation de l'Escaut. Philippe IV a pu par le traité de Munster assujettir la navigation de ses sujets, à ce que la République exigeoit de lui, mais il n'a jamais été en son pouvoir d'assujettir la navigation des autres nations.

L'Escaut prend sa source au village de Beaurevoir en Picardie, & ce n'est qu'après avoir arrosé une très grande étendue de Pays de la domination Françoisé, que les eaux de cette rivière viennent baigner les terres de la domination Autrichienne & celle de votre Pays. Si la France ne pouvoit pas se dire Souveraine de l'Escaut Philippe IV & votre République pouvoient-ils en prétendre la Souveraineté ? De quel droit donc Philippe IV & votre République ont-ils, par le traité de Munster, imposé aux vaisseaux de autres nations naviguant sur l'Escaut l'obligation de s'arrêter dans les ports de votre République, & d'y décharger leurs cargaisons destinées pour Anvers. Philippe IV pouvoit interdire l'entrée de son port d'Anvers à toutes les nations, mais leur en ayant laissé l'entrée libre, il n'a pas pu mettre des entraves à la navigation de l'Escaut.

Si la mer est libre, les fleuves & les grandes rivières doivent l'être aussi. Et si l'intérêt du commerce de toutes les nations de l'Europe exige que la mer soit libre, ce même intérêt veut aussi que les grandes rivières le soient ; car

elles ne le font pas la liberté des mers ne peut être d'aucune utilité au commerce.

Le traité de Munster a pu donner des entraves à la navigation des sujets

Philippe IV, mais les sujets des autres Souverains n'étoient pas obligés de se conformer aux dispositions de ce

traité. Un traité est un contrat qui oblige que les parties contractantes ;

ainsi s'il arrivoit que les Pays-Bas Autrichiens fussent conquis par la France,

ou si la Maison d'Autriche les cédoit à la France, la France ne seroit

en aucune façon obligée d'enjoindre à ses sujets de décharger dans les ports

de votre République les cargaisons de leurs vaisseaux destinés pour Anvers.

Je vais plus loin, Monsieur, & je crois que le Souverain actuel des Pays-Bas

Autrichiens peut légitimement dispenser ses sujets de se conformer au traité

de Munster, & demander même à votre République qu'elle renonce au

droit que lui donne ce traité, sur la navigation de l'Escaut.

J'ai dit qu'un traité étoit un contrat, par conséquent tout ce qui est de

l'essence d'un contrat l'est aussi d'un

traité : il faut pour qu'un contrat soit valable que les parties contractantes puissent contracter : elles ne le peuvent, si la chose qui fait l'objet du contrat, & dont elles disposent, ne leur appartient pas en propre ; dans ce cas il faut pour qu'elles puissent en disposer, que le propriétaire y consente. Philippe IV ne pouvoit, sans le consentement des habitans d'Anvers mettre la navigation de l'Escaut dans la dépendance de la République des Provinces-Unies : il avoit promis à ses sujets, lors de son inauguration, & par conséquent aux habitans d'Anvers, de les maintenir dans la possession de leurs biens : le commerce étoit pour eux un bien aussi réel que l'étoient les maisons qu'ils habitoient ; & cela est vrai, que depuis le traité de Munster le commerce des Anversoises à toujours été on ne peut pas plus languissant. Si Philippe n'a pu consentir à ce que la navigation de l'Escaut fût assujettie aux étranges entraves que votre République lui a données le traité fait en conséquence, est nul du moins quant à ce qui concerne le commerce d'Anvers, & si cela est, le Souverain

Le Pays-Bas Autrichiens pourroit, si le vouloit, exiger de votre République que la liberté fût rendue à l'Escaut. Le commerce d'Ostende & de Bruges est aujourd'hui très florissant ; celui de la Capitale ne tardera pas à devenir aussi : Anvers seul ne voit pas son commerce augmenter : il fera bientôt ce qu'il étoit autrefois, si l'Escaut redevenoit aussi libre qu'il étoit avant le traité de Munster.

Il n'est pas de Pays en Europe mieux situé pour le commerce, que les Pays-Bas Autrichiens : ils ont des productions territoriales en grande abondance ; ils en ont aussi d'industrielles qui se multiplieroient bientôt, si leur marine marchande devenoit plus considérable : longtemps négligée, elle est aujourd'hui l'objet de l'attention du sage Gouvernement de ces Pays. Quelque étendu que soit un Pays en productions, il ne devient puissant qu'autant qu'il fait le commerce de mer. Considérez la Hongrie, c'est le Pays le plus riche en productions de toutes espèces qui soit en Europe ; s'il est pauvre, c'est que ses productions n'ont pas de débouchés. Elles en au-

roient aujourd'hui si l'Empereur François I eût vécu plus longtemps. Il avoit conçu le projet, & avoit même commencé à l'exécuter avec succès, d'approvisionner les Pays-Bas Autrichien de Vins de Hongrie, & les ports de France, des excellentes viandes salées & fumées qu'aprétaient les Hongrois. Ces viandes sont préférables même à celles d'Irlande pour les voyages de long cours. Un Marseillois m'a dit en avoir reçu une cargaison il y a quelques années, & que tous les marins en ayant fait l'essai, jugerent qu'elles étoient d'une qualité bien plus parfaite que celles de tous les autres Pays. Etant à Bruxelles il y a quatre ans j'y ai bu des Vins de Hongrie qu'avoit envoyé le Baron de Frise. Ces Vins, quoique trop peu soignés par le commissionnaire auquel on les avoit adressés, me parurent d'une excellente qualité, & je les préférerai aux Vins de France qu'on buvoit communément chez les Bruxellois. Ce n'est pas qu'on ne boive aussi à Bruxelles d'excellents Vins de France, mais ils sont fort chers, à cause des droits d'entrée considérables auxquels ils sont assujettis.

, comme il y a tout lieu de le croire, les Vins de Hongrie sont exempts d'en payer, ils obtiendront la préférence sur ceux de France chez le commun des consommateurs.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. On assure ici que L. H. P. ont donné ordre d'arrêter dans les ports de la République les vaisseaux qui étoient venus d'Angleterre pour y embarquer les troupes venues d'Allemagne & qui étoient destinées pour le Canada. Ces troupes étoient embarquées ainsi que leurs bagages, & les bâtimens sur lesquels ils se pouvoient allover mettre à la voile lorsque l'ordre de s'opposer à leur départ arriva. Le Chevalier Yorke s'est sans doute plaint, & L. H. P. ont dû lui répondre qu'elle ne leveroit l'embargo que quand le Maj. Britannique auroit donné l'ordre de restituer aux sujets de la République les vaisseaux que le Commodore Fielding leur a enlevés.

Ayant dans les derniers numéros inséré les réponses des autres Puissances à la Déclaration de la Russie, nous croyons faire plaisir au lecteur en insérant aussi celle du Roi d'Espagne.

*Réponse du Roi d'Espagne à la Déclaration
de l'Impératrice de Russie.*

LE Roi a été informé de la façon de penser de l'Impératrice de Russie à l'égard des Puissances belligérantes & neutres, par un Mémoire que Mr. Etienne de Ziwieff, Ministre de cette Souveraine, a remis le 15 de ce mois au Comte de Florida Blanca, son Premier Secrétaire-d'Etat. Le Roi regarde cet Acte de l'Impératrice comme un effet de la juste confiance, que S. M. a méritée de sa part; & il lui est d'autant plus agréable, que les principes adoptés par cette Souveraine, sont ceux qui ont toujours guidé le Roi, & que S. M. a tâché par tous les moyens possibles, quoique sans fruit, de faire observer par l'Angleterre, dans le temps que l'Espagne étoit encore neutre: ces principes sont ceux de la justice, de l'équité & de la modération: ces mêmes principes enfin, la Russie & toutes les Puissances les ont éprouvés, dans les résolutions de Sa Majesté; & c'est uniquement par la conduite que la marine Angloise a été blâmée tant dans la dernière que dans la présente guerre, (conduite qui bouleverse les règles le plus constamment reçues à l'égard des Puissances neutres,) que S. M. s'est vuë dans la nécessité de l'imiter

quoique, les Anglois ne respectant point le Pavillon neutre, lorsqu'il avoit à bord des Effets ennemis, quoiqu'ils ne fussent pas de Contrebande, & ce Pavillon ne se défendant point contre ces violences, l'on ne pouvoit avec justice empêcher, que l'Espagne n'usât de représailles égales, pour se garantir du préjudice énorme, qui résulteroit d'une inégalité à cet égard. Les Puissances neutres de leur côté ont aussi donné lieu aux inconvéniens qu'elles ont soufferts, pour s'être servies de Papiers doubles & d'autres artifices, afin de révenir la prise de leurs vaisseaux. De là en sont ensuivies les captures & les détentions nombreuses, ainsi que les suites qui en ont résulté, quoiqu'à la vérité celles-ci n'aient pas été aussi préjudiciables qu'on l'a prétendu. Au contraire l'on fait, que quelques-unes de ces détentions ont tourné à l'avantage des propriétaires mêmes de la cargaison; les denrées, dont l'un étoit composée, s'étant vendues dans le port, où ces navires ont été jugés, à un prix plus haut que le prix courant de l'endroit de leur destination. Le Roi néanmoins, non content de ces preuves de la justification manifestes aux yeux de toute l'Europe, veut aujourd'hui avoir la gloire d'être le premier à donner l'exemple de respecter le Pavillon neutre de toutes les Cours, qui ont consenti ou qui consentiront à le défendre, jusqu'à ce que S. M. voye le parti, que prendra la ma-

rine Angloise , & qu'Elle éprouve si ceci se contiendra ou non , ainsi que les affaires : & , à l'effet de faire voir à tous les Puissances , combien l'Espagne est prête à observer étant en guerre les mêmes règles qu'elle désiroit étant neutre , S. M. se conforme aux autres points , contenus dans la Déclaration de la Russie ; bien entendu que , pour ce qui regarde la place bloquée de Gibraltar , le danger d'y entrer subsiste de la manière que cela est fixé par l'Art. IV de ladite Déclaration , au moyen du nombre de vaisseaux stationnés pour en former le blocus ; danger pendant que les vaisseaux neutres pourront éviter , en se conformant aux règles de précaution , établies en la Déclaration S. M. du 13 dernier , qui a été communiquée à la Cour de Petersbourg par le moyen de son Ministre.

A A R A N J U E Z , le 18 Avril 1780

(Signé) le Comte de FLORIDA-BLANC

LETTRÉS HOLLANDOISES.

Arma dabunt ipsi.

VIRGILE.

LETTRÉ XVII.

Les Anglois bravent la République des Provinces-Unies ; le nouveau mémoire remis par son Ambassadeur n'a produit aucun effet ; conférence de cet Ambassadeur avec le Lord Stormont ; Etat de la marine de la République ; Etat de la marine militaire des nations neutres ; elles devroient être réciproquement garantes de leurs possessions comme de leur navigation ; Etat de la marine Angloise ; de ses forces & de ses Finances.

AMSTERDAM ce Mai 1780.

Les corsaires Anglois, Monf., nous ont encore enlevé plusieurs de nos vaisseaux
Tome IV. N^o. II. L

& ce ne fera pas les derniers qu'ils nous enlèveront. Nous avons habitués les Anglois à ne pas nous craindre; il est humiliant pour nous de voir les managemens qu'ils ont pour toutes les autres Puissances, & d'être la seule dont ils paroissent braver le ressentiment; ils rendront, n'en doutez pas, le vaisseau Brabançon dont ils se sont emparés; ils ont sur la simple réquisition de l'Impératrice de Russie, retenu les vaisseaux Russes dont ils s'étoient rendus maîtres & à peine ont-ils écouté les nouvelles représentations que notre Ambassadeur leur a fait sur l'enlèvement des vaisseaux convoqués par le Comte de Byland. Le même jour que leur a remis le Comte de Welzen le 5 de ce mois étoit on ne peut pas plus fort; il avoit été dressé d'après les résolutions des Etats de notre Province, que je vous ai précédemment envoyé. Le Lord Stormont à qui ce mémoire fut remis, voulut bien non le lire avec attention, mais le parcourir fort légèrement, & quand il en fut à l'article du mémoire où étoit dit, *que le but du Ministère Anglois dans tout ce qui s'étoit passé avec*

depuis la rencontre du Commodore Fielding & du Comte de Byland, avoit été de ruiner le commerce des sujets de République des Provinces-Unies, le Lord Stormont discontinua sa lecture, sourit, mais il partit d'un grand éclat de rire quand il lut que les traités seroient inutiles s'il étoit reçu qu'une des parties contractantes pourroit se prévaloir en droit de les interpréter comme elle le jugeroit à propos. Le Lord Stormont voulut bien cependant assurer son Excellence qu'il remettroit sous les yeux de son maître le mémoire qu'il venoit de lui donner, mais il assura aussi que Sa Majesté approuvoit non seulement la conduite du Commodore Fielding, mais encore la manière dont il avoit exécuté sa commission. Nous sommes persuadés, ajouta-t-il, que le Commodore n'a rien fait de contraire aux traités, & qu'au contraire, c'est été le comte de Byland qui, par la manière dont il s'est comporté, les a violés. Cette assertion absurde fut vivement relevée par le Comte de Wellesley; il prouva au Lord Stormont, que jamais leurs Hautes Puissances n'avoient dans aucun temps consenti

qu'on fit la visite d'un vaisseau marchand convoyé par un vaisseau de guerre de la République & que les Ministres de Sa Majesté ne pouvant pas l'ignorer, ils n'avoient pu autoriser le Commodore Fielding à demander de faire la visite des vaisseaux que convoyoit le Comte de Byland, que celui-ci n'avoit rien fait contre la teneur de traités, en s'opposant à cette visite demandée à main armée.

Comme le mémoire du Comte de Welderen finissoit par la demande de la restitution des vaisseaux, & de leur cargaisons enlevés avec violence, & que cette restitution fût faite sans aucune forme de procédure, le Lord Stormont observa à Son Excellence que cela ne dependoit pas du Roi, que les vaisseaux & cargaisons réclamés avoient été déclarés de bonne prise par une sentence, & qu'il ne restoit à ceux auxquels ils appartenoint, que la voie juridique de l'appel. Je ne crois pas que Leurs Hautes Puissances permettent aux propriétaires de ces vaisseaux de prendre cette voie. Le leur permettre ce seroit reconnoître le droit de visiter les vaisseaux convoyés que

ous contestons aux Anglois : ce seroit les autoriser à continuer leurs exactions. On parle à la Haye d'arranger cette affaire : on y dit que cet arrangement pourra se faire bientôt : si j'avois voix dans le Conseil national , j'opinerois pour que toute espèce d'accommodement fût rejeté , pour qu'on persistât à demander la restitution.

Si tous nos vaisseaux (a) de guerre étoient en mer & rassemblés , nous terrerions bientôt les Anglois & leur ferir eux mêmes de nous restituer nos vaisseaux marchands & leurs cargaisons , même avec des dommages & intérêts.

On me mande de Lisbonne que le Portugal a accédé à la confédération des autres Puissances neutres , & que son Gouvernement a donné les ordres les plus précis pour armer 12 vaisseaux qui seront , sans doute , employés à pro-

(a) *Etat des vaisseaux de guerre de la République.*

3	Vaisseaux	de - -	70	canons.
6	- - -	de - -	60	
9	- - -	de - -	50	
6	- - -	de - -	40	
13	- - -	de - -	36	
12	- - -	de - -	20	

montés par 13960 hommes.

téger la neutralité dans la Méditerranée, tandis que le Dannemark, la Suède, la Russie & notre République la protégeront dans les autres mers. Il paroît ici une liste des vaisseaux que chaque Puissance neutre confédérée propose d'employer à la protection de son commerce.

La Russie	-	26	vaisseaux
Le Dannemarck	-	10	- 6 frégates
La Suède	-	10	- 6 frégates
La République des Provinces-Unies	-	50	
Et le Portugal	-	12	

En tout - 108 vaisseaux.

Si les Anglois voyoient ces vaisseaux agir de concert & être tous employés pour la cause commune, ils n'oseroient certainement former quelque entreprise contre nos établissemens des deux Indes. On dit ici qu'ils en ont conçu le projet, & qu'ils ont déjà envoyé par terre un exprès dans les grandes Indes où n'ayant point de forces égales aux leurs, ils pourroient nous attaquer avec succès. Si nous sommes sages & prudents nous les préviendrons en demandant que par le traité de

confédération toutes les Puissances
autres se rendent réciproquement ga-
rantes de toutes leurs possessions com-
me de leur navigation. Ce seroit un
moÿen sûr d'en imposer aux Anglois.
Leurs partisans débitent parmi nous
que l'Angleterre a présentement 99
vaisseaux de ligne, 18 vaisseaux de 50
canons, 125 frégates, chaloupes ar-
mées, 14 brûlots, 8 bombes & 5 cor-
vettes & 106 autres petits vaisseaux ar-
més de différente espèce, total 455
vaisseaux. Cet armement qui paroît si
formidable ne l'est peut-être pas au-
tant qu'on le pense; mais quand il le
seroit encore d'avantage, il ne donne-
roit pas encore aux Anglois la supé-
riorité sur leurs ennemis, qui l'ont su-
amment en Amérique : les Anglois n'y
ont que 21 vaisseaux de ligne, & les
Francois en ont 23 & plusieurs fréga-
tes & si, comme on le dit, l'Angleterre
ne peut avoir cette année, dans la
Manche, que 42 vaisseaux, la flotte
combinée de la France & de l'Espa-
gne lui sera supérieure : cette campa-
gne au reste doit décider du sort de
l'Angleterre : si elle a de grands suc-
cès ou de grands désavantages, elle
levra, dans l'un & l'autre cas, de-

mander la paix : elle seroit perdue sans ressource si elle vouloit s'obstiner à continuer la guerre. *Les Anglois*, disent parmi nous, leurs partisans, ont des ressources dont personne n'a d'idée. Une nation aussi commerçante que la leur, aussi active, aussi courageuse ne peut être écrasée. Je veux que l'Angleterre ait de grandes ressources; mais si elle les tient de son commerce, de la diminution de ce commerce, doit nécessairement s'en suivre celle de ses ressources. Sa dette nationale depuis le 1 Janvier 1775 jusqu'au 1 Janvier de l'année courante est montée en sus de celle du tems de paix à 96,680,000 liv. sterlings. La dépense de l'année courante fera, au moins, de 14,000,000 liv. sterlings, ainsi au mois de Janvier prochain, cette augmentation sera de 50,860,000 liv. sterlings, à quoi il faudra encore ajouter 2,543,000 liv. sterl. qu'elle sera obligée de payer en 1781 pour l'intérêt de ces 50,860,000 liv. sterlings.

La situation actuelle de l'Angleterre a été peinte le 19 du mois dernier dans le Parlement d'Irlande par Mr. Grattam, avec cette force & cette énergie qui caractérise l'éloquence du pa-

riotisme. Croyez moi, a dit ce géné-
 eux Citoyen, la grande Bretagne fait
 parfaitement bien actuellement que sa
 vaine prétention à la suprématie uni-
 verselle est une chimère, & même une ab-
 surdité. Des légions d'ennemis l'environ-
 ent, la pressent, fondent sur elle de
 toutes parts : cette suprématie imagi-
 naire s'eclipse par tout : la mer n'est
 plus son domaine, l'honneur de ses Con-
 seils est flétri ainsi que celui de ses ar-
 mes ; elle n'a plus d'armée, elle n'a plus
 de flottes, point d'Amiraux, point de
 généraux ; l'engourdissement de l'indo-
 lence caractérise toutes ses mesures & la
 division aigrie par les revers préside à
 ses Conseils L'Angleterre peut
 être obstinée, mais elle n'a pas le don de
 multiplier. Fera-t-elle la guerre à 18
 millions de François secondés par huit
 millions d'Espagnols, par trois millions
 d'Américains, par trois millions d'Ir-
 landois ? Que peut-elle leur opposer ?
 Dix millions d'hommes courbés sous le
 poids de 200 millions St. de dettes, un
 établissement de 14 millions Sterlings
 en temps de paix, & de 21 millions en
 temps de guerre ? Est-ce avec cette mul-
 titude d'entraves qu'elle défiera le genre
 humain ? J'ai l'honneur d'être, &c.

L E T T R E XVIII.

Description d'une nouvelle Estampe.

AMSTERDAM ce Mai 1780.

U Ne nouvelle Estampe, Monsieur, vient de paroître ici : elle est aussi ingénieusement composée, aussi parfaitement gravée que les deux qui ont paru il y a quelques mois, & dont je vous ai envoyé la Description. Dans celle-ci on lit en tête ; *Leopard Britannique mis à la raison*. C'est la critique, dit-on, de l'Estampe qui avoit pour tête, *le Lion attaqué par la force & par la ruse*, dont on attribue la composition à l'Auteur du *Cato-Batavus*, un des salariés du Chevalier Yorke : aussi est-il le plus ardent & le plus zélé Anglomane qui soit dans nos Provinces.

Sur le devant de la nouvelle Estampe, on voit le *Leopard Britannique* lançant des regards furieux sur le pauvre *Lion Belgique* qu'il avoit cru terrassé, & qu'il voit se relever avec une sorte d'effroi, mais retenu par

une femme couronnée qu'il voit derrière le Lion, il n'ose profiter de la supériorité de force qu'il a encore sur lui pour le remettre dans l'état d'abaissement où il l'avoit tenu jusqu'à présent. Mais quoique le Lion Belgique se soit relevé, il ne paroît pas encore parfaitement sorti de l'état de langueur où il étoit tombé; il n'a plus, il est vrai, cette air abattu qu'il avoit auparavant, & cela, sans doute, parce qu'il se voit en état de se défendre, si le Léopard ose l'attaquer. Devant le Léopard & le Lion, on a placé ce Cato Batavus; on lui a donné l'air du bon gros Hollandois: des poches de son habit on voit sortir des billets de banque d'Angleterre, sans doute, pour faire connoître que c'est l'argent qu'il a reçu des Anglois, & la crainte de perdre les fonds qu'il a dans leur banque, qui lui ont donné un zèle si ardent pour leur intérêt. Son attitude est celle d'un homme qui harangue: on le suppose montrant avec le doigt nos Colonies de St. Eustache, de Berbiche, de Curacao, & notre établissement du Cap de Bonne Espérance, dont les noms sont écrits dans

la partie supérieure de l'Estampe : on suppose aussi qu'il dit à ses compatriotes & aux autres acteurs de la scène les *Anglois* ont été, sont & seront toujours les plus fidèles & les meilleurs de nos alliés : c'est à eux que nous devons notre existence, c'est par le commerce qu'ils nous procurent, que nous prospérons ; s'ils nous enlèvent nos vaisseaux, dont les cargaisons sont destinées pour la France, c'est pour notre plus grand bien ; car ils savent bien mieux que nous ce qui peut nous unir ou nous être avantageux. Nous ne voyons pas, comme ils le voient, & comme ils ont raison de le voir, qu'en vendant nos marchandises à la France nous nous nuisons à nous mêmes. Si nous sommes assez entêtés pour négliger nos propres intérêts que les *Anglois* connoissent beaucoup mieux que nos Régens, qui ne savent ce qu'ils font, ne voyez-vous pas, mes chers compatriotes, que les *Anglois* vont s'emparer du Cap de bonne Espérance, de St. Eustache, de Surinam, de Curacao & surtout des Moluques, & nous enlever tous nos vaisseaux marchands ? Nos Régens croient que nous avons à nous plaindre des *Anglois* tandis que ce

font les Anglois au contraire qui ont les plus grands sujets de se plaindre de nous, puisque nous avons l'inconsidération de former des vœux pour que leurs ingrates Colonies conservent leur prétendue indépendance.

A côté du Léopard & du Lion Belgique on voit un Anglois qui s'efforce d'arracher des griffes du Lion le ridant de Neptune; cet Anglois casse le Lion pour l'engager à se laisser enlever de la même chaîne avec laquelle le Portugal paroît avoir enchaîné le Portugal; & pour exprimer l'affervissement du Portugal, l'ingénieux auteur de l'Estampe a imaginé de faire présenter une ville dans le Lointain, sur laquelle on lit *Lisbonne*, & de faire conduire la chaîne que l'Anglois tient à la main j'usqu'à cette représentation de la Capitale du Portugal, et l'Anglois est supposé se dire à lui-même; nous parviendrons à mettre dans notre dépendance ces bons Hollandois, en leur persuadant que nos intérêts politiques & les leurs sont les mêmes, & ç'a été pour qu'ils le crussent plus aisément que nous les avons adroitement engagés à mettre une grande partie de leur argent

dans nos fonds publics. Quoique nous ne puissions cesser de les payer sans perdre notre crédit qui est notre unique soutien nous sommes parvenus par nos Emissaires, à leur faire craindre de leur faire banqueroute, c'est par là que nous sommes parvenus jusqu'à présent à nous faire parmi eux un si grand nombre de partisans. Pour leur persuader combien leurs intérêts nous étoient chers; nous leur avons ôté le sceptre des mers; nous leur avons pris la Nouvelle Yorke, Pouléron, Sillebar, & par notre acte de la navigation nous avons fait passer dans nos mains une partie de leur commerce. Nous voudrions les façonner au joug sous lequel nous les tenons & nos partisans parmi eux, n'ont pas cessé de leur faire craindre le Papisme & la Tyrannie de la Maison de Bourbon: peu-à-peu nous les habituerons à nous regarder comme les Souverains des mers; nous leur persuaderons que nous tenons bloquées les mers, & que dans tous les points de la terre & des mers nous sommes supérieurs à toutes les nations.

Non loin de l'Anglois on a placé un marchand Hollandois; d'une main il tient un papier sur lequel on lit

es noms des grands hommes de mer
 ui ont fait si souvent trembler l'An-
 leterre dans toutes les mers, tels que
 es Ruiter, les Tromp, &c. & de l'autre
 ain il montre la France, l'Espagne
 les Etats-Unis en même tems qu'il
 t aux Anglois & aux Anglomanes
 ollandois; vous nous dites, Messieurs,
 ie l'Espagne & la France sont aux
 ois & ruinées, qu'elles veulent réta-
 ir parmi nous l'intolérance de religion,
 Tyrannie & la Monarchie universelle:
 yez ce que leurs Rois ont fait & font:
 lui de France a pris aux Anglois la
 renade, St. Vincent, la Dominique,
 celui d'Espagne la Floride: cela ne
 ouve pas que la France & l'Espagne
 ient aux abois & ruinées. Si leurs
 ois aspirent à la Monarchie universel-
 , s'ils sont des Tyrans pourquoi ont-
 la politique imprudente de vouloir ren-
 e libre un peuple entier, & font-ils de
 grands efforts pour soutenir l'indé-
 ndance de ce même peuple: vous nous
 enacez de la Puissance des Anglois,
 us nous dites qu'ils vont nous enlever
 us nos établissemens des deux Indes,
 mment pouvons-nous le craindre,
 and nous les voyons hors d'état de
 nservir les leurs en Amérique.

Dans le haut de l'Estampe on voit le Roi d'Espagne portant son épée sur la Floride ou plutôt sur le nom de Floride qui est écrit à ses pieds ; à côté de lui est le Roi de France au pied duquel sont écrits les noms de Grenade , de St. Vincent , de la Dominique. Ce Prince tient d'une main son épée qu'il appuie sur ces noms tandis que de l'autre main il place sur la tête de l'Amérique le chapeau de la liberté. L'Amérique représentée par une jeune femme qui a encore l'air un peu sauvage , est assise sur des armes & des ballots de marchandises : elle tient à la main une épée & un faisceau composé de 13 flèches.

La Partie intéressante de cette admirable Estampe est un groupe placé tout-à-fait derrière le Lion Belgique : il est composé de l'Impératrice de Russie , des Rois de Suède , de Dannemark , de Prusse & de la République des Provinces-Unies : ils sont tous réunis par un large cordon qui les entourent. L'Impératrice de Russie est à leur tête : irritée du despotisme que les Anglois exercent sur les mers , elle est censée avoir formé le projet de rétablir la li-

erté des mers, & pour y parvenir, le s'est proposée de former une alliance entre toutes les Puissances neutres : la vue du Lion Belgique, qu'elle voit relever, elle paroît assurée que la République entrera dans cette alliance.

Derrière le groupe des Puissances qui sont réunies pour la seconder dans l'exécution de son projet, sont placés les Ambassadeurs de France & d'Angleterre : celui-ci paroît armé d'un grand couteau avec lequel il se met au devoir de couper le ruban d'union : l'Ambassadeur de France lui retient le bras : ce qui prouve qu'il est absurde d'imaginer que la France puisse voir d'un mauvais œil la confédération des Puissances neutres.

Vous croyez bien, Monsieur, que cette Estampe ne plaît pas aux Anglois ; ils la regardent comme une production monstrueuse, sur laquelle cependant ils gardent le silence.

J'ai l'honneur d'être &c.

R É P O N S E
AUX DEUX LETTRES
PRÉCÉDENTES.

Les excès commis par les Anglois ont tourné à l'avantage des Hollandois la Russie a fait sortir la Hollande de son état léthargique ; armée navale de la confédération ; maniere dont se doit vent conduire les Puissances confédérées ; conseil de la confédération ; Portugal entrera dans la confédération des Puissances qui se confédèrent dispositions actuelles du congrès qui terminera la guerre présente.

PARIS, ce Mai 1780

Cessez, Monsieur, de vous plaindre des Anglois ; le mal qu'ils ont fait votre commerce, en lui enlevant ses vaisseaux, est moins grand que le service qu'ils ont rendu à votre République en aliénant d'eux toutes les nations de l'Europe, par leurs excès, leurs injustices & leurs pirateries. Si au commencement de la guerre, ils n'avoient

as un allié qui voulût prendre part à leurs querelles, du moins n'avoient-ils rien à craindre de cette indifférence générale. Leur fierté, leur orgueil les ontompés ; ils ont cru, qu'en bravant toutes les nations neutres, ils leur inspiroient un sentiment de crainte qui les retroit à couvert de leur ressentiment. La Russie a été la seule Puissance pour laquelle ils ont eu quelques ménagements, & ç'a été la Russie qui a marqué le plus de sensibilité pour tout ce qu'ils ont fait contre les droits de la neutralité : elle a parlé & à l'instant même, toutes les autres Puissances se sont émues : la vôtre même est sortie de cet état d'insensibilité dont n'avoient la faire sortir les insultes les plus marquées que lui avoient fait les Anglois. C'est depuis le moment du réveil de votre République qu'elle a parlé aux Anglois, comme il convenoit qu'elle leur parlât, & comme elle auroit dû leur parler, dès la première insulte qu'elle a reçue : la plus marquée que l'Angleterre ait fait à votre République est la réponse du Lord Stormont au Comte de Welderen : dans les circonstances présentes, c'est une bravade inconsiderée

dont l'effet naturel doit être de réserver les nœuds de la confédération qu'a formé la Russie, & de rendre cette confédération défensive, qui, par sa force & sa puissance, forcera l'Angleterre à renoncer au projet qu'elle a déjà peut-être formé d'attaquer vos établissemens des deux Indes : mais pour que la confédération des Puissances neutres produise l'effet qu'elles s'en sont promises il faut que ces Puissances réunissent leurs forces & qu'elles composent une flotte redoutable, qui, envoyée dans la manche, produira beaucoup plus d'effet que tous les convois qu'elles chargeroient du soin de veiller à la conservation de ses navigateurs : cette flotte rassemblée & étant composée de 50 à 60 vaisseaux de ligne, les Puissances confédérées pourroient dire aux Anglois & même aux autres Puissances belligérantes ; *Nous avons défendu à tous nos sujets de vous porter aucune munition de guerre, & aux habitans des Villes que vous assiégerez aucune espèce de vivres & de munitions. Visitez les vaisseaux de nos sujets que vous trouverez naviguans, mais faites-le sans violence & suivant les usages reçus & admis par les Codes Maritimes.*

Si vous trouvez quelqu'un des vaisseaux appartenans à nos sujets, chargés des marchandises prohibées, saisissez les ainsi que les objets qui formeront leurs cargaisons, & si vous voulez nous livrer les Matres ou Capitaines de ces vaisseaux, nous les ferons punir comme réfractaires à nos ordres : mais nous ne souffrirons pas que vous arrêtiez & confisquiez les vaisseaux de nos sujets chargés pour le compte de nos ennemis, quand bien même les cargaisons leur en appartiendrait en entier : nous ne ferons plus convoyer aucun des vaisseaux de nos sujets, mais nous les venons punir par les armes des excès ou des violences que vous commettrez à leur égard.

Cette déclaration, Monsieur, faite à toutes les Puissances belligérantes par l'Ambassadeur envoyé de leur part, en poseroit aux Anglois : je dis aux Anglois, car je suis persuadé que la France, l'Espagne & les États-unis de l'Amérique sont très décidés à ne rien faire qui soit contraire aux droits de la neutralité. Je voudrois que la flotte de la Confédération eût un Pavillon particulier, je voudrois qu'elle fut commandée par un Amiral choisi par toutes les Puissances parmi leurs meilleurs Marins,

& il est probable que le choix tomberoit sur un de vos Marins, sur M. le Comte de Byland, sur M. Vedel &c. Je voudrois aussi qu'il y eût à la Haye un conseil de la confédération composé d'un Ministre de chacune des Puissances confédérées, que ce fut ce conseil qui dirigeât toutes les opérations de la flotte, & à laquelle il pourroit même donner ordre d'attaquer celles des Puissances qui violeroit les droits de la neutralité. Ce conseil tenu sous les auspices de votre République seroit présidé par un des membres qui le composeroit, chacun à son tour : Ce Président changeroit toutes les semaines & seroit à lui que se porteroient les plaintes des sujets de toutes les Puissances confédérées qui auroient essuyé sur mer quelques vexations de la part des Puissances belligérantes : ces plaintes rapportées au conseil seroient communiquées au Ministre de la Puissance qui auroit commis la vexation & qui seroit admis au conseil pour justifier son maître, ou s'il ne le pouvoit justifier, être témoin de la résolution qui seroit prise de venger par les armes l'insulte faite à la confédération.

L'Auteur de la nouvelle Estampe, dont vous m'avez envoyé la description, a placé la Prusse au nombre des Puissances confédérées, & n'a point fait mention du Portugal, qui, certainement armé, & pris la résolution de soutenir par les armes les droits que lui donne la neu-

lité. Il est très possible que le Roi de
 usse se confédère ; & s'il le faisoit, il
 iroit envoyer sur le Vessel une ar-
 e de 40 à 50 mille hommes qui, au
 mier ordre que lui donneroit la con-
 ération, pourroit entrer dans l'Electorat
 Hannovre. Je suis persuadé que les Vil-
 Anféatiques accéderont à la confédé-
 ion, si elles ne l'ont pas déjà fait, &
 urquoi les Pays-Bas Autrichiens ne de-
 nderoient-ils pas aussi à y être admis ?
 ont un commerce qui, dans ce mo-
 nt-ci, est très florissant : l'Angleterre
 trouble, il a besoin d'être protégé : son
 uverain, n'ayant pas de flotte, pour-
 t, comme le Roi de Prusse, se mettre
 nombre des confédérés. Venise, Gè-
 s & toutes les Puissances d'Italie qui
 nt le commerce de mer, ne tarderoient
 s, sans doute, à suivre cet exemple :
 es y sont doublement intéressées ; car
 te même confédération, dont le but
 d'assurer la liberté des mers, pourroit
 deyroit même notifier aux Puissances
 rbaresques, qu'elles eussent à mettre fin
 leur piraterie.

Malgré tout ce que disent les Anglois,
 regne la meilleure intelligence qui soit
 ossible, entre la Cour de St. Petersbourg
 celle de Constantinople. Ces deux Puil-
 nces reconciliées par la France ne sont
 is dans l'intention de se brouiller de
 iveau. Je ne serois pas surpris que Sa
 auteffe demandât, par l'entremise de la

Russie, à entrer dans la confédération. J'aurois un véritable plaisir à apprendre que son Conseil auroit été présidé par le vénérable Musulman. Que diroit le féroce St. Bernard, si, du haut des Ciues il voyoit flotter le croissant dans les mers d'Europe, pelle-mêle avec le respectable signe de notre Religion?

Le congrès, Monsieur, qui terminera la guerre présente, sera la plus Majestueuse assemblée politique qui se soit encore vue en Europe. On dit déjà ici qu'il se tiendra à Bruxelles sous la médiation de toutes les Puissances neutres. Concilier les intérêts de quatre nations Puissantes en sera l'objet principal, mais un objet encore plus important qui, sans doute y sera traité, sera d'assurer à l'Europe une paix durable que l'ambition d'aucune Puissance ne pourra troubler. Ce projet, direz-vous, est digne de l'imagination ardente du bon Abbé de St. Pierre, & du cerveau enflammé de J. Rousseau : je pense autrement : je ne le crois pas inexécutable, si les Maisons d'Autriche, de Bourbon, & de Brandebourg, la Russie & votre République le veulent bien efficacement & agissent de concert : ces Puissances bien-unies peuvent certainement donner la loi au reste de l'Europe, & les Anglois, eux-mêmes, quelque ennemis qu'ils soient de la paix; se verroient forcés d'enchaîner leur ambition.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Souvenez-vous, Monsieur, que vous m'avez promis de me donner quelque détails sur la banque d'Amsterdam.

LETTRES HOLLANDOISES.

Oculosque tulere
 Et ad Reginam Volsci.
 VIRGILE.

LETTRE XX.

Combat entre les François & les Anglois en Amérique, il ressemble au combat d'Ouëssant, les effets & les suites de ces deux combats sont les mêmes ; les Anglois doivent chercher les combats & les François les éviter ; idée qu'on peut former de la campagne actuelle ; on peut croire que les Hollandois seront forcés de se déclarer contre l'Angleterre ; les Anglois auroient dû attaquer les Hollandois ; les Anglois ont formé le projet d'attaquer les Hollandois dans les Indes Orientales, nouvelle insulte faite à la République.

AMSTERDAM ce Juin 1780.

Le combat, Monsieur, qui s'est donné en Amérique le 17 du mois dernier entre l'Amiral Rodney
 Tome IV. N^o. 12. M

& le Comte de Guichen ressemble on ne peut pas d'avantage à celui d'Ouëssant : les suites en ont été les mêmes , chaque flotte s'est retirée dans ses ports pour se radouber : chacune d'elles a beaucoup souffert , mais ni l'un ni l'autre n'a fait des pertes assez considérables pour qu'on puisse croire qu'elle ait abandonné la victoire à son ennemie. L'Amiral Rodney se l'est attribuée , comme l'Amiral Keppel se l'étoit attribuée. Celui-ci est rentré à Plymouth aussitôt après le combat , celui-là a tenu plus longtems que lui la mer mais ni l'un ni l'autre n'a poursuivi la flotte ennemie. De l'aveu même des Anglois leur flotte a beaucoup souffert & s'est trouvée après le combat du 1^{er} bien plus délabrée que ne l'étoit celle de Keppel après le combat d'Ouëssant. Keppel s'est plaint des créatures du Lord Sandwich qui servoient sous lui , & Rodney attribue le salut de la flotte Françoise à d'autres créatures du même Ministre qui ne l'ont pas secondé. Pour la forme on mettra le Capitain Douglas au Conseil de guerre , comme on y a mis Palisser , & Rodney se retirera comme Keppel , s'est retiré

suivant les lettres qu'on a ici reçu de Londres, les manœuvres de Rodney ont été plus hardies qu'habiles, & celles du Comte de Guichen généralement admirées comme très sages & très prudentes : les Anglois font son éloge comme ils ont fait celui du Comte d'Orvilliers. Le feu pris à trois différentes fois au vaisseau Amiral Anglois; 18 hommes y ont été tués & 11 blessés; en total Les Anglois, de leur aveu, ont perdus 120 hommes & 1 ont eu 353 blessés: il est probable qu'ils n'ont pas exagéré leurs pertes.

Les Anglois doivent chercher toutes les occasions de se battre & les François au contraire doivent les éviter ceux-ci, en prolongeant la guerre forceront leurs ennemis à demander paix, & à la faire aux conditions qu'on voudra leur imposer : il faut même, pour que cette paix soit durable, ne la faire que quand l'Angleterre aura tellement épuisé ses ressources, qu'il ne lui sera pas possible de songer de recommencer la guerre. La France & l'Espagne temporisent, elles évitent de combattre & qu'elles se contentent d'attaquer leur en-

nemi dans ses possessions, elles les réduiront à implorer l'entremise de toutes les Puissances neutres pour qu'elles lui obtiennent la paix. Les Anglois au contraire doivent chercher les combats. Dans la position où ils se trouvent, ils n'ont, ce me semble, d'autre parti à prendre que de *jouer à quitte ou double*, mais il faut que les combats qu'ils livreront soient décisifs & que les victoires qu'ils remporteront soient complètes. Des petits avantages qu'ils obtiendroient ne serviroient qu'à les affoiblir. S'ils sont vaincus leur position sera plus fâcheuse encore qu'elle ne l'est aujourd'hui, mais non pas plus critique qu'elle le sera après que la guerre aura encore duré une ou deux années.

Je suis persuadé qu'il ne se passera rien en Europe de considérable pendant cet été, & que cette campagne se passera comme celle de l'année dernière, à s'observer & à se menacer. Gibraltar demeurera bloqué, mais on n'en commencera point le siège : on dira qu'on est dans l'intention de conquérir Minorque, mais on ne le tentera point. La flotte combinée de Fran-

se & d'Espagne paroîtra dans la Manche, mais elle évitera de combattre. La France & l'Espagne auront rempli leur but; si elles forcent les Anglois à conserver en Europe une partie de leurs vaisseaux; mais ce plan de campagne pourroit bien changer, si nous nous déclarions, contre l'Angleterre. Je suis persuadé que nous serons forcés, même par les Anglois, à prendre ce parti. Voulant en agir avec nous comme ils l'ont fait jusqu'à présent, il me paroît qu'ils n'auroient pas dû attendre si longtems à nous attaquer s'ils l'eussent fait, il y a six mois, ils auroient pu, sans beaucoup de peine, nous porter le coup terrible. Désarmés, comme nous l'étions, ils nous eussent enlevé nos possessions des Indes Orientales, & avant que nous eussions armé pour protéger notre navigation, ils se seroient emparés d'un nombre innombrable de nos vaisseaux marchands. Notre politique timide & cet esprit d'économie qui s'étoit emparé de notre Gouvernement nous avoit livrés à la merci des Anglois : ils n'en ont pas profité, & si nous leur échappons, nous en avons l'obligation à la Russie, mais

avant que la confédération qu'elle formée ait pris une forme & une consistance solides, les Anglois pouvoient bien nous avoir Chassé des Indes Orientales. Je crois que c'est leur projet & nous n'avons point dans ces contrées des forces redoutables à leur opposer. Si après nous en avoir chassés ils s'emparoiént des Philippines ils pourroient espérer, après avoir percé toute l'Amérique, d'obtenir une paix moins défavantageuse que celle qu'ils feroient aujourd'hui : mais il ne seroit plus tems de tenter cette entreprise contre nos possessions de l'Inde après que les Puissances neutres auront fait entr'elles un traité défensif. Car alors l'Angleterre ne seroit peut-être pas assez imprudente pour s'exposer, en nous attaquant, au ressentiment de toute la confédération. Le but de la confédération n'est encore que de protéger le commerce & la navigation des Puissances confédérées, & nous sommes la seule qui ait un intérêt sensible à ce que le traité qu'elles feront soit défensif ; il est vrai que nous sommes aussi la Puissance qui pouvons donner le plus de poids à la confédération.

Les Anglois viennent de faire encore une nouvelle insulte au Pavillon de la République. Un de leurs corsaires s'est rendu maître le 18 du mois dernier, à la hauteur des Sorlingues, d'un de nos vaisseaux marchands; après l'avoir pillé, & enlevé tout ce qui se trouvoit dans la chambre du Capitaine, il l'a relâché & laissé continuer sa route.

J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. Nous pressons vivement notre armement, & les Etats de notre Province ont pris la résolution dans leur assemblée du 29 dernier de prendre à leur service, pour l'équipement des vaisseaux de guerre de la République, le troisième homme de tous les équipages des navires marchands que leur avoient offert les commerçans de la Province. Quatre autres Provinces ont pris la même résolution : Il est probable que leur exemple sera suivi par les deux qui ne se sont pas encore déclarées sur cet objet. Je n'ai pas encore pû avoir le placard que les Etats de Hollande & de West Frise ont rendus sur cet objet : aussi-tôt qu'il me sera parvenu je vous le ferai passer.

Je vous envoie la traduction d'une

ordonnance (a) qu'a fait publier M. Marriot grand Juge de l'Amirauté d'Angleterre : en la lisant vous verrez qu'en est le but : il n'est autre que d'empêcher l'effet des réclamations que feront les propriétaires des vaisseaux neutres dont les Anglois se sont emparés

(a) Cet ordonnance dit : " qu'après de chaque Déclaration, qui sera présentée par un Reclamant neutre pour preuve ultérieure de sa propriété, il sera fait un serment par le Reclamant, pour affirmer, que les divers effets réclamés, appartenoient au Reclamant, au temps de l'embarquement, comme aussi au temps qu'ils ont été pris, & encore actuellement, & qu'ils lui auroient de même appartenus, en cas que ces effets n'eussent point été arrêtés & pris, & qu'ils appartiendront encore au réclamant, lorsqu'étant rendus, ils arriveront & seront déchargés dans le vrai Port de leur destination, & que, au temps & lieu que lesdits effets seront vendus, ou qu'on en disposera autrement, ils sont seulement pour le compte & le profit dudit Reclamant, & que ni le Roi François, ni le Roi d'Espagne, ou quelque Personne domiciliée dans leurs Pays & Possessions, ni quelque Habitant des Colonies Angloises de l'Amérique en Rebellion, ni leurs Facteurs ou Agens, ni aucune autre Personne quelconque, autre que ledit Reclamant, n'a ou n'a eu au temps susdit aucun droit, propriété ou intérêt auxdits effets, ou n'en aura jusqu'à ce qu'ils auront été vendus ou qu'il en fera disposé autrement ; & qu'ainsi elles sont uniquement pour le véritable compte du Reclamant. "

R É P O N S E

A LA LETTRE XX.

Conduite des Anglois à l'égard des Hollandois; action cruelle d'un vaisseau Anglois à l'égard d'une frégate Française: traité de commerce entre la France & la Russie; la Russie a fait fréter dans les ports de France nombre de vaisseaux marchands; effets des nouvelles liaisons du commerce de la France & de la Russie; diminution qu'essuiera celui de Hollande; établissement d'une nouvelle compagnie des Indes Orientales: le grand Duc a beaucoup fait de bien à son pays; suites que peut avoir pour l'Angleterre une rupture avec les Provinces-Unies; idée que les Anglois ont des Ministres de leur Roi.

PARIS ce Juin 1780.

[A maniere, Monsieur, dont un corsaire Anglois a traité un de vos vaisseaux marchand à la hauteur des Sorèngues est encore une de ces petites entilleffes Angloises, dont vous êtes bien hardi d'oser vous plaindre: c'est

bien à vous petits Républicains à trouver mauvaise la conduite que l'Angleterre tient à votre égard : vous l'avez offensée, rendez grâce de ce qu'elle veut bien par des petites corrections vous rappeler à votre devoir ; si vous n'y rentrez pas, elle traitera vos vaisseaux comme elle a traité le vaisseau Suédois l'Illérim. L'action du corsaire Mahonnais étoit atroce, mais celle qu'a commis le Capitaine du vaisseau Anglois le Romney de 64. canons à l'égard d'une de nos frégates nommée la Sartine, est encore plus noire & plus cruelle. Si les Anglois ne font pas pendre ce Capitaine au grand mât de son vaisseau, vis-à-vis un des ports de France, la nation Angloise sera placée par la postérité au nombre des peuples les plus barbares. Cette frégate étoit sortie il y a dix mois de Madras sous Pavillon Parlementaire & pour ramener en France les François qui s'étoient trouvés à Pondichéry, lorsque les Anglois s'en emparèrent. La Sartine rencontra le premier du mois dernier le Romney à 5 lieues environ du Cap St. Vincent ; la Sartine portoit Pavillon Parlementaire & suivit les loix de la guerre, on ne peut

ns violer ces loix reconnues par toutes
s nations, ne pas respecter ce pavillon,
autant plus que les vaisseaux qui le
portent naviguent sans canons montés.
Le vaisseau Anglois avoit arboré pavil-
lon François, ce qui donna au Capitai-
ne de la Frégate le desir de parler à
lui qui commandoit le vaisseau An-
glois qu'il croyoit être de sa nation. Au-
 lieu de se rendre à ses desirs, Le Capi-
taine Anglois lui lacha toute sa bordée
fit feu sur lui de toute sa mousque-
rie : le Capitaine de la frégate fut tué,
ainsi que son Contre-maitre & deux Sol-
dats ; & une douzaine d'hommes furent
également blessés. Un boulet de 24 tomba dans
la chambre qu'occupoit la femme de
l'ancien Gouverneur de Pondichéry ; elle
fut évanouie & heureusement ne fut
pas blessée. La frégate se trouvoit on ne
put pas plus maltraitée ; ses mâts étoient
dommagés & deux coups de canon
portés à fleur d'eau faisoient craindre,
avec juste raison, que la frégate ne cou-
lât à fond. Dans cet état, celui qui en
prenoit le commandement, pria le Ca-
pitaine Anglois de la prendre sous sa con-
tre-jour jusqu'au jour ; il y consentit avec
l'Anglois, s'en repentit ensuite & sur les

onze heures du soir, il ordonna au commandant de la frégate de s'éloigner elle le fit & prit la route de Cadix. n'y a pas dans l'histoire d'aucun peuple civilisé une action de cette atrocité. Chez lui, l'Anglois est bon, généreux & humain, à la guerre, c'est un homme de sang, & surtout dans la guerre de mer. Les Marins Anglois sont une espèce d'homme particulière qui ne ressemble en rien aux Marins des autres nations.

On dit ici, & on assure même que le sage Ministre des affaires étrangères vient de conclure avec celui de la Russie, un traité de commerce de la plus grande importance pour les deux nations. Par ce traité la France s'est engagée de fournir à la Russie tous les objets qu'elle tire présentement d'Angleterre, à un tiers meilleur marché qu'elle les paye à l'Angleterre. On ajoute qu'en conséquence de ce traité, l'Impératrice de Russie alloit faire fréter en son nom dans les ports de France, 50 navires marchands qui navigueront sous pavillon Russe. Ces vaisseaux chargés de marchandises & de denrées de France, iront directe-

ment décharger dans les ports de l'Impératrice, où ils seront chargés pour le retour en bois de construction & autres munitions navales, qu'ils ramèneront dans les ports de France, sous le même pavillon. Il y a longtemps que la France auroit dû former une liaison de commerce directe avec le Nord. Je fais bien que le commerce du Nord est moins avantageux, pour ceux qui le font, que celui des deux Indes; qu'il faut de gros fonds pour faire le commerce de Russie, tandis qu'il en faut très peu pour faire celui du Midi. Mais je fais aussi que quand il s'agit d'établir un nouveau commerce, un sage Gouvernement doit être prodigue d'encouragement, qu'il doit, si le nouveau commerce rapporte 25 à 30 pour cent moins que l'ancien, donner à ceux qui abandonnent celui-ci pour s'adonner à celui-là, un dédommagement non de 25 à 30; mais de 40 pour cent; & cela peut se faire sans qu'il en coûte rien au Gouvernement, soit en affranchissant de tous droits toutes marchandises ou denrées qu'on veut tirer directement du Pays avec lequel se forme la nouvelle liaison, soit en don-

nant des récompenses honorables ceux qui s'adonneront à ce nouveau commerce. Il y a longtemps, Monsieur, que je vous ai annoncé que les nations du Nord se lieroient étroitement par le commerce avec les nations du Midi : il étoit trop de leur intérêt de le faire pour que cela n'arrivât pas. L'Espagne suivra l'exemple de la France ; & je ne ferois pas étonné de voir le Roi d'Espagne faire aussi, à l'exemple de notre bon Roi un traité de commerce avec la Russie. Insensiblement, Monsieur, toutes les nations de l'Europe commerceront directement les unes avec les autres : n'ayant plus besoin de voituriers étrangers pour transporter leurs productions, il ne restera à votre nation d'autre parti à prendre, que d'augmenter ses productions, si elle le peut. Il est vrai qu'étant la nation la plus pécunieuse de l'Europe, elle aura toujours, à l'exclusion de toutes les autres, le commerce d'argent. Les Hollandois seront alors les plus riches rentiers de l'Europe, mais le peuple qui n'a point d'argent restera-t-il dans vos Provinces ? Non : il en sortira & ira habiter

es Pays voisins où il saura que son industrie fera occupée.

Votre commerce des Indes va aussi être attaqué par la nouvelle Compagnie des Indes qui se forme à Trieste : l'Octroi en a été accordé, & doit même à présent être rendu public : nous n'en avons pas encore ici de copie : la réussite de cette Compagnie est assurée par les liaisons qu'elle formera avec les Pays-Bas Autrichiens, d'où elle approvisionnera des productions de l'Inde, le Pays de Liège, & peut-être les Provinces Septentrionales de la France, qui, n'ayant plus de Compagnie des Indes favorisera autant qu'elle le pourra celle de son allié. Les vaisseaux qui porteront de Trieste à Ostendé les productions de l'Inde, étant en plus grand nombre qu'ils ne le sont aujourd'hui, pourront prendre en retour les productions des Provinces des Pays-Bas Autrichiens, & celles du Nord qui pourront y être attirées par la certitude du débit, & aussi par les avantages que le Gouvernement éclairé des Pays-Bas, fera à ceux qui les apporteront. Pour en imposer aux nations barbaresques, on armera les vaisseaux

de la nouvelle Compagnie, moitié en guerre, moitié en marchandises; jamais Prince n'a plus fait pour ses peuples que le Grand Duc; il les a rendus heureux, il veut les rendre riches son Pays abonde en cuivre, en fer, en vif-argent : faute de débouchés ces productions, avant lui, n'avoient pas de valeur; l'établissement de la nouvelle Compagnie, contribuera beaucoup à leur en donner une très grande. Je crois, comme vous, Monsieur, qu'il sera difficile d'éviter une rupture entre votre République & l'Angleterre mais cette rupture seroit-elle la cause de la ruine de l'Angleterre, ou ne seroit-il pas de l'intérêt de l'Angleterre d'avoir votre République pour ennemie plutôt que de consentir à ce qu'elle put, comme elle prétend le pouvoir, commercer librement avec la France. Si votre République s'unit avec la Maison de Bourbon elle ajoutera par-là à la force d'attaque contre laquelle l'Angleterre a à résister. Mais on pourroit, je crois, prouver que les sujets de votre République, commerçant librement avec la France & l'Espagne, comme ils le font aujourd'hui, & comme ils peuvent le

re, nuisent beaucoup plus à l'Angle-
re, que si la République s'unissoit
ec ses ennemis pour la combattre. Les
angois peuvent dire: les Anglois char-
nt les Hollandois de leur commerce,
ceux-ci le faisant librement, les Fran-
s peuvent employer tous les mate-
s de leur nation pour leur marine
litaire s'ils voitueroient eux-mêmes
rs marchandises & leurs productions,
ne pouvoit être qu'en payant un frêt
t cher; qu'en essuyant des délais con-
érables; sous des convois qui feroient
t onéreux à leurs commerçans, &
s des assurances qui renchériroient
fidérablement les objets de leur com-
ce. Les Hollandois étant chargés du
sport de ces objets; le commerce
France y gagne considérablement, &
François le font aussi facilement,
i librement qu'en pleine paix: ils
vent donc avoir dans tous les mar-
s la préférence sur celui des Anglois,
les ruines duquel il s'éleve dans
tes les parties du monde: & comme
te notre force, peuvent encore dire
Anglois, est dans notre commerce,
is ne devons pas favoriser celui de
ennemis, comme nous le ferions

si nous laissons aux Hollandois la liberté de devenir les agents & les voituriers de ce commerce. Je crois qu'en envisageant les choses sous ce point de vue, il seroit plus nuisible pour l'Angleterre de continuer à vivre en bonne intelligence avec votre République, que de rompre avec elle.

Nous nous procurons, peuvent encore dire les Anglois, nos provisions navales directement des Pays du Nord sur nos propres navires : les François ne font pas de même, ils y emploient les Hollandois, les Suédois &c. Si nous le souffrons, l'abondance regnera en France tandis que dans nos ports regnera la disette de ces mêmes munitions navales, qui souvent ne peuvent y arriver faute de pouvoir donner des convois à nos vaisseaux chargés de leurs transports.

Il y a bien des Anglois, Monsieur, qui pensent le contraire ; ils croient que les Ministres de leur Roi ont un grand tort de ne pas ménager votre République *dont la neutralité*, dit un des papiers publics de Londres, *auroit été aussi avantageuse à l'Angleterre, qu'à la France. Nous avons mis la Hollande au point de ne pouvoir plus se*

déclarer que contre nous. Nos Ministres n'ont pas assez pèsé les ressources de cette nation : ce qu'elle a fait peut nous faire connoître ce qu'elle peut faire encore. Son revenu ordinaire approche de deux millions sterlings. Dans la guerre qu'elle a eu avec l'Angleterre en 1663, la Hollande a levé le double de cette somme; elle pourroit aujourd'hui faire un effort encore bien plus considerable. Dans la guerre qui commença en 1702, & qui n'a fini qu'en 1715, le revenu de la République fut porté à 5 millions de livres sterlings. Dans le cas de guerre la République peut faire face aux plus grandes dépenses : elle leve, par exemple la 8^{me}. partie des biens de ses sujets par une capitation qu'elle impose. Une simple invitation qu'elle leur a fait, elle a d'eux des secours étonnans. Il suffit de dire aux Hollandois, que l'Etat est en danger; tous alors n'envisagent que les besoins de la patrie, & les leurs leur deviennent indifférens. Nous avons vu la Hollande en 1666 avoir à sa solde plus de 60000 hommes de troupes de terre, & plus de 100 vaisseaux de guerre en mer. En 1652, & sous le règne de Charles II, la Hollande a eu une force

de mer de 150 vaisseaux. Sa Compagnie des Indes seule peut avoir une flotte de plus de 60 vaisseaux de guerre, en même temps qu'il lui est fort aisé d'avoir 40000 hommes de troupes de terre dans les Indes. Nous leur avons fait un crime de ce qu'ils portoient à nos ennemis des munitions navales, que ne leur ouvrons-nous nos ports? que ne leur offrons-nous un bénéfice plus considérable que celui que leur offroient les François? Nous aurions eu la préférence : ils seroient restés nos amis, & auroient été pour nous, comme pour la France des amis utiles. Nos Ministres nous ont ôté tous nos alliés les uns après les autres : ils ont tout sacrifié à leur orgueil, & en se rendant odieux à leurs concitoyens, ils ont rendu l'Angleterre odieuse à toutes les nations ; le comble de leur folie a été de vouloir traiter les Américains en sujets : s'ils ont fait une démarche plus inconsidérée, ç'a été celle de traiter de même les Irlandois.

Au reste si les Anglois parlent de votre nation en des termes si avantageux, on les entend faire aussi l'éloge des François même dans leur parlement : Ils y louent notre bon Roi. Il n'y a

Is long-temps que dans une harangue
riementaire on entendit l'orateur
mparer l'humanité avec laquelle les
isonniers de guerre Anglois étoient
aités en France, avec l'inhumanité
ec laquelle les prisonniers François
oient traités en Angleterre. A qui peut-
n s'en prendre? aux Ministres du Roi.
aisse son peuple ne pas le rendre res-
onsable des maux que leur ont fait
ux à qui il a donné sa confiance !
J'ai l'honneur d'être &c.



P O S T S C R I P T U M .

On nous annonce une nouvelle Victoire, qui est une nouvelle disgrâce pour une marine, & qui nous forcera à tenir, non pas seulement deux Conseils de Guerre, mais peut être dix. C'est ce qu'il est aisé de démêler à travers une foule de contradictions, d'omissions & de suppressions dans la Lettre de l'Amiral Rodney, du 26 Avril. La Gazette extraordinaire de la Cour nous la donne sous le titre de Relation d'une défaite de l'escadre Française aux ordres de Mr. de Guichen. Mais tirerons-nous le canon de la Tour & du Parc, chanterons-nous des Te Deum, parce que Chevalier Rodney a la complaisance de nous apprendre que l'Amiral François est un brave & habile Officier qui a eu L'HONNEUR d'être noblement soutenu pendant toute l'action? N'est-ce pas plutôt à la France qu'il appartient de faire des feux de joie, quand l'Amiral, très-mal soutenu d'une escadre très-maltraitée, rend une si éclatante justice à son ennemi: que les forces de cet ennemi se sont conservées en leur entier, tandis que le plus grand désordre est dans les nôtres? Chanterons nous victoire avec notre Gouvernement, par ce que l'ennemi a pénétré nos signaux qui n'ont point été entendus de nos Capitaines, & parce qu'il a fait en conséquence divers mouvemens qui ont forcé successivement notre Amiral à changer ses dispositions d'attaque? Oserons nous tirer gloire d'une action générale où le Sandwich, vaisseau Amiral, sembleroit avoir battu seul les 23 ou 24 vaisseaux ennemis, où aucun autre vaisseau, ni Officier n'est nommé avec éloge, si ce n'est un Capitaine de frégate où il n'est question que de la distance à laquelle nos Capitaines s'obstinoient à rester du vaisseau ennemi qu'il leur étoit ordonné de combattre; d'une relation enfin où est citée la Loi qui leur prescrivoit une conduite opposée, & qui fera leur condamnation? Ne s'en demanderoit-on point ce que l'ennemi a fait depuis le 17 Avril, jour de l'action, jusqu'au 20, où notre escadre, après s'être réparée, le vit tenant encore la mer? Ne sera-t-on pas surpris que l'Amiral Rodney

parle de son *Vice-Amiral*, que pour dire que son vaisseau a été endommagé, & son grand mât en grand danger, & qu'aussitôt il dit qu'il ne peut pas terminer sa Lettre sans faire le plus superbe éloge de *Amiral François* & de ses Officiers? — Cette attention si singulière de l'*Amiral Rodney* pour son *Ennemi*, n'est-elle pas un fort indice qu'il s'attend que ce brave & habile Officier écrira à sa Cour que, pour avoir été bien soutenu pendant toute l'action, il a battu l'*Escadre Angloise*? *Rodney*, d'ailleurs, sûre-t-il que c'est lui qui a battu l'*Escadre Française*, quand il se contente de dire „ à la fin de l'action on pouvoit regarder l'*Ennemi* comme complètement battu? „ Enfin, comment un *Marin* entendait-il qu'étant sous le vent des *François*, *Rodney* soit forcé trois de leurs *Vaisseaux* à sortir de leurs lignes & l'avoit rompue? Ces trois *vaisseaux*, sous le vent desquels il se dit avoir été, seroient tombés entre ses mains. Un homme du métier n'a pu écrire une telle surdité; mais des gens qui n'en font pas, ont pu commettre par une suppression des plus mal-entendues.

Voilà une partie des doutes que fera naître le texte même de cette Relation, qui, à ce qu'on assure, a été si horriblement tronquée, qu'on ne nous a pas seulement donné un tiers de ce que contient l'*Original*. Les bruits publics y suppléent à peu près comme on le voit.

Rodney se loue infiniment de la conduite de l'*Amiral Parker*; mais la politique des *Ministres*, qui voit en *Parker* un ennemi de *Palliser*, leur a fait supprimer cet article. — Il se plaint de plusieurs Capitaines nommément de *MM. Bateman*, du *Yarborough*, & *Douglas*, du *Terrible*, & les *Ministres* leur en font grâce, parce qu'ils sont de leurs amis, ainsi que le *Capitaine Carkett*, du *Sterling-Castle*. Il a manqué d'entendre les signaux. Il conduisoit la ligne de bataille l'armure à tribord, & il s'en est suivi le plus grand désordre dès le commencement de l'action; d'où on peut juger que le nombre de nos tués se borne point à 120, & celui des blessés à 353. — Le feu a pris deux fois au vaisseau *Amiral* pendant le combat. — Lorsque le combat a fini, son grand mât de perroquet fut emporté avec le pavillon *Amiral*,

servant de signal. La frégate qui devoit répéter les signaux, cessant de les répéter, parce qu'elle n'en voyoit plus, ce fut ce qui fit terminer l'action de notre part. Aussitôt les François formèrent leur ligne de bataille sous le vent; mais nos vaisseaux se trouvant trop écartés les uns des autres, le Sandwich & plusieurs autres étant très-maltraités, l'Escadre Angloise ne put point accepter le combat qui lui fut offert le même soir, & elle se retira pour se réparer. — Il est essentiel d'observer ici que les François étant sous le vent, ne pouvoient que nous offrir le combat, & nullement nous y forcer. Le Terrible n'a pas eu un seul homme tué ou blessé, quoique ce soit lui qui a remorqué l'Amiral hors de la ligne. Le Cornwall a eu plus de tués que l'Amiral, & presque autant de blessés. Il étoit le matelot de l'Amiral Rodney, qui, suivant son exposé, a soutenu seul l'effort de l'Ennemi. Où donc le Cornwall a-t-il eu ses 21 tués & ses 49 blessés? Ajoutons ici que les vaisseaux Anglois ayant combattu à deux cables les uns des autres, ils ont dû être plus maltraités que les vaisseaux François: on sait que c'est un ordre très-désavantageux; & il faut qu'il y ait encore ici une lacune considérable. Enfin, dans cette curieuse Relation, où notre Amiral suit le procès à ses Officiers, il se déclare lui-même deshonoré par eux. Il n'a point d'Officiers capables; & il a écrit de plus qu'il manquoit d'hommes, & qu'il étoit dévoré par le chagrin & les inquiétudes. — Il date sa Lettre devant le Fort Royal, le 26 Avril. Mais il ajoute (ce qu'on s'est bien gardé d'imprimer) qu'en effet il étoit à la Baye du gros Islet de Sainte-Lucie. Cela veut dire qu'il est à Sainte-Lucie comme il y a toujours été. Cela ne s'appelle point attendre l'Ennemi devant le Fort Royal. — Il parle aussi de la difficulté qu'il aura à tirer des munitions pour se réparer, des Arsenaux d'Antigua, qui sont infiniment plus éloignés que ceux du Fort Royal ne le sont de la Guadeloupe.



LETTRES HOLLANDOISES.

Sic omnes amor unus habet decernere ferro.

VIRGILE.

LETTRE XXI.

Nouveaux excès commis par les Anglois contre les Hollandois; leur conduite peut être attribuée à celle qu'à tenu le Gouvernement de Hollande; la République des Provinces-Unies est en état de faire la guerre à l'Angleterre; ressources de la République; ordonnance rendue pour les équipages des vaisseaux marchands: intérêt qu'ont les compagnies des deux Indes à ce que la République soit promptement armée; nouvel excès des Anglois: violence commise par des charbonniers Anglois; ils enlèvent un vaisseau François & violent par là le territoire de la République; c'est une hostilité préméditée; l'Angleterre refusera toute satisfaction à la Ré-

Tome IV. N°. 13. N

publique ; effet que produit dans les sept Provinces le traité de commerce de la France & de la Russie.

AMSTERDAM ce Juin 1780

LEs Anglois, Monsieur, veulent absolument nous avoir pour ennemis: il n'est pas d'injustices qu'ils ne commettent à notre égard, point de vexation qu'ils n'exercent contre notre navigation, point d'atrocités que ne fassent leurs corsaires contre nos vaisseaux marchands; tous les jours nous apprenons que les Anglois ont fait quelque nouvelle insulte au pavillon de la République: voilà ce que nous vaut cette timidité pusillanime qui nous a si longtemps obsédée: voilà le fruit que nous recueillons de cette politique qui nous a rendu l'objet du mépris des Anglois, & qui nous a ôté la considération dont nous jouissions autrefois dans toute l'Europe. Nous l'aurions conservée cette considération, & les Anglois eussent tout mis en usage pour cultiver notre amitié, si comme le vouloient tous nos bons patriotes, nous eussions armé notre neutralité, dès le commencement de la guerre. Notre Gouvernement ne pouvoit-

pas prévoir alors qu'il faudroit tôt ou tard déployer sur les mers toutes les forces de la République. La dépense que nous sommes obligés de faire aujourd'hui, ne pouvions-nous pas la faire il y a trois ans ? Les Anglois ne nous eussent pas fait plus de mal alors, qu'ils ne nous en font maintenant. La conduite qu'ils tiennent diffère bien peu de celle qu'ils tiendroient, si nous leurs eussions déclaré la guerre. Et je ne vois pas même ce qui peut nous engager à tarder si longtemps à rompre tout-à-fait avec eux : nous ne manquons ni de vaisseaux ni de munitions. Si nous manquons de Soldats, retirons ceux que nous employons si inutilement à garder, dans les Pays-Bas Autrichiens, ce que nous appelons les *Barrières*, qui pouvoient l'être autrefois, mais qui certainement, ne le sont plus aujourd'hui. Si nous n'avons pas assez de Matelots pour monter notre marine militaire, consignons notre marine marchande dans nos ports & mettons nos vaisseaux de guerre avec les équipages de nos vaisseaux marchands. Je suis persuadé qu'il n'y a pas dans ces mêmes ports un seul armateur qui ne consente avec joie à suspendre dans ce moment

le départ de ses vaisseaux; j'en juge par l'empressement que toutes les Villes ont fait paroître pour consentir à donner le tiers de son équipage pour hâter l'armement des vaisseaux que la République a résolu d'armer. Suivant l'ordonnance qu'on a rendue en conséquence: *Aucun vaisseau ou bâtiment marchand appartenants aux sujets de la République ne pourra mettre en mer, à moins qu'il n'ait auparavant remis volontairement au College de l'Amirauté de son port, le tiers de son équipage, sous peine d'une Amende de 600 florins par tête, que payeront solidairement, & l'armateur du vaisseau qui tentera ou aura tenté de sortir du port sans l'avoir fait.* Cette remise n'aura lieu cependant que deux fois par année, c'est-à-dire pour les deux premiers voyages que fera chaque vaisseau. Les petits bâtimens qui n'auront que deux hommes en outre du patron, ne seront pas assujettis à cette remise. Les vaisseaux employés aux différentes pêches, ceux des compagnies des Indes Orientales & Occidentales jouiront aussi de la même exemption. Je ne vois pas pourquoi ces deux compagnies sont exemptée: elles auroient dû donner l'exemple: &, sans

en être sollicitées, avoir offert de fournir le double de ce que fournissent les autres armateurs. Plutôt la République sera armée, plutôt ses vaisseaux couvriront les mers, & plutôt aussi les Anglois renonceront à leur projet d'attaquer nos établissemens des Indes. Tous les vaisseaux étrangers montés des équipages de leur propre nation, ne sont pas obligés de fournir aucun homme de leur équipage.

Il faut, Monsieur, que les Anglois imaginent que la confédération des Puissances neutres projetée par l'Auguste Catherine, ne se formera jamais, ou s'ils croient qu'elle s'effectuera, qu'ils pensent que chaque Puissance confédérée agira séparément & pour son intérêt particulier, sans prendre part à ce qui pourra intéresser les autres confédérés : les excès qu'ils se sont permis depuis la déclaration de l'Impératrice de Russie, sont beaucoup plus grands que tous ceux qu'ils avoient commis auparavant. Cette conduite n'annonce-t-elle pas le peu de crainte que leur inspire la confédération des Puissances neutres. Un corsaire de Liverpool rencontra, il y

a quelques jours , à 60 lieues de Bordeaux, un de nos vaisseaux marchands : il le hêla & lui envoya son canot. Le Capitaine du navire Hollandois montra ses provisions & prouva qu'il naviguoit sur son lest : le corsaire Anglois , fâché , sans doute , de ne pas trouver sur ce vaisseau des marchandises dont il pût s'emparer , en les qualifiant de marchandises de contrebande , pilla ce qui étoit à sa bienfiance , retourna à son bord , & peu-après il fit sommer le Capitaine Hollandois de venir à son bord avec la personne la plus distinguée du sien , c'étoit un passager : ils s'y rendent , on les dépouille l'un & l'autre , on les lie sur un canon , & on leur donne cinquante coups de corde , après quoi on les renvoie avec des marques de mépris non moins humiliantes que le traitement qu'ils avoient essuyé. Quel nom donnera-t-on à un tel excès ? Une nation qui les souffre ne se range-t-elle pas elle même parmi les peuples les plus cruels & les plus barbares ? Ce corsaire est connu , il porte une jambe de bois qui ôte au Gouvernement Anglois le prétexte de dire , suivant sa louable coûtume

me , que ne le connoissant point , il ne peut le punir. Mais l'action du corsaire de Liverpool , toute atroce qu'elle est , doit pourtant moins exciter l'indignation de tous les bons Hollandois que celle de cinq bâtimens Charbonniers Ecoffois ou Anglois. Si celle du corsaire de Liverpool intéresse l'humanité , celle des Charbonniers Anglois est un attentat contre la dignité , la Souveraineté & l'indépendance de la République , qui , s'il n'est pas réparé de la maniere la plus authentique , doit produire une rupture certaine entre la République & l'Angleterre.

Un Corsaire de votre nation , le Printems , Capitaine, Jean Huë , & monté de quatre canons , avoit mouillé dans la rade de Hellevoetsluis ; il mit en mer le 21 Avril dernier de compagnie avec quelques bâtimens Hollandois destinés pour la pêche de Groenlande : le Capitaine du Printems étant vis-à-vis de la pointe du Westland , & ayant aperçu cinq Charbonniers Anglois qui n'étoient qu'à 4 verges du Rivage vis-à-vis du Cap de l'Isle de Goeree , vira de bord pour

renter dans le port ; les Charbonniers Anglois s'en étant aperçus , firent la même manœuvre , & porterent sur le corsaire François , qui s'approchant alors de plus en plus de la côte , la longea de fort près sous la Ville de Goeree , même afin de pouvoir entrer dans le port. Les Charbonniers commencerent alors à tirer sur lui à balle , & ne cesserent pas un instant de le canonner sans que le corsaire François leur répondit. Les Anglois le poursuivirent toujours jusques près du fanal de Goeree , distant seulement d'environ six verges à l'Ouest de l'endroit où le corsaire François se vît contraint de se faire échouer sur le sable. Son équipage prit alors le parti de l'abandonner & de se sauver dans les Dunes de Goeree : pendant ce tems les Anglois continuerent à tirer sur le vaisseau , sans égard pour un grand nombre d'ouvriers Hollandois qui travailloient sur le Rivage. Les boulets passaient sur leurs têtes & même au milieu d'eux , ce qui les détermina à se retirer aussi dans les Dunes : alors les Charbonniers Anglois vinrent mouiller environ à la distance de 40 verges , tan-

dis que deux autres vaisseaux de leur nation plus petits étant fortis de la rade de Hellevoet, vinrent aussi canonner le corsaire François. Quand, vers midi, le reflux commença à mettre à flot le corsaire, les Anglois y vinrent avec leurs chaloupes; ils baissèrent le pavillon François, emmenerent le vaisseau du Rivage, l'attachèrent bord à bord du plus gros de leurs vaisseaux & en enleverent plusieurs effets. Des Pilotes Cottiers Hollandois leur ayant demandé en Anglois quel étoit leur dessein, & les ayant averti de prendre garde à ce qu'ils faisoient, le Capitaine du plus gros des Charbonniers leur répondit, *nous l'emmenerons; nous sommes aussi corsaires comme lui.*

La conduite de ces Charbonniers Anglois est une violation manifeste & volontaire du territoire de notre République : elle est accompagnée de circonstances très aggravantes; car elle s'est commise à la sortie d'un Havre de la République, & dans un endroit où ces Charbonniers se trouvoient à la portée du canon du Rivage, puisque le leur porta à terre. Le corsaire François ne les avoit pas provoqué à

combat , il n'avoit pas tiré sur eux : on peut donc raisonnablement considérer la conduite des Charbonniers Anglois comme une hostilité préméditée , peut-être même par le Ministère Anglois , qui , dans son inconsideration , a crû qu'il pouvoit , sans danger , insulter la République , pour se venger de ce qu'elle ne veut plus comme par le passé , se conduire suivant ses volontés. Le Comte de Welderen aura encore à cette occasion une conférence avec le Lord Stormont , auquel il ne manquera pas de dire que l'enlèvement du corsaire François est une violation incontestable du territoire de la République & du droit des gens , commise à force ouverte , que L. H. P. ne peuvent dissimuler , & pour laquelle il demande en leur nom , une satisfaction convenable , telle que la punition exemplaire des Charbonniers Anglois , & la restitution du vaisseau François. Il seroit de la dignité de la République qu'elle exigeât que ce vaisseau fut ramené à l'endroit d'où il a été enlevé : rien de cela , Monsieur , ne sera accordé ; foyez en sûr.

On s'occupe ici beaucoup du traité de commerce de la France & de la Russie dont vous me parlez dans votre dernière lettre. Les suites n'en peuvent être que funestes pour notre commerce, j'en vois avec effroi la ruine, comme très prochaine, & vous avez raison de croire que cette ruine ne peut s'opérer sans entraîner celle de la population de nos Provinces. Dès à présent les Provinces des Pays-Bas Autrichiens voyent leur population s'accroître aux dépens de celle des nôtres. Il n'y a pas longtems que cinq familles Hollandoises ont été s'établir à Anvers; que feras-ce, si on rendoit au port de cette Ville son ancien commerce, & si l'on augmentoit les débouchés des productions des Provinces Autrichiennes. Cela est plus facile qu'on ne le pense. Des Canaux & des Chaussées peuvent être construits. On m'écrit même de Bruxelles qu'on y parle beaucoup d'ouvrir une nouvelle Chaussée qui conduiroit jusqu'au Bas-Rhin, & de construire un Canal qui iroit jusqu'à la sambre près de Charleroi, parce Canal on ouvreroit une communication facile avec la Meuse.

J'ai l'honneur d'être &c.

L E T T R E X X I I .

Effet qu'a produit sur les bons patriotes de la Hollande le traité de commerce de la France avec la Russie ; combien les Hollandois sont intéressés à ce qu'il ne s'exécute point , la France & la Russie ont un égal intérêt à unir leurs commerces ; objets que peut fournir la France à la Russie ; quels sont ceux que la Russie peut lui donner en échange ; cause du retardement que ces deux nations ont apporté à leur union ; différens projets de traités de commerce ont été formés ; les commerçans François ont eu une idée fausse du commerce de la Russie ; avantages que celui-ci & celui de la France , retireront de leur union.

AMSTERDAM , ce Juin 1780.

CE maudit traité de commerce de la France & de la Russie me fait passer , Monsieur , bien de mauvais momens. Que ne puis-je , comme tant de mes compatriotes prendre le temps comme il vient. Je voudrois oublier

que je dois ma fortune au commerce & que de lui dépend la prospérité de mon Pays : je voudrois ne pas connoître le sentiment du patriotisme , je ne serois pas tourmenté , comme je suis , par la crainte que m'inspire la ligue , que le commerce de toutes les nations , semble avoir formé contre le nôtre.

Après les commerçans Anglois , ce sont ceux de notre Pays qui font les plus grandes affaires de commerce avec la Russie : les Anglois nous en ont enlevé une grande partie : la France , par son traité , nous enlèvera ce qui nous en reste. Notre commerce en Russie aura le même sort qu'a eu celui des Prussiens , auquel le Baron de Wolf a enlevé , pour la donner aux Anglois , la fourniture de l'habillement de tout le Militaire Russe. Je n'ai pas vu , sans effroi , les Espagnols envoyer en 1773 , dix gros navires à Petersbourg. Voilà , ai-je dit alors , le Midi qui va lier son commerce avec celui du Nord. Cette liaison , toute foible qu'elle étoit alors , & qu'elle est encore , va devenir d'une si grande étendue , que celle de notre commerce

se trouvera réduite aux productions de notre pêche & de nos colonies. Si le Midi tire directement les productions du Nord, que ferons-nous de ces mêmes productions dont nous formerons nos cargaisons de retour. Nous les vendons encore à la France & à l'Espagne, mais à la paix le besoin que ces deux Puissances en ont cessera, parce que ce seront leurs propres navigateurs qui les en approvisionneront, si elles ne les reçoivent même des navigateurs du Nord, qui les apporteront dans les ports de France & d'Espagne, & poussant plus loin dans les ports des Puissances d'Italie.

Le commerce de la France & celui de la Russie ont un égal intérêt à former entr'eux une liaison solide : les productions de l'une & de l'autre s'adaptent tellement à leurs besoins réciproque qu'il a fallu toute l'adresse, l'intrigue & le manège des Anglois, pour empêcher que ces deux nations ne se les procurassent par la voye de l'échange. La nature, il est vrai, avoit séparé les deux Empires par une vaste étendue du Pays, mais c'étoit au commerce à les rapprocher. Les nations qui ont une marine ne peuvent être

étrangere l'une à l'autre : elles sont voisines , à quelque distance qu'elles soient posées l'une de l'autre.

Quand je considère que la France produit de son cru ou par ses Colonies, des sels, des vins, des eaux-de-vie, des huiles, toutes sortes de fruits secs ou liquides, du sucre, du café, de l'indigo, des bois de teintures, des étoffes de soie, des étoffes riches, des galons d'or & d'argent, des draps, de la bijouterie, des verres, des glaces, des dentelles, des toiles fines, qui sont autant d'objets dont manque la Russie, & que de son côté la Russie a des chanvres en abondance, du lin, des cordages, du goudron, des mâts, des bois, des toiles à voiles, & autres grosses toiles, de l'huile & de la colle de poisson, des suifs, de la cire jaune, du miel, des fourrures & pelleteries de toutes espèces, qui sont autant d'objets que consomme la France, & dont elle ne peut se passer. Je ne conçois pas comment il a pu se faire que la Russie & la France aient tardé si long-temps à s'unir étroitement par un traité de commerce qui établisse entr'elles un échange continuel des objets qui peuvent s'envoyer directement, sans avoir besoin de notre en-

tremise & de celle des Anglois. J'oublie que je suis Hollandois, & en blâmant ces deux nations d'avoir été si longtemps sans être en liaison directe, je ne puis qu'applaudir à la sagesse de votre Gouvernement qui a enfin levé tous les obstacles vrai ou idéales, qui s'étoient jusqu'à présent opposés à l'union du commerce de la France avec la Russie.

Comment la Russie a-t-elle été si longtemps à voir qu'il étoit de l'intérêt de ses sujets, d'unir son commerce avec celui de la nation de l'Europe, dont la nation Russe tire le plus d'objets de consommation? Comment les Russes ont-ils tardé si longtemps à sentir qu'il étoit absurde que les habitans de St. Petersbourg tirassent d'une main tierce, nombre d'objets de leur consommation qu'ils pouvoient se procurer de la première main. Pourquoi un Russe qui avoit besoin d'une tabatière de Paris, ne s'adressoit-il pas plutôt à un bijoutier de cette Ville, qu'à un d'Amsterdam ou de Londres.

En examinant avec attention qu'elles ont pu être les causes de cette conduite inconséquente des Russes, je crois les avoir trouvées autant dans la politique & l'imprudence des François que dans

cette rivalité des Anglois qui les a toujours rendus si jaloux du commerce des François. Quand Pierre I. vint en France, il forma le projet de faire avec les François un traité de commerce, qu'il minuta lui-même à son retour dans son pays : sa mort en empêcha l'exécution, ce projet fut repris sous le regne d'Elisabeth, & en 1741 on touchoit au moment d'en voir l'exécution, mais le Chancelier de Russie le Comte de Bestuchew étoit favorable aux Anglois; Il écarta le projet du traité; le Roi de France lui-même y renonça, & toutes especes de liaisons cessèrent entre les François & les Russes. A Bestuchew succéda le Comte de Worontzow : il n'avoit aucune partialité ni pour la France ni pour l'Angleterre; il agit pour l'avantage de son Pays, & reprit le projet de l'unir à la France par un traité de commerce, dont il jeta même les premiers fondemens par un traité qu'il fit faire pour les tabacs d'Ukraine par le Comte Schouvalow, à qui appartenoit la vente exclusive de ces tabacs, avec les Fermiers Généraux de votre Roi : ce marché portoit un coup fatal au commerce des Anglois, auxquels il faisoit perdre une partie de la vente de

leurs tabacs de Virginie. Mais le marché fut mal exécuté, les tabacs d'Ukraine qui furent envoyés en France se trouverent d'une mauvaise qualité, de manière qu'il fallut revenir aux tabacs de Virginie avant; les Cours de Pétersbourg & de Versailles avoient fait un traité général de commerce, mais la mort d'Elisabeth empêcha qu'il ne fût achevé: il ne fut pas repris sous le règne de Pierre: Cathérine négligea aussi de s'en occuper: je tiens ces détails d'un homme très-instruit, de feu Mr. Sillonet, que votre nation n'a bien connu qu'après qu'il a cessé de lui être utile.

Mais si la Politique s'est opposée à ce que le commerce de votre nation s'unît étroitement à celui de la Russie, on peut dire que les négocians François n'ont rien fait de ce qu'ils auroient dû faire pour avoir en Russie la préférence sur les Anglois. Un préjugé fatal s'étoit emparé de vos négocians. Quelques revers qu'ils avoient essuyée dans des liaisons de commerce qu'ils avoient formé avec les Russes en 1723, leur avoient persuadé que ce commerce étoit ruineux pour eux. Nous profitâmes de ce préjugé, mais les Anglois en profiterent encore davantage, de manière qu'ils de-

vinrent, ainsi que nous, possesseurs exclusifs de toute la communication mercantile de la France & de la Russie. Les commerçans François, habitués à croire que l'Angleterre & la Hollande avoient seuls la clef des mers septentrionales, s'affermirent encore dans cette opinion, en voyant que ceux, qui gouvernoient leur pays, transportoient aux Hollandois & aux Anglois la fourniture, de la marine de leur Roi. Il étoit réservé au sage Ministère de Louis XVI, d'éclairer le commerce François sur ses véritables intérêts & de faire connoître à votre nation & en même temps à la Russie combien il importoit aux deux nations de commercer directement sans avoir recours ni à nous ni aux Anglois.

Pour vous faire connoître, Monsieur, les avantages que perdra notre commerce, si, comme vous me le mandez par votre dernière lettre votre Roi fait un traité de commerce avec l'Impératrice de Russie, j'entrerais dans quelques détails, qui, en même temps, pourront fixer vos idées sur les avantages que votre nation & surtout les sujets de Catherine en retireraient.

Notre commerce emploie annuellement quatre cents vaisseaux au com-

merce qu'il fait avec la Russie : la moitié de leurs cargaisons est composée de marchandises & de denrées de France, & en retour ces vaisseaux prennent des productions de la Russie, qui sont, pour la plus grande partie, apportées dans nos ports pour y être enmagasinés : le reste est porté dans les ports de France, d'Espagne & d'Italie : sur celles-ci nous n'avons que le bénéfice du fret, mais sur celles-là nos profits sont bien plus considérables ; mais aussi deviennent-elles beaucoup plus chères aux marchands des pays du Midi qui en ont besoin. Si les ports de Russie sont ouverts aux vaisseaux François, s'ils y sont attirés par des avantages aussi considérables que ceux qu'on y fait aux Anglois, le commerce de France gagnera sur celui de la Hollande le bénéfice du fret, tant sur les marchandises que ses vaisseaux porteront en Russie, que sur celles que ces mêmes vaisseaux ramèneront de la Russie, & la Russie, de son côté, profitera de tout le bénéfice que font sur elles nos commerçans pour les marchandises de France qu'ils lui envoient. D'ailleurs ces mêmes marchandises, partant directement des ports de Fran-

ce, ne seront plus chargées, comme elles le sont aujourd'hui, de frais de chargement, de magasinage, de droit de commission, d'entrée & de sortie : au moyen de cela, le commerçant François, vendant aux Russes sa marchandise 10 pour cent plus cher qu'il ne les vend à nos commerçans, les commerçans Russes qui les achèteront les payeront encore 10 à 15 pour cent moins qu'ils ne les payent présentement à nos commerçans.

Les vins, les eaux-de-vie, & les sels de France se récoltent en Septembre & en Octobre; nos commerçans, qui en approvisionnent les ports de Russie, ne peuvent les faire conduire directement des ports de France dans ceux de la Russie: il faut qu'ils les fassent décharger en Hollande dans leurs magasins pour y attendre que la saison des froids soit passée, que la navigation de la Baltique soit ouverte, & quand ils les font porter, ces marchandises sont chargées des droits d'entrée qu'elles ont payé en entrant dans nos ports, & des frais de débarquement, de rembarquement, de magasinage, de radoubage & de pilotage. Le profit que fera la France sur les marchand

ies qu'elle tirera de la Russie directement fera encore plus grand que celui que fera la Russie sur celles de France qu'elle tirera directement de la France. Les marchandises du Nord sont volumineuses & de peu de valeur, par conséquent les frais qu'elles supportent en Hollande, sont encore plus forts qu'ils ne le sont ceux de France. Je crois qu'on peut évaluer à 30 pour cent la différence qu'il y auroit entre les marchandises de France, tirées par les Russes de nos magasins, & celles qu'il se procurent présentement directement de la France, sans compter qu'ils le recevraient plutôt ; car le vaisseau François qui les chargeant dans son port pouvant faire son chargement au moment même de son départ, pourra aussi sortir du port beaucoup plutôt que le vaisseau Hollandois ne pourra sortir du sien, à cause que les rades & les canaux ne sont débarrassées des glaces qu'un fort tard. D'ailleurs vos navigateurs François vont avec plus de célérité que les nôtres. Je connois un armateur François du Havre de Grace, qui a fait en 1779 deux voyages à Peterbourg dans la saison de l'été.

J'ai prévu le traité de commerce avec la Russie dont vous me parlez quand j'ai vu l'exportation directe de votre commerce pour la Russie, qui n'étoit en 1773 qui de la valeur de 260 milles Roubles, être porté en 1774 à 346, 321 Roubles. En 1773 le port de Petersbourg n'avoit reçu que 11 vaisseaux François (a) & en 1774 il en reçut 18.

P. S. Je viens de recevoir dans l'instant une Lettre de Londres, dont je vous envoie la traduction.

Le Moine défroqué. La Touche, vient de quitter la Haye, il est allé à Londres, munis de fortes recommandations du Chevalier York, le pauvre diable depuis deux ans qu'il est parmi nous, s'est endetté de 7 à 8000 florins.

(a) Les ports de France qui envoient aujourd'hui un plus grand nombre de vaisseaux dans la mer Baltique, sont ceux du Havre, de Nantes, de Bordeaux, de Cette & de Marseille. Le port du Havre de-Grace étant plus près de la mer Baltique, il en part un plus grand nombre de vaisseaux pour cette mer, que des autres. Les cargaisons qu'on y forme sont de draps fins, de toiles de Rouen, de fruits confits, de liqueurs, de sucres, cafés, indigos, glaces, miroirs, meubles & ouvrages d'or & d'argent. Les mêmes objets forment les cargaisons du port de Nantes pour la Russie, mais en bien moindre quantité qu'au Havre. La Russie reçoit de Bordeaux des vins, des eaux-de-vie, des productions des Colonies, des fruits secs, de la poudre à friser, des pommades: c'est Cette qui envoie à la Russie les vins de Languedoc: ce port fait aussi passer des huiles, des bas de soie qu'ils tirent de Nîmes, & quelques étoffes de laine. Marseille fournit aux Russes des huiles, des olives, des capres, des anchois, des oranges, des citrons, de la pommade de Grasse, & plusieurs autres marchandises. Les étoffes de soie de Lyon qui se consomment en Russie, y sont apportées par terre à Lubeck, où on les embarque pour la Russie.

Extrait d'une lettre de Londres du 3 Juin

Vous savez, mon cher Correspondant, qu'il est émané l'année dernière un acte en faveur des Catholiques ; vous savez que les membres de l'association protestante se sont élevés contre, &c. &c. enfin je vous préviens que le Lord Gordon, Président de cette Association, s'est transporté hier, Vendredi 2 de ce mois, aux Chambres du Parlement, à la tête de 100,000 *Supplians*, pour demander la suppression de cet acte. La plupart des Lords & Membres des deux Chambres, surtout ceux qu'on savoit avoir voté en faveur de l'acte ; ont été arrêtés par les *Supplians*, maltraités, volés, & n'ont échappé qu'avec peine, surtout le pauvre Evêque de L'incoln qui tout maltraité qu'il étoit, a eu le bonheur de gagner une maison voisine à travers de laquelle il s'est sauvé de mur en mur. La maison a été forcée & visitée sans effet, pendant ce temps-là un détachement de *Supplians*, s'étoit porté à l'Hôtel de l'Ambassadeur de Sardaigne, d'autres à celui de Bavière, leurs Chapelles ont été pillées, en partie brûlées & démolies, on n'a pas fait plus de grâce à toute les Eglises Catholiques de Londres, elles ont été toute détruites, & brûlées, ainsi que plusieurs Maisons de particuliers Catholiques adjacentes : il est inutile de s'appesantir sur les Réflexions que cet événement entraîne, & sur les suites qu'il peut avoir.

LETTRÉS

HOLLANDOISES.

L'intolérance ne produit que des hypocrites ou des rebelles.

VOLTAIRE.

RÉPONSE

AUX DEUX LETTRES

PRÉCÉDENTES.

Le soulèvement des Protestants de Londres pourra avoir des suites funestes ; effet que pourra produire une descente des François en Angleterre ; elle a perdu toute la considération dont elle jouissoit ; son crédit est chancelant ; ligue formée contre sa Puissance en Asie ; la situation des Anglois en Amérique est très critique ; leurs ennemis y ont sur eux la supériorité ; idée fausse qu'ont les Anglois de l'Alliance de la France & des Etats-Unis ; sur quoi est fondée la rivalité de la France & de l'Angleterre ; pour affoiblir l'Angleterre il faut affoiblir son com-

Tome IV. N^o. 14. O

merce ; elle blâme la Politique des autres nations ; projet des Anglois sur l'Isle de Corse.

PARIS ce Juin 1780.

LE Lord Gordon , Monsieur , fait le petit Cromwell. En lisant l'Extrait de la Lettre de Londres que vous m'avez envoyée , je me suis rappelé l'assassin de Charles I , entrant à main armée dans le Parlement Britannique & en chasser tous ceux qui n'étoient pas de son parti. La Religion est un terrible instrument dans la main d'un ambitieux ou d'un de ces enragés de célébrité , qui veulent l'obtenir *per fas & nefas*. Je soupçonne le Lord Gordon d'avoir la manie ridicule de faire placer son nom dans les fastes de son Pays. L'acte dont il veut obtenir la révocation , étoit un acte qu'avoit dicté au Parlement Britannique la raison & la religion même. Jamais la raison , ni la religion n'ont prêché l'intolérance : c'est le fanatisme qui l'a imaginé , c'est l'intérêt personnel de ceux qui l'ont soutenu , qui l'ont perpétué. Il est honteux pour la nation Angloise qu'à la fin du

dixhuitieme siècle, on ait vu à Londres renverser les Chapelles des Catholiques Romains, & maltraiter les membres du Parlement qui avoient opiné en leur faveur en 1778. Je crains bien que cet événement n'ait des suites funestes pour les Ministres du Roi, pour le Roi lui-même & pour toute la nation.

Je vois ici nombre de gens qui soutiennent que ce seroit le vrai moment de faire une descente en Angleterre : je pense le contraire : l'effet de cette descente seroit de réunir les partis, de faire oublier aux intolérans les intérêts de la religion. Laissons, Monsieur, les Anglois se chamailler dans leur conseil national : si nous allions leur rendre visite, ils oublieroient à notre approche l'inconduite des Ministres de leur Roi : l'esprit de parti disparaîtroit parmi eux & sans être alors meilleurs patriotes qu'ils ne le sont aujourd'hui, ils agiroient tous de concert pour la défense de la patrie : les Anglois ne connoissent pas leur situation : je la crois la plus critique de toutes celles où ils se sont encore trouvés. En Europe ils ont perdu cette considération

politique , qui souvent leur a tenu lieu de force réelle , & dont ils ont fû tirer un si grand parti , pour faire d'aussi grandes choses , que celles qu'ils ont faites avec d'aussi petits moyens , que ceux qu'ils avoient. Que les temps sont changés ! Nous avons vu , sous Louis XIV , l'Angleterre armer toutes les Puissances de l'Europe contre la France , & aujourd'hui , si la France n'a pas armé toutes ces mêmes Puissances contre l'Angleterre , elle a fû déchirer le voile que cachoit la politique de l'Angleterre , la mettre tout-à-fait à découvert , & rendre toutes les Puissances indifférentes sur son sort. L'Empire des mers échappé aux Anglois ; ils le tenoient du peu d'intérêt que les autres Puissances maritimes prenoient à cette usurpation , & toutes aujourd'hui réclament leurs droits. Le crédit de l'Angleterre est à l'agonie , il touche au terme fatal où il cessera tout-à-fait d'exister : son commerce qui n'est encore que languissant à la même perspective que le vôtre , celui de toutes les autres Puissances , a formé une ligue aussi effrayante pour lui , que l'est pour le commerce de vos Pro-

vinces celle qui le menace. En Asie, des Princes Puissans ont conjuré la ruine des Anglois. Nadjekan Général du Grand Mogol, vient de les chasser du Bengale : les Marattes les menacent à Bombay, & Hyder-Ali-Kan sur la côte de Coromandel. Si les Anglois ont l'imprudence d'attaquer vos établissemens dans ces Pays, ce sera alors que toutes ces Puissances agiront & feront les plus grands efforts pour les chasser de l'Inde : mais c'est en Amérique que la ruine des Anglois paroît la plus assurée. Les élémens se sont déchainés contr'eux ; les tempêtes ont combattu pour la nouvelle République. Ni l'Amiral Arbuthnot, ni le Général Clinton n'ont rien fait & ne pourront rien faire contre Charles-Town. Si leurs vaisseaux ont été dispersés par les vents, leurs soldats seront moissonnés par les maladies occasionnées par les chaleurs excessives, qui dans cette saison regnent dans ces climats : les maladies ravagent aussi leurs flottes, & nombre de vaisseaux qui les composent ont été tellement fatigués, qu'ils sont hors d'état de tenir la mer. Rodney, en qui la na-

tion avoit mis toutes ses espérances, n'a pas battu le Comte de Guichen comme les Ministres de Sa Majesté Britannique l'avoient dit avec emphase. Si Rodney n'a pas été battu, ses vaisseaux ont été horriblement maltraités, au point que plusieurs sont hors d'état de servir. Dans ce moment-ci la France & l'Espagne ont certainement sur l'Angleterre une supériorité décidée : qu'elle fera la position des Anglois en Amérique, quand l'escadre, sortie de Cadix le 28 Mai dernier, y sera arrivée ? cette escadre, forte de 12 vaisseaux de ligne & de 5 frégates, & portant 12,000 hommes de débarquement, est sans doute, destinée à porter quelque coup que les Anglois seront trop foibles pour parer. Un autre orage les menace : c'est de l'escadre de Mr. de Ternay, partie de Brest le 2 de Mai, que partira la foudre : cette escadre qui va, sans doute, assurer la libiété des colonies confédérées, forcera les Anglois à renoncer à l'espoir de les remettre sous le joug. Une seconde escadre ne tardera pas à partir des ports de France, pour aller porter de nouveaux coups aux Anglois. J'ignore quels

font les projets des Anglois; mais il me semble que le comble de la folie feroit de s'obstiner plus longtemps à vouloir soumettre leurs colonies révoltées : il y en a parmi eux plusieurs qui imaginent que l'alliance de la France & de la République des Etats-Unis de l'Amérique ne sera pas de longue durée : *c'est une alliance*, disent-ils, *qui n'est pas naturelle*. Mais qu'est-ce qu'ils entendent par alliance naturelle? Celle de la France & de la nouvelle République l'est, si une alliance naturelle est celle que forment deux nations qui ont les mêmes intérêts : ces deux nations sont certainement alliées, & l'ennemi de l'une est l'ennemi naturel de l'autre. Du moment que les colonies se sont déclarées indépendantes, l'Angleterre est devenue leur ennemie naturelle, & par conséquent ces colonies sont aussi devenues les alliées naturelles de la France.

La France n'a aujourd'hui, à proprement parler, d'autres ennemis naturels que les Anglois; & l'inimitié réciproque de ces deux nations, est la suite naturelle de la rivalité de commerce qui regne entr'elles. Leur commerce est le

même : elles ont l'une comme l'autre à peu-près les mêmes productions territoriales & industrielles : elles possèdent tous deux des établissemens considérables en Amérique , elles en ont en Asie & en Afrique : Si la France a quelque chose à redouter de l'Angleterre , elle ne doit rien négliger de tout ce qui peut affoiblir sa force. Jamais occasion plus favorable pour y parvenir , ne s'est présentée : toute la force de l'Angleterre est dans son commerce : lui ôtant une partie de celui qu'elle fait avec l'Amérique , la France la prive d'une source abondante de richesses : c'est-à-dire d'une partie des sucres nutritifs auxquels le corps politique de l'Angleterre doit principalement sa force : abandonner les Etats-Unis , renoncer à leur alliance , ce seroit rendre à l'Angleterre toute sa force & sa vigueur passée. Les Etats-Unis ont autant & même plus d'intérêt que la France à l'affoiblissement de l'Angleterre , qui , si elle n'a pu les subjuguier jusqu'à présent , le pourroit peut-être dans la suite & lorsqu'elle auroit recouvré ses anciennes forces : si les Etats-Unis peuvent craindre cet avenir ils ne doivent rien négliger pour conserver l'amitié

de la France: les mêmes motifs qu'ils ont d'être alliés de la France, doivent aussi les porter à rester étroitement liés avec l'Espagne.

La manie des Anglois a toujours été & fera toujours de vouloir ramener la politique des autres nations à la leur. Je ne suis pas étonné qu'ils disent que la France & l'Espagne agissent contre leurs intérêts en secourant les Etats-Unis. Les Anglois ne vous ont-ils pas voulu persuader que votre République agit contr'elle même en ne s'unissant pas à eux contre la France & l'Espagne, & que la Russie & les autres Puissances du Nord, en s'unissant contr'eux, ont pris un parti tout-à-fait contraire à la saine politique? Connoissons-nous davantage, pouvez-vous répondre aux Anglois, les regles de la saine politique, quand nous nous sommes laissés entraîner par vous dans des guerres ruineuses, sans avoir aucun intérêt direct qui nous y engageât? Etions-nous mieux instruits des règles de la saine politique, & connoissons-nous mieux nos véritables intérêts que nous ne les connoissons aujourd'hui quand nous mêmes dans vos mains tout notre commerce, quand nous

préférerions votre alliance à celle de la France ?

Eh bien, Monsieur, voila donc Paoli qui va rentrer en scène ; il a formé, dit-on, un projet admirable pour rendre ses hôtes, les Anglois, maîtres de tout le commerce de la Méditerranée : ce seroit, sans doute, en les rendant maîtres de l'Isle de Corse : Je doute fort que ce magnifique projet réussisse. Les dispositions des Corfes ne doivent pas le faire espérer aux Anglois : traités comme ils le sont par la France, ils sont sans motif de préférer la domination Angloise à la domination Françoisse. Le sort des Américains & des Irlandois n'a pû leur faire naître le desir de changer de maître. Si la France se voyoit dans l'impossibilité de conserver leur Isle, il n'y auroit pas à balancer : elle devroit la céder à une autre Puissance ; à la Russie, par exemple, qui recevroit ce présent avec reconnoissance ; à la Maison d'Autriche, qui en retireroit des grands avantages, tant pour se donner une marine, que pour étendre le commerce de ses sujets d'Italie & des Pays-Bas ; à votre République enfin, qui en retireroit pour le moins autant d'avantages

que de quelques-unes de ses possessions du nouveau monde : mais il s'en faut bien que la France soit dans le cas de faire ce sacrifice : elle ne craint point les efforts que les Anglois pourroient faire pour lui enlever cette possession , & dans l'état où ils se trouvent présentement , ce seroit , de toutes les entreprises , qu'ils pourroient former , la plus inconsiderée.

J'ai l'honneur d'être , &c.



L E T T R E XXIII.

Conjéctures sur la démarche du Lord Gordon ; elle peut avoir été suscitée par les Ministres de Sa M. B. Effet que produira la révocation de l'acte, demandée par les protestans ; population des Pays-Bas Autrichiens ; il est plus avantageux pour les Hollandois que les Anglois conservent l'Empire des mers que de le leur voir enlevé à la condition que l'Escaut sera totalement libre ; aucune nation n'est plus propre au commerce que la nation Hollandoise, ses mœurs ne sont pas aussi altérées qu'on le pense ; le commerce de la Hollande peut se soutenir ; ses manufactures peuvent redevenir florissantes ; projet de reforme ; la République, en tems de paix, pourra avoir une marine considérable.

AMSTERDAM ce Juin 1780

JE ne pense point, Monsieur, que ce soit par zele pour le protestantisme, ni par haine pour le papisme que le Lord Gordon a fait la démarche de venir

demandeur au Parlement le redressement du Grief dont se plaignent ceux de la communion. Je ne le soupçonne pas non plus d'avoir eu la folle ambition de se faire placer par la postérité à côté de Cromwell. Pour en concevoir le projet, il faut un génie de la trempe de celui de Cromwell, pour l'exécuter avec succès il faut être favorisé par les circonstances comme l'a été Cromwell. Le Lord Gordon n'est peut-être qu'un instrument dont se servent les Ministres du Roi d'Angleterre, qui, pour distraire la nation des craintes que doit lui inspirer l'état où elle se trouve présentement, ont voulu l'occuper quelques momens par une émotion populaire, dont les suites ne pouvoient être funestes que pour quelques particuliers. Rien n'est plus commun en Angleterre, que de voir de ces scènes qui sont moins effrayantes qu'elles ne paroissent : elles sont un des grands moyens dont les Ministres du Roi se servent pour écarter un orage qui les menace. Un autre dont ils ont fait souvent usage dans de pareilles circonstances, a été celui de faire faire une guerre injuste ou inconsidérée : cela leur a réussi souvent.

On disoit hier ici que le Lord Gordon avoit été arrêté & conduit à la Tour; s'il a agi à l'instigation des Ministres, il en sortira blanc comme neige. Un de mes amis, qui est revenu hier de la Haye, m'a rapporté que le Chevalier Yorke, dans un souper qu'il donnoit chez lui, avoit dit que le Lord Gordon méritoit qu'on le brûlât vif. Son Excellence n'est pas sans doute dans le secret des Ministres de son maître, ou s'ils l'ont mis dans leur confiance, c'est les servir que de s'élever avec la plus grande force contre le zèle indifcret du pauvre diable de Lord: cela peut faire croire que ni le Lord North, ni le Lord Stormont &c. &c. n'ont pas eu de part à l'émeute du 2. de ce mois. Mais si la faction protestante obtient ce qu'elle demande, & qu'on rétablisse la rigueur des anciennes loix contre les Catholiques Romains, nombre de familles de ceux-ci quitteront l'Angleterre, passeront en Amérique pour y devenir sujets de la nouvelle République des Etats-Unis, ou iront augmenter la population des Pays-Bas Autrichiens, qui se peuplent de jour en jour aux dépens de nos Provinces & de

l'Angleterre. On m'a assuré que depuis quatre ans, la population de Bruxelles seule étoit augmentée de plus de 400 familles qui certainement n'y sont venues ni de France ni d'Allemagne : il est plus naturel de penser qu'elles habitoient auparavant l'Angleterre, l'Irlande ou nos Provinces. Depuis l'affaire du Comte de Byland 5 familles Hollandoises ont été s'établir à Anvers. Que feras-ce si cette ville redevient commerçante ? Cette maudite liberté de l'Escaut ne me fait pas de l'esprit : peut-être nous feroit-il plus avantageux de laisser l'Empire des mers aux Anglois que deles en voir dépouillés, à la condition, que la navigation de l'Escaut seroit rendue libre. Si les Anglois sont forcés de reconnoître qu'ils n'ont aucun droit à l'Empire des mers leur orgueil sera humilié ; mais leur commerce ne souffrira en aucune manière de la liberté dont jouiront les mers : il n'en sera pas de même de l'affranchissement de l'Escaut ; les suites en feront, on ne peut pas plus funestes pour le commerce de nos Provinces en général & surtout de la ville d'Amsterdam, qui n'a élevé son com-

merce que sur les ruines de celui d'Anvers. Aucune nation, Monsieur. n'est plus propre au commerce que la nôtre : elle en a les mœurs ; elle en a l'esprit. L'habitude de l'économie fait tourner sa richesse à l'avantage du commerce. Dans les autres pays, le commerçant ne desire l'opulence & ne cherche à devenir riche que pour satisfaire son luxe & cesser d'être ce qu'il est. Le luxe s'est introduit chez nous, mais le gros de la nation a conservé l'esprit d'ordre & d'économie qu'elle a eu dès les premiers momens de son indépendance. Notre peuple est aussi frugal aujourd'hui qu'il l'étoit il y a 200 ans ; ceux de nos négocians qui ne sont encore qu'aisés vivent encore comme vivoient leurs pères : ceux qui sont extrêmement riches, connoissent un peu plus, qu'ils ne la connoissoient autrefois, la délicatesse de la table, l'élégance des habits ; ils sont peut-être moins assidus au travail, mais le nombre n'en est pas encore assez grand pour que leurs mœurs deviennent celles de la nation en général.

Notre commerce n'est plus présentement ce qu'il étoit autrefois : Je crois

même qu'il diminuera encore ; mais quelque chose qu'il arrive , nous aurons toujours l'avantage d'être plus habiles commerçans que ne le feront ceux des autres nations : plusieurs branches de notre commerce d'économie pourront languir , même dessécher ; mais qui nous empêchera de nous attacher à d'autres branches que nous négligeons présentement , & qui pourront devenir d'un plus grand rapport qu'elles ne le sont aujourd'hui ? Nous n'aurons jamais une grande abondance de productions territoriales ; mais il ne faut pas croire que notre pays ne soit que canaux , tourbieres , jardins ou prairies , comme le croient les voyageurs , qui , lorsqu'ils viennent nous visiter , se contentent de parcourir notre province de Hollande ; ils seroient détrompés s'ils visitoient nos Provinces de terre : s'ils voyageoient dans la Gueldre , le Comté de Zutphen & les Pays de la généralité. Cette partie de notre territoire est cultivée & offre des objets immenses d'amélioration. On évalue à 80 lieues quarrées les terres qui sont en friche dans la Gueldre , la mairie de Bois-le-Duc , & la Ba-

ronnie de Breda. Si ces terres ne sont pas propres à la culture du froment, elles sont excellentes pour celles du seigle, de l'orge, de l'avoine, du sarazin, du treffle, des pommes de terre, des navets & du sporée. On pourroit aussi planter, & ils y viendroient bien, des chênes, des sapins, des hêtres, des aulnes : on dira que nous manquons de bras ; mais si notre commerce d'économie en emploie moins qu'il n'en occupe aujourd'hui, ces bras oisifs pourront être employés à notre culture.

Nous avons pû autrefois le disputer aux autres nations pour les productions industrieuses, avons-nous aujourd'hui moins de moyens que nous n'en avons anciennement de manifacter ? Ces moyens sont les mêmes aujourd'hui qu'ils étoient alors : alors nous n'avions pas plus de matieres premières que nous n'en avons présentement : cependant les productions de nos manufactures de Leyde, d'Amsterdam, de Harlem, d'Utrecht, d'Overissel, de Groeningue, de de Frise, soutenoient dans tous les marchés de l'Europe la concurrence des productions des fabriques de toutes les na-

tions. Nos fabriques d'étoffes de soye, de laine, de toiles, de fil, de coton existent encore ; mais elles sont languissantes, sans cependant avoir rien perdu de leur réputation : leurs productions sont aussi parfaites qu'elles l'étoient : elles peuvent soutenir la concurrence pour la beauté, mais non pas pour le prix. Ce n'est pas la rareté de la matière première qui en est la cause : toutes espèces de matières premières sont chez nous en aussi grande abondance que dans aucun des autres pays manufacturiers de l'Europe. Notre pays ne produit point les matières que nos manufactures emploient, mais combien de pays sont également privés de celles qu'ils manufacturent ? Et certainement nos provinces situées comme elles le sont au centre de l'Europe, peuvent, par le moyen de leur navigation, se rendre propres les productions de tous les pays. La cherté de notre main-d'œuvre a été l'unique cause du dépérissement de nos manufactures, & cette cherté a été occasionnée par celles des denrées qu'ont produit les droits exorbitans dont il a fallu les charger, & les impôts & les

taxes dont on a été forcé de charger le commerce. Un effort généreux que feroient parmi nous tous les bons citoyens, chacun suivant ses facultés, pourroit libérer nos provinces : il est d'ailleurs des dépenses qu'elles sont obligées de faire, qu'elles pourroient retrancher, & d'autres qu'elles pourroient diminuer. Je suis persuadé que si dans chacune de nos Villes on ouvroit une souscription en faveur de la marine de la République & qu'on renouvelât tous les ans cette souscription, son produit seul suffiroit à l'entretien de nos Amirautes, alors le commerce seroit soulagé d'une grande partie du fardeau énorme qu'il porte présentement.

On dit ici que quand la paix sera faite entre la France & l'Angleterre, la République reformera au moins un tiers de son armée de terre : elle le pourra facilement, si elle renonce à la garde des places des Pays-Bas Autrichiens ; vu le système politique actuel de l'Europe, il est fort inutile que nous employions 13,000 hommes à garde de ces places ; c'est envoyer gratuitement notre argent à nos voisins. On

ajoute qu'en même-temps que la République diminuera sa force de terre, elle augmentera celle de mer, & qu'elle aura toujours en mer ou dans ses ports 50 vaisseaux armés, dont la moitié fera, à l'exemple des Anglois, employée en différentes stations, pour y protéger les vaisseaux des sujets de la République.

J'ai l'honneur d'être &c.

P.S. A l'instant que je fermois ma lettre j'ai reçu d'Ostende les détails suivans.

Le 17 Juin après midi, nous avons été témoins d'un combat très sanglant entre une frégate Françoise de 24 canons de 12 livres de balles & une frégate Angloise de 36 canons du même calibre: Ce combat se passa si près de notre grande batterie, que l'on fit le signal d'avertissement par trois coups de canons. Il n'est pas possible de montrer plus de courage & d'intrepidité que l'en ont fait voir les Commandans de ces deux frégates, & surtout le Stassilas, (nom de la frégate Françoise) qui, quoi qu'ayant perdu son mat de Mizaine, ne cessoit de combattre &

de présenter l'abordage à l'Apollon , (nom de la frégate Angloise) qui ne jugea pas à propos de l'accepter , & qui , malgré sa grande supériorité , prit honteusement la fuite à toutes voiles & vent arriere. Le Stanislas lui fit même des reproches de son peu de courage par cinq coups de canons qu'il lui tira encore après le combat.

A cinq heures du Soir le Stanislas manœuvra pour entrer dans notre port : mais nos Côtes étant apparemment peu connues du Commandant qui se nomme Moutard , la frégate prit fond sur un banc appelé le *Stroomen* ou l'équipage entier courut pendant quelque instans risque de perdre sa vie. Aussi tôt les deux mats qui restoit furent coupés & l'on fit signal d'assistance sur quoi on envoya à son secours deux chaloupes de pêcheurs qui étant rentrées dans le port à la fin du jour ramenerent les morts de la frégate au nombre de 5 & les blessés qui étoient au nombre de 30. Nous avons sçu de ceux-ci que la Frégate Françoisse étoit armée en guerre chargée de vivres destinés pour les Indes Occidentales. Les François sont d'autant plus dignes d'é-

loges dans cette occasion qu'ils avoient à combattre un ennemi plus fort, tant par son équipage, qui étoit plus considérable, que par sa grosse artillerie, qui étoit d'un tiers plus nombreuse.

Le lendemain 18, le Stanislas est entré dans notre port tout désarmé & ayant besoin d'une grande réparation. Cependant les braves Marins qui le montoient poussèrent des cris de joie, & étoient, disoient-ils, *ravis d'avoir agi en François, c'est-à-dire, d'avoir vaincu devant être vaincus, & de n'avoir pas été faits prisonniers.*



A V I S.

CHANGUION, *Libraire à Amsterdam, vient de mettre en vente un nouveau Volume de l'Intéressante Collection des Voyages.*

LETTRES HOLLANDOISES.

Dans le monde il n'est rien de beau que l'équité
Sans elle la valeur, la force, la bonté
Et toutes les vertus dont s'éblouit la terre
Ne font que faux brillants & que morceaux de verre.

BOILEAU.

REPONSE A LA LETTRE XXIII.

Le commerce des Provinces-Unies peut s'affoiblir mais il sera toujours considérable; elles en feront toujours un considérable avec la France; il sera plus aisé d'augmenter leurs productions territoriales que de rendre à leurs manufactures leur ancien éclat; on n'enlèvera pas à la Hollande son commerce d'épicerie; liaisons que pourront former entr'eux le commerce de la République & celui du Portugal; la conduite de S. M. B. à l'égard des Hollandois n'est pas approuvée en Angleterre; on y désapprouve les mémoires remis par le Chevalier Yorke à L. H. P. Lettre de George II à sa fille; ce Prince a souvent peu ménagé la République; le Roi d'Angleterre n'a pas consulté son Parlement; manière dont les Ministres de S. M. B. veulent excuser l'infraction du traité de 1674.

Tome IV. N^o. 15.

P

PARIS ce Juin 1780.

Quelques choses qui arrivent, Monsieur, les Provinces qui forment votre République feront toujours du commerce : celui des Provinces maritimes s'affoiblira plus que celui des Provinces de terre, qui, si elles acquièrent de nouvelles productions, pourront même donner au leur plus d'étendue qu'il n'en a présentement. La pêche vous restera en entier. Les autres nations maritimes pourront s'en occuper, mais elles s'en occuperont certainement moins que la vôtre, qui aura toujours pour elle la situation du pays qu'elle occupe. La Province de Frise conservera son commerce de fret, du moins en partie, surtout celui qu'elle fait avec la France, parce que le Frison pourra toujours naviguer à moins de frais que le François. La marine marchande de la France augmentera considérablement à la paix, mais le commerçant François qui n'a pas, comme le commerçant Hollandois, l'habitude de se contenter de petits gains, préférera de tirer de vos ports nombre d'articles qui lui reviendront à aussi bon marché, que s'il les tiroit des lieux mêmes qui les produisent, & qu'il les fît voi-

turer par ses propres vaisseaux. Je crois qu'il vous sera facile de mettre en valeur les terres qui sont présentement en Friche : votre Lac de Harlem, qu'on auroit dû dessécher il y a long-tems, & qui le feroit présentement, si l'intérêt du commerce de votre ville n'avoit pas été préféré à l'intérêt général, vous donneroit, s'il étoit desséché, de nouvelles productions ou de nouveaux paturages. Mais il ne vous sera pas aussi aisé de remettre vos manufactures dans l'état florissant où elles étoient autrefois : ce que vous pouvez espérer, c'est que leurs productions fussent à la consommation intérieure de vos Provinces, si leurs habitans sont assez bons patriotes pour préférer les étoffes de fabrique nationale, à celles des fabriques étrangères. Plus le commerce d'œconomie diminuera dans votre pays plus le luxe y augmentera : votre commerce des Indes Orientales pourra diminuer, mais celui des Indes Occidentales doit nécessairement augmenter, puisque vous pourrez porter aux habitans des colonies qui composent la République des États-Unis, les productions de votre

industrie & recevoir en échange celles de leur sol. On pourra faire de grands efforts pour vous ôter une partie de votre commerce d'Epicerie: mais quelque dépense que fassent pour cela les nations rivales, elles ne parviendront jamais à vous priver tout-à-fait du débit de ces précieuses productions.

Le Portugal, dit-on, veut aussi établir une compagnie des Indes Orientales: il vaudroit mieux pour son propre intérêt qu'il s'occupât du soin de donner plus de valeur à son sol & plus d'activité à l'industrie de ses habitans. Tant que le Portugal ne secouera pas le joug sous lequel l'a mis l'Angleterre, il ne fortira pas de l'espèce de léthargie où il est tombé. Il est de l'intérêt de votre commerce que celui des Portugais sorte de la dépendance de celui des Anglois.

Il s'en faut bien que votre commerce du Levant soit aussi considérable qu'il pourroit l'être; mais pour l'honneur de votre nation, il faudroit que vos commerçans renonçassent au commerce honteux qu'ils font des passeports des Barbaresques.

Mais revenons à vos bons amis les Anglois, qui continuent à enlever les

vaiffeaux des fujets de votre République, furtout dans la méditerranée : cette piraterie , au refte , qu'autorife & excite fans doute le Gouvernement Britannique, n'eft pas approuvé du gros de la nation. Votre République, au milieu même de Londres, a un parti confidérable qui ne cefle de s'élever contre les violences que les corfaires Anglois & la marine de S. M. B. exercent contre votre commere. Un de vos meilleurs amis de Londres eft le Lord Shelburne. Le Chevalier Yorke n'aura fans doute pas fait mettre dans vos papiers publics, ce que ce Lord a dit il y a quelques jours dans la chambre des Pairs fur les mémoires que fon Excellence Britannique a remis à L. H. P. La hauteur qui régnoit dans ces mémoires ; le ton impératif qu'on y prenoit ; les menaces qu'on y avoit inférées ont paru déplacées nonfeulement au Lord Shelburne, mais à tout le parti de l'opposition , à tous les commerçans & généralement à tous les Anglois qui ne font pas entierement vendus au Lord North. Si votre Stadhouder veut faire rechercher dans les archives de fa maifon , il y trouvera une lettre qu'il

pourra faire lire au Chevalier Yorke. Cette lettre est de George II : elle étoit écrite à sa fille la Princesse Royale à la quelle il disoit, *que la Hollande & l'Angleterre devoient se regarder comme mari & femme, qui, comme tels, pouvoient, sans conséquence se quereller, quelquefois même s'égratigner, mais devoient se raccommo-der, & surtout ne devoient jamais se brouiller* : oui : mais si le Mari roste sa femme, lui donne continuellement des nazardes, la traite avec mépris & pousse la brutalité jusqu'à vouloir la deshonorér aux yeux du public, quelle sera la femme assez bonasse pour prodiguer encore ses caresses à un tel mari continuer à vivre avec lui, & à avoir la même table & le même lit ?

George II n'a pas cependant toujours traité votre République avec les égards qu'il lui devoit : il a pris quelquefois avec elle un ton qui pouvoit mortifier l'orgueil Républicaine, d'autant qu'alors on avoit encore parmi vous cette fierté naturelle aux peuples libres ; alors quand la République étoit insultée, on ne disoit pas, on n'imprimoit ni à la Haye, ni à Utrecht, *nous parlerons dans quelque temps comme il*

conviendra : au lieu de cela on courroit à la vengeance : tous les citoyens , fans distinction , demandoient à grands cris qu'on prit les armes. Le premier comme le dernier des fujets de la République , ne respiroit que les combats. Dans ce temps , propofer d'ufer de ménagement , & de diffimuler les insultes que la République recevoit , ç'auroit été se fermer pour toujours la porte des emplois , des honneurs & des graces. Dans ce temps aussi l'Angleterre pouvoit fans imprudence , braver le ressentiment de la République : l'Angleterre avoit , pour ainsi dire , enchaîné la victoire à son char : elle avoit véritablement en sa puissance le trident de Neptune , & dans les quatre parties du monde elle donnoit la loi à ses ennemis. *Mais le ton qu'ont pris les Ministres de George III avec votre République , est celui qu'ont des audacieux , a dit le Lord Shelburne , qui croient écarter le danger qui les menace en paroissant ne pas le craindre.*

C'est à présent que les Anglois connoissent combien le droit qu'a leur Roi de faire à son gré la guerre & la paix sans le concours de la Puissance

législative, est un droit dangereux. C'est de toutes les prérogatives de la Couronne d'Angleterre, celle qu'il faudroit le plus limiter. Si Sa Maj. Brit. eût consulté son Parlement; s'il eut demandé, s'il approuveroit qu'il violât les traités faits avec votre République, le Parlement s'en auroit détourné : on doit le croire, puisque les Partisans même des Ministres se sont tûs, quand le Lord Shelburne s'est élevé avec tant de force contre la conduite que Sa Maj. Brit. a tenue à l'égard de votre République. *La nation*, a-t-il dit, *est vivement intéressée à connoître qui sont ceux qui ont conseillé au Roi la démarche imprudente de rompre en visière à la République, & ont pû déterminer Sa Maj. à prendre une résolution aussi précipitée & aussi dangereuse que celle qu'elle a prise à l'égard de la Hollande.*

Quelqu'habile politique que soit le Chevalier Yorke, il s'en faut bien qu'il soit aussi profond que l'est le Lord Stormont. Dire, comme l'a fait le Chevalier Yorke, pour excuser l'infraction du traité de Décembre 1674, que les clauses contenues dans un traité, devoient céder à la raison d'Etat, c'étoit répéter ce que tous les négociateurs An-

glois avoient soutenu toutes les fois qu'on s'étoit plaint du peu de respect que le ministère Britannique avoit pour la foi des traités. Le Lord Stormont, plus habile & plus subtil a trouvé une autre maniere d'excuser l'infraction d'un traité: il a prétendu qu'il falloit consulter en masse & considérer sous un seul point de vue tous les traités qu'avoient fait entr'elles l'Angleterre & la République des Provinces-Unies & ne point s'arrêter au traité seul de 1674. On a cru jusqu'à présent qu'un traité antérieur pouvoit déroger à un traité postérieur, mais il étoit réservé à la profonde & subtile politique du Lord Stormont, d'imaginer qu'un traité antérieur rendoit nulles les dispositions d'un traité qui lui étoit postérieur. Suivant lui le traité de Février 1674 a dérogé à celui du mois de Décembre de la même année, sur lequel votre République fonde les droits qu'elle a prétendu avoir de faire porter des munitions navales dans les ports de France. Cette maniere d'éluder les termes claires & précis du traité du 11 Décembre 1674, est nouvelle, il falloit pour l'inventer le genie sublime & étendu du Lord Stormont. J'ai l'honneur d'être &c.

L E T T R E XXIV.

Nouveaux excès commis par les Anglois à l'égard de la République des Provinces-Unies : obstination de la Province de Zélande à ne pas accorder des convois illimités ; situation actuelle de Gibraltar ; ce qu'on pense en Angleterre de l'émeute du 2 de Juin ; projet chimérique d'une réconciliation avec les Américains : situation de ceux-ci suivant les Anglomanes ; les Anglois Américains sont sans motifs de se réunir aux Anglois d'Europe ; idée qu'on doit se former du Peuple Américain : la situation des Américains, après leur réunion à l'Angleterre, seroit très facheuse ; leurs dispositions à l'égard des Anglois ; la Situation des Américains est moins à plaindre que celle des Anglois ; les représentans Américains comparés à ceux des Anglois ;

AMSTERDAM ce Juin 1780

L'Angleterre, Monsieur, ne respecte pas plus en Amérique qu'en Europe le territoire de la République : il n'y a pas de jour que ses Corsaires ne

commettent quelques excès sur les côtes de St. Eustache ; un d'eux , après avoir fait échouer un bâtiment Américain & l'avoir pillé , s'est , par maniere de passe-temps , amusé à tirer à boulet & à mitrailles sur les plantations & les habitans ; un jeune homme de l'Isle a été tué & plusieurs Nègres ont été blessés. Le lendemain le même corsaire s'est encore emparé d'un autre bâtiment Américain sous le feu même du fort & des vaisseaux Hollandois qui étoient dans le mouillage. Que feroit de plus l'Angleterre si elle étoit en guerre avec notre République ? Cette conduite prouve à leurs partisans , que le parti que nous avons pris à leur instigation , de rester si longtemps défarmés , étoit le plus mauvais que nous puissions prendre ; nous voyant sans moyens de nous venger , ils ont cru qu'ils pouvoient impunément nous braver. La conduite qu'ils ont tenue avec toutes les autres Puissances neutres a été inconséquente , mais à l'égard de notre nation , tout ce qu'ils ont fait , a été marqué au coin du mépris. Depuis même que nous leur avons donné quelques signes de vigueur , il ne paroît pas que leur façon de pen-

fer soit changée : je suis persuadé qu'ils doutent encore que nous soyons dans l'intention de nous venger, & ce qui les confirme peut-être dans cette idée, c'est l'obstination de la Province de Zélande à ne pas acquiescer à la résolution prise par les six autres provinces d'accorder des convois illimités. Cette conduite des Zélandois prouve à quel point l'intérêt personnel l'emporte chez eux sur l'intérêt général : ils ne sont si modérés ; ils ne préfèrent la voie des conférences amicales & des négociations à celle des armes, que parce qu'ils sont présentement avec les Anglois un très grand commerce de munitions de guerre. Après les procédés arbitraires & insultans de l'Angleterre, comment peut-on croire qu'il existe encore le moindre sentiment de patriotisme dans ceux qui persistent à vouloir que nous usions de modération avec les Anglois ? Au reste, toutes les représentations des Zélandois n'empêcheront point l'exécution du vœu unanime des autres Provinces : celle de Zélande se déshonore aux yeux de l'Europe entière, & les Anglois eux-mêmes, qui ne lui en feront aucun gré, seront les premiers à les

traiter avec mépris : ils n'auront pas plus de ménagemens pour les vaisseaux Zélandois, que pour ceux des autres Provinces. Les Anglois se sont voués à l'injustice & ne cesseront d'être injustes que lorsqu'ils n'auront plus le pouvoir de l'être impunément. Le beau rôle que va jouer la Zélande vis-à-vis de toutes les Puissances du Nord, si elle prend le parti de persister dans la résolution d'user toujours de ménagement avec les Anglois ! La conduite que l'Angleterre a tenu à l'égard de notre République a révolté toutes les nations : ce sont leurs injustices à notre égard qui ont formé la confédération des Puissances neutres, & une de nos Provinces semble par la conduite qu'elle tient, désapprouver cette même confédération : c'est une insulte qu'elle fait à la Russie, qui, par ses conseils, nous a déterminé à prendre le parti que nous avons pris de repousser la violence par la force : c'est condamner la conduite de la Suède & du Dannemarck, & celle de Portugal, qui tout allié qu'il est des Anglois, a pris le parti d'interdire à leurs corsaires, l'entrée de ses ports, c'est à dire leur ôter les moyens de continuer leurs pirateries dans ces parages.

Concevez-vous, Monsieur, que Gibraltar soit aujourd'hui à la veille de se voir livré à toutes les horreurs de la disette, comme il l'étoit lorsque Rodney fut assez heureux pour le ravitailler. Les Ministres de Sa Maj. Britannique auroient bien dû voir que, les vivres & les munitions qu'ils envoyotent, n'étoient pas suffisans pour mettre les assiégés en état de tenir longtemps. Le Ministère Anglois a trop compté sur la négligence des Espagnols : il s'est flatté que de petits bâtimens des côtes d'Afrique pourroient facilement passer & entrer dans le port de Gibraltar sans être apperçus ; ses espérances ont été trompées. Depuis deux ou trois mois, trois ou quatre de ces petits bâtimens ont échappé à la vigilance de D. Barcelo. Gibraltar manque totalement de vivres. La disette d'eau, qui y regne, y occasionne des maladies qui le prive chaque jour d'un nombre considérable de ses défenseurs, tous les vaisseaux qui sont dans sa baye auroient été consumés par les flammes si les vents ne se fussent opposés à ce qu'ils le fussent. Si les Anglois veulent tenter d'envoyer des secours aux assié-

gés, je doute fort qu'ils réussissent ; avant qu'ils arrivent à Gibraltar, il faudra battre Don Gaston ; ce qui pourra bien n'être pas facile.

Vous avez pensé, comme pensent plusieurs Anglois, qui croient, ou du moins, disent que l'émeute, excitée par le Lord Gordon, étoit l'ouvrage des Ministres de Sa Maj. Brit. Le Lord Shelburne, en le disant dans la Chambre Haute du Parlement, a cité une émeute approchant semblable à celle du 2 de ce mois, que les Ministres du Roi avoient fourdement excitée pour faire diversion. Quel Pays ! Quel peuple ! Quelle constitution ! Que l'Anglois vante, tant qu'il voudra, sa liberté, il ne me persuadera jamais que son sort soit plus heureux que celui des habitans des autres Pays, même de ceux qui sont soumis aux loix d'un seul. *Ma propriété est assurée*, dit l'Anglois, mais si le pouvoir souverain ne peut l'en priver, le caprice d'un peuple effréné l'en dépouille. Le Lord Mansfield & le Chevalier Saville sont aujourd'hui bien persuadés que, qui est à Londres possesseur d'une très belle maison, n'est pas sûr d'en jouir demain. Les dégats

qu'ont fait les fanatiques partisans du Lord Gordon sont évalués, à ce qu'on me mande de Londres, à 2, 000, 000 Liv. Sterl. Cet événement funeste a déjà fait sortir d'Angleterre nombre de familles Catholiques; presque toutes se sont réfugiées dans les Pays-Bas Autrichiens. Je ne pense pas que les Ministres du Roi se soient entendus avec le Lord Gordon, mais ils retirent du moins de sa folle entreprise l'avantage d'être moins tourmentés qu'auparavant; pendant quelque temps, on les laissera tranquilles; on les fatiguera moins à leur demander des nouvelles de ce qui se passe au de-là des mers; on oubliera les plaintes de Rodney; on leur reprochera moins leur prodigue administration; il est vrai que cela ne durera pas longtemps, & que la première nouvelle qu'on recevra d'Amérique pourra bien les exposer à de nouveaux reproches. S'il étoit vrai que l'escadre du Comte de Guichen se fût jointe à celle sortie de Cadix dans le mois d'Avril dernier, les suites de cette jonction ne pourroient qu'être funestes pour les Anglois. L'Isle de St. Christophe n'est présentement peut-être plus à eux. On pourroit peut-être bien aussi apprendre dans peu à Londres, que l'expédition de Clinton s'est terminée par une retraite précipitée.

Nos Anglo-manes parlent encore ici du projet chimérique d'une réconciliation des Colonies confédérées avec leur mere-patrie. *Elle n'est pas si éloignée; disent-ils,*

qu'on le pense. La misère dans laquelle sont plongés aujourd'hui les Américains, a disposé le plus grand nombre d'entr'eux à rentrer dans leur devoir : ce qui les retient, c'est la tyrannie de ceux d'entr'eux à qui toute l'autorité est confiée. Nous croyons bien que le Congrès ne voudra jamais consentir à entendre parler de paix sans le concours de la France & de l'Espagne ; mais nous savons aussi que les assemblées des Colonies sont dans d'autres dispositions. La pauvreté & la détresse générale de toutes les Provinces, le décri du papier monnoye, sans lequel les Américains ne peuvent pas continuer la guerre, la dette enorme qui les acable déjà, & dont le fardeau ne peut que grossir s'ils ne font pas promptement la paix, sont de grands motifs pour qu'ils la desirerent avec ardeur. Le peuple Américain en général, nous en sommes certains, déteste les François, & le peu de fruit qu'ils voient que le congrès a retiré de son alliance avec cette Puissance, lui fait souhaiter de se réunir à l'Angleterre. Les Américains ne la regardent plus comme une marâtre ; le souvenir du bonheur dont ils jouissoient, lorsqu'ils lui obéissoient en enfans soumis, leur rend encore plus insupportable les maux qu'ils éprouvent présentement.

Si les Anglo-manes étoient moins prévenus qu'ils ne le sont, on pourroit leur répondre que cette prétendue situation des Américains n'existe que dans l'imagination des Ministres de Sa Majesté Bri-

tannique qui la supposent pour donner quelque vraisemblance au projet de reconciliation dont ils amusent leur maître ; & le peuple , & auquel ils voudroient que crussent les gens censés du Parlement : il n'est aucun de ceux-ci qui croit possible que l'Angleterre fasse la paix avec les Américains sans la faire avec la France & l'Espagne , même quand il seroit vrai que la situation actuelle des Américains fût telle que le prétendent les Ministres du Roi. Si les Américains se séparoient aujourd'hui des ennemis de l'Angleterre & qu'ils fissent leur paix séparément , ne faudroit-il pas qu'ils s'engageassent aussitôt dans une guerre avec la France & l'Espagne , & peut-être aussi avec la Russie , la Suede , le Dannemark , le Portugal & notre République , car aujourd'hui je crois tellement ses intérêts politiques liés avec ceux des autres Puissances neutres , qu'il me paroît impossible qu'elle puisse agir différemment que ces Puissances qui toutes sont opposées , comme la France & l'Espagne , à ce que l'Angleterre rede-vienne aussi puissante qu'elle l'étoit avant la révolution de l'Amérique , & surtout à ce qu'elle conserve son prétendu Empire des mers.

Les Américains ne forment point un peuple brute , comme le disent les Ministres du Roi d'Angleterre ; c'est au milieu des feux de la guerre civile que s'enflamme.

l'imagination du peuple : il peut prendre les armes sans connoître ses droits , mais chaque combat qu'il livre pour les soutenir est un aiguillon puissant qui excite en lui le desir d'en apprendre l'étendue & l'origine : en acquérant cette connoissance il acquiere aussi celle de ses intérêts politiques , qu'il examine ensuite , & auxquels il trouve que sont liés étroitement ses intérêts civils. Un de mes amis , qui , depuis la révolution , a séjourné pendant quelque tems parmi les habitans des Provinces qui composent la République des Etats-Unis , m'a assuré qu'il n'y avoit pas parmi eux un marchand , un payfan , un commerçant , un soldat , un matelot , qui ne fût bien persuadé que le plus grand malheur qui pourroit leur arriver seroit de se réunir à l'Angleterre , & d'avoir pour ennemies la France & l'Espagne. D'ailleurs l'Angleterre elle même doit-elle , dans les circonstances présentes , désirer cette réunion , qui pourroit bien déterminer les Puissances neutres à se joindre à la France & à l'Espagne pour la forcer à renoncer aux Colonies qui se seroient réunies à elle & à leur rendre l'indépendance à laquelle elles auroient renoncé.

Que gagneroient les Etats-Unis à se réunir à l'Angleterre ? Ils n'ont aujourd'hui à combattre qu'un ennemi foible , d'autant moins redoutable pour eux qu'il a lui même à se défendre contre deux nations Puissantes qui embrassent aujourd'hui leur

querelles, la soutiennent avec vigueur & contre lesquelles il faudroit que les Américains combattissent seuls s'ils se remettoient sous le joug de l'Angleterre qui ne pourroit leur fournir que de très foibles secours. Et comment les Ministres du Roi d'Angleterre peuvent ils avancer que la partie du peuple de la nouvelle République des Etats-Unis desire la paix ? Ont-ils oublié les excès effroyables de cruauté & de barbarie que leur soldats ont commis contre ce même peuple ? Ont-ils oublié que ce peuple a vu ses campagnes ravagées, ses maisons détruites, ses effets incendiés par ces mêmes soldats qui, pour plaire à leur maître, n'ont respecté ni âge ni sexe ? Ont-ils oublié enfin que ce sont les Ministres de leur ancien Roi qui ont armé contr'eux les nations Indiennes ? Qu'on lise tous les papiers publics qui, s'impriment chez les Américains, & l'on y verra l'expression de leurs véritables sentimens pour l'Angleterre. La plus grande unanimité regne parmi eux, & il n'y en a pas un d'eux qui ne soit dans la ferme résolution de maintenir la souveraineté de la République & son alliance avec la France & l'Espagne. La presse est libre en Amérique & peut-être même plus libre qu'elle ne l'est en Angleterre. Je lis tous les papiers publics qui, s'impriment chez les Américains & je n'y ai jamais vu un mot qui pût faire croire à ce prétendu

desir de retourner sous l'obéissance de l'Angleterre. J'y ai vu la conduite du congrès critiquée ; j'y ai vu celle des Généraux désapprouvée ; j'ai vu celle des Magistrats attaquée , & les Ministres mêmes de la Religion n'y être pas épargnés ; certainement j'y aurois vû de même quelques vestiges de ce prétendu repentir de s'être séparés de l'Angleterre.

Si on compare la situation actuelle de l'Angleterre avec celle de la République des Etats-Unis , il sera difficile de croire que le sort des Américains soit plus malheureux que celui des Anglois : l'esprit de parti agitant ceux ci , nulle union ne regne parmi eux : la puissance exécutrice y a corrompu la puissance législative qu'elle tient dans sa dépendance : le désordre & la confusion regnent dans leur Conseil national ; l'union , la concorde regnent parmi ceux-là : le patriotisme seul les anime ; leur vie , leurs biens , tout est à la patrie ; ils combattent pour elle ; ils délibèrent pour elle ; les mêmes sentimens les font agir , c'est celui de la haine pour leurs tyrans ; ils ont tous le même desir , celui d'être un peuple indépendant : les Américains ont souffert & souffrent encore tous les maux inséparables de la guerre , mais ces maux ne les ont point découragés , parce qu'ils ont la perspective d'un avenir heureux. Il n'en est pas de même du peuple Anglois : son sort ne peut changer , & le poids énorme qui l'accable augmen-

tera plutôt qu'il ne diminuera. La perspective affreuse d'une guerre civile joint à celle d'une guerre avec toutes les Puissances maritimes de l'Europe. Si le credit national Américain est affoibli, celui des Anglois est anéanti ; le commerce le plus florissant sera à la paix pour les Américains une source abondante de richesses ; la paix sera pour les Anglois l'époque, si ce n'est de la ruine de leur commerce du moins de son affoiblissement. L'agriculture, les manufactures languissent déjà parmi eux ; si elles ne sont pas chez les Américains présentement aussi florissantes qu'elles le seront à la paix du moins y sont-elles actives. Tous les efforts de la Marine Britannique n'empêchent pas que le commerce des Etats-Unis ne s'étende & qu'il ne s'ouvre chaque jour des nouvelles communications avec les différens pays du monde entier. Les Anglois eux-mêmes ont déjà besoin des productions des Etats-Unis & c'est pour se procurer les tabacs qu'on y cultive, qu'ils ont permis chez eux l'importation du tabac d'Amérique sur les bâtimens neutres.

Quand un peuple quitte son Pays & lui préfère les Pays voisins, on doit croire qu'il est malheureux ; l'attachement pour son Pays natal, est un sentiment si naturel à l'homme, qu'il faut, pour le détruire en lui, qu'il éprouve toutes les douleurs de la misère, qu'il soit opprimé & tyrannisé. Que les Anglois citent une famille Américaine

qui ait renoncé à sa patrie, & lui ait préféré l'Angleterre ou les autres Pays de l'Europe; & on pourra alors croire à la misère des peuples en Amérique. Si le peuple d'Angleterre étoit plus heureux que les Américains, le verroit-on passer les mers, & venir habiter les Pays-Bas Autrichiens, nos Provinces & celles de la France? Combien de familles Angloises attendent avec impatience le moment où la paix se fera, pour passer en Amérique. Là regne véritablement la liberté civile & religieuse : là le peuple est véritablement représenté dans le Conseil national; en Angleterre cette représentation est idéale; elle est réelle en Amérique; chaque Province y est divisée par district, & chaque district a environ un territoire de deux lieues quarrées. Sept habitans de chacun de ces districts ont le droit de demander aux Magistrats une assemblée publique de tous les habitans, de maniere que chaque année il y a plusieurs assemblées dans chacun des districts : tous les habitans de ces districts ont le droit de se trouver à ces assemblées & de voter : le Marchand, le Paysan, l'artisan, le Journalier même n'en est pas exclus; il y peut, comme le Magistrat & le Gentilhomme, dire librement son sentiment sur les affaires publiques; proposer des mesures, & donner des instructions à ses représentans au congrès : ces avis, ces instructions sont donnés par écrit, & le représentant doit les suivre exactement; en

Angleterre, il faut posséder un fonds pour être Franc-tenancier, & il n'y a que les Franc-tenanciers, qui aient droit de nommer les représentans : ces représentans sont toujours des hommes riches, puissans, des hommes vendus aux Ministres ou qui ont le désir de se vendre ; tout les y engage ; les intérêts de leur ambition ou de leur fortune les y déterminent toujours. En Amérique, comme ils sont sans expérience de retirer aucun fruit de leur trafiquon, ils ne trompent jamais la confiance de leurs commettans. On a vu souvent les représentans du peuple Anglois être chargés de s'opposer aux entreprises des Ministres du Roi, de demander la réforme des abus, de solliciter même celle du Parlement, rien de cela n'a encore fait partie des instructions des représentans au congrès. Le peuple Américain ne considère dont pas, comme le disent les Anglo-manes, le congrès comme une assemblée de tyrans qui l'oppriment & le tyrannise.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRES HOLLANDOISES.

L'Angleterre en ce moment ressemble à une famille où le père & la mère sont en débat, & abandonnent le soin de leurs affaires domestiques, pour se disputer le pouvoir dans la maison. Les Enfants mal contenus se permettent envers les voisins, tous les excès naturels à une jeunesse qui n'a plus d'inspecteurs : il n'est pas moins naturel que ceux-ci fassent entr'eux une ligue pour rétablir la police dans le quartier.

ANNALES POLITIQUES ET LITTÉRAIRES.

R É P O N S E A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

Du peuple Anglois ; la conduite du Lord Gordon a été celle d'un inconsidéré ; conduite indolente des Ministres de Sa Maj. B. ; effet qu'auroit leur expulsion du Ministère ; jugement défavorable qu'on porte d'eux généralement ; ils devroient faire retraite ; suite que pourroit avoir pour eux cette retraite ; la Lettre du Général Clinton n'est pas supposée ; tout engage les Américains à ne pas se réunir aux Anglois ; état de l'Angleterre comparé
Tome IV. N°. 16. Q

à celui des Etats-Unis ; l'alliance de la France avec les Etats-Unis leur a été très utile ; la tyrannie du congrès de Philadelphie est idéale.

PARIS, ce Juin 1780.

COMMENT voudriez-vous, Monsieur, que les Ministres de Sa Majesté Britannique s'occupassent du soin de réprimer les excès des Corsaires de leur nation, ils n'ont pas même la puissance de mettre un frein à la licence effrénée du peuple de leur Isle ? Ce peuple frénétique ne connoît le pouvoir de la loi, que quand la loi l'immole à sa vengeance : il la brave tant qu'il la croit dans l'impuissance de le punir : c'est à la vue seule de son propre sang qu'il s'appaise. Le peuple Anglois dans son effervescence est un furieux, qu'on ne rend calme qu'à force de saignée. Ce qui m'étonne, c'est qu'il puisse se trouver dans les autres classes de citoyens des hommes assez considérés pour se déclarer son chef, surtout quand l'intérêt de son ambition ne l'y détermine pas : si le Lord Gordon n'est pas un enragé d'ambition & de célébrité, c'est un fou qu'il faut

envoyer à Beldam : en conscience on ne peut lui faire son procès ; il avoit certainement perdu la raison quand il s'est mis à la tête de cette armée de furieux. Quel étoit son projet ? Ce seroit folie de le lui demander ; mais ce qui est le plus incroyable , c'est que les Ministres de Sa Majesté Britannique n'aient pas prévenu cet événement ; ils le pouvoient , puisqu'il avoit été annoncé par les papiers publics plusieurs jours avant qu'il arrivât. Ce sont eux qu'il faut punir de leur indolence ; c'est contre eux que devoit s'armer , non le peuple , mais tous les ordres de l'Etat. Le mal qu'ils ont fait , & font encore continuellement à leur nation , prouve ou leur incapacité ou leur perversité. S'ils sont incapables de gouverner , il faut les chasser ; s'ils ont les talents nécessaires pour occuper la place qu'ils remplissent , il faut les punir des maux qu'ils ont fait à leur Pays. Dans les circonstances présentes , je crois que leur maître n'a d'autre parti à prendre que de faire maison nette ; ce seroit le moyen de réunir les deux partis , & peut-être aussi de parvenir plus facilement à terminer

promptement la guerre. Tant que le Cabinet de St. James sera composé tel qu'il est aujourd'hui, aucune Puissance amie ou ennemie n'aura en lui aucune confiance. Les Ministres de Sa Majesté Britannique connoissent certainement les dispositions de toute la nation à leur égard ; ils n'ignorent pas qu'ils n'ont que des salariés & point d'amis ; ils savent la maniere dont on les juge dans toute l'Europe. Je suis persuadé que vos Anglomanes ne font leur pagnégyrique que dans le plus grand particulier. Avez-vous remarqué que dans leurs écrits, les salariés du Chevalier Yorke n'ont jamais dit un mot en faveur des Ministres Britanniques, pas même le Juif Pinto, ni le Latouche. Comment dans cette position les Ministres de Sa Majesté Brit. s'obstinent-ils à ne pas faire retraite ? Mais s'ils se retirent, dira-t-on, isolés & sans soutien, ils deviendront les objets de la vengeance publique : partout ailleurs qu'en Angleterre cela pourroit arriver ; mais un Ministre disgracié chez les Anglois devient un objet indifférent ou intéressant, s'il a l'adresse, comme Pitt, de se jeter dans

le parti de l'opposition. Mais s'ils n'étoient plus dans le Ministère, direz-vous, ils seroient pauvres. Eh ! non : Monsieur, ne le craignez point : il y a longtems qu'ils se sont mis à l'abri des privations, même de la médiocrité ; & il n'y a point d'exemple qu'on ait fait rendre gorge à un Ministre disgracié.

C'à été bien inutilement, Monsieur, que le Chevalier Yorke a fait publier dans vos papiers publics le désavœu de la lettre du Général Clinton au Lord Germaine. Plus le ministère Anglois s'est donné de mouvement pour persuader au public que cette lettre étoit supposée, plus le public s'est affermi dans la croyance qu'elle avoit été véritablement écrite par le Général Anglois. Si le hazard avoit rendues publiques les lettres que Bourgoigne, Howe, & Rodney ont écrites au Lord Germaine, ce Ministre se seroit bien gardé d'essayer de persuader au public, que celle de Clinton étoit supposée. Je crois que Clinton aura appris avec plaisir l'accident arrivé à ses dépêches ; comme il doit s'attendre à voir sa conduite censurée par les Ministres, s'il échoue

dans son expédition, sa lettre servira à sa justification : elle prouvera à sa nation & à l'Europe entière l'étendue des idées, la prudence & la prévoyance de ceux de qui il a reçu ses instructions. Ce n'étoit pas avec des forces inégales, pas même avec des forces égales, qu'il falloit attaquer les Américains, mais avec des forces si supérieures aux leurs, qu'ils en fussent accablés. Si Clinton échoue dans son entreprise, ce n'est pas à lui qu'il faudra s'en prendre, mais à ceux qui l'ont fait agir. Ce sera aux Ministres qui ont dirigé ses opérations, qu'il faudra en attribuer le mauvais succès. Tout ce que le ministère Anglois a fait depuis le commencement de la guerre d'Amérique jusqu'à ce jour a été marqué au coin de l'imprudence & de l'inconséquence.

Les Américains n'ont jamais été plus éloignés qu'ils le sont présentement de se réunir à l'Angleterre : tout leur annonce un avenir heureux, & les Anglois quelque chose qui arrive, n'ont pour perspective que les malheurs les plus grands : leur pays se dépeuple, & les Américains voyent augmenter chaque jour la population du leur. Les Anglois ont

perdu toute espèce de considération politique, & les Américains en ont déjà une, qui leur a acquis des alliés puissans, & fait que toutes les Puissances de l'Europe s'intéressent à leur prospérité. L'Angleterre a perdu la prépondérance qu'elle avoit dans la balance du pouvoir en Europe, & à la paix vous la verrez mettre tout en usage pour lier ses intérêts politiques à ceux de la République des Etats-Unis ; vous la verrez, pour lier étroitement son commerce avec celui de ces Républicains, leur offrir les plus grands avantages, peut-être aussi déroger en leur faveur à son acte de navigation. La position de l'Angleterre sera telle, qu'il faudra ou qu'elle renonce à plusieurs branches de son commerce, ou qu'elle acquiesce à toutes les demandes que lui feront les Américains pour consentir à unir le leur à celui de l'Angleterre.

Si les Anglois comparent l'état des Finances des Américains, avec l'état actuel des leurs, ils jugeront si les Américains sont dans une position plus critique & plus allarmante, que celle où ils se trouvent eux-mêmes. Les Américains ont une dette nationale qui les

gêne, & les embarrasse ; mais payent-ils pour cette dette des intérêts qui les accablent, comme ceux que l'Angleterre est obligée de payer pour la leur ? En Angleterre tout est imposé jusqu'à l'air qu'on y respire, & le peuple Anglois est sans espérance de voir diminuer le fardeau énorme qui l'accable. Que la paix se fasse, la dette des Américains commencera à s'éteindre & n'existera plus quelques années après : Il n'en sera pas certainement de même de celle de l'Angleterre ; elle existera à perpétuité, ou si elle s'éteint, ce ne sera que par une banqueroute déshonorante ; c'est cette même dette des Américains, dont les Anglois font tant de bruit, qui s'opposera à leur réunion à l'Angleterre ; car si cette réunion avoit lieu, si les Américains retournent sous la domination Angloise, leur dette deviendrait pour eux dix fois plus onéreuse qu'elle ne l'est présentement. La guerre qu'ils feroient obligés de soutenir contre la France & l'Espagne, les obligeroit à multiplier leurs papiers monnoyés ; car l'Angleterre, comme vous l'avez très-bien remarqué dans votre dernière lettre, ne pourroit leur fournir les moyens

de se défendre. L'effet de la réunion des Colonies confédérées à l'Angleterre, seroit de fermer la communication d'une Colonie à l'autre, & dès lors le commerce de chacune de ces Colonies devroit diminuer ; dès lors elles auroient toutes moins de moyens de se débarasser du fardeau de leur dette nationale, qui, plus elle vieilliroit, plus elle les accableroit.

Les Anglois ne sont pas de bonne foi, quand ils disent que l'alliance des Etats-Unis avec la France ne leur a été jusqu'à présent que d'une médiocre utilité. La France a occupé l'armée Britannique qui auroit pu accabler celle des Etats-Unis ; la France a occupé la marine Angloise à laquelle, sans cela, celle des Américains n'auroit pu résister. La France a occasionné à l'Angleterre une dépense annuelle de 20 millions sterlings, qui l'a épuisée, & si cette dépense eût été faite, pour subjuguier les Américains elle auroit mis ceux-ci dans la nécessité de se soumettre. Les corsaires Américains surtout depuis un an, ont désolé le commerce des Anglois ; ils ont fait sur ceux-ci des prises qui les ont enrichis l'auroient-ils pu s'ils n'eussent

été secondés par les corsaires François ? n'est-ce pas la France qui en protégeant, les Américains, en liant son commerce avec le leur, a donné à ceux-ci les moyens d'étendre leur commerce, en même-temps qu'elle a porté des coups terribles à celui des Anglois. Si les Américains n'eussent pas eu la France pour alliée, cette confédération, si effrayante pour l'Angleterre, de la Russie, de la Suede, du Dannemarck, de la Hollande & du Portugal, se seroit-elle formée pour ôter à l'Angleterre l'empire des mers; pour être, peut-être, la protectrice des Etats-Unis. La France a fait une faute : c'est d'avoir tardé trop longtems à s'unir aux Etats-Unis : mais elle l'a réparée par les efforts qu'elle a fait en faveur des Américains qui, il est vrai, ont tourné à sa gloire, comme à l'avantage de ses alliés. Tous les Anglo-manes, qui vous soutiendront que les Américains retourneront sous l'obéissance de l'Angleterre, répondez-leur pour les Américains.

Libertas, quæ sera tamen respexit inertem,

Candidior postquam tondenti barba cadebat.

Respexit tamen, & longo post tempore venit;

Postquam nos Amaryllis habet, Galatea reliquit.

*Namque , fatebor enim , dum me Galatea tenebat ,
 Nec spes libertatis erat ; nec cura peculi :
 Quamvis multa meis exiret victima sēptis ,
 Pinguis & ingratae , premeretur casæus urbi ,
 Non unquam gravis ære domum mihi dextra redibat .*

Le congrès de Philadelphie métamorphosé en tyran par les Ministres de Sa Majesté Britannique, m'a paru une extravagance de leur imagination qui ne le cedit en rien à toutes celles du Chevalier de la triste figure. Le Lord Germaine & toute la séquelle ministérielle voudroit-il bien nous apprendre qu'elle est l'espèce d'autorité, dont ce prétendu tyran a pu s'emparer, & qu'il peut exercer librement. Dans les Etats-Unis, tout homme, depuis l'âge de 16 ans jusqu'à 60 appartient à une milice que la loi a établie : cette milice a les armes à la main, & n'obéit qu'à des chefs qu'elle a elle-même choisis & qu'elle élit tous les ans. Dans les Etats Unis les assemblées sont formées, les Senats sont composés, & les Gouverneurs nommés tous les ans par cette même milice ; comment imaginer que cette même milice souffre qu'un corps repré-

sentatif, qui peut être révoqué par ceux qui l'ont créé, use du pouvoir qui lui a été donné, pour opprimer ceux qui lui ont donné leur confiance. Mais l'armée continentale, disent les Ministres de Sa Majesté Britannique & leurs partisans est pour le congrès un soutien qui le met à couvert de tout ce qu'on voudroit entreprendre contre lui. Les Ministres ont-ils oublié qu'ils ont dit, mainte & mainte fois, que cette armée continentale étoit si foible quelle n'oseroit pas se mesurer avec l'armée Britannique? Ont-ils oublié que la majeure partie de cette armée, n'est autre que la milice nationale, c'est-à-dire, les membres des assemblées des Provinces, qui suivant les Ministres de Sa Maj. Brit. désirerent si ardemment de se réunir à l'Angleterre.

J'ai l'honneur d'être, &c.

L E T T R E X X V I.

Les excès des corsaires Anglois sont la suite de leur caractère ; ceux des ennemis de l'Angleterre sont retenus par la crainte du châtement ; moyens que peuvent employer les Puissances neutres pour obliger les corsaires des Puissances Belligérantes à respecter leur pavillon ; avantage des Anglois en Amérique ; il n'est pas de l'intérêt des Ministres de sa Majesté Britannique que la paix se fasse ; anecdotes ; de la banque d'Amsterdam ; de sa solidité & de son utilité ; quand elle pourroit contrevenir à son institution.

AMSTERDAM ce Juin 1780.

JE crois, Monsieur, qu'il seroit difficile, mais non pas impossible aux Ministres de S. M. B. d'empêcher les excès que commettent les corsaires de leur nation. Ceux de la France, de l'Espagne & même ceux des Etats-unis, n'en commettent point de semblables. Il faut donc que ceux-là aient dans leur caractère quelque chose de plus barbare,

& de plus féroce que ceux-ci, ou que les corsaires François ou Espagnols soient retenus par la crainte d'un châtement certain, que les corsaires Anglois sont sûrs qu'on ne leur infligera pas. Les Ministres du Roi de France & du Roi d'Espagne ont enjoint aux corsaires de leur nation au nom de leur maître de respecter le pavillon des Puissances neutres, & aucun de ces corsaires n'a encore osé hazarder de contrevenir à cette défense; ils étoient assuré que la punition la plus severe auroit suivi de près leur défobéissance. Les corsaires Anglois ont toujours été certains que quelque excès qu'ils pussent commettre, loin d'être punis ils seroient applaudis. Il auroit été facile aux Ministres de Sa Majesté Britannique, s'ils l'eussent voulu, de contenir les corsaires de leur nation, en leur défendant toute espèce d'excès: ne pouvoient-ils pas en rendre responsable les armateurs de ces mêmes corsaires, & pour cela il suffisoit d'obliger tous ceux à qui ils auroient accordé des lettres de marque, de donner une caution bonne & valable, qui auroit pu être poursuivie pour les dommages que leurs corsaires auroient causé aux vaisseaux neutres. Que les nations

neutres qui se sont confédérées fassent notifier aux Puissances Belligérantes, qu'aussi-tôt, le premier excès commis, par un de leurs corsaires, elles feroient saisir par représailles le premier vaisseau marchand ou de guerre dont elles pourroient s'emparer, même dans leurs ports. Une telle menace produiroit certainement le plus grand effet : elle nécessiteroit les Puissances Belligérantes à donner à leurs corsaires les ordres les plus précis de respecter le pavillon & le territoire de toutes les nations neutres.

On parle ici d'un avantage considérable qu'ont eu les Anglois en Amérique sur les Etats-Unis. Si cette nouvelle est vraie, les suites n'en peuvent être que funestes pour l'humanité. Plus l'Angleterre aura d'espérance de ramener par la force les Américains à l'obéissance, moins ils seront disposés à reconnoître leur indépendance, & par conséquent à faire la paix ; l'intérêt de la nation, est que la paix se fasse, mais il est de celui des Ministres de perpétuer la guerre. Si la paix se faisoit, la nation, moins occupée qu'elle ne l'est présentement des événemens de la guerre, se livreroit peut-être toute entière à l'examen de la conduite des Ministres ; elle la recher-

cheroit avec la plus scrupuleuse attention & de cette recherche il en résulteroit que ce sont les Ministres, qui par leur duplicité & leur fourberie, ont en quelque sorte forcé la France à prendre part à la querelle de l'Angleterre avec ses colonies; que ce sont eux qui par leur injustice à l'égard de l'Espagne l'ont déterminée à s'unir avec la France & les Etats-Unis; que ce sont eux qui ont formé cette ligue formidable des Puissances neutres, enfin que ce sont eux qui ont rendue impossible la réunion des Colonies confédérées de l'Amérique Septentrionale à leur mere-patrie. Cette déprédation effroyable qui a revolté toute la nation, paroîtroit au grand jour, & on en trouveroit la cause non dans la bienfaisance & la générosité du Roi, mais dans l'insatiable avarice des créatures de ses Ministres & peut-être aussi dans la leur propre. Au reste, cette déprédation n'est pas nouvelle. George II. voulant remeubler le grand appartement de son Palais, chargea de ce soin le feu Duc de Montagu, l'appartement fut meublé en velours & il en couta au Roi 4000. liv. sterl. au lieu de 1000 liv., qu'il en auroit couté pour pareil ameublement au Duc de Montagu

s'il l'eut fait faire pour lui-même. Chaque petit voyage que George II. faisoit à Kensington n'augmentoît sa dépense ordinaire que de 1000. liv. st. mais dans un de ces voyages, la Princesse Amélie s'étant donnée une entorse, & quelques bouteilles d'eau-de-vie, ayant été employées en compresses pour la guérir, à la fin de l'Année il se trouva qu'on avoit employé 365 bouteilles, qui furent portées en compte pour l'usage de cette Princesse. Ceci me rappelle les 365 culottes que Louis XV. usoit tous les ans, & les 730 paires de souliers, que chacune des Princeses ses filles faisoient faire, ou du moins étoient censées faire faire chaque année.

Je suis honteux, Monsieur, d'avoir été si longtems à vous donner quelques éclaircissemens sur la banque d'Amsterdam : je la crois la plus solide de toutes les banques qui sont en Europe, en même tems qu'elle est plus qu'aucunes d'elles utile au commerce; elle lui est très utile, parce qu'elle n'a rien à démêler ni directement ni indirectement avec les deniers provenans des revenus de l'état & de la ville, elle est utile au commerce en

ce qu'elle facilite les opérations des commerçans : son effet n'a pas été de multiplier à l'infini , les signes des valeurs comme l'a fait la banque de Londres , en ajoutant à la monnoye réelle une monnoye fictive. Depuis l'établissement de notre banque la masse de notre numéraire a pu augmenter , mais cette augmentation a été la suite nécessaire de l'acroissement de notre commerce. La banque d'Amsterdam est un dépôt sacré , celle de Londres est une fabrique qui a plus ou moins d'activité , suivant que le demande le plus ou le moins de besoins du Gouvernement. La chute de l'Etat même n'entraîneroit pas celle de notre banque , & le moindre revers de l'état influeroit sur la banque de Londres. Les derniers troubles populaires arrivés à Londres le prouvent assez. Le lendemain de émeute du 12 Juin , les actions de la banque tomberent tout à coup de 110 à 98. La banque de Londres a besoin de tout son crédit pour se soutenir , & son crédit fait même tellement parti de celui de l'Etat , qu'à proportion que l'un s'altère , l'autre doit s'altérer aussi. La banque d'Amsterdam ne fait au-

cune opération qui soit relative au crédit, au lieu que toutes celles que fait la banque de Londres dépendent de la confiance qu'on a en sa solidité. Notre banque est sous la sauve-garde de nos Magistrats, & la banque d'Angleterre dans la dépendance du Gouvernement pour lequel elle est un courtier & un agent nécessaire : elle est, pour le crédit national de l'Angleterre un étaye puissant qui retarde sa chute. Notre banque ne produit aucun effet pour le crédit de nos négocians ; elle n'est pour eux qu'une caution qu'ils se donnent volontairement ; elle est aussi pour eux un caissier fidele qui ne peut jamais abuser de leur confiance.

Je crois qu'on peut évaluer le fonds effectif de notre banque à 3000 tonnes d'or, ce qui fait environ trois cent millions de florins de notre monnoye, ou 600,000,000 de France. Cette masse énorme, quoiqu'enfouie dans les caves de la banque, a une circulation réelle & continuelle, qui lui est particuliere ; mais qui produit pour le commerce le même effet que la circulation ordinaire des espèces.

Tous ceux qui ont déposé leur argent ou leurs lingots dans notre ban-

que peuvent les retirer quand ils veulent, sans effuyer aucune espèce de retardement. Je crois, Monsieur, que si tous les porteurs des billets de la banque de Londres alloient lui en demander le payement, il faudroit qu'ils attendissent longtems avant que d'être payés. Je vous assure que si toute ma fortune étoit en billets de cette banque, je me croirois très pauvre & dans ce moment-ci je ne perdrois pas un instant à m'en défaire.

Notre banque a été établie en 1604 pour faciliter les échanges, c'est-à-dire, la vente & l'achat des différens objets de notre commerce. Depuis ce moment on a pû y déposer toutes sortes d'espèces & les retirer quand on l'a voulu : mais il a toujours fallu que la somme déposée fût au moins de trois cens florins, & que les escalins fussent la plus basse monnoye, & même qu'il n'y en eut que pour 3 florins sur cent. Quand on s'est fait inscrire sur les registres de notre banque pour la somme qu'on y a déposée, on ne peut sous peine d'une amende de 300 florins disposer d'une plus grande somme. L'argent déposé à la banque ne peut être saisi, de maniere que quel-

ne soient les revers d'un négociant qui a son argent déposé à la banque, les créanciers ne peuvent empêcher qu'il n'en dispose comme il le veut ; cela peut être sujet à de grands inconvénients, surtout pour les banqueroutes frauduleuses.

Aussitôt qu'on a déposé à notre banque une somme d'argent, on y a un compte en banque de la même valeur que celle de la somme déposée : en 1776 il y avoit 5000 ou environ de ces comptes en banque, dont quelques-uns étoient de 100,000 florins. Dix florins est ce qu'il en coûte à celui qui veut ouvrir un compte en banque. Quand vous faites le dépôt de votre argent à la banque, on vous donne un reçu, mais ce reçu n'est d'aucune valeur pour le public, il ne circule pas. Si j'ai un compte en banque de 10,000 florins, je puis vous le transporter, & lors ces 10 mille florins vous appartiennent, & vous avez un compte en banque de cette même somme.

Les frais que coûte l'administration de notre banque ne s'élèvent pas à plus de 20 à 30 mille florins : ceux de 1740 allèrent qu'à 27860 florins. Ces frais sont pris sur les profits que fait la ban-

que, & ces profits font de différente espèce : 1^o. ce sont les 2 sols que tout propriétaire du fond déposé paye de chacune des parties de ce fonds dont il dispose. 2^o. Les intérêts que la banque tire des avances qu'elle fait sur les espèces monnoyées & sur les lingots. En 1740 ces avances produisirent à la banque un bénéfice de 133,810 florins ; enfin c'est le bénéfice honnête que la banque fait sur les avances qu'elle fait ; on l'évalue à 100,000 fl. environ par an.

Le Juif Pinto croit qu'on pourroit, sans altérer le crédit de la banque d'Amsterdam, ni violer la bonne foi, faire circuler l'argent déposé dans cette banque. Je ne pense pas comme lui : je crois que notre banque ne peut, & ne doit jamais mettre en circulation au-delà de la somme qu'elle a reçue en dépôt, bien moins qu'elle puisse à l'aide de son crédit mettre en circulation une plus grande somme. Elle ne doit mettre en circulation la somme déposée de la manière que les Anglois font circuler le fonds de leur banque, c'est-à-dire, par un signe représentatif ; notre banque ne doit le faire que par de simples actes de transport, qui ne sont, à proprement parler, que de simples

actes de transmission de la propriété & non un signe représentatif : si notre banque operoit comme le voudroit le juif Pinto , non seulement elle altérerait son crédit, mais elle abuseroit de la bonne foi qu'on a en elle. Le mal qu'elle feroit au commerce seroit plus ou moins grand suivant les circonstances.

Dans le cas d'un besoin urgent des Etats de notre Province, notre banque pourroit venir à leur secours, & pour cela il suffiroit que la chambre du dépôt fît inscrire sur le compte des Etats ou de leur Trésorier la somme dont les Etats auroient besoin : alors le crédit de la banque ayant ajouté à la force de celui des Etats, ceux-ci trouveroient facilement l'argent dont ils auroient besoin. Excepté pour les Etats seuls, notre banque ne peut donc & ne doit jamais aider de son crédit qui que ce soit, même nos compagnies marchandes, toutes riches & toutes opulentes qu'elles sont : si notre banque le faisoit, elle s'écarteroit de son institution & produiroit à notre commerce le même tort qu'a fait au commerce de l'Angleterre l'établissement de sa banque. Supposons qu'il y ait présentement dans la ville d'Amsterdam 50,

ooo,ooo, d'espèces monnoyées ou en barre, déposées à la banque ou entre les mains de ses habitans, si dans ces circonstances la compagnie des Indes emprunte 5 millions de la banque, il y aura 55 millions au lieu de 50 qu'il y avoit auparavant en circulation dans Amsterdam, & ces 55 millions auront un influence directe sur tout ce qui entrera dans le commerce de cette ville, & l'effet de cette influence par rapport aux denrées, fera de les augmenter à proportion ce que les signes de leurs valeurs seront en plus grande quantité. Avant l'emprunt fait par la Compagnie des Indes, toutes les denrées & objets de commerce auroient été représentés par 50 millions, après l'emprunt de la Compagnie, ils le sont par 55 millions, par conséquent ce sont 5 millions de plus que l'acheteur fera obligé de payer au vendeur.

Les détails dans lesquels je viens d'entrer, m'ont paru d'autant plus nécessaires, que je fais qu'il y a nombre d'étrangers qui s'imaginent que la banque d'Amsterdam n'est point un dépôt sacré, auquel le Souverain lui-même, ne peut toucher.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRES HOLLANDOISES.

Puisqu'aucun homme n'a une autorité naturelle sur son semblable, & puisque la force ne produit aucun droit, restent donc les conventions pour base de toute autorité légitime parmi les hommes.

J. J. ROUSSEAU.

LETTRE XXVII.

La prise de Charles-Town n'entraînera pas la destruction de la République des Etats-Unis ; elle affermira les les Anglois dans l'espérance de la soumettre ; situation actuelle de l'Angleterre ; elle doit l'engager à demander la paix ; diminution de sa population ; ventes d'hommes faites à l'Angleterre ; procédé du Roi de Prusse ; résolution des Etats de Frise ; justification de la conduite des Anglois à l'égard de la République des Provinces-Unies ; attaque de la Jamaïque ; pour la conserver les Espagnols pourront céder à la France la partie de l'Isle de St. Dominique qu'ils possèdent.

Tome. IV. N^o. 17. R

dent ; le commerce des Colonies Françaises pourroit être plus utile qu'il ne l'est.

AMSTERDAM ce Juin 1780

CLinton , Monsieur , a donc réuissi dans son entreprise , & Charles-Town est au pouvoir des Anglois depuis le 12 du mois dernier. C'est une perte considérable que font les Etats-Unis , mais c'est aussi un événement qui pourra devenir funeste aux Anglois. Si Clinton eût été obligé de lever le siège , l'Angleterre eut probablement renoncé à l'espoir de soumettre les Américains : la paix avec la France auroit pû se faire facilement ; la prise de Charles-Town va fournir un nouveau prétexte aux Ministres de S. M. B. d'en retarder la conclusion. Ce premier succès , diront-ils , nous en promet de plus grands ; faisons encore quelques efforts généreux & l'Angleterre forcera ses enfans rebelles à rentrer sous son obéissance : ce sera alors que nous pourrons lutter avec avantage , comme par le passé , avec la France & l'Espagne , & les punir d'avoir voulu être les soutiens de la rébellion des Américains. Déjà les Mi-

nistres de Sa Maj. B. font débiter par leurs émissaires , que le peuple de Philadelphie a abjuré le Congrès , & forcé ses membres & même le Ministre de France à prendre la fuite : mais quand cet événement , auquel je ne crois pas , seroit arrivé , il ne produiroit pas encore la soumission totale de la nouvelle République.

Il faut que la détresse où se trouve aujourd'hui l'Angleterre soit bien réelle, puisque le Lord Stormont est convenu dans le Parlement qu'elle étoit très alarmante, elle l'est en effet & même au point que la paix ne pourroit produire d'autre effet que d'en retarder les progrès , qui , si la guerre continue , deviendront , on ne peut pas plus grands & plus rapides. Dans la position actuelle des Anglois ils doivent moins consulter le courage & la fermeté que la prudence , qui certainement , quelques succès qu'ils puissent avoir , ne leur conseillera point de continuer la guerre. On peut vaincre la fortune par la fermeté & surmonter les plus grands obstacles par le courage , mais que peut le courage & la fermeté sans la force & la Puissance. Lutter alors

contre l'infortune, c'est imprudence, c'est témérité. Les actes de vigueur que fait un homme tombé dans l'épuisement peuvent étonner & surprendre, mais, le nouvel excès qu'il s'est permis a tellement consumé le peu de principe de vie qui lui restoit, que ni l'art du médecin, ni les efforts de la nature ne peuvent plus rien pour lui ; il languit encore quelques momens, tombe ensuite dans l'affaïssement & périt. Il en est des corps politiques comme des corps humains ; si celui-ci est infirme, il ne peut conserver son existence qu'autant qu'il se soumet au régime, & l'observe le plus exactement. Le corps politique de l'Angleterre n'a , dans le vrai, qu'une vigueur apparente, qui ne peut même faire illusion qu'à ceux qui n'approfondissent pas quelle en est la source. Il faut des hommes pour faire la guerre & la population de l'Angleterre, est on ne peut pas plus bornée ; elle s'affoiblit même encore tous les jours par les émigrations considérables qu'elle souffre. En tems de guerre ses Colonies révoltées pouvoient lui fournir 40,000 matelots, & 20,000 défenseurs, on peut, sans rien hazarder, éva-

luér à 20,000 les fujets , soldats ou marins qu'elle a perdus , depuis le commencement de la guerre & à 5000 le nombre de ses émigrans qui sont passés chez ses voisins. Toutes ces pertes réunies forment une masse de dépopulation de 85,000 hommes. Jusqu'à présent l'Angleterre a eu la ressource de puiser dans ces magasins d'hommes qu'à la honte du 18^{me}. siècle on a vu s'établir chez nombre de petits despotes, qui n'ont pas rougi d'allier la qualité de marchands d'hommes à celle de Souverain, qui les distinguoit des autres hommes. Les magasins de ces marchands de nouvelle espèce se sont épuisés, & d'ailleurs n'ayant encore rien reçu de leurs débiteurs pour leurs premières livraisons, ils ne veulent aujourd'hui leur vendre qu'au comptant. Nous sommes aussi marchands, & l'acheteur le plus solvable est aussi celui qui chez nous a toujours la préférence. Tout nous prouve l'insolvabilité de l'Angleterre, elle ne doit donc pas être étonnée de la préférence que nous donnons à sa rivale, tant pour les emprunts d'argent que pour les achats de munitions navales.

Les Anglois viennent encore de nous enlever plusieurs vaisseaux chargés de munitions navales, destinés pour l'Espagne. Ils ont aussi enlevé un vaisseau Prussien, mais ils le rendront sûrement : on dit ici que le Roi de Prusse a écrit au Chevalier Yorke, & qu'il l'a chargé d'en demander à son Maître la restitution, en l'assurant que si elle ne se faisoit pas promptement, il tireroit sur Sa Majesté Britannique une Lettre à vue, payable à Hannovre. Ses Sergens, ses Huissiers sont tout prêts, & le ministère Anglois qui connoit leur activité, n'attendent pas qu'on les mette à l'ouvrage. Je suis persuadé que le vaisseau réclamé est à présent restitué avec dommage & intérêts. Nous n'obtiendrons d'eux la même justice que quand ils nous verront en état de nous la faire rendre : mais à la maniere dont nous nous y prenons, nous pourrions n'être pas encore de sitôt en état de nous faire craindre ; les Anglois ne sont justes & équitables qu'à l'égard de ceux qui peuvent leur inspirer de la crainte. La résolution prise par les états de Frise sur la levée du tiers des équipages marchans est conforme à celle

des autres Provinces, si ce n'est en ce qui concerne les vaisseaux de la Compagnie de Indes Occidentales, & ceux qui sont à la pêche du Hareng : les Etats de Frise demandent qu'ils soient obligés de céder à la marine militaire le sixieme, tant des matelots qui composent les équipages, que des soldats destinés pour les Colonies.

Le Lord Stormont qui n'ignore de rien, & qui possède sur-tout si supérieurement les vrais principes du droit des gens, nous a fort maltraités dans sa réponse au Comte Shelburne : suivant lui ce n'a pas été l'Angleterre qui a violé à notre égard la conduite dont nous avons la témérité de nous plaindre. Mais quelle est cette violation dont nous accuse le *Noble Vicomte*? Veut-il parler du refus de donner à l'Angleterre les secours qu'elle nous a demandés, & que certainement nous n'aurions pu lui refuser sans violer la foi des traités, si elle n'avoit, par la violation du traité de 1674, autorisé elle-même ce refus? Le noble Vicomte voulut persuader que nous ne nous étions pas renfermés dans les règles que le droit des gens & la bien-

faifance préfcrivent aux nations neutres, & leur a fort doctement enseigné ce qu'elles devoient entendre par neutralité. *Une Puiffance*, a-t-il dit, *qui fe déclare neutre annonce à tout l'Univers, que non-feulement elle ne prendra pas les armes pour aucune des Puiffances Belligérantes; mais encore quelle ne prendra aucune part à leur querelle, par conféquent, qu'elle n'aidera aucune d'elles, d'aucune maniere que ce foit. Si ce font là les vrais principes de la neutralité, la Hollande ofera-t-elle dire qu'elle ne s'en eft pas écartée; quand au mépris de ces mêmes principes qui font clairs, précis & fimples; elle a tenu à l'égard des ennemis de l'Angleterre une conduite, qui, dans le vrai n'a différé que par la forme de celle qu'elle auroit tenue, fi elle eut été en guerre ouverte avec l'Angleterre. Je puis pofer en fait, a encore ajouté le Noble Vicomte, que les fecours que la Hollande a fourni à la marine Françoisé nous ont été dix fois plus nuifibles que nous auroit été utile le fecours qu'elle auroit dû nous donner.*

La Ruffie, la Suède, le Dannemark ont tenu vis-à-vis de l'Angleterre la

même conduite que nous. L'Angleterre auroit donc dû accuser aussi ces Puissances de s'être écartées des principes de la neutralité. Le Noble Vicomte n'a pas hazardé de leur en faire le reproche. Je doute qu'il ait été de bonne foi, quand il a dit au Comte Shelburne qu'il étoit fort tranquille sur les suites que pourroient avoir la déclaration de la Russie. Comme il connoît parfaitement la justice & la sagesse de l'Auguste Catherine, *il a, dit-il, dans sa sagesse & sa justice la plus grande confiance.* La France, l'Espagne & toutes les Puissances neutres ont la même confiance. La Russie, ainsi que les autres Puissances ne permettront pas que les ennemis de l'Angleterre l'écrasent, mais elles verront avec plaisir qu'elle soit humiliée & réduite au point de ne pouvoir plus troubler la tranquillité de l'Europe. Pour lui en ôter la volonté, il faut lui en ôter les moyens & pour y parvenir il faut maintenir l'indépendance de ses Colonies révoltées, & peut-être aussi la priver d'une partie de ses riches possessions de l'Amérique. L'Isle de la Jamaïque est la plus importante de toutes, & je ne

conçois pas que la France & l'Espagne n'aient pas profité de l'état de foiblesse où se trouvoit cette Isle, pour l'attaquer ; mais quoique la Jamaïque soit aujourd'hui plus en état de résister à l'attaque, qu'elle ne l'étoit l'année dernière, je pense que dans ce moment-ci la France & l'Espagne devroient faire les plus grands efforts pour s'en emparer. Mais à la paix, dira-t-on, il faudra la rendre aux Anglois : je ne le crois pas : la Jamaïque pourroit rester à l'Espagne, à la condition qu'elle donneroit à son alliée la partie de l'Isle de St. Domingue, dont l'Espagne jouit aujourd'hui. L'Espagne n'en retire aucun avantage : elle lui est même plus à charge que profitable, au lieu que si la France en acquéroit la possession, sa Colonie de St. Domingue, qui est la plus importante de toutes celles qu'elle possède en Amérique, auroit une bien autre valeur que celle qu'elle a présentement : une partie des terrains que les François possèdent dans l'Isle de St. Domingue sont déjà épuisés, & pour les remplacer, il seroit de la plus grande importance pour eux, que les terrains possédés par les Espagnols dans

cette Isle, passassent en leur possession.

Je ne suis pas de l'opinion de ceux qui pensent que la France devroit renoncer à ses possessions des Indes Occidentales : je conviens que de toutes les nations de l'Europe, la vôtre est celle qui a le moins besoin de Colonies. La France a dans son sol & dans l'industrie de ses habitans une source abondante de richesses, mais n'est-ce pas l'activité & le travail de ses Colonistes qui rend cette source aussi abondante qu'elle l'est ? J'ai sous les yeux un mémoire dans lequel sont détaillés les produits du commerce que la France fait avec ses Colonies. Ce mémoire a été fait en 1777. On y voit qu'en 1776 les productions qu'elle a tirées de ces mêmes Colonies, & celles qu'elle leur a envoyées, a occasionné une navigation de 596 navires marchands, dont 353 ont été envoyés à St. Domingue, 38 à la Guadeloupe, 141 à la Martinique, & à Ste. Lucie, & 14 à Cayenne. La même année ces Colonies ont occasionné en France un armement de 58 navires Négriers. La France ne peut se passer d'une marine militaire, & une nation qui

n'a pas un commerce maritime ne doit pas espérer d'avoir une marine marchande. Que deviendroît la Puissance Maritime de l'Angleterre, si sa marine marchande s'annéantissoit ? Je fais que la France ne tire pas de ses établissemens de l'Amérique tout l'avantage quelle pourroit en tirer. En tolérant que les Pavillons étrangers, & en leur permettant comme elle le fait, d'aller prendre dans ses Isles mêmes une portion des productions de ces Isles elle prive la métropole du bénéfice de la vente de ces mêmes productions, & de celui qu'elle feroit sur la vente que sans cela ses habitans pourroient faire des leurs aux Colonistes. Une Colonie est inutile si toutes ses productions ne refluant pas dans la métropole. Je suppose que les étrangers achètent tous les ans pour dix millions des productions des Colonies de la France, & qu'ils en fassent l'achat des Colonistes mêmes au lieu de le faire des marchands de la métropole, la perte réelle que ceux-ci éprouveront sera de 2,000,000 parce qu'ils auroient payé ces 10 millions avec les productions de la métropole sur lesquels ils auroient gagné 20 pour cent. Le sol & l'industrie auroit

encore gagné au moins 10 pour cent c'est-à-dire un million ; ainsi voila donc une perte réelle que font les habitans de la métropole sur une vente de 10 millions de leurs productions que font les Colonistes aux étrangers.

A cette perte qui n'intéresse que les habitans de la métropole il faut joindre celle que la vente de ces 10 millions de productions faite à l'étranger, occasionne à la navigation de la métropole. Si ces productions lui eussent été vendues, elles auroient provoqué une navigation de 40 navires dont on peut évaluer le fret pour l'aller & le retour à 25 milles livres chaque, ce qui fait encore un million de perte pour les armateurs de la métropole. L'Etat souffre aussi une perte considérable puisque les productions que les Colonies vendent à l'étranger ne payent pas à l'Etat les droits qu'elles lui payeroient, si elles étoient vendues aux habitans de la Métropole.

J'ai l'honneur d'être, &c.

R É P O N S E

A LA LETTRE XXVII.

La prise de Charles-Town n'est pas d'une grande importance pour les Anglois ; la France & l'Espagne auroient dû envoyer de puissans secours aux Américains ; les intérêts de la France & de l'Espagne sont les mêmes ; faute qu'a fait l'Angleterre pour soumettre les Américains ; la France a trop tardé à leur envoyer des secours , & l'Espagne à se déclarer pour eux ; l'une & l'autre ont commis de grandes fautes ; qui peut avoir retardé le depart de la flotte combinée de la France & de l'Espagne ; on pourroit prendre une partie des équipages de la marine Françoisse pour l'employer pour la marine militaire ; la marine marchande y est intéressée ; la France pourroit se passer de Colonies ; raisons pour le croire.

PARIS ce Juin 1780.

JE ne pense pas, Monsieur, que les Anglois retirent de grands avantages de la prise de Charles-Town :

elle ne produira certainement pas l'anéantissement de la République des Etats-Unis. Il est probable que Clinton avoit des partisans dans la place, qui, profitant du mécontentement qu'occasionnoit parmi les habitans le défaut de vivres, les auront excités à demander au Général Lincoln de les mettre à couvert des horreurs de la disette, en demandant à capituler : ce qu'on ne peut concevoir, c'est qu'on n'ait pas pourvu Charles-Town de toutes sortes de vivres. Avez vous remarqué que depuis le commencement de la guerre la plus part des grands événemens ont été la suite nécessaire du peu de prévoyance des Gouvernemens. Il y a longtems que la France & l'Espagne auroient dû envoyer à la nouvelle République de puissans secours d'hommes & d'argent. 25 à 30000 hommes que la France auroit envoyés au secours des Américains, & elle le pouvoit, auroient forcé les Anglois à s'en tenir à la guerre défensive. La France, jusqu'à présent, n'a pas manqué d'argent, quand bien même elle n'auroit pas pû en faire passer de ses coffres aux Américains, vos Capitalistes n'auroient pas

refusé de prêter leur argent aux nouveaux Républicains, si leur agent à la Haye Mr. D** eût offert le cautionnement de la France. Le crédit de la France est encore en entier parmi vous, d'ailleurs l'Espagne auroit pu cautionner aussi les Américains, car elle a le même intérêt que la France, à ce que la nouvelle République, son alliée ne succombe point sous les efforts des Anglois. D'ailleurs ces efforts aujourd'hui ne peuvent pas être bien considérables. Les Anglois ont laissé échapper le moment de frapper de grands coups; ce moment étoit celui où les Américains ont levé l'étendart de la liberté. Alors 50 à 60,000 hommes de troupes réglées, & 50 vaisseaux de ligne qu'on auroit envoyés pour les soumettre, où les auroit écrasés, où les auroient forcés à reprendre le joug qu'ils avoient secoué. Six mois avant que de faire son traité de commerce avec la nouvelle République des Etats-Unis, la France a dû prévoir que la guerre avec l'Angleterre en seroit la suite: elle auroit donc dû dès lors se disposer à secourir puissamment son nouvel allié, afin de le mettre en état d'agir avec vigueur.

pour forcer les Anglois à retourner dans leur Isle : mais la plus grande faute a été commise par l'Espagne : sa lenteur à se déclarer contre les Anglois a laissé à ceux-ci le tems de réparer, du moins en partie, les fautes énormes que l'imprévoyance de leurs Ministres leur avoit fait commettre. De toutes les entreprises que pouvoit former l'Espagne la plus inutile étoit le siege de Gibraltar. Pour bloquer cette place il falloit employer une armée & des vaisseaux, qui envoyés au secours des Américains, auroient été beaucoup plus utiles à la cause commune qu'ils ne l'ont été en restant dans l'inaction devant le rocher de Gibraltar. En 1778 le Comte d'Orvilliers peut brûler Plymouth & ne le fait pas. La Jamaïque étoit alors sans défense; & les Espagnols, ne se réunissant pas aux François pour s'en emparer, auroient pu la soumettre. Plus de trois mois avant que Rodney ne mît à la voile, toute l'Europe étoit instruite de sa destination, & la flotte combinée de la France & de l'Epagne le laisse remplir sa mission & prendre ensuite tranquillement le chemin de l'Amérique. Nous touchons au mois

de Juillet & notre flotte est encore claquemurée dans le port de Brest ou celle de l'Angleterre, qui a mis à la voile, va peut-être la tenir bloquée, & empêcher que celle de l'Espagne ne la joigne. Gibraltar fera encore ravitaillé. On se demande ici les uns aux autres quelles peuvent être les causes de cette lenteur extrême qu'on a apporté à mettre notre flotte d'observation en état de tenir la mer : les uns disent qu'elle manque d'approvisionnement ; les autres qu'elle manque de matelots. Pourquoi n'a-t-on pas à l'exemple de votre Gouvernement, demandé à la marine marchande Françoisé une partie de ses équipages ; & cela pouvoit d'autant plus facilement se faire que les équipages des navires marchands en France sont toujours plus nombreux que ne l'exige le service, au lieu que chez vous & en Angleterre on ne peut augmenter les équipages des vaisseaux de guerre avec les matelots de la marine marchande, qu'en faisant un tort manifeste à celle-ci. J'ai vu en France des vaisseaux marchands du port de 4 à 500 tonneaux montés par 30 à 40 matelots & c'est le plus, si en Angleterre ou en

Hollande, les navires du même port ont pour les monter 10 ou 12 hommes. Tout doit céder à l'intérêt général, & je suis persuadé que notre marine marchande se feroit prêtée avec zèle au besoin urgent de la marine du Roi. Plus celle-ci aura de forces, plus celle-la pourra naviguer avec sûreté: si la marine du Roi ne peut agir, la marine marchande osera-t-elle hazarder de sortir de ses ports? Elle y restera dans l'inaction: si au contraire elle donne la moitié de ses équipages, la moitié des vaisseaux qui la composent pourra aller sûrement à sa destination. Je ne pense pas comme vous, Monsieur, qu'il soit bien important pour la France d'avoir des établissemens dans les deux Indes. Les productions des Indes Orientales n'intéressent que son luxe & elle ne peut se les procurer qu'en affoiblissant son numéraire. Les productions des Indes Occidentales sont plus utiles à son commerce; elles sont mêmes devenues pour ses habitans de première nécessité, par la grande habitude qu'ils ont contractée d'en faire usage: elle les paye avec ses productions territoriales & industrielles.

& les productions de ses Colonies ajoutent à la masse des objets de son commerce d'importation. Voilà le beau côté que présentent nos Colonies. Mais il en est un qui loin d'être aussi séduisant fait détourner les yeux de l'observateur patriote & ami de l'humanité : il voit dans nos Colonies une source intarissable de guerre, & une cause toujours existante de dépopulation. Si on suppose qu'il y ait dans les Colonies Françaises un million d'habitans, on peut hardiment avancer qu'il n'y a pas un tiers de ce million qui soit véritablement utile : ce sont ceux qui cultivent, & de ce nombre sont ces hommes infortunés qui gémissent : sous le poids énorme des fers qui les accablent, & dont le sort & est certainement plus malheureux que celui des animaux dont-ils tiennent la place. Les deux autres tiers des Colonistes vivent dans l'oïfiveté, ou ont une industrie tout-à-fait étrangère aux besoins réels, & à l'objet principal qu'ont eu les fondateurs des Colonies. Si ceux qui les peuplent habitoient la France, ils y seroient des citoyens utiles, des hommes laborieux qui auroient une

industrie dont la culture, les manufactures & les arts profiteroient. La France ne recolt de grains que ce qui lui est absolument nécessaire pour nourrir ses habitans pendant 13 mois : peut-elle avec un si médiocre superflu pourvoir, sans avoir recours à l'étranger à la consommation de grains que font les Colonistes. Cette partie de l'approvisionnement de nos Colonies tourne donc plus à l'avantage de l'étranger qu'à celui des cultivateurs de France. Pour soutenir leur opinion ceux qui prétendent que nos Colonies sont utiles à leur métropole, disent que ces Colonies consomment une partie de nos vins, de nos eaux-de-vie & de nos autres denrées superflues. Mais est-ce que si les habitans de ces Colonies étoient transplantés en France, ils ne consommeroient pas ce même superflu ? Combien n'y a-t-il pas d'objets qui servent à la subsistance des Colonistes qui sont fournis aux marchands François par l'étranger qui les leur envoie ; tels sont les Viandes salées d'Irlande, la Morue & les Harengs salés que nous tirons de la Hollande. Si nous payons aux Colonistes les Sucres, Caffés, In-

gos &c., avec nos productions de France, ne les payerions nous pas en même monnoye, s'ils nous étoient fournis par la Hollande & par l'Angleterre, qui, comme nos Colonies, sont forcées de s'approvisionner chez nous des objets de leur consommation dont ils manquent ? Le Nord consomme une quantité étonnante de nos Sucres & de nos Caffés de l'Amérique ; mais sont-ce les commerçans de la France qui les vendent ? Non : ce sont des commerçans de votre nation qui les reçoivent, & je crois qu'il feroit aisé, si on en venoit à la démonstration, de faire voir que les trois quarts des productions de nos Colonies passent en Hollande, & font une partie considérable de son commerce d'économie.

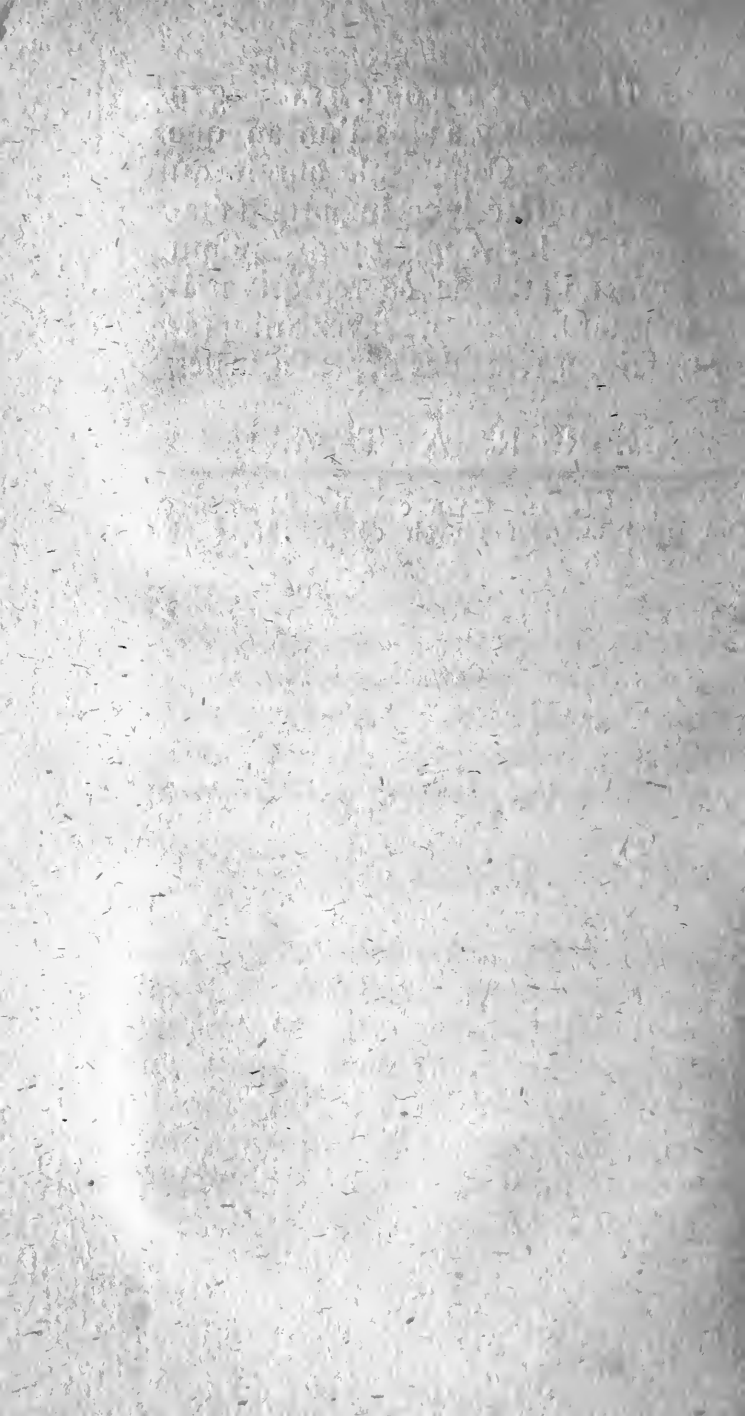
J'ai l'honneur d'être &c.

P. S. On dit ici que votre compagnie des Indes a enfin pris la résolution d'envoyer au Cap de bonne Espérance 1800 hommes de troupes réglées ; mais on ne nous dit point quel est le traitement qu'on fait aux Officiers ; on m'a assuré que les Capitaines après 20 ans de service auroient une pension de 1200 florins

de votre argent. Il y a plus d'un an que votre indolente Compagnie auroit dû pouvoir à la sûreté de cet important établissement. Si les Anglois ont résolu d'en former l'attaque ce renfort arrivera trop tard. Vous ne savez ni prévoir ni faire à tems des dépenses utiles.

E R R A T A.

Page 347 ligne 13. On a cru jusqu'à présent qu'un traité antérieur pouvoit déroger, lisez ne pouvoit déroger.



LETTRES HOLLANDOISES.

Inceptis gravibus plerumque , & magna professis ,
Purpureus , latè qui splendeat , unus & alter
Assuitur pannus.

H O R A C E.

LETTRE XXVIII.

Les Anglois se flattent que la prise de Charles-Town leur procurera la conquête de la partie méridionale des Colonies confédérées ; les Anglomanes de Hollande ont adopté cette idée ; effet funeste de la lenteur & de l'économie Hollandoise.

AMSTERDAM ce Juin 1780.

LEs Anglois, Monsieur, imaginent que la prise de Charles-Town va être suivie de la conquête totale de la Caroline, de la Georgie, de la Virginie, & qu'ils pourront pénétrer jusques dans les Jerseys. Les Ministres de Sa Majesté Britannique qui nourrissent

Tome IV. N^o. 18. S

cette folle espérance ont oublié que l'armée de Washington existe encore. Si le Comte de Rochambaut débarque à Boston, comme cela est très probable, il se portera, sans doute sur Rhode-Island & New-York, ce qui forcera le Général Clinton à marcher à leur défense. Ces Ministres ont aussi oublié que les 10,000 hommes Espagnols, partis d'Europe en même tems que Mr. de Ternay, ne vont point en Amérique pour y rester les bras croisés.

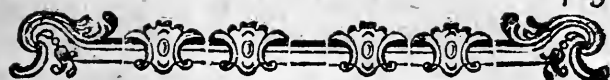
Nos Anglomanes veulent parier qu'avant la fin de l'été chacune des Provinces méridionales aura fait sa paix avec l'Angleterre. A Londres personne n'a encore osé hazarder ce pari ; la prise de Charles-Town n'y a pas produit le même effet que chez nos Anglomanes, & on est plus inquiet d'une expédition secrète que le Général Washington va, dit-on, tenter, que persuadé des heureuses suites qu'aura la prise de Charles-Town. Quelque soit l'expédition de Washington il sera difficile aux Anglois de la faire échouer : on peut même dire que cela leur sera impossible si l'on considère qu'ils ne peuvent être par tout égale-

ment en force dans un pays de 1700 milles d'étendue. La destination de Mr. de Ternay inquiète aussi beaucoup les Anglois. Les plus censés d'entr'eux doutent que l'Amiral Graves, qui le suit, disent les Ministres, pourroit bien être arrivé trop tard. D'ailleurs que pourra-t-il faire avec 5 à 6 vaisseaux qu'il mène avec lui, contre les 7 que commande Mr. de Ternay. A force égale les Anglois auront toujours bien de la peine à avoir l'avantage sur les François. D'ailleurs Mr. de Ternay a peut-être été joint en route par les 12 vaisseaux Espagnols partis de Cadix à la fin d'Avril dernier.

Il n'est personne de nous, même ceux qui sont les plus grands partisans des Anglois, qui ne soient persuadés que nous ne devons espérer aucune justice des Anglois. Nous n'arrêterons le cours de leurs injustices qu'en employant la force pour les réprimer. Nous espérons beaucoup de l'union des Puissances neutres, formée par la Russie, mais s'il est vrai que sa Souveraine ait remis à répondre à nos Etats-Généraux au retour de son voyage, nous avons à craindre que les effets

414 LETTRES HOLLANDOISES
salutaires que nous nous promettions
de cette confédération des Puissances
neutres, ne soient pas, pour cette an-
née, tels que nous l'esperions. L. H. P.
vont, dit-on-ici, envoyer un Ambas-
sadeur extraordinaire à la Cour de Pé-
tersbourg qui pourra conférer avec le
Ministère Russe relativement à l'affai-
re de la neutralité armée. Notre arme-
ment se fait, mais lentement, comme
cela est ordinaire chez nous. Nous ne
savons être actifs que quand il s'agit
de gagner de l'argent : nous sommes
d'une lenteur extrême quand il faut
en dépenser. L'économie est admirable
en fait de commerce, mais elle est tou-
jours funeste en fait d'administration.
J'ai l'honneur d'être &c.





T A B L E

DES LETTRES

Contenues dans ce quatrieme Volume.

LETTRE *A l'Auteur des Lettres Hollandoises.* 3

AUTRE LETTRE *A l'Auteur des Lettres Hollandoises.* 6

LET TRE P R E M I E R E.

Le mémoire que les Colleges des amirautes ont présenté aux Etats Généraux leur avoit été dicté par le Gouvernement; raisons qui ont engagé à le publier; le système politique, de la Hollande est aujourd'hui le même qu'il étoit avant ce mémoire; sur quoi est fondée cette politique; l'armement projeté restera sans effet; danger qu'il y a dans une République à confier à un seul la distribution des emplois; de l'Ambassadeur de la République à Londres & de celui du Roi d'Angleterre à la Haye, les Anglois auroient pu attaquer Ceuta; le

ravitaillement de Gibraltar ne sauvera pas cette place.

14

R E P O N S E à la Lettre I. *L'expédition de Gibraltar fait honneur à l'Angleterre ; la France & l'Espagne auroient pû en empêcher la reussite ; comment ils auroient pu y parvenir ; les Anglois avoient tout lieu de le craindre ; état de l'escadre Angloise à son entrée & à sa sortie du détroit ; conjecture sur sa destination actuelle ; ce que produiroit en Amérique l'arrivée de cette escadre ; état des forces de la France & de l'Espagne dans cette partie du monde ; état des forces de l'Angleterre en Europe ; dans l'Etat où est l'Angleterre , les succès qu'elle peut avoir entraîneront sa ruine ; son corps politique n'a pas la force & la vigueur de ceux de l'Espagne & de la France ; effet que produit sur les nations neutres , la conduite foible du Gouvernement de la République.*

25

L E T T R E II. *La résolution prise par les Etats de Frise ne peut produire aujourd'hui aucun effet ; combien la conduite des Anglois à l'égard de la République doit l'humilier ; elle prouve qu'ils ne craignent point son ressentiment ; maniere de penser des Ministres de Sa Majesté Britannique ; raisons qu'ils ont de ne pas ménager les Hollandois ; ils craignent les Suédois ; il seroit inutile aujourd'hui de convoier les vaisseaux ; quand la République auroit dû armer ; la dépense qu'elle*

le auroit fait alors auroit tourné à l'avantage de son commerce ; il falloit le protéger ; jugement qu'on peut porter de la politique *Hollandoise* ; ce qu'elle a produit ; diminution considérable du commerce de la *Hollande*. 34

LETTRE III. *Mémoire remis aux Etats-Généraux par le Chevalier Torke.* 44

LETTRE IV. *La résolution prise par les Etats de Frise sera adoptée par les autres Provinces ainsi que l'armement proposé ; le courage des Hollandois peut suppléer aux forces dont manque leur République ; elle peut être secourue par des alliés Puissans ; nouveau mémoire donné par l'Ambassadeur d'Angleterre ; motifs qui ont déterminé les Juges de l'Amirauté d'Angleterre à ordonner la saisie des vaisseaux convoyés ; suivant eux la République ne doit être considérée que comme une nation neutre & non alliée ; ils prétendent qu'une nation alliée ne peut pas convoyer ses vaisseaux contre la nation son alliée ; que si elle le fait, elle renonce aux avantages qu'elle retire du traité ; imputation fautive que font les Anglois aux Hollandois ; comment les Anglois interprètent le refus du Comte de Byland de laisser visiter ses vaisseaux ; contenu des sentences redues par les Juges de l'amirauté d'Angleterre.* 55

LETTRE V. *Dispositions des Anglois ;* 58

est de leur intérêt de prévenir l'armement projeté par la République des Provinces-Unies; ils doivent exiger une réponse positive sur les secours qu'ils demandent; motifs puissans qui les y engagent; ils peuvent faire de grands maux à la République; interprétation qu'on peut faire du mémoire du Chevalier Torke; réponse des Etats-Généraux à ce mémoire; le Chevalier Torke a refusé la réponse des Etats-Généraux. 67

LETTRE VI. *Description d'une nouvelle estampe qui vient de paroître.* 73

REPONSE à la lettre V. *Dispositions des Hollandois à devenir frivoles comme les François; ce qu'on doit penser des persécutions qu'éprouvent en Hollande les bons patriotes; de celles qu'essuye présentement un Libraire de Leyde; suites funestes qu'elles doivent avoir; il peut arriver en Hollande, ce qui est arrivé dans les Pays Bas; du climat des Provinces-Unies, comparé à celui de leurs voisins.* 83

LETTRE VII. *Confédération formée par les Puissances neutres; l'Impératrice de Russie a fait inviter la République des Provinces-Unies à entrer dans cette confédération.* 93

REPONSE à la lettre VII. *Les Anglois n'ont plus d'esperance d'être secourus par le Portugal & la Russie; la Russie étoit*

sans motifs de secourir les Anglois; elle peut aujourd'hui se passer des productions de l'Angleterre; combien son commerce est intéressé à se lier avec celui de la France & de l'Espagne; ce sera un commerce d'échange perpétuel; il sera fondé sur le besoin réciproque des trois nations; la conduite des Anglois à l'égard de l'Impératrice de Russie a irrité cette Princesse; motifs qu'elle a eu de former une confédération des nations neutres; effet qu'elle doit avoir par rapport à la République; l'impunité des Corsaires Anglois légitime le reproche qu'on fait au Ministère Anglois, d'autoriser les atrocités que commettent ces Corsaires. 97

LETTRE VIII. *Effet qu'a produit dans les Provinces-Unies le mémoire de l'Ambassadeur de Russie; les Hollandois ont applaudi à la déclaration que cette Puissance a faite; tout annonce une union intime entre la France & la Russie; avantages considérables que le commerce des deux nations peut en retirer; nouveaux établissemens que la Russie pourroit former; plusieurs autres Puissances secondaires paroissent disposées à entrer dans la confédération des Puissances neutres; dispositions du Dannemark; L. H. P. paroissent disposées à accéder à la confédération proposée par la Russie; patriotisme des habitans de la Ville de Woerden; la République n'a plus rien à craindre des Anglois; abdication du Roi d'Angleterre.*

R E P O N S E à la lettre VIII. *La Campagne ne tardera pas à s'ouvrir; les plus grands efforts des Puissances Belligérantes se feront en Amérique; la France & l'Espagne ne doivent pas désirer que la paix se fasse présentement; conduite que les Anglois pourront tenir pendant la Campagne prochaine, quels peuvent être les projets de la France & de l'Espagne pour la campagne prochaine; conséquence qu'on peut fixer de l'amende qu'on vient de faire payer au Libraire Herdingh.* 113

L E T T R E IX. *Jugement que la posterité portera de l'Impératrice de Russie; elle la placera au-dessus de Pierre le Grand; Elle a plus fait pour son peuple que n'a fait Pierre; effet de l'influence de la Russie sur toutes les autres nations de l'Europe; la République des Provinces Unies eût pu jouer le beau rôle que joue aujourd'hui la Russie; projet d'un traité de paix; il ne déplairoit pas à la plus saine partie de la nation Angloise; décision du Conseil de guerre maritime tenu à l'occasion de l'enlèvement des vaisseaux.* 121

L E T T R E X. *La confédération des Puissances neutres proposée par la Russie a produit le même effet dans toutes les Provinces Unies; changement qui s'est fait dans les Etats de celle de Gueldre; elle s'est déclarée pour les convois illimités: les Anglois ont cru qu'ils pouvoient impunément braver la République; conduite de*

L'Ambassadeur d'Angleterre; les Etats de Gueldre ont approuvé l'armement proposé & décidé qu'il falloit refuser les secours demandés par l'Angleterre, & acquiescer à la confédération; les Etats de Zelande & d'Utrecht ont pris le même parti de refuser les secours demandés par l'Angleterre.

133

LETTRE XI. *La conduite que les Anglois ont tenue à l'égard de la République pendant la guerre de 1757 a été la même que celle qu'ils tiennent aujourd'hui; passage intéressant d'un journaliste Anglois; situation de l'Angleterre & de la République pendant la dernière guerre; caractère de Pitt depuis Lord Chatam; le Lord North l'a pris pour modèle; proclamation du Roi d'Angleterre; effet qu'elle doit produire sur toutes les nations neutres; la République a acquiescé à la confédération; la proclamation du Roi d'Angleterre est une insulte faite à la Russie; effet qu'elle a produit à Londres.*

145

REPONSE à la lettre XI. *Jugement qu'on peut porter de la proclamation du Roi d'Angleterre; les Anglois ont voulu en imposer à toutes les Puissances neutres; elles ne voudront pas se soumettre à ce que le Roi d'Angleterre leur prescrit par sa proclamation; elles pourront réunir leurs forces pour obliger les Anglois à respecter leur neutralité; dispositions de la France & de l'Espagne; causes du changement qui s'est*

fait dans les Provinces Unies : ce qu'on doit penser des dispositions actuelles & passées du Stadhouder.

157

LET TRE XII. *Mémoire que l'Ambassadeur de France a remis aux Etats-Généraux.*

166

LET TRE XIII. *Il n'y a pas d'apparence à une rupture entre la République & l'Angleterre ; l'injustice des Anglois pourra l'occasionner ; l'armement des 52 vaisseaux se pousse avec vigueur ; effet qu'a produit la déclaration de la Russie ; allarme des Capitalistes Hollandois ; consternation du parti Anglomane ; toutes les Provinces agissent aujourd'hui de concert ; résolution de la Province de Groeningue ; la confédération des Puissances neutres pourra procurer la paix ; conditions auxquelles on pourra la faire ; situation actuelle de la France & de l'Angleterre.*

171

LET TRE XIV. *Description d'une nouvelle Estampe qui vient de paroître.*

185

TRAITE'S de Marine *conclus entre S. Maj. Britannique & les Etats-Généraux des Provinces Unies , le 14 Février 1667-68 , & le 11 Décembre 1674.*

191

RE P O N S E *aux deux Lettres précédentes. La forme de la constitution nationale sert beaucoup à la politique Hollandoise ; elle fait en tirer un grand avantage pour parvenir à son but ; on en a un exemple frap*

pant dans la conduite que le Gouvernement de la République a tenue à l'égard de la France & de l'Angleterre; la réponse à la proposition de la Russie a été donnée presque aussitôt qu'elle a été faite; in conduite des Ministres de Sa Maj. Britannique; chacun d'eux a des torts qui doivent être punis; ce qui caractérise chacun d'eux.

195

LETTRE XV. *Les Ministres du Roi d'Angleterre, sont seuls la cause de la situation critique où elle se trouve; la nation doit les en punir; avantages qu'ils auroient pu tirer de la neutralité de la République; les moyens que les Anglois ont employés contre les Hollandois, leur ont plus nuit, qu'ils ne leur ont été utiles; combien la conduite de la France a été opposée à celle de l'Angleterre; c'est là ce qui a aliéné d'elle toutes les nations; griefs de celles-ci qui les portent à abandonner l'Angleterre; ce sont les injustices commises à l'égard des colonies confédérées de l'Amérique qui leur ont mis les armes à la main; les Ministres du Roi d'Angleterre n'en ont pas prévu les suites; foiblesse du Roi d'Angleterre pour ses Ministres; dispositions allarmanes des Irlandois: jugement rendu en faveur des vaisseaux Russes*

201

REPONSE *du Roi de France à la Déclaration de l'Impératrice de Russie.*

211

REPONSE *de S. Maj. Britannique à la*

declaration de l'Imperatrice de Russie. ibid.

SUITE des Traités de Marine.

215

REPONSE aux deux lettres précédentes.

Projet d'une trêve proposée par les Anglois aux Américains ; situation actuelle des Anglois rapprochée de celle où se trouvoient les Espagnols en 1608 , situation des Provinces-Unies à cette époque comparée à celle des Etats-Unis ; raisons qu'ils ont de ne pas accepter la trêve ; aucun traité ne doit se conclure sans le concours de toutes les Puissances ; avantages que l'Angleterre retireroit d'un traité particulier fait avec la République des Etats-Unis ; de l'entreprise de Clinton dépend la conduite que doit tenir l'Angleterre ; intérêts de l'Angleterre relatifs au Canada

219

LETTRE XVI. *La guerre presente ne peut être terminée que par un traité de paix ; intérêt actuel des nations neutres ; toutes les nations de l'Europe s'occupent de leur commerce ; marine militaire de la Prusse & des Pays-Bas Autrichiens ; des ports des Pays-Bas qu'on peut agrandir & rendre militaires ; la navigation des rivières doit être libre comme celle des mers ; les Hollandois n'ont pas le droit de gêner la navigation de l'Escaut.*

226

REPONSE à la lettre XVI. *La navigation de l'Escaut doit être libre ; Philippe*

IV. n'a pu donner aux Hollandois le droit de la gêner; l'intérêt du commerce general de l'Europe demande que cette gêne cesse; les dispositions du traité de Munster n'obligent point les autres nations; Philippe IV. n'a pas pu légitimement traiter avec la République au préjudice des Anversois; du commerce de mer, depend la richesse d'un Pays; commerce de la Hongrie.

233

LET TRE XVII. *Les Anglois bravent la République des Provinces-Unies; le nouveau memoire remis par son Ambassadeur n'a produit aucun effet; conférence de cet Ambassadeur avec le Lord Stormont; Etat de la marine de la République; Etat de la marine Militaire des nations neutres; elles devroient être reciproquement garanties de leurs possessions comme de leur navigation; etat actuel de la Marine Angloise; de ses forces & de ses finances.*

243

LET TRE XVIII. *Description d'une nouvelle Estampe.*

252

R E P O N S E aux deux lettres précédentes. *Les excès commis par les Anglois ont tourné à l'avantage des Hollandois; la Russie a fait sortir la Hollande de son état léthargique; armée navale de la confédération; maniere dont se doivent conduire les Puissances confederées; conseil de la confédération; le Portugal entrera dans la confederation des Puissances qui se confederent;*

dispositions actuelle du congrès qui terminera la guerre presente. 260

LETTRE XX. *Combat entre les François & les Anglois en Amerique, il ressemble au combat d'Ouëssant, les effets & les suites de ces deux combats sont les mêmes; les Anglois doivent chercher les combats & les François les éviter; idée qu'on peut se former de la campagne actuelle; on peut croire que les Hollandois seront forcés de se déclarer contre l'Angleterre; les Anglois auroient du attaquer les Hollandois; les Anglois ont formé le projet d'attaquer les Hollandois dans les Indes Orientales, nouvelle insulte faite à la Republique* 267

REPONSE à la Lettre XX. *Conduite des Anglois à l'égard des Hollandois; action cruelle d'un vaisseau Anglois à l'égard d'une fregate Française: traité de commerce entre la France & la Russie; la Russie a fait fréter dans les ports de France nombre de vaisseaux marchands; effets des nouvelles liaisons du commerce de la France & de la Russie; diminution qu'essuiera celui de Hollande; etablissement d'une nouvelle compagnie des Indes Orientales: le grand Duc a beaucoup fait de bien à son pays; suites que peut avoir pour l'Angleterre une rupture avec les Provinces Unies; idée que les Anglois ont des Ministres de leur Roi.* 275

LETTRE XXI. *Nouveaux excès commis*

par les Anglois contre les Hollandois ; leur conduite peut être attribuée à celle qu'a tenu le Gouvernement de Hollande ; la République des Provinces Unies est en état de faire la guerre à l'Angleterre ; ressources de la République ; ordonnance rendue pour les équipages des vaisseaux marchands ; intérêt qu'ont les compagnies des deux Indes à ce que la République soit promptement armée ; nouvel excès des Anglois : violence commise par des charbonniers Anglois ; ils enlèvent un vaisseau François & violent par là le territoire de la République ; c'est une hostilité préméditée. L'Angleterre refuse à toute satisfaction à la République ; effet que produit dans les sept Provinces le traité de commerce de la France & de la Russie. 291

LETTRE XXII. *Effet qu'a produit sur les bons patriotes de la Hollande le traité de commerce de la France avec la Russie ; combien les Hollandois sont intéressés à ce qu'il ne s'exécute point ; la France & la Russie ont un égal intérêt à unir leurs commerces ; objets que peut fournir la France & la Russie ; quels sont ceux que la Russie peut lui donner en échange ; cause du retardement que ces deux nations ont apporté à leur union ; differens projets de traités de commerce ont été formés ; les commerçans François ont eu une idée fautive du commerce de la Russie ; avantages que celui ci & celui de la France retireront de leur union. 302*

RÉPONSE aux deux lettres Précédentes.

Le soulèvement des Protestants de Londres pourra avoir des suites funestes; effet que pourra produire une descente des François en Angleterre; elle a perdu toute la considération dont elle jouissoit; son credit est chancelant; ligue formée contre sa Puissance en Asie; la situation des Anglois en Amerique est très critique; leurs ennemis y ont sur eux la supériorité; idée fausse qu'ont les Anglois de l'Alliance de la France & des Etats Unis; sur quoi est fondée la rivalité de la France & de l'Angleterre; pour affoiblir l'Angleterre; il faut affoiblir son commerce; elle blâme la Politique des autres nations; projet des Anglois sur l'Isle de Corse.

315

LETTRE XXIII. *Conjectures sur la démarche du Lord Gordon; elle peut avoir été suscitée par les Ministres de Sa M. B. Effet que produira la révocation de l'acte, demandée par les protestans; population des Pays Bas Autrichiens; il est plus avantageux pour les Hollandois que les Anglois conservent l'Empire des mers que de le leur voir enlevé à la condition que l'Escaut sera totalement libre; aucune nation n'est plus propre au commerce que la nation Hollandoise; ses mœurs ne sont pas aussi altérées qu'on le pense; le commerce de*

la Hollande peut se soutenir ; ses manufactures peuvent redevenir florissantes ; projet de réforme ; la République , en temps de paix , pourra avoir une marine considérable. 326

REPONSE à la Lettre XXIII. Le commerce des Provinces-Unies peut s'affoiblir mais il sera toujours considérable ; elles en feront toujours un considérable avec la France ; il sera plus aisé d'augmenter leurs productions territoriales que de rendre à leurs manufactures leur ancien éclat ; on n'enlèvera pas à la Hollande son commerce d'épicerie ; liaisons que pourront former entr'eux le commerce de la République & celui du Portugal ; la conduite de S. M. B. à l'égard des Hollandois n'est pas approuvée en Angleterre ; on y désapprouve les mémoires remis par le Chevalier Yorke à L. H. P. Lettre de George II. à sa fille ; ce Prince a souvent peu ménagé la République ; le Roi d'Angleterre n'a pas consulté son Parlement ; manière dont les Ministres de S. M. B. veulent excuser l'infraction du traité de 1674. 339

LETTRE XXIV. Nouveaux excès commis par les Anglois à l'égard de la République des Provinces-Unies : obstination de la Province de Zélande à ne pas accorder des convois illimités situation actuelle de Gibraltar ; ce qu'on pense en Angleterre de l'émeute du 2. Juin ;

projet chimérique d'une réconciliation avec les Américains : situation de ceux-ci suivant les Anglomanes ; les Anglois Américains sont sans motifs de se réunir aux Anglois d'Europe ; idée qu'on doit se former du peuple Américain : la situation des Américains , après leur réunion à l'Angleterre , seroit très fâcheuse ; leurs dispositions à l'égard des Anglois ; la situation des Américains est moins à plaindre que celle des Anglois ; les représentans Américains comparés à ceux des Anglois. 348

REPONSE à la Lettre précédente. Du peuple Anglois ; la conduite du Lord Gordon a été celle d'un inconsidéré ; conduite indolente des Ministres de Sa Maj. B. effet qu'auroit leur expulsion du Ministère ; jugement défavorable qu'on porte d'eux généralement ; ils devroient faire retraite ; suite que pourroit avoir pour eux cette retraite ; la Lettre du Général Clinton n'est pas supposée ; tout engage les Américains à ne pas se réunir aux Anglois ; état de l'Angletrre comparé à celui des Etats-Unis ; l'alliance de la France avec les Etats-Unis leur a été très utile ; la tyrannie du congrès de Philadelphie est idéale. 363

LETTRE XXVI. Les excès des corsaires Anglois sont la suite de leur caractère ; ceux des ennemis de l'Angleterre sont retenus par la crainte du châtimement ;

moyens que peuvent employer les Puissances neutres pour obliger les corsaires des Puissances Belligérantes à respecter leur pavillon ; avantages des Anglois en Amérique ; il n'est pas de l'intérêt des Ministres de Sa Majesté Britannique que la paix se fasse ; anecdotes ; de la banque d'Amsterdam ; de sa solidité & de son utilité ; quand elle pourroit contrevenir à son institution. 375

LETTRE XXVII. La prise de Charles-Town n'entraînera pas la destruction de la République des Etats Unis ; elle affermira les Anglois dans l'espérance de la soumettre ; situation actuelle de l'Angleterre ; elle doit l'engager à demander la paix ; diminution de sa population ; ventes d'hommes faites à l'Angleterre ; procédé du Roi de Prusse ; résolution des Etats de Frise ; justification de la conduite des Anglois à l'égard de la République des Provinces-Unies ; attaque de la Jamaïque ; pour la conserver les Espagnols pourront céder à la France la partie de l'Isle de St. Dominique qu'ils possèdent ; le commerce des Colonies Françaises pourroit être plus utile qu'il ne l'est. 387

REPONSE à la Lettre XXVII. La prise de Charles Town n'est pas d'une grande importance pour les Anglois ; la France & l'Espagne auroient dû envoyer de puissans secours aux Améri-

cains ; les intérêts de la France & de de l'Espagne sont les mêmes ; faute qu'a fait l'Angleterre pour soumettre les Américains ; la France a trop tardé à leur envoyer des secours , & l'Espagne à se déclarer pour eux ; l'une & l'autre ont commis de grandes fautes ; qui peut avoir retardé le départ de la flotte combinée de la France & de l'Espagne ; on pourroit prendre une partie des équipages de la marine Française pour l'employer pour la marine militaire ; la marine marchande y est intéressée ; la France pourroit se passer de Colonies ; raisons pour le croire.

397

LET TRE XXVIII. Les Anglois se flattent que la prise de Charles-Town leur procurera la conquête de la partie méridionale des Colonies confédérées ; les Anglomanes de Hollande ont adopté cette idée ; effet funeste de la lenteur & de l'économie Hollandoise.

403

Fin de la table du Tome quatrieme.

